

« *Début du chaos-2* » suite en vrac...

Fauchage d'une parcelle de Monsanto

Ce matin, à 7h15, 58 faucheurs volontaires provenant de différentes régions (Centre, Bretagne, Ile-de-France, Nord) ont neutralisé un essai de la société MONSANTO sur la commune de Poinville. Ils ont déposé, en présence de la gendarmerie, des épis de maïs transgéniques sur les grilles du centre de recherche de cette firme, situé à Toury.

Les faucheurs ont ensuite été mis en garde à vue à la gendarmerie de Janville avant d'être répartis dans différentes gendarmeries du département de l'Eure-et-Loir (Orgère, Châteaudun, Cloyes, Lucé, Voves, Illiers-Combray, Janville).

Cinq d'entre eux sont des récidivistes. La nouvelle loi sur la récidive prévoit, pour ce type de délit, une peine plancher de 2 ans ! Il est d'autant plus important de montrer sa solidarité avec les faucheurs que cette action fait écho aux intentions affichées par le gouvernement de lancer les OGM à grande échelle en France (lire l'article de Michel Barnier dans le Figaro du 14 août).

Ceux qui souhaitent soutenir les faucheurs peuvent se rendre sur place ou téléphoner aux différentes gendarmeries.

La discussion se poursuit sur <http://terresacree.org/corrída.htm>

Les animaux ont-ils une âme?

24 août 2007 :

Descartes pensait il y a seulement trois siècles et demi que les animaux étaient des machines. Et lorsque l'on regarde autour de nous, il semble bien que ce soit toujours la conviction implicite ou explicite de nombre de nos contemporains. Mais justement, comment se fait-il que l'on traite encore aujourd'hui les animaux comme des machines ou des << légumes >> bons à être poussés sans ménagement vers l'abattoir? En fait, cela nous arrange bien, car s'il fallait reconnaître que les animaux ont une conscience, c'est notre << Système >> dans son ensemble qui basculerait.

Un article du supplément du Monde (en date du samedi 11 août) pose la question de savoir si les animaux ont une conscience. On peut notamment y lire des choses étonnantes sur les positions de grands savants :

- Darwin a écrit << il suffit de voir des chiots en train de jouer pour ne pas douter qu'ils possèdent leur libre arbitre >>. Il décrit en détail les origines animales des comportements affectifs et même des croyances des humains. Selon lui << la différence d'intelligence entre homme et animaux

(...) est une différence de degré et non de nature >>. Il démontre qu'il existe une continuité physiologique, intellectuelle et émotionnelle, et même morale entre les animaux et l'homme.

- Selon Freud, Darwin << réduit à rien les prétentions de l'homme à une place privilégiée dans l'ordre de la création >>.

Il est établi que les animaux ont des capacités beaucoup plus étendues que l'on a pu le penser :

- Ils rêvent.

- Ils apprennent, et sont capables d'adapter la pédagogie en fonction de la capacité d'apprentissage de leurs rejetons (observé notamment chez les singes). Ils ont une mémoire.

- Ils ont une représentation de soi et des autres. Par exemple, ils savent imiter, donc ils font la différence entre l'autre et soi (Dauphins). Ils savent aussi mimer différentes facettes de la vie dans l'acte de jeu, l'attaque, la fuite, ...

- Ils sont capables d'apprendre le langage des sourds-muets (chimpanzés, gorilles)

- Ils savent raisonner. Ils savent trouver des solutions face à des situations nouvelles (castor). Ils savent construire des outils en fonction d'utilisations différentes. Ils savent ruser et tromper (corbeaux).

- Ils savent diriger leur attention, pratiquer l'introspection (singes), communiquer un désir (chiens).

S'il est difficile d'établir que les animaux ont une conscience, c'est sans doute uniquement parce que nous n'avons pas le même langage.

Que dire aux sceptiques ?

Premièrement, il me semble que la recherche de la << Raison >> a toujours été inféodée à des contingences << matérielles >> (religieuses, politiques, sociales, économiques) Des exemples ?

- Qu'importait les preuves que pouvait fournir Galilée, il était impensable que l'Eglise se déjuge et que la terre ne soit pas le centre du monde.

- La violence des réactions de l'église vis-à-vis de Giordano Bruno et de Galilée pourrait signifier que l'église savait parfaitement à quoi s'en tenir sur la réalité astronomique. Mais elle a reculé devant la remise en cause des textes sacrés et de leur exégèse que la reconnaissance de cette vérité aurait impliquée. De fait, quand on examine, dans les siècles suivants, la corrélation entre progrès de la science et recul de la foi, on comprend pourquoi la << foi >> chrétienne de cette époque a suscité autant de << mauvaise foi >> scientifique...

- Faut-il aussi rappeler la controverse de Valladolid en 1550, durant laquelle on s'est interrogé si les amérindiens et les noirs avaient une âme? Reconnaître que les amérindiens avaient une âme privait les grandes puissances commerciales d'une réserve de main d'Oeuvre esclave. Les noirs n'ont pas eu cette chance, puisque déclarés dénués d'âme, il n'y avait aucune raison de les traiter autrement que des bêtes ou des machines. Peut être que dans 400 ans, nos lointains descendants seront honteux à l'idée que nous puissions penser les animaux dénués d'une âme. Il n'est donc pas interdit de se demander si la position suivant laquelle les animaux n'ont pas de conscience définie obéit à une simple recherche de la vérité, ou si elle est polluée par des considérations matérielles.

Deuxièmement, s'il est difficile de prouver que les animaux ont une conscience, rien ne permet d'affirmer l'absence de conscience chez l'animal.

De plus, rien n'autorise à affirmer qu'un seul modèle de conscience existe, celui de l'Homme.

Rechercher une image de notre propre conscience chez

autrui est un bel exemple d'anthropocentrisme. Juger les autres à l'aune de ses propres forces est confortable. Imaginons que chaque animal puisse édicter un critère de comparaison entre animaux : le lion choisira la force, le guépard la vitesse, le lapin la capacité de reproduction, la puce la résistance à la pression, les chats la capacité de voir dans le noir, les chauves souris la capacité à recevoir des ondes, les pigeons à se guider avec les champs magnétiques... Que sais-je ? Et nous la conscience, la force de notre abstraction ? En cas de modification climatique importante, on peut douter que notre critère à nous nous permette de vivre bien longtemps.

Troisièmement, traiter les animaux avec dignité n'est pas une incongruité.

L'Homme du XXIème siècle ne serait pas le premier à le faire :

- Les amérindiens respectaient les troupeaux de bisons, et ne tuaient que le nécessaire pour se nourrir, se vêtir, ...

- La vache en Inde est sacrée depuis des temps immémoriaux.

- Dans de nombreuses traditions, celle des bushmen par exemple, le guerrier s'excuse auprès de la bête qu'il vient de tuer, et lui explique que c'est pour nourrir sa famille.

- Le bouddhisme enseigne de ne pas maltraiter les animaux car ils sont des réincarnations d'humains.

Il semble que le respect envers les animaux soit proportionnel à leur proximité avec l'homme et aux services qu'ils rendent (en tant qu'être vivants) .

Pourquoi en est-on arrivé là, et que faire pour changer les choses ?

Rappelons d'abord que nous sommes des animaux. Les identités tant comportementales que physiologiques nous dispensent d'insister davantage sur cette évidence. Mais précisément notre insensibilité à leur égard n'est-elle

pas aussi une réaction de distanciation, un peu analogue à celle du nouveau riche qui snobe son ancien milieu ? Et une réaction de peur, souvenir ancestral du temps où nous étions davantage proie que prédateur ?

Ensuite, reconnaître que les animaux ont une conscience, nous poserait un sérieux << cas de conscience >>, pour ne pas dire un problème fondamental.

Cela nous obligerait à revoir tout notre système de vie :

- Il faudrait commencer par améliorer la filière alimentaire. Il ne s'agit pas nécessairement de devenir végétarien, mais d'élever les animaux dans des conditions décentes, et de les tuer en leur évitant toutes souffrances.

- Il faudrait réduire les dégradations des habitats, comme la suppression des bocages, la déforestation, la pollution des mers, les différentes formes de braconnage ou de pêche prohibée (pêche à l'explosif par exemple), qui ruinent des espaces entiers de vie.

- Cela nous obligerait en un mot à revoir notre place sur la terre, notre coexistence avec ses autres << habitants >>, et sans doute par voie de conséquence à limiter la population humaine.

- Notons à ce titre que la réglementation stricte qui encadre depuis quelques temps, dans les pays développés, l'expérimentation animale est un pas dans la bonne direction.

Une révolution aboutit souvent à des excès similaires (mais inverses) que ceux qu'elle a voulu supprimer. Le mieux, pour tenter de limiter cet effet, est de commencer par un changement limité, << tranquille >>. Pourquoi ne pas envisager un label qui s'assurerait de la bonne << traïtance >> des animaux

dans la filière alimentaire ?

Y a-t-il un marché pour ceux qui veulent payer plus cher pour avoir l'esprit et la conscience tranquilles ? Pour ceux qui pense que l'on << est >> ce que l'on << mange >>.

Il faut, de toute manière, rapprocher (au sens étymologique : approcher à nouveau) les Hommes du monde animal. Sans proximité, il y a défiance, méfiance, méconnaissance...

Mais gardons espoir. Il paraît que le propre de l'homme est de savoir s'adapter !

Jérôme Bondu & Alain Bondu

Source : vincent.robeyns@yucom.be

Pour aller plus loin :

Voir les ouvrages de Dominique LESTEL, éthologue et philosophe, auteur notamment de Les animaux sont-ils intelligents ? (Editions Le Pommier, 2006)

Il est intervenu à l'Université de tous les savoirs. Conférence audio en ligne

<http://www.lemonde.fr/>

Jerome Bondu

<http://www.naturavox.fr/>

<http://terresacree.org/animaux.htm>

Vous aussi intervenez sur le sujet et votre mail sera peut-être publié.

sos-planete@terresacre.org

Non assistance à Planète en danger

Des messages alarmants se font entendre depuis quelques années sur l'état de la planète et son avenir. On nous signale pratiquement chaque semaine une nouvelle catastrophe écologique ou une nouvelle agression à la nature restée jusque là insoupçonnée. Une simple comparaison de l'état de la planète en 1970, 1980, 1990 et aujourd'hui illustre la vitesse croissante avec laquelle la situation se dégrade. On peut sérieusement se demander: si les choses continuent à ce rythme, combien de temps encore la planète restera t-elle habitable?

Notre planète est bien malade. Des commissions de spécialistes, à l'échelle mondiale, se sont réunies à plusieurs reprises. Une instrumentation sophistiquée a été mise au service de leurs enquêtes. Dans l'ensemble, les rapports concordent. Tous les clignotants sont au rouge.

Il serait difficile de sous-estimer la gravité de la situation. Les données de plus en plus précises sur la diminution de la couche d'ozone, sur l'accroissement du gaz carbonique dans l'atmosphère et sur la quantité de produits toxiques déversés dans la biosphère sont très préoccupantes. Même si on ne connaît pas avec certitude l'effet de ces modifications, on sait pourtant déjà qu'elles pourraient être graves. C'est suffisant pour justifier notre inquiétude. Un exemple : Les cinq années les plus chaudes du siècle dernier se situent toutes entre 1980 et 1990 ! Bien sûr, il peut s'agir tout simplement d'une « fluctuation statistique ». Mais alors quelle fluctuation !

A la question « est-il trop tard ? », il faut répondre d'un « non » volontaire. Les plaies que nous avons ouvertes peuvent encore guérir. Pour cela, il faut tout mettre en œuvre pour freiner le rouleau compresseur de la détérioration planétaire. Il faut maintenant beaucoup plus que de la bonne volonté. C'est une véritable croisade « d'assistance à planète en danger » qui doit rapidement se mettre en place.

Pour cette tâche urgente, toutes les forces vives doivent s'y atteler. Les gouvernements, les institutions, les scientifiques, les journalistes, les jeunes, les femmes, les responsables des villes, les entreprises, les syndicats et les ONGs. Le mouvement associatif vert était encore dans les limbes en 1972 lors de la Conférence de Stockholm. A Rio en 1992, il s'est affirmé, et à Johannesburg en 2002, une cohésion du mouvement à l'échelle planétaire, en tant que force de proposition, s'est manifestée et les ONGs du nord comme du sud ont parlé d'une seule voix. C'est là un des aspects positifs du sommet. Il y a désormais aujourd'hui une prise de conscience de notre identité de « terriens ». cette prise de conscience concerne aussi bien les gouvernements que les sociétés civiles, et rien ne vaut une cause commune pour rapprocher les gens. Ensuite il y a aussi la possibilité d'un rééquilibrage nord-sud. Depuis quelques décennies l'écart de richesse entre les deux hémisphères va en s'accroissant. Les nations pauvres se saignent à payer les intérêts de leur dette nationale.

La crise écologique contemporaine nous rappelle que cela ne pourra pas continuer indéfiniment. Les pays riches ne pourront plus ignorer la pauvreté du tiers monde. Mais les Etats-Unis continuent de faire cavalier seul tant sur les accords de Kyoto que sur l'aide au

développement. Les dernières catastrophes naturelles qui viennent de les frapper les feront-elles changer d'avis ?. Espérons-le !.

En attendant, pour survivre, le pauvre paysan africain continuera de couper les arbres de la forêt voisine. L'élévation du niveau de la mer, le réchauffement du climat, l'état de l'environnement aux Pays-Bas ou dans les Iles Maldives sont les derniers de ses soucis. Notre santé et notre avenir ne l'intéressent pas. Il a faim. Il est en situation de survie.

En d'autres termes, ce paysan africain, si on continue de l'ignorer, il pourrait bien nous empêcher de respirer. Voici une des leçons que les grands chefs d'Etats et de gouvernement des pays riches - qui alignent sommet sur sommet - devraient bien méditer. Pour l'instant, il semble qu'il y ait encore loin de la coupe aux lèvres.

Salem Sahli

http://www.naturavox.fr:80/article.php3?id_article=1665

<http://terresacree.org/natureendanger.htm>

Vous pouvez intervenir sur le sujet à sos-planete@terresacree.org

Une autre évaluation des OGM

samedi 25 août 2007 par Aurélien Bernier, Groupe Environnement du réseau Avenir d'Attac
Par Aurélien BERNIER, Attac Poitiers, élu au CA d'Attac France, Animateur de la
Commission OGM d'Attac et du groupe environnement d'Avenir d'Attac
Le 25 août 2007

Monsieur Jean-Louis Borloo a annoncé le 23 août qu'il sortirait au moins du Grenelle de l'Environnement une loi sur les OGM. Dire quelle en sera la teneur est une autre affaire. D'un point de vue économique, nous savons ce que valent les OGM. Ce sont avant tout des plantes brevetées qui permettent aux semenciers d'imposer aux agriculteurs des « clauses d'utilisation » par l'intermédiaire de contrats de licence. Un système qui ressemble beaucoup à celui que chacun a déjà pu observer en installant un logiciel informatique breveté. Ce texte qui apparaît en début de procédure, dans une police qui en interdit définitivement la lecture à un myope et qui est accompagné d'une première option « j'accepte » et d'une seconde « je n'accepte pas », est une licence. Elle lie l'acheteur à la firme qui détient le brevet quand au respect d'un certain nombre de clauses, comme le non piratage, par exemple. Les brevets sur les OGM permettent la même chose. Une firme comme Monsanto, numéro un mondial des plantes transgéniques, fait signer au paysan un texte qui lui interdit de re-semer du grain issu de la future récolte d'OGM, et souvent, qui l'oblige à utiliser des produits de traitement vendus par Monsanto elle-même. On comprend immédiatement tout l'intérêt d'une semence génétiquement modifiée par rapport à une semence conventionnelle. Pour les firmes bien-sûr. Au niveau sanitaire et environnemental, les choses sont plus floues, puisqu'aucune évaluation sérieuse n'a jamais été réalisée sur les plantes transgéniques. Face à cette technologie nouvelle, les États-Unis ont fait le choix d'offrir purement et simplement l'économie de l'évaluation aux multinationales. Les OGM y sont utilisés depuis quinze ans comme des produits tout à fait ordinaires. L'Europe, elle, s'est montrée un peu moins généreuse. Mais beaucoup plus hypocrite. Pour homologuer une variété transgénique, une firme doit constituer un dossier et fournir des résultats d'études dont les grandes lignes sont indiquées dans les annexes de la directive européenne 2001/18. Ce dossier est alors généralement examiné par une commission d'experts dans l'état membre où la demande a été déposée (la Commission du Génie Biomoléculaire en France) et par une seconde au niveau communautaire, l'EFSA

(European Food Safety Authority). Ces organismes délivrent des avis qui permettent ensuite à l'état, au Conseil ou à la Commission européenne de prendre la décision d'autoriser ou non la variété. Or, il n'a jamais été réclamé la moindre contre-expertise indépendante pour vérifier la fiabilité des résultats présentés par Monsanto et consorts, les experts se limitant à déclarer qu'« en l'état des connaissances scientifiques » et « compte-tenu des données fournies », les variétés transgéniques étudiées ne présentent aucun risque. Comme si une multinationale allait fournir un dossier pour homologation prouvant que son produit est dangereux ! Cette procédure est véritablement honteuse et constitue un déni du principe de précaution. C'est bien à elle qu'il faut s'attaquer en tout premier lieu.

Une loi responsable sur les OGM commencerait par considérer que, dans ces conditions, toutes les autorisations accordées jusqu'alors sont infondées d'un point de vue scientifique. Et donc par instaurer un moratoire. Ensuite, elle pourrait fixer une procédure très simple. Imaginons une agence dont les membres seraient recrutés pour leurs compétences, mais aussi leur indépendance vis-à-vis de l'industrie en général et du secteur de l'agrochimie en particulier. Appelons-la par exemple l'A.E.B., pour « Agence d'évaluation des biotechnologies ». Cette agence a en charge, comme son nom l'indique, l'évaluation des effets sanitaires et environnementaux des plantes transgéniques avant autorisation de mise en culture ou d'utilisation dans la chaîne alimentaire. Elle met en place un protocole sérieux sur la base des annexes de la directive 2001/18 et calcule un coût moyen pour l'appliquer et en retirer des conclusions fiables. Il suffit ensuite de réclamer cette somme au pétitionnaire lors du dépôt de dossier. Ainsi, le coût de l'évaluation est bien à la charge de la firme, et non de la collectivité, mais elle est également réalisée en toute indépendance. Voilà une proposition qui serait de nature à changer radicalement le débat sur les OGM, en redonnant un peu de sérieux à la façon dont est gérée cette question de société.

Ce système ne présente qu'un risque. Que le tarif d'une véritable évaluation dissuade les firmes et que les salariés de cette A.E.B. s'ennuient ferme dans leurs bureaux. Dans ce cas, parions que le ministre de l'Écologie, du Développement et de l'Aménagement durables saura leur confier d'autres missions.

Aurélien BERNIER

<http://www.avenirdattac.net:80/spip.php?article358>

Dévorez la terre

Nourriture et terres gaspillées.

L'environnement est un manteau finement tissé qui est en train de se défaire sous nos yeux, et la consommation de viande en porte une lourde responsabilité.

Nous n'avons pas le besoin physique de manger de la viande et pourtant le monde contient 3 fois plus d'animaux de rente que d'êtres humains.

Le bétail exige énormément d'herbe, de maïs et de blé, au point que 80% des terres agricoles en Grande-Bretagne sont utilisées pour la production de viande. En Suisse, ce chiffre est estimé à 67%.

Il faut 10 kg de protéines végétales pour produire 1 kg de viande.

C'est le programme de recyclage le plus gaspilleur que l'on ait inventé !

Si exigeant en ressources que le sol est exploité au delà de ses capacités, par l'utilisation massive de pesticides et d'engrais.

Les pesticides sont des poisons pour tuer des mauvaises herbes, des insectes et des champignons. Ils peuvent aussi tuer des humains. Nous savons qu'ils détruisent des espèces

autres que celles qu'ils sont censés combattre. Ils menacent l'écosystème.

Nous savons que la concentration de ces produits augmente quand les plus grandes créatures mangent les plus petites.

Un oiseau d'eau comme le grèbe qui est au sommet de la chaîne alimentaire concentre dans son corps des pesticides jusqu'à 80'000 fois plus que ceux contenus dans l'eau où il vit. _ On sait que 50 produits chimiques utilisés en agriculture sont soupçonnés de provoquer des cancers.

La viande contient en moyenne 14 fois plus de résidus toxiques que les végétaux. Il y a des traces de pesticides dans presque tous les aliments que nous consommons. Nous savons que s'il ne fallait pas nourrir les animaux de rente, les agriculteurs pourraient alors revenir à la rotation des cultures, pratiquer la culture biologique et cesser d'utiliser des produits chimiques.

L'exploitation constante de la terre pour produire plus de céréales pour nourrir plus d'animaux n'est pas durable. La production peut être dopée seulement momentanément en aspergeant les champs de fertilisants azotés. Une partie de l'azote se répand dans les rivières. Elle entraîne une prolifération d'algues et de bactéries et y détruit toutes les autres formes de vie.

Une autre partie de l'azote contamine les nappes phréatiques. Mais si nous arrêtons de manger de la viande, toute la population de la terre pourrait être nourrie uniquement avec 30% des cultures actuelles, sans devoir utiliser d'engrais chimiques. Les terres pourraient à nouveau respirer, se régénérer et se refaire une santé.

LES FAITS 1 :

38% des céréales mondiales sont destinées au bétail.

En moyenne pour produire 1 kg de viande il faut 10 kg de céréales ; le reste finit en déjections.

Il faut 2 fois plus de surface cultivable pour nourrir un mangeur de viande qu'un végétarien et 4 fois plus qu'un végétalien.

La Grande-Bretagne à elle seule pourrait nourrir 250 millions de personnes par une alimentation végétale. La Suisse pourrait en nourrir 30 millions !

Si tous les habitants de la planète mangeaient comme les Américains, seule la moitié des terriens pourraient être nourris.

Déforestation

La forêt tropicale est époustouflante de complexité. Elle abrite la moitié des espèces animales et végétales du monde. Elle fournit de nombreux médicaments : les anesthésiants, les médicaments anti-cancer, la pilule contraceptive. Elle nourrit le sol, absorbe la pluie, produit de l'oxygène et absorbe le gaz carbonique. Elle est l'équilibre de la nature. Et notre réponse à nous : c'est de la détruire.

Avant 1950, 14% des terres mondiales étaient des forêts tropicales.

Depuis, la moitié en a été détruite et, chaque année, c'est une superficie égale à la Grande-Bretagne qui disparaît. Et pourquoi ? En grande partie pour en faire des pâturages pour le bétail ou pour cultiver du soja, dont la plupart des récoltes sont exportées vers les pays industrialisés. Après 7 années d'exploitation, ces terres sont quasi désertiques.

LES FAITS 2 :

Les forêts tropicales abritent jusqu'à 90% de toutes les espèces terrestres.

La forêt tropicale est détruite au rythme de 164'000 km² par an.

Au Costa Rica, 71% de toutes les surfaces déforestées sont des pâturages. Le Népal a perdu la moitié de sa forêt en 20 ans à cause de l'élevage.

Même les pâturages fraîchement déforestés ne peuvent nourrir qu'une tête de bétail par hectare.

En 1991, l'Amérique latine a exporté 8 millions de tonnes de soja, destiné surtout à nourrir du bétail.

Le réchauffement de la planète.

En 1989 une équipe d'astronautes a observé un nuage de fumée provenant de milliers de feux répartis sur un million de m² en Amazonie. C'était la forêt tropicale en train d'être détruite pour l'élevage. En brûlant de telles surfaces, des quantités énormes de gaz carbonique sont libérées dans l'atmosphère, formant une couche isolante qui empêche la chaleur de s'échapper. Chaque bovin dégage 60 litres de méthane par jour aggravant encore le réchauffement planétaire. Les incendies et les ruminations des bovins constituent ensemble la 2ème cause de l'effet de serre.

LES FAITS 3 :

Depuis 1970, la destruction des forêts tropicales en Amérique latine a contribué au rejet de 1,4 milliards de tonnes de dioxyde de carbone dans l'atmosphère.

Le méthane est responsable de 18% de l'effet de serre, dont le taux dans l'atmosphère augmente de 1% par an.

18% des émissions de méthane sont dues à l'élevage. Il y a en permanence 1,3 milliards de bovins dans le monde.

26% des émissions de méthane en Grande-Bretagne proviennent des bovins.

En Grande-Bretagne, chaque année, il y a des émissions de 1,15 millions de tonnes de méthane provenant du bétail qui augmentent le réchauffement de la planète.

Epuisement des sols

Premiers consommateurs au monde de viande, les Etats-Unis ont perdu le tiers de leurs terres cultivables. Dans les Etats de l'Ouest, d'énormes étendues ne supportent plus l'agriculture intensive et la terre se désertifie.

Les réserves d'eau des nappes phréatiques se vident plus vite qu'elles ne sont alimentées par la pluie. Le sol appauvri ne peut même plus être utilisé pour des pâturages, car il aurait besoin de plus d'eau qu'une nouvelle terre. Le besoin en eau du bétail est tout aussi destructeur que ses besoins en nourriture.

La production de bovins exige 12 fois plus d'eau que celle des légumes. En Grande-Bretagne près de la moitié des terres arables sont menacées d'érosion car l'élevage intensif détruit la structure même du sol.

Pluies acides

Le monde a un nouveau problème : l'interminable accumulation des excréments animaux. Les lisiers sont 100 fois plus polluants que les déjections humaines. Ils s'empilent et leurs masses ne peuvent plus être résorbées.

Les bactéries transforment l'ammonium en acide qui s'évapore ensuite.

Combiné avec les oxydes de nitrates issus des engrais, ainsi qu'avec la pollution industrielle, il cause l'acidité des pluies. Les sols sont rendus improductifs et les forêts, rivières et lacs se meurent. Presque oubliées parmi l'avalanche des autres désastres écologiques, les pluies acides sont en train de ruiner les biotopes du nord de l'Europe et de l'Amérique. Dans certains pays, ces déjections en sont la principale cause.

La fin de l'élevage du bétail ralentirait considérablement le désastre.

LES FAITS 4 :

Une seule vache produit 23 tonnes de déjections par an.

10 porcs produisent 21 tonnes de lisier par an.

Epanchées sur les terres, ces déjections contribuent aux pluies acides et à la pollution des sols et des eaux.

L'ammonium issu des fabriques d'animaux est reconnu comme étant une cause majeure des pluies acides, avec plus de 70% d'acidité dans certaines régions.

En Hollande où le nombre de bovins est supérieur à celui des humains à raison de 7 pour 1, les éleveurs ont été priés de réduire leur cheptel d'un quart pour sauver les forêts à l'agonie.

La souffrance des mers

Les chalutiers sillonnent les océans du monde capturant un nombre croissant de poissons toujours plus petits, saccageant tout sur leur passage. Hélas, chaque année, des pays de plus en plus nombreux rejoignent les zones de tueries où les thons sont capturés par des filets dérivants. Dans ces filets, ce sont des baleines, des dauphins, des oiseaux marins, des tortues et des requins qui sont tués. Certains pays continuent le massacre des baleines, ces mammifères au langage plus complexe que le nôtre et dont nous ne comprenons pas un mot. Des élevages intensifs de poissons ont été installés dans les mers d'Europe.

Le saumon, ce mystérieux migrateur, en est la première victime. C'est comme si on enfermait des hirondelles. Entassés dans des cages, ils ne survivent que par de fortes doses d'antibiotiques et de pesticides. Leur couleur commercialement attractive est due à l'ajout d'additifs, pourtant interdits aux Etats-Unis. Et pour nourrir ces créatures captives, d'autres poissons sont pêchés industriellement. Pour produire 1kg de viande de saumon il faut 5 kg de poisson.

Le PCB est l'un des produits chimiques industriels les plus toxiques.

On sait qu'il contamine presque toute la chaîne alimentaire marine.

LES FAITS 5 :

Neuf des 17 principales pêcheries mondiales sont en sérieux déclin.

Les autres ont atteint leurs limites.

Au niveau mondial, 124 milliards de dollars sont dépensés chaque année pour rattraper seulement 70 milliards de dollars en valeur de poissons.

Des études récentes montrent que plus de 40% des poissons pêchés en mer du Nord sont malades, souvent atteints de tumeurs cancéreuses.

On estime qu'environ 240'000 tonnes de PCB (substance interdite en Grande-Bretagne depuis 1980, interdite en Suisse également) ont pollué les océans.

Les saumons, ces animaux essentiellement migrants, sont confinés dans des élevages intensifs, avec une densité de 15 kg par m².

Santé et bien être

Supposons que nous soyons les plus intelligents des êtres capables de sentiments complexes. Que faisons-nous ? Nous emprisonnons d'autres êtres intelligents, les isolant dans des cages exigües jusqu'à la folie. Nous leur dénieons leurs instincts les plus élémentaires. Nous traitons leurs petits comme des choses. Et puis nous les mangeons.

Les poulets sont entassés dans des cages si petites qu'ils ne peuvent même pas déployer leurs ailes. Ils sont engraisés à grande vitesse dans des halles lugubres et sont handicapés par leur surpoids. Tous endurent la même mise à mort, dans une chaîne automatique. Puis nous les mangeons.

On nous dit que la douleur et la souffrance sont des concepts relatifs. Mais dans la course à la production de viande la moins chère possible, il y a un prix à payer qui nous concerne. Ce sont les infections qui en découlent : les entérites à campylobacters, les salmonelles, la maladie de la vache folle. On nous dit que la viande est nécessaire pour vivre, ignorant les maladies cardiaques, les cancers du côlon et autres pathologies liées à la consommation de viande. Le profit n'a pas de conscience, seulement un bilan ! En son nom les animaux et les humains sont là pour être exploités.

LES FAITS 6 :

Les maladies cardiaques sont la principale cause de décès dans les pays industrialisés.

Des études montrent que les végétariens ont 30% moins de maladies cardio-vasculaires que les carnivores.

Le cancer provoque un quart des décès prématurés en Grande-Bretagne. Aussi en Suisse.

Au moins 1/3 des décès sont dus à l'alimentation. Les risques diminuent sensiblement grâce à

une alimentation végétale.

La recherche montre que l'incidence du cancer du côlon, du sein, de la prostate et autres cancers est inférieure chez les végétariens.

On estime que 2 millions de personnes souffrent d'intoxications alimentaires chaque année en Grande-Bretagne. Presque toutes sont dues à la viande et aux produits laitiers.

Durant les 2 dernières secondes de notre évolution décrite ci-avant, nous avons détruit et empoisonné la terre à un rythme jamais atteint dans son histoire.

La croissance et la consommation en sont la cause. Et maintenant on nous dit que c'est encore plus de croissance et encore plus de consommation qui vont résoudre ces problèmes. Est-ce que nous sommes plus riches, plus heureux, plus nobles avec la mort et la destruction que nous propageons? Nous léguons à nos enfants un monde qui contient moins de merveilles que nous en avons hérité. Nous avons empoisonné l'eau, pollué l'air et épuisé la plupart des sols. Nous leur transmettons un monde qui court à la catastrophe. Les gouvernements ne font rien. Mais vous pouvez faire quelque chose.

(...)

<http://video.google.com/videoplay?d...>

<http://forum.doctissimo.fr/sante/po...>

<http://www.vegetarismus.ch/video/vs...>

De : Tony Wardle

dimanche 19 août 2007

le Système Sonar Actif à Basse Fréquence (LFAS)

tue tous les cétacés dans toutes les mers du monde

La Marine des États-Unis a récemment reçu l'autorisation de son gouvernement de déployer un nouveau système de sonar à haute intensité afin de détecter et de suivre les mouvements des sous-marins ennemis.

Ce système, connu sous le nom de "Système de Sonar Actif à Basse Fréquence » (en anglais : LFAS ou Surveillance Towed Array Sensor System Low Frequency Active Sonar) est conçu pour émettre des sons d'une puissance de 240 décibels dans 75% de tous les océans du monde.

Beaucoup d'autres pays développent des systèmes semblables à celui de l'OTAN.

Selon des enregistrements sonores de la US Marine, le son créé par le LFAS s'élève encore à 140 décibels à une distance de plus de 300 miles de sa source. On sait qu'un tel bruit perturbe gravement la communication et la reproduction chez les grands cétacés. Des exercices actifs de sonar de basse et moyenne fréquence ont pu être scientifiquement corrélés à des échouages et à des décès de cétacés en Mer Méditerranée et aux Bahamas.

Les autopsies effectuées sur les baleines échouées aux Bahamas montrent clairement des signes d'hémorragie liée à l'effet du sonar militaire. Les scientifiques craignent à présent que si le LFAS et d'autres systèmes de sonars actifs à haute intensité continuent à être déployés dans le monde, toutes les espèces de mammifères marins puissent en être affectées, ainsi que l'ensemble de la chaîne alimentaire marine.

Les responsables des pêcheries au Royaume Uni demandent aujourd'hui qu'une recherche soit menée sur les effets de ces essais de sonar militaire sur les stocks halieutiques, s'inquiétant notamment de la diminution du nombre de poissons chaque fois qu'un exercice de sonar à grande puissance commençait dans le secteur. Très peu de choses sont connues à cet égard sur l'impact de ces exercices dans le domaine de la vie marine ou des équilibres écologiques.

Nous demandons, quant à nous, que l'OTAN se conforme au Droit de la Mer tel que prescrit par l'ONU et qu'il mette en route une commission destinée à évaluer, de manière globale et indépendante, l'impact réel du LFAS et des autres systèmes de sonar actifs à haute intensité sur la vie marine, ainsi que l'impact cumulé de ces exercices pratiqués par plusieurs nations équipées de cette technologie au même moment.

En raison d'échouages récents dans les îles Canaries lors des manœuvres navales de l'OTAN (le 24 septembre 2002), tout le déploiement des sonars actifs à haute intensité devrait faire l'objet d'un moratoire total jusqu'à ce que les résultats de l'enquête soit connus.

Pour en savoir plus

un haut lieu de la plongée avec les dauphins brutalement endeuillé

700 dauphins meurent à Zanzibar

Un sonar basse fréquence causerait la mort de baleines

<http://www.aquanaute.com/PlongezLoisir/voyage/nord/sonar.html>

L'US Navy contre les cétacés

<http://www.manon.org/actuacet/usnavy.htm>

Effects of Human-made Sounds on the Behavior of Whales

<http://birds.cornell.edu/BRP/HumanMadeSoundLFA.html>

ASMS

Swiss Working Group for the Protection of Marine Mammals

Po Box 30

CH-8820 Wädenswil

Phone ++41-1-780 66 88

Fax ++41-1-780 68 08

<http://www.asms-swiss.org>

<http://www.whale-zone.ch>

Source : <http://www.dauphinlibre.be:80/LFAS.htm>

Des faucheurs volontaires déposent des pieds de maïs devant le semencier Monsanto

2007-08-26

VERDUN-SUR-GARONNE (Source vérifiée)

Une centaine de Faucheurs volontaires ont déposé samedi des pieds de maïs OGM, arrachés un peu plus tôt dans la journée, devant le site régional de la firme du semencier Monsanto à Monbequi (Tarn-et-Garonne), a constaté un journaliste de l'AFP.

"Comme nous l'avions annoncé les Faucheurs volontaires sont venus à Verdun-sur-Garonne (Tarn-et-Garonne) avec l'objectif clair de continuer le mouvement de désobéissance civique", a déclaré à la presse José Bové, porte-parole des Faucheurs volontaires devant les grilles d'entrée de la firme américaine, gardée par plusieurs gendarmes mobiles.

Les Faucheurs volontaires tenaient chacun en main un pied de maïs transgénique arraché dans un champ dont l'emplacement n'a pas été dévoilé.

"Nous revendiquons chacun d'avoir pris un pied de maïs transgénique et aujourd'hui nous sommes tous des désobéissants à cette loi injuste", a dit José Bové avant d'inviter chacun des faucheurs à déposer les pieds de maïs à l'intérieur de la propriété de Monsanto, située à quelques kilomètres de Verdun-sur-Garonne.

Les manifestants qui scandaient "moratoire immédiat" ont également accroché aux grilles des banderoles proclamant "non aux OGM".

"Nous voulons dire au gouvernement qu'il est encore temps de mettre en place ce moratoire

s'il veut se conformer à la volonté des citoyens et ce avant le Grenelle de l'environnement", prévu fin octobre, a-t-il dit. "Ce scandale des OGM doit cesser".

Environ 150 personnes s'étaient réunies samedi à Verdun-sur-Garonne pour un rassemblement national des Faucheurs volontaires alors qu'environ 300 agriculteurs s'étaient rassemblés au même moment à proximité, à l'appel notamment de la FDSEA, pour exprimer leur opposition aux destructions de parcelles transgéniques.

Les 200 gendarmes présents sur le pont séparant les deux groupes de manifestants ont dû s'interposer à deux reprises. Dans un cas, ils ont eu recours aux gaz lacrymogènes pour tenir les contre-manifestants à l'écart des Faucheurs volontaires.

Les agrocarburants présentent un bilan écologique médiocre

Le bilan écologique des agrocarburants est plutôt mitigé. En effet, l'utilisation de ceux-ci ne permettrait pas forcément de limiter les émissions de gaz à effet de serre, selon les chercheurs.

L'usage des agrocarburants ne permettra pas systématiquement de limiter les émissions de gaz à effet de serre, et il serait plus efficace de conserver les milieux naturels en bon état : telle est la conclusion d'une étude parue dans la revue Science, récemment, et cosignée par Renton Righelato, du World Land Trust, une organisation de conservation des écosystèmes, et Dominick Spracklen, de l'université de Leeds (Grande-Bretagne).

Le bilan écologique des agrocarburants est souvent critiqué sur la base de la comparaison entre l'énergie dépensée pour les produire et celle qu'ils fournissent. Le solde est généralement assez médiocre, voire négatif.

Le bilan écologique des agrocarburants est souvent critiqué sur la base de la comparaison entre l'énergie dépensée pour les produire et celle qu'ils fournissent. Le solde est généralement assez médiocre, voire négatif.

Mais la démarche de Renton Righelato et de Dominick Spracklen est plus originale : ils ont cherché à comparer les émissions de gaz carbonique économisées par les cultures d'agrocarburants et celles évitées par d'autres usages du sol. En collationnant nombre d'études, ils ont confronté les bilans des usages du sol : canne à sucre, blé, maïs ou betterave destinés à la production d'éthanol ou de diesel, conversion de forêts tropicales en cultures, conversion de cultures en forêts.

Conserver les forêts

Par exemple, la culture du blé pour faire de l'éthanol permet d'éviter, par la substitution au pétrole, entre 0,2 et 0,6 tonne de gaz carbonique par hectare et par an. Mais la conversion, aux Etats-Unis, de cultures en forêts de pins permet (par la croissance des arbres) d'économiser 3,2 tonnes de gaz carbonique par hectare et par an. Mieux vaudrait donc faire pousser des arbres que cultiver des céréales destinées à faire rouler des automobiles.

La canne à sucre a le meilleur rendement des agrocarburants existants : près de 2 t/ha d'émissions évitées. Mais c'est beaucoup moins que ce que permettrait d'économiser la transformation de cultures en forêt tropicale (entre 4 et 8 t/ha), et désastreux si la canne à sucre se développe par la déforestation (qui "coûte" près de 200 t/ha par an d'émissions).

Au total, constatent les chercheurs, si les responsables politiques veulent privilégier le bilan écologique, "ils seraient mieux avisés de se concentrer sur l'amélioration de l'efficacité énergétique des combustibles fossiles, de conserver les forêts et les savanes, et de restaurer les forêts naturelles et les prairies sur celles des terres qui ne sont pas nécessaires pour l'alimentation". Cette démarche présenterait de surcroît des avantages en matière de

biodiversité et de santé des écosystèmes.

Hervé KEMPF

© Le Monde 2007

Distribué par

The New York Times Syndicate

http://www.lexpress.mu:80/display_article.php?news_id=92394

NDLR : Adieu thons, sardines, maquereaux, anchois...

Le thon rouge en voie de disparition

Écrit par Héloïse Roc, La Grande Époque

28-08-2007

L'engouement mondial pour le sushi est une des causes principales de ce massacre et cette préparation culinaire est actuellement la principale menace pour le thon rouge. (Dominique Faget/AFP) Des bancs de thon rouge émigrent dans les eaux froides du nord de l'Europe durant l'été. Ils se nourrissent de harengs, de calamars et de toutes les variétés de poissons des mers froides. Les thoniers, avides de chair rouge, suivent leurs périples et ceci malgré la fin de la pêche des périodes autorisées. Cet imposant animal marin est souvent capturé illégalement. Selon le WWF, les pêcheurs sont parfois aidés par des avions chargés de localiser les bancs de thon rouge. L'engouement mondial pour le sushi est une des causes principales de ce massacre et cette préparation culinaire est actuellement la principale menace pour le thon rouge. Une commission internationale de conservation des thonidés d'Atlantique a lancé une étude. Les scientifiques ont estimé que les captures visibles de thon, durant la période de 2003 à 2006, atteignaient 50.000 tonnes de thon à l'année, pour un quota de 32.000 tonnes autorisées. Or, le taux de prises permettant le renouvellement de l'espèce est estimé à 15.000 tonnes, en conséquence l'espèce serait bientôt exterminée.!

Le thon était autrefois très abondant dans la Mer du Nord

Afin de protéger le thon rouge, une nouvelle étude d'initiative internationale (nommée recensement de la vie marine) financée en partie par l'UE, a révélé les conséquences de cette surpêche et son historique. Cette étude est menée par des chercheurs danois et canadiens, les professeurs Brian MacKenzie de l'université technique du Danemark et son collègue Ransom Myers, de l'université Dalhousie qui expliquent que «les thons rouges de l'Atlantique arrivaient par milliers à la fin juin près des côtes du grand Nord, et repartaient vers le mois d'octobre». Selon l'évaluation faite sur la première moitié du XXe siècle, le thon était autrefois très abondant dans les mers nordiques et ce n'est qu'au début des années 1960, que le déclin des stocks de thon de l'Atlantique a été enregistré pour la première fois. Les scientifiques concluent dans leur article : «Cette étude a montré que le thon rouge abondait au cours des premières décennies du siècle dernier dans le nord de l'Europe. Cependant, l'espèce s'est faite rare dans cette zone depuis les années 1970.»

La pêche au thon s'est intensifiée à partir des années 20

Depuis, les réserves sont toujours à la baisse. La pêche au thon s'est intensifiée à partir des années 1920, ceci allant de paire avec le développement des usines de conserves, et ce jusqu'en 1950. D'autres facteurs ont contribué à freiner la reproduction de l'espèce : ce sont les captures de bébés de thon rouge, qui ont participé gravement à la diminution des stocks. La Norvège, le Danemark et la Suède faisaient partie des pays les plus impliqués dans la pêche au thon rouge durant cette période. Cependant, le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne et les Pays-Bas exploitaient également ce poisson. A l'origine, la pêche au thon n'était issue que

d'une pêche accidentelle, les marins à la recherche d'autres espèces pêchant involontairement les thons. Actuellement le stock de thon n'a pas réussi à se renouveler et l'espèce est en voie d'extinction. Ils étaient connus et pêchés depuis la plus haute antiquité (Aristote, dans son Histoire des animaux, les considérait comme l'une des merveilles de la nature).

Un poisson géant au sang chaud

Le thon rouge peut peser jusqu'à 910 kilogrammes et mesurer plus de 4 mètres de long. Il se distingue des autres espèces de thon par sa taille imposante, ses nageoires pectorales courtes, l'absence de bandes et la variété des nageoires dorsales. Habitué aux eaux plus tempérées de l'Atlantique, il est cependant un grand migrateur. Les thons adultes se regroupent en bancs d'une cinquantaine. Ils nagent en surface, bondissant souvent hors de l'eau. Ils ont la capacité inhabituelle de maintenir leur corps à une température supérieure de 10 °C à 15 °C à celle de la mer environnante, ce qui leur permet de se déplacer dans les eaux plus froides à la recherche de nourriture.

<http://www.lagrandeepoque.com:80/LGE/content/view/2374/104/>

Nouvelle-Guinée

Des malades du sida enterrés vivants en Papouasie

Mis en ligne le 27/08/2007 (source vérifiée)

La Papouasie Nouvelle-Guinée, pays de 6 millions d'habitants, est confrontée à une propagation incontrôlée du VIH.

EPA

Des personnes atteintes du sida ont été enterrées vivantes en Papouasie Nouvelle-Guinée par leurs proches qui n'ont pas les moyens de les soigner et redoutent d'être infectés, a affirmé lundi une responsable humanitaire.

Margaret Marabe, qui a passé cinq mois dans la région reculée des Hauts plateaux de ce pays pauvre du Pacifique Sud dans le cadre d'une campagne de prévention sur le sida, a raconté avoir vu cinq malades enterrés vivants. L'un d'eux appelait au secours alors que des pelletées de terre l'ensevelissaient, a déclaré à des journalistes Mme Marabe, qui travaille pour une organisation bénévole, "Igat Hope" (J'ai de l'espoir).

"Un des malades était un de mes cousins. J'ai demandé pourquoi ils faisaient cela. Ils m'ont répondu: si nous les laissons vivre avec nous dans la même maison, nous allons attraper la maladie et on va peut-être mourir à notre tour", a-t-elle relaté.

Des villageois lui ont également indiqué que cette pratique était répandue. Margaret Marabe a lancé un appel au gouvernement papou et aux organismes de prévention pour qu'ils veillent à ce que les programmes d'information sur le sida ne restent pas cantonnés aux villes mais atteignent aussi les régions rurales.

Dans certaines localités, des habitants ont accusé des femmes de sorcellerie avant de les torturer et de les tuer à cause de la mort, inexplicable à leurs yeux, de jeunes gens contaminés par le VIH, selon des témoins. La Papouasie Nouvelle-Guinée, pays de 6 millions d'habitants, est confrontée à une propagation incontrôlée du virus.

Selon un récent rapport de l'ONU, le nombre de personnes infectées a augmenté d'environ 30% par an depuis 1997, pour atteindre environ 60.000 malades en 2005.

http://www.lalibre.be/article.phtml?id=10&subid=83&art_id=366525

Les abeilles, témoins du bon état de notre environnement, disparaissent massivement
31/08/2007,

Les abeilles, piliers de la pollinisation et donc de la présence des fleurs, fruits et légumes disparaissent massivement dans de nombreuses régions du monde, laissant perplexes les scientifiques qui ne manquent toutefois pas d'arguments puisés notamment dans la pression insoutenable des activités humaines sur l'environnement.

Le premier signal d'alarme remonte à l'automne 2006 : les abeilles commençaient alors à disparaître de manière inquiétante aux Etats-Unis avec plus de la moitié des états touchés et des pertes de population comprises entre 30 % et 90 %, on y parle de "syndrome d'effondrement des colonies" ("colony collapse disorder" ou CCD). Ce phénomène très inquiétant, qui a débuté progressivement deux ans plus tôt, ne cesse de s'intensifier : les abeilles quittent leurs ruches, vraisemblablement pour aller mourir un peu plus loin, laissant derrière elles la reine et quelques jeunes.

Le même phénomène a été observé en Europe (Grande-Bretagne, France, Belgique, Italie, Allemagne, Suisse, Espagne, Grèce, Pologne, Pays-Bas) depuis le début des années 2000, de nombreux pays sont touchés avec là aussi, certaines colonies qui ont perdu jusqu'à 90% de leurs population.

Par exemple, en Italie, de nombreuses ruches sont restées désespérément vides selon Rancesco Panella, président du Syndicat des apiculteurs professionnels italiens, du jamais vu... En Grande-Bretagne, le plus important apiculteur a perdu plus de la moitié de ses ruches, sans qu'une confirmation du phénomène n'ait été donnée pour l'ensemble du pays.

Dans de nombreuses régions du monde, les populations d'abeilles sont en fort déclin, avec des variabilités suivant les années, mais la tendance est lourde et inquiétante depuis quelques années.

Les conséquences sont désastreuses pour la pollinisation qui permet, depuis des millions d'années, d'assurer la reproduction des plantes à fleurs. De plus, 35 % de notre nourriture dépend de la pollinisation : fruits et légumes. Les fameux aliments conseillés par tous les nutritionnistes... D'ailleurs, dans certaines régions du monde, la disparition d'insectes pollinisateurs oblige les agriculteurs à polliniser manuellement.

Les différentes causes possibles

Les chercheurs et les apiculteurs s'avancent en de nombreuses hypothèses car aucune cause principale n'a encore été clairement identifiée, ce qui laisse perplexes les spécialistes sur la question. Toutes les pressions sur l'écosystème et la santé des abeilles sont passées en revue : OGM, ondes électromagnétiques, pesticides, pollutions, changement climatique, raréfaction des fleurs, virus, maladies, parasites, champignons...

Depuis l'antiquité l'Homme a domestiqué les abeilles pour en récolter le précieux miel mais depuis quelques années, les sources de dégradation de leur environnement et les atteintes à leur santé sont telles qu'il pourrait s'agir d'une combinaison de facteurs qui surpassent la capacité de résistance des abeilles. Dans un article du journal Le Monde du 29 août, M. Neumann, explique ainsi : "on peut supporter séparément une maladie, une mauvaise alimentation, un empoisonnement aux pesticides, mais quand tous les facteurs se conjuguent, il arrive un moment où la limite de résistance est atteinte". Or l'abeille est un excellent témoin de la qualité de l'environnement dans lequel elle évolue...

Au niveau des pesticides, bien que les quantités épandues soient beaucoup plus faibles, les principes actifs restent bien plus puissants. Or, depuis près de 50 ans, les pesticides touchent tous les pays et les capacités de production des pays en voie de développement sont en pleine expansion : la contamination est planétaire. Aux Etats-Unis, les pesticides sont responsables de la destruction de milliers de colonies d'abeilles chaque année. En France, les récoltes de miel se sont effondrées bien qu'avec la suspension des insecticides Gaucho et Régent, le taux

de mortalité a diminué sans être revenu à la normale. En effet, l'usage du Gaucho est suspendu depuis 1999 sur le tournesol et depuis 2004 sur le maïs, et celui du Régent depuis 2004 sur toutes les cultures.

Des parasites existent comme l'acarien *Varroa destructor* ou "vampire de l'abeille" importé involontairement en France depuis le début des années 1980 : à la manière d'un moustique, celui-ci suce l'hémolymphe des abeilles, l'équivalent du sang. Il faut alors traiter les ruches avec un acaricide... Ce parasite retient pour le moment l'attention des spécialistes qui pensent qu'il pourrait jouer un rôle important dans ce déclin.

Quelques études montrent un lien entre les ondes électromagnétiques et la perturbation des abeilles, les téléphones portables et les multiples antennes relais, les lignes à haute tension pourraient donc participer au déclin des abeilles.

les OGM jouent également un rôle néfaste parce qu'ils contiennent des insecticides. Bien qu'ils soient dédiés à la lutte contre les papillons, les mites et les coléoptères, ils ont certains effets néfastes sur les abeilles. Cependant, en Europe, il y a encore peu de champs cultivés avec des OGM, par rapport aux Etats-Unis, au Brésil ou à l'Inde, mais cela ne va pas durer... Le climat, plus instable, moins prévisible affecte également les abeilles notamment avec les extrêmes météorologiques de plus en plus fréquents.

La perte d'espaces naturels dans la plupart des régions du monde est également alarmante. Les prairies naturelles sont de plus en plus rares, cédant leurs places à une agriculture intensive particulièrement pauvre du point de vue de la biodiversité. Même les particuliers dans leurs jardins favorisent trop souvent la pelouse et les pesticides aux multiples fleurs qui poussent spontanément.

Les autres insectes pollinisateurs sont touchés

Enfin, les autres pollinisateurs sont également affectés par ce phénomène : "on a toutes les raisons de penser que quand l'abeille domestique a des soucis, c'est pire pour les espèces sauvages, car la colonie a un effet protecteur", explique Bernard Vaissière directeur du laboratoire de pollinisation entomophile à l'INRA d'Avignon.

En Europe, un groupe de travail européen sur la prévention des mortalités d'abeilles a été mis en place, coordonné par le centre Agroscope Liebefeld-Posieux à Berne (Suisse) qui estimait fin août 2007 que le phénomène devenait plus fréquent, et qu'il prenait "des proportions plus importantes".

Le mystère reste entier, mais lorsque les sentinelles du bon état de l'environnement viennent à disparaître, cela ne laisse rien présager de bon pour les autres espèces, y compris l'Homme...

Références

Les abeilles malades de l'homme - Le Monde, 29/08/2007

Mystery of Disappearing Honeybees - Institute of Science in Society (en anglais)

Syndrome d'effondrement des colonies d'abeilles - Wikipédia

Auteur

Christophe Magdelaine, notre-planete.info - tous droits réservés

<http://www.notre-planete.info/actualites/lireactus.php?id=1312>

Enews 3 septembre 2007 : Bulletin électronique de Survival International (France)

INTERNATIONAL : Julie Christie au secours des peuples isolés

L'actrice Julie Christie se joint à Survival pour lancer une nouvelle campagne en faveur des dernières tribus non contactées, avec un film présentant des séquences inédites de certains des peuples les plus isolés et menacés de la planète.

Pour en savoir plus : <http://www.survival-international.org/campaigns/uncontactedtribes>

BRESIL : Les Indiens dénoncent l'exploitation minière de leurs terres

Au Brésil, des leaders indiens manifestent leur opposition à un projet de loi qui devrait, s'il est ratifié, autoriser l'exploitation minière dans les territoires indigènes.

"Ce projet de loi est très inquiétant. Il détruira notre territoire. Les mines ne nous apporteront que maladies, alcool et pollution. " a déclaré Davi Kopenawa.

Pour en savoir plus : <http://survivalfrance.org/news.php?id=2649>

PARAGUAY : 57 000 signatures pour les Ayoreo-Totobiegosode

Le 9 août, journée internationale des Nations unies consacrée aux peuples indigènes, Survival a remis aux représentations diplomatiques paraguayennes de Paris, Londres, Madrid, Berlin et Bruxelles, une pétition de 57 000 signatures en soutien aux Ayoreo, le dernier groupe d'Indiens isolés d'Amérique latine vivant en dehors du bassin amazonien.

Pour en savoir plus : <http://survivalfrance.org/news.php?id=2617>

NEPAL : Une Convention internationale sur le point d'être ratifiée

Le parlement népalais a annoncé le mois dernier sa décision de ratifier la Convention 169 relative aux peuples indigènes de l'Organisation internationale du Travail.

Pour en savoir plus : <http://survivalfrance.org/news.php?id=2650>

PEROU : Pressions sur le gouvernement en faveur des tribus isolées

La plus haute instance latino-américaine en matière de droits de l'homme, la Commission interaméricaine des droits de l'homme (IACHR), a questionné le gouvernement péruvien sur les mesures qu'il comptait prendre pour protéger les tribus isolées des zones reculées d'Amazonie.

Pour en savoir plus : <http://survivalfrance.org/news.php?id=2658>

RDCongo: les gorilles menacés par l'arrivée de soldats rebelles

NAIROBI (Source vérifiée) - Les gorilles des montagnes de l'est de la République démocratique du Congo (RDC), une espèce très menacée, font face à un grand danger depuis que des troupes rebelles ont envahi leur habitat, forçant les gardes forestier à fuir, ont averti lundi des défenseurs de l'environnement.

Les forces loyales au général déchu tutsi congolais Laurent Kunda ont attaqué les postes de patrouille de Jomba et Bikenge du Parc national de Virunga, volant armes, munitions et équipement de communication, a affirmé l'ONG Wildlife Direct dans un communiqué.

Un troisième poste de patrouille à Bukima a été évacué sous la menace d'une attaque imminente, laissant les primates exposés à un risque de massacre.

Selon l'Ong, un garde forestier a été tué jeudi, dans une précédente attaque du poste nord de Rushuru.

"Désormais, si quoi que ce soit arrive aux gorilles des montagnes, il n'y a rien que nous puissions faire", a déploré Norbert Mushenzi de l'Institut congolais pour la préservation de la nature (ICCN)

"A présent, le secteur n'est plus sous mon contrôle et nous avons été rendus impuissants par ces actions", a ajouté M. Mushenzi dans le communiqué.

Depuis janvier, neuf gorilles des montagnes ont été tués et deux sont toujours portés disparus dans le parc de Virunga. Certaines mises à mort sont imputées aux hommes de Nkunda.

"La région continue de subir l'intensification de l'instabilité politique et les gardes forestiers

s'efforcent de protéger les gorilles des montagnes sous la menace des braconniers et des milices armées", met en garde le communiqué.

Selon la Monuc (Mission onusienne en RDC), plus d'une centaine de gardes ont été tués dans l'exercice de leurs fonctions.

Cette région du parc des Virunga est traversée, et parfois partiellement occupée, par des groupes de miliciens locaux ou étrangers ainsi que par des militaires de l'armée régulière congolaise.

Le parc de Virunga, dont les gorilles des montagnes sont la principale attraction, est l'un des plus grands parcs nationaux d'Afrique et un site classé patrimoine mondial par l'Unesco (Programme de l'Onu pour l'éducation, la science et la culture).

Il ne reste plus que 700 gorilles des montagnes en liberté au Rwanda, Ouganda et RDC, dont 370 dans le parc de Virunga.

Le changement climatique se lit dans les atlas

LE MONDE | 04.09.07

Désormais, le réchauffement climatique a aussi des effets sur les cartes. A l'occasion de la parution, lundi 3 septembre, du Times Comprehensive Atlas of the World (disponible en anglais, 544 p., 234 ?), les auteurs ont indiqué avoir dû redessiner des rivages et changer certaines régions de classification par rapport à la dernière édition, de 2003. "Nous craignons vraiment que, dans un futur proche, des paysages célèbres disparaissent pour toujours", a indiqué Mick Ashworth, rédacteur en chef de l'atlas.

Parmi les sujets d'inquiétude des auteurs : le tracé du fleuve Jaune (Huang He), le deuxième plus long de Chine, le risque d'assèchement en été des rivières Rio Grande et Colorado aux Etats-Unis ou du Tigre en Irak. La région côtière du Bangladesh de même que des îles du Pacifique sont gagnées par les eaux. A Shishmaref, en Alaska, la mer grignote la côte de 3 mètres chaque année.

Côté positif, les auteurs ont constaté que de vastes étendues du marais de Mésopotamie, l'un des plus grands au monde, situé au confluent du Tigre et de l'Euphrate, étaient réalimentées en eau et reverdissaient. - (Source vérifiée.)

Article paru dans l'édition du Monde du 05.09.07.

Un tiers de la population mondiale menacé par les conséquences de la désertification

LE MONDE | 04.09.07

La désertification des terres progresse à un rythme alarmant.

Aujourd'hui, 250 millions de personnes en subissent les conséquences, et un tiers de la population mondiale sera affecté à l'avenir si rien n'est fait. Ce constat sera au coeur de la huitième conférence internationale des 191 pays signataires de la convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification, qui a lieu du 3 au 14 septembre à Madrid.

La désertification n'est pas un phénomène naturel, synonyme d'expansion des déserts. Le terme désigne la dégradation des terres arides ou semi-arides, qui perdent progressivement leur fertilité.

Cette détérioration est causée par une mauvaise exploitation des sols (cultures intensives, surpâturage, déforestation pour gagner de nouvelles terres cultivables), et par une irrigation incontrôlée, qui peut aboutir à l'assèchement de cours d'eau ou de lacs. "La couche supérieure des sols, si elle est surexploitée, peut être détruite en quelques années, alors que des siècles ont été nécessaires à sa constitution", relève le secrétariat de la convention. Le réchauffement climatique, en accroissant les besoins en eau des sols et en modifiant le régime des pluies, aggrave le phénomène. Selon les Nations unies, un tiers des terres émergées est menacé. Les deux tiers des terres cultivables pourraient disparaître d'ici 2025 en Afrique, un tiers en Asie, et un cinquième en Amérique du Sud. Les pays en développement ne sont pas les seuls concernés. Un tiers des Etats-Unis est affecté. En Europe, l'Espagne est particulièrement touchée : un tiers du pays est en voie de désertification.

MIGRATIONS DE MASSE

Les populations locales sont à la fois les agents et les premières victimes de cette situation. "La désertification est à la fois la cause et la conséquence de la pauvreté, relève le secrétariat de la convention. C'est la pauvreté qui pousse les habitants des zones sèches à exploiter au maximum les terres, les conduisant à privilégier leur survie à court terme, et ne leur donnant d'autre choix que d'agir au détriment de leurs intérêts à long terme."

"L'appauvrissement des terres est l'une des causes des migrations de masse, notamment de l'Afrique subsaharienne vers le Maghreb et l'Europe", explique Zafar Adeel, l'un des auteurs d'un rapport consacré par l'ONU à cette question.

Bien que le phénomène soit connu, et la gravité de ses conséquences mesurée, le problème empire. La convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification, entrée en vigueur en 1996 et signée par 190 pays, a peu d'effets sur le terrain. Lancée au sommet de Rio, en 1992, elle a connu des développements bien moins favorables que les conventions sur le climat et la biodiversité.

Selon les Nations unies, les Etats concernés se désintéressent de la question, voire privilégient des politiques de développement économiques contraires à l'objectif. Pour expliquer cet échec, l'ONU cite également "l'insuffisance des financements consacrés (à cette convention) au regard des deux autres adoptées à Rio" ou "le manque de sensibilisation des divers groupes d'intérêts". La conférence de Madrid doit aboutir à un nouveau plan d'action sur dix ans.

La faim, la bagnole, le blé et nous

Message de Fabrice Nicolino

Le Blog de Fabrice

Je suis journaliste (à Terre Sauvage et à La Croix), après avoir travaillé pour Politis, Géo, Le Canard Enchaîné, Télérama. Je suis le co-auteur, avec François Veillerette, du livre " Pesticides, révélations sur un scandale français " (Fayard, 2007). Si je me permets aujourd'hui

de vous adresser ce message, c'est qu'il y a urgence, une urgence absolue.

Je publie le 3 octobre un livre intitulé " La faim, la bagnole, le blé et nous. " (Fayard). Son sous-titre est clair : une dénonciation des biocarburants. Je veux vous en parler directement. Vous pouvez certes y voir une banale opération commerciale, mais tel n'est pas le cas.

L'expansion fulgurante des biocarburants est une tragédie planétaire. Elle conduit en premier lieu à la stérilisation de millions d'hectares de terres agricoles et à l'aggravation tragique de la faim. Pour faire rouler des bagnoles. Savez-vous que le quart du maïs américain sert déjà à fabriquer du carburant automobile ? Une telle révolution a des effets en chaîne sur toutes les céréales et plantes alimentaires, dont le cours explose.

Elle conduit également à la destruction de ce qui reste de forêts tropicales. En Indonésie, le palmier à huile menace tout à la fois l'homme, l'orang-outan et l'éléphant d'Asie, ridiculisant tous les grands discours sur la biodiversité. En Afrique, le bassin du Congo est attaqué.

Au Brésil et en Amérique latine, on plante de la canne à sucre ou du soja partout. Pour remplir les réservoirs au détriment de la forêt et du cerrado, pourtant des écosystèmes uniques. Les biocarburants sont des armes de guerre et de mort.

Qui les soutient ? L'agriculture industrielle, les transnationales et tous ceux qui leur sont soumis, dont nombre de journaliste hélas. En France, je décris un système complexe dont l'un des centres n'est autre que le ministère de l'Écologie de M. Borloo, à travers l'Ademe et un organisme méconnu, Agrice. À quelques semaines du " Grenelle de l'Environnement ", cela mérite d'être discuté. Mais je n'oublie pas tous les autres, y compris certains écologistes fort mal inspirés.

Car les biocarburants, comme je le montre, et malgré de rares études manipulées par lobby, ont un bilan écologique désastreux, qui aggravera l'effet de serre, quoi qu'en dise la propagande. Et en France, leur développement signe la fin de la jachère, refuge de la faune banale, des oiseaux et petits mammifères.

Au fait, savez-vous qu'une usine du Havre transformera dès 2008 des animaux en biocarburants ? Et qu'on tente de faire pousser, par génie génétique, des arbres mous, permettant d'extraire leur cellulose, matière première des biocarburants ?

Ce monde est fou, et sans la moindre morale. J'ai fait ce que je pouvais, c'est-à-dire mon job. Pour tenter d'arrêter cette insupportable machine, j'en appelle solennellement à vous.

Agissez ! Agissons ensemble.

Fabrice Nicolino, le 1 septembre 2007

<http://www.liberterre.fr/actualiterres/nicolino.html>

Réagissez sur <http://terresacree.org/bagnoles.htm>

L'Afrique serait en première ligne du réchauffement climatique

[2007-09-06]

par Paul Simao

PRETORIA (Reuters) - L'Afrique sera en première ligne du réchauffement climatique si le monde n'y remédie pas rapidement, une partie du continent noir risquant de se trouver incultivable ou inhabitable, font savoir des chercheurs du gouvernement britannique.

Dans un exposé présenté à Pretoria, David King, principal conseiller scientifique du gouvernement britannique, prédit que le réchauffement climatique, s'il n'est pas freiné, va aggraver la sécheresse en Afrique et provoquer des inondations le long de ses côtes.

Il a ajouté que 70 millions d'Africains supplémentaires pourraient être menacés de famine d'ici les années 2080 en raison de la poursuite du réchauffement climatique.

Les températures ont augmenté en moyenne d'environ 0,7 degrés Celsius en Afrique au cours du siècle écoulé.

"C'est le continent qui va souffrir le plus du changement climatique", a déclaré King à des universitaires et à des journalistes.

Selon Gordon Conway, principal conseiller scientifique du ministère britannique du Développement international, les tendances actuelles dans le climat de l'Afrique sont caractérisées par des changements polarisés.

RECHERCHE D'UN NOUVEL ACCORD POST-KYOTO

"Le climat va devenir à la fois plus pluvieux et plus sec", a-t-il dit.

Ils ont exhorté l'Afrique à faire du changement climatique une priorité et la communauté internationale à mieux partager ses technologies et ses compétences avec ce continent faisant figure, selon eux, de principal champ de bataille de la lutte contre le réchauffement.

La Grande-Bretagne milite pour l'adoption d'ici 2009 d'un accord mondial sur la réduction des émissions de dioxyde de carbone, le premier des gaz à effet de serre constituant l'un des principaux facteurs du réchauffement de la planète.

Si la nécessité d'agir est unanimement reconnue à présent, les Etats-Unis et la Chine, les deux principaux émetteurs de ces gaz, expriment des réserves sur les modalités d'application d'un tel accord international.

Le président américain George Bush a reconnu lors d'un sommet du G8 en juin que d'importantes réductions des émissions de gaz à effet de serre étaient nécessaires mais il n'a pas précisé ce que Washington considérerait comme une réduction appropriée.

L'Union européenne, le Japon et le Canada ont tous évoqué la nécessité de réduire de moitié les émissions mondiales d'ici 2050 pour ralentir le réchauffement.

20% des races d'animaux d'élevage menacées selon la FAO

Plus de 20% des races d'animaux d'élevage sont menacées, selon un rapport de la FAO. Ce rapport a été publié à Interlaken. Selon l'étude, c'est une race qui a disparu tous les mois dans le monde au cours des six dernières années.

Rappelons que Interlaken est le lieu choisit pour la première conférence internationale sur les ressources zoo-génétiques. Elle est prévues pour durer une semaine, jusqu'au vendredi 7 septembre.

Le directeur général de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) Jacques Diouf (en photo) tire la sonnette d'alarme. Le constat dévoilé par le rapport est plus important que prévu.

"Avec l'expansion à large échelle de la production pour répondre à une demande en hausse de viande, de lait et d'oeufs, la diversité génétique animale est menacée", affirme Jacques Diouf en introduction à un rapport volumineux (520 pages) sur les ressources génétiques animales.

Il s'agit de la première étude de ce type, basée sur 169 rapports de pays.

Si nous ne réagissons pas, c'est un pan entier de la biodiversité qui va disparaître, et ce du fait de nos mode de vie. Et plus nous fragilisons la biodiversité, plus nous nous exposons à des retombés graves pour l'humanité.

"Quand l'homme se retournera sur sa vie, il comprendra qu'on ne vit pas au passé"

http://www.naturavox.fr:80/article.php3?id_article=1787

Rome: La création d'embryons hybrides est un "acte monstrueux", selon le Vatican
Une action dirigée contre la dignité humaine

Rome, 6 septembre 2007 (Apic) La création d'embryons hybrides, issus de l'intégration d'ADN humain dans des ovules d'animaux, est un "acte monstrueux" pour Mgr Elio Sgreccia. C'est par une réaction sévère que le président de l'Académie pontificale pour la vie qu'a dénoncé cette nouvelle expérimentation sur les ondes de Radio Vatican. Il commentait la décision des autorités britanniques le 5 septembre 2007 de permettre ce type d'expérimentation.

"C'est un acte monstrueux dirigé contre la dignité humaine" a ainsi déclaré Mgr Sgreccia. Et de souligner la nécessité que la communauté scientifique se mobilise le plus rapidement possible. "Nous pensons que le gouvernement britannique a cédé face aux requêtes, certainement immorales, d'un groupe de scientifiques", a-t-il ajouté.

L'Autorité britannique de la fertilité humaine et de l'embryologie (HFEA) a donné son feu vert, le 5 septembre, à la création d'embryons hybrides destinés à la recherche sur des maladies neurologiques. La Grande-Bretagne autorise déjà le clonage d'embryons humains à des fins thérapeutiques. La décision d'autoriser la création d'embryons hybrides vise à pallier le manque d'ovocytes humains destinés à la recherche. La loi pose une limite de 14 jours de vie pour ces hybrides.

Le président de l'Académie pontificale pour la vie, Mgr Elio Sgreccia, avait déjà dénoncé la création d'embryons hybrides, le 18 mai 2007, alors que le gouvernement britannique avait décidé de créer des embryons mi-homme mi-animal. Mgr Sgreccia avait ainsi expliqué que "la création d'un hybride homme-animal est une frontière qui avait été interdite, jusqu'à aujourd'hui, et par tous, dans le domaine des biotechnologies. Justement parce que la dignité humaine est compromise, offensée, et qu'on peut ensuite créer des monstres à travers ces fécondations". (apic/imedia/hy/be)

06.09.2007 - Hervé Yannou

http://www.kipa-apic.ch:80/meldungen/sep_show_fr.php?id=3859

Un virus impliqué dans la disparition massive et mystérieuse des abeilles aux USA
2007-09-06

WASHINGTON (Source vérifiée)

La disparition massive des abeilles d'élevage aux Etats-Unis est apparemment liée à un virus identifié en 2004 en Israël, selon des scientifiques dont la découverte annoncée jeudi devrait permettre d'expliquer ce phénomène mystérieux et préoccupant, qui frappe aussi ailleurs dans le monde.

Ces chercheurs ont recouru à des techniques de séquençage génétique des micro-organismes peuplant les intestins d'abeilles qui vivent dans des ruches saines et de celles frappées de ce fléau. Les échantillons ont été prélevés dans l'ensemble des Etats-Unis au cours d'une période de trois ans.

Ils ont pu établir qu'une variante du virus baptisé IAPV (Israeli Acute Paralysis Virus) qui paralyse les abeilles "pourrait être la cause potentielle" de cette hécatombe, a expliqué, lors d'une conférence de presse, Ian Lipkin, directeur du centre pour l'infection et l'immunologie de l'Université Columbia (New York, est).

L'IAPV était le seul micro-organisme présent dans quasiment tous les échantillons provenant des ruches affectées, soulignent les auteurs de cette étude publiée par la revue Science du 7

septembre.

"Notre prochaine étape est de déterminer si ce virus est la seule cause de ce phénomène de dépopulation massive des ruches, appelée en anglais CCD (Colony Collapse Disorder)" ou s'il agit parmi d'autres facteurs tels des microbes, des toxines, des insecticides ou une nutrition appauvrie par la sécheresse, a-t-il poursuivi.

Selon Jeffery Pettis, entomologiste du ministère américain de l'Agriculture et co-auteur de l'étude, "cette recherche ouvre une très bonne piste mais il est peu probable que l'IAPV soit l'unique cause du CCD".

Les analyses génomiques d'abeilles d'élevage importées d'Australie depuis 2004 ont en effet montré qu'elles étaient infectées par ce virus mais que leurs ruches ne développaient pas le CCD.

Cette différence semble s'expliquer par le fait que les abeilles en Australie ne sont pas infectées par la mite varroa, un parasite commun dans les ruches américaines qui affaiblit leur système immunitaire.

Ces scientifiques ont aussi écarté comme étant "très peu probables" plusieurs hypothèses avancées ces derniers mois pour tenter d'expliquer cette mystérieuse disparition de milliards d'abeilles.

Parmi ces théories figurent les radiations émises par les téléphones cellulaires qui désorienteraient les abeilles et les cultures génétiquement modifiées (OGM).

En revanche, a souligné Diana Cox-Foster, entomologiste à l'Université de Pennsylvanie (est) et principale auteur de l'étude, "certains insecticides chimiques paraissent affaiblir les abeilles, les rendant plus vulnérables à des virus".

Le CCD est un phénomène surtout observé aux Etats-Unis avec une telle ampleur: les abeilles adultes disparaissent de la ruche, laissant le miel et le pollen récolté ainsi que les jeunes et la reine. Le plus souvent, aucun corps d'abeille n'est retrouvé.

On estime que de 50% à 90% des ruches commerciales ont été affectées par le CCD depuis trois ans aux Etats-Unis. Depuis, des cas ont été signalés notamment en Allemagne, en Espagne et en Grèce.

Cette situation sans précédent inquiète les apiculteurs, les producteurs de fruits et légumes ainsi que les pouvoirs publics américains.

Les abeilles domestiques assurent la pollinisation de plus de 90 variétés de fruits et légumes dont les récoltes représentent 15 milliards de dollars par an aux Etats-Unis.

Naissance d'une identité de terrien

Hubert Reeves

Le Journal de Montréal

11/09/2007 09h46

Depuis le début de l'histoire du cosmos, tout est allé en se complexifiant. Il n'y a aucune raison que cela cesse. Et d'ailleurs, nous voilà, nous les humains, dans une phase excessivement complexe, celle de la mondialisation.

Tout se mondialise. Indéniablement, l'économie. Aussi, notre impact sur la planète. Mais par chance, même notre conscience... C'est à Alain Juppé si attaché à Bordeaux que je disais: "Chaque habitant de votre ville est à la fois Bordelais et terrien. «Chaque Parisien, chaque Montréalais est aussi terrien. Chacun de nous est terrien.

La mondialisation est en marche. C'est un phénomène évolutif, un défi permanent pour l'humanité qui le génère et doit en même temps s'y adapter, éviter de le subir. Il faut tout inventer. Il faudrait garder la maîtrise du processus. Prendre conscience de la situation et agir en terrien, voilà les étapes à franchir.

Prendre conscience de la mondialisation des problèmes

La science nous permet de comprendre ce qui s'est passé. On lui est redevable de nous permettre d'évaluer l'importance de la crise que nous vivons.

Les aérosols provenant de pesticides répandus en un lieu précis voyagent dans l'atmosphère et se retrouvent ailleurs, bien loin de la zone d'émission.

Des îles sans voiture vont disparaître par l'élévation du niveau des eaux des océans réchauffés par des gaz à effet de serre du trafic routier d'autres pays.

Les frontières administratives ne protègent pas des nuages toxiques. On ne peut plus être à l'abri derrière des frontières devenues perméables.

Tout le monde est concerné par tout ce qui se passe sur la planète, que ce soit dans son jardin, dans le champ voisin et même aux antipodes.

Si c'est admis, et il semble que ça le soit, on peut passer à l'étape suivante.

Le jardin auquel nous prodiguons tous nos soins sans en saccager la moindre parcelle est un bon exemple. Il nous faudrait considérer la Terre de la même manière.

Allons-nous savoir considérer la Terre comme notre jardin, donc ne plus en saccager le moindre espace?

Si l'on recense une fois de plus les périls majeurs auxquels l'humanité est confrontée, aux perturbations climatiques, à la perte de biodiversité, à l'accroissement de la population humaine, il faut ajouter la pauvreté et la misère sociale qui en découlent.

Je prends souvent l'exemple d'un nid d'oiseau dans lequel un oisillon est malade. Seuls sont nourris les oisillons en bonne santé. Dans une famille humaine, l'enfant malade est l'objet de soins attentifs pour que la guérison survienne. Il nous faudrait considérer les terriens comme une grande famille afin que nul ne soit abandonné à la famine et aux maladies.

Allons-nous continuer à grandir en compassion et ne plus admettre pour les plus éloignés des terriens ce que nous n'admettons pas pour nos proches?

Car finalement, il faut être Français et terrien, Québécois et terrien... Pas simple car les cultures diffèrent, y compris à l'intérieur d'un même pays. Si l'on prend d'autres exemples comme Malien et terrien, Amérindien et terrien, il faut alors prendre en compte l'histoire des peuples...

Cependant, la même origine nous réunit : nous sommes tous «poussières d'étoiles» et devons faire en sorte qu'il soit bientôt anachronique de ne pas nous considérer tous comme formant la communauté humaine des terriens dans la biodiversité planétaire.

<http://www.canoe.com:80/techno/chroniques/hubertreeves/archives/2007/09/20070911-094605.html>

Gentech-news 162

1. Allemagne : rappel de semences de colza contaminées

Les autorités ont décelé la présence de traces de colza OGM dans les semences fournies par une firme. La plus grande partie ayant déjà été livrée et semée, le colza doit être détruit après sa germination. (taz,31.8.07)

2. Portugal, Angleterre, France : les champs transgéniques sont »libérés«

Au Portugal, 65 faucheurs ont fauché un champ de maïs transgénique. En Angleterre, des

activistes ont détruit un champ de pommes de terre GM. En France des »individus non identifiés« ont détruit des semences de maïs GM de la firme Monsanto. (Diverses dépêches d'agence)

3. Australie : l'Australie occidentale reste sans OGM

L'Australie occidentale prolonge le moratoire et maintient l'interdiction d'importer, de vendre et de cultiver des semences OGM. (WABN, 30.8.07)

4. Inde : invasion de parasites dans les champs de coton GM

Dans la région du Pendjab, de nombreux paysans qui cultivent du coton transgénique (coton Bt), ont perdu leur récolte. En raison d'une »attaque soutenue« lancée par la cochenille farineuse (mealybug). Le coton Bt, censé produire une toxine pour se protéger du cotonnier (bollworm), est en revanche victime de la redoutable cochenille farineuse. Ce parasite réussit à s'étendre rapidement. Et selon les paysans, même en utilisant de grandes quantités de pesticides, il est quasiment impossible d'en venir à bout. (JEN, 22.8.07)

5. Australie : la recherche sur le coton réduit les pesticides de 50%, augmente les profits de 75%

Dans tout le continent asiatique, des groupes de chercheurs ont mis au point un set de mesures »low tech« afin de combattre le cotonnier, un insecte nuisible. Avec succès, sans génie génétique. Entre temps, dans plusieurs régions de l'Inde, on a complètement renoncé à l'usage des pesticides dans la culture du coton. (Inter Press Service, 7.6.07)

Vous pouvez consulter les références et les articles de fond correspondants sur la rubrique "Gentech-News français" de notre site <http://www.blauen-institut.ch>.

Le bulletin est rédigé par Florianne Koechlin du Blauen Institut (en collaboration avec le Groupe suisse de travail sur le génie génétique GTG).

L'extinction des espèces s'accélère

LEXPRESS.fr

La liste rouge 2007 dressée par l'Union mondiale pour la nature fait état d'une "escalade de la crise d'extinction". 16 306 espèces sont menacées, soit 188 de plus que l'an dernier.

L'Union mondiale pour la nature (UICN) a publié mercredi sa liste rouge des espèces animales et végétales menacées. Ce réseau, composé de 10 000 scientifiques et experts de 147 pays fait autorité en la matière.

Selon l'UICN, le rapport 2007 est inquiétant, car la vie sur Terre disparaît rapidement et continuera de disparaître si des mesures ne sont pas prises de toute urgence. "L'expérience montre que les programmes de conservation peuvent donner de bons résultats mais malheureusement, cette année, nous n'annonçons d'amélioration que pour une seule espèce" regrette Jean-Christophe Vié, Chef adjoint du Programme de l'UICN.

16 306 espèces sont en effet menacées d'extinction contre 16 118 recensée l'an dernier. 70 % de toutes les plantes évaluées par l'organisation sont en péril. Pour Julia Marton-Lefèvre, directrice générale l'UICN, les efforts « déployés à ce jour pour protéger les espèces sont insuffisants ». Elle estime qu'il est possible de « mettre un terme à cette crise mondiale de l'extinction (.) mais uniquement dans le cadre d'un effort concerté à tous les niveaux de la société. »

Espèces marines menacées

L'étude révèle qu'un oiseau sur huit, un mammifère sur quatre et un tiers de tous les amphibiens sont en péril. Pour la première fois, des coraux ont été évalués par l'UICN et dix espèces des Galápagos ont fait leur entrée sur la liste dont deux dans la catégorie "En danger

critique d'extinction", victimes du réchauffement climatique. Une autre espèce marine a elle aussi fait son entrée sur la liste rouge. Il s'agit du poisson-cardinal de l'île de Banggai (Indonésie) ou apogon de Kaudern, très recherché par les amateurs d'aquariums.

Grands singes sur la selette

Une nouvelle étude de la population des grands singes a révélé que les gorilles de l'Ouest sont en danger critique d'extinction. L'espèce a nettement souffert du commerce de viande et de brousse et du virus Ebola.

L'orang-outan de Sumatra souffre quant à lui du défrichage des forêts pour faire place à des plantations de palmiers à huile. La superficie de ces plantations est passée de 2000 km² à 27 000 km² entre 1984 et 2003, réduisant considérablement l'habitat disponible pour l'espèce dans toute l'île. Souvent, l'activité humaine constitue le principal facteur de fragilisation des espèces. Le taux d'extinction actuel est au moins 100 à 1000 fois supérieur au taux naturel.

Manger moins de viande pourrait faire ralentir le réchauffement climatique

AP | 13.09.2007

Manger moins de viande pourrait contribuer à ralentir le réchauffement de la planète, entraînant la réduction du nombre de cheptels ovins et bovins et, du même coup, celle des rejets de méthane émanant des animaux, selon une étude publiée jeudi dans un numéro spécial du journal "The Lancet".

Pour les experts, réduire la consommation globale de viande rouge de 10% suffirait à diminuer les émissions de gaz émis par les systèmes digestifs des vaches, moutons et chèvres, qui contribuent au réchauffement global.

"Si les gens savaient qu'ils menacent l'environnement en mangeant plus de viande, ils réfléchiraient à deux fois avant de commander un steak", a déclaré Geri Brewster, nutritionniste à l'Hôpital de Westchester-Nord à New York, qui n'a pas participé à l'étude. D'autres moyens de réduction de ces émissions de gaz, notamment en donnant au bétail du fourrage de meilleure qualité, n'auraient, selon les experts, que des conséquences limitées. Les gaz provenant d'animaux destinés à la consommation représentent en effet le quart des émissions mondiales de gaz à effet de serre.

"Ceci fait de la réduction de la consommation de viande la seule véritable option", a déclaré le Dr John Powles, expert en santé publique de l'Université de Cambridge, un des auteurs de l'étude.

La quantité de viande consommée varie considérablement dans le monde. Dans les pays développés, on mange environ 224 grammes de viande par jour et par personne. Contre seulement 31 grammes par jour en Afrique.

Face à une demande qui ne cesse d'augmenter dans le monde, les experts s'inquiètent de l'augmentation des élevages et de son corolaire, les émissions de gaz, notamment de méthane et de protoxyde d'azote, qui font monter la température. En Chine, par exemple, la population mange deux fois plus de viande qu'il y a dix ans.

Selon John Powles, une consommation de viande moyenne limitée à 90 grammes par jour et par personne dans le monde pourrait éviter l'accélération du réchauffement par les gaz à effet de serre.

Manger moins de viande rouge contribuerait aussi à améliorer la santé de la population.

Powles et les co-auteurs estiment que réduire la consommation de viande réduirait aussi le nombre de maladies cardio-vasculaires et de cancers.

"Dans notre société, nous consommons trop de protéines", estime Geri Brewster. "Si on mangeait moins de viande rouge, ça aiderait aussi à réduire l'épidémie d'obésité". Selon les experts, il faudra probablement des décennies avant que la population accepte de changer ses habitudes. "Nous devons mieux comprendre les conséquences de notre alimentation", a estimé le Dr Maria Neira, directrice du service de santé publique et de l'environnement de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS). "C'est une théorie intéressante qui nécessite d'être mieux étudiée", a-t-elle ajouté. "Manger moins de viande pourrait vraiment représenter un moyen de réduire les émissions de gaz et le changement climatique". AP

Les biocarburants, danger pour l'environnement ?

Trop gourmands en terres cultivables pour un bénéfice écologique limité : un rapport de l'OCDE met les biocarburants en accusation.

L'étude pointe également les dangers de prévisibles extensions de cultures au détriment des milieux naturels.

- le 12/09/2007

Souvent présentés, sinon comme la panacée, du moins comme une solution viable en matière "d'énergie verte", les biocarburants ne sont peut-être pas si bons que ça pour l'environnement... Ils risquent même de porter atteinte à la biodiversité, et ne seront pas rentables sans de nouvelles politiques gouvernementales, estime l'OCDE dans un rapport publié mardi.

Ce document, intitulé "Biocarburants : les remèdes sont-ils pires que la maladie?", devait être présenté lors d'une table-ronde sur le développement durable organisée mardi et mercredi à Paris par l'Organisation pour la coopération et le développement économiques. Dans ce rapport, l'OCDE estime que "la poussée actuelle en faveur du développement des biocarburants crée des tensions intenable qui bouleverseront les marchés sans générer des bénéfices environnementaux significatifs". En particulier, la surface "importante" de terres cultivables que la production de biocarburants requiert "met sous pression les prix de l'alimentation et de l'eau", et ce pour des bénéfices "très limités".

Les écosystèmes naturels en danger ?

L'OCDE estime que les biocarburants permettraient de réduire les émissions de gaz à effet de serre au mieux de 3%. Elle juge en particulier que leur développement fait peser d'importants risques sur l'environnement : "aussi longtemps que les valeurs environnementales ne seront pas intégrées par les marchés, il existera des incitations puissantes au remplacement des écosystèmes naturels (forêts, marécages, pâturages) par des cultures bioénergétiques".

Enfin, évoquant leur rentabilité, l'organisation estime que ces carburants ne peuvent être compétitifs face à un pétrole à 70 dollars le baril "sans un large soutien des gouvernements". Ceux-ci devraient restreindre leurs subventions au secteur au profit de politiques telles que la taxation des émissions de dioxyde de carbone, qui inciteraient au développement de technologies "plus efficaces", prône l'OCDE. Priorité devrait aussi être donnée à la recherche sur les biocarburants de deuxième génération, et à la question de la certification, à inscrire "de façon urgente à l'agenda" de l'Organisation mondiale du Commerce.

Conservation de la faune
Des saumons qui pondent des truites
Canoë
Yvon Laporte
Agence Nomade
14/09/2007

Des scientifiques japonais viennent de mettre au point une technique révolutionnaire qui, espèrent-ils, pourrait un jour sauver certaines espèces en voie de disparition.

Les chercheurs ont injecté à un saumon des cellules de sperme provenant d'une truite arc-en-ciel. Le saumon en question s'est alors mis à produire un sperme de truite qui a été injecté par la suite à l'intérieur d'une femelle-saumon. Résultat: la femelle-saumon s'est mise à pondre des œufs de truites. En termes plus clairs, un papa-saumon et une maman-saumon ont engendré des bébés-truites.

L'expérience a été réalisée à l'Université des sciences et des technologies marines de Tokyo, en collaboration avec l'Agence des sciences japonaises. Les chercheurs croient qu'il leur sera possible de sauver des espèces en voie d'extinction, pourvu qu'ils puissent préserver leur système reproducteur. Déjà, plusieurs espèces de saumons et de truites risquent de disparaître si rien n'est fait.

Au cours des dernières années, plusieurs expériences ont été tentées dans le but d'inséminer directement des saumons avec du sperme de truite, mais tous les essais ont été négatifs puisque les bébés ne survivaient pas. Les prochaines expériences, basées sur la nouvelle technologie, seront réalisées sur des thons.

Mangeons moins de viande pour lutter contre le réchauffement climatique
16-09-2007

En prenant en compte les transports qu'il nécessite (animaux, aliment, etc.) et les rejets de méthane des systèmes digestifs des animaux (pets et rots), le secteur de l'élevage représente à lui seul 18% des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Partant de ce constat, une nouvelle étude, publiée dans le magazine britannique The Lancet, estime qu'une réduction minimale de 10% de la consommation globale de viande par individu devient obligatoire pour ne pas aggraver l'impact sur le réchauffement climatique de la filière.

Élevant à environ 100 grammes par individu et par jour, la consommation de viande est surtout le fait des occidentaux, les Américains étant les premiers avec 257 grammes par jour (Français : 215 gr ; Congolais : 11 gr). Or, de nombreux pays augmentent leur consommation au fur et à mesure de la hausse du niveau de vie de leur population, laquelle adopte bien souvent les critères occidentaux de consommation de produits laitiers et carnés. Aussi, pour Tony McMichael, de l'université de Canberra, et John Powles, de l'université de Cambridge, les auteurs de l'étude, maintenir ce taux de consommation par individu serait une catastrophe pour l'environnement, face à des consommateurs de viande chaque jour un peu plus nombreux.

Toutefois, notons que face au réchauffement climatique toutes les viandes ne sont pas égales. De part leur système digestif "émetteur" de méthane, un des principaux gaz à effet de serre, les ruminants sont de très loin les champions toutes catégories, l'étude considérant que 50 gr de viande de ces animaux est un maximum à ne pas dépasser quotidiennement.

Alex Belvoit

1- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

2- En France, le bétail compte pour 7% du PRG (pouvoir de réchauffement global, qui prend en compte l'effet de 6 gaz à effet de serre).

http://www.univers-nature.com:80/inf/inf_actualite1.cgi?id=2796

Le Protocole de Montréal, 20 ans d'avancées pour l'ozone et le climat

2007-09-16

PARIS (Source vérifiée)

Le Protocole de Montréal, qui fête dimanche son 20e anniversaire, sera doublement célébré pour avoir réussi à contrer l'appauvrissement de la couche d'ozone et, divine surprise, participé à la lutte contre le réchauffement climatique.

"D'ici à 2010, s'il n'y avait pas eu le Protocole (de Montréal), les gaz bannis parce que néfastes à l'ozone auraient eu un pouvoir réchauffant supérieur au CO₂" (dioxyde de carbone, l'un des principaux gaz à effet de serre), affirme Marie-Lise Chanin de l'Académie des Sciences, directrice de recherches en aéronomie au CNRS (Centre national de la recherche scientifique, France).

"On a aujourd'hui pris la mesure de l'interaction entre les deux, mais quand on a commencé à négocier Montréal, on ne le savait pas".

La première alerte des scientifiques tombe en 1970 et leurs observations, en 1984, témoignent d'une diminution de la couche d'ozone de 30 à 40% en trente ans.

Trois ans plus tard, le 16 septembre 1987, la communauté internationale se met d'accord sur l'élimination progressive des "substances appauvrissant la couche d'ozone" (SAO) : la chasse est ouverte aux chlorofluorocarbures (CFC), tétrachlorures de carbone (CCl₄), bromofluorocarbures ou Halons, bromures de méthyle, et enfin, à partir de 1992, aux hydrofluorocarbures (HCFC) qui avaient dans un premier temps remplacé les CFC dans les systèmes de refroidissement.

Aujourd'hui, 95% des substances dont l'élimination était programmée en 2010 ont disparu de la circulation. Celle des HCFC, programmée pour 2030 dans les pays développés et 2040 dans les pays en développement, pourrait être avancée de dix ans à l'occasion de la conférence des Etats parties la semaine prochaine (17 au 21 septembre) à Montréal.

Pourquoi un tel succès ? "Sans naïveté, c'est parce que l'industrie a trouvé les substituts et qu'elle y avait un intérêt économique", reconnaît la secrétaire d'Etat française à l'Environnement, Nathalie Kosciusko-Morizet. "Mais sans le Protocole de Montréal, on aurait eu quelque 100 millions de cancers de la peau supplémentaires en 2020".

"Le Protocole a encouragé la recherche scientifique, mobilisé la communauté internationale au plan financier", relève Sylvie Memmet, la directrice Technologie et Industrie au Pnue, le Programme de l'ONU pour l'environnement. "Il prouve que quand les Etats décident de s'attaquer à un problème scientifique reconnu et qu'ils y mettent les moyens, ça marche".

La comparaison s'avère du même coup cruelle pour le Protocole de Kyoto, adopté en 1997 contre l'effet de serre et qui peine à survivre, tandis que sa première période d'engagements expire en 2012.

D'autant que "Montréal" marque aussi des points contre le réchauffement.

L'heureuse nouvelle est attestée par les scientifiques du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (Giec) dans leur rapport publié cette année. En fait, certaines SAO ont un pouvoir réchauffant encore plus important que les gaz à effet de serre (GES).

Ainsi, souligne Mme Lemmet, "si on avance de 10 ans l'élimination des HCFC, on évite l'émission de 35 milliards de tonnes d'équivalent CO₂, soit 15 fois plus que ce que prévoit Kyoto", à savoir une réduction de 2 milliards de tonnes entre 2008 et 2012 par rapport à 1990. "Montréal est un modèle, mais il était plus facile à mettre en oeuvre que Kyoto", estime Mme Chanin.

Pour autant, prévient la scientifique, la couche d'ozone, qui devrait commencer à se reconstituer d'ici à une vingtaine d'années, ne retrouvera sans doute jamais son épaisseur de 1980 en raison du changement climatique.

"Le réchauffement au sol s'accompagne d'un refroidissement en haut : pendant que l'atmosphère se réchauffe sous l'effet des GES, la stratosphère (15 à 25 km d'altitude) se refroidit et bloque la production d'ozone".

14.09.2007

Au secours ! Les gorilles disparaissent !

C'est un cri d'alarme et un appel à l'aide que je lance aujourd'hui avec beaucoup d'émotion et d'angoisse pour l'une des grandes richesses de notre terre qui en train de disparaître sous nos yeux : les gorilles. Nous ne pouvons pas permettre cette abomination. Notre richesse, ce ne sont pas nos propriétés et nos voitures, notre or et nos diamants, nos supermarchés et nos piscines, nos MP3 et nos grands écrans, notre richesse est là, cachée dans la forêt du Rwanda et du Congo, elle réside presque toute entière dans le regard si beau et si majestueux des derniers grands singes. Mes amis, les gorilles sont sur le point de disparaître à tout jamais de notre planète. Il ne reste plus que 700 gorilles de montagne dans le monde. Il faut agir TOUT DE SUITE ! Car c'est notre part d'espoir et d'humanité qui s'en ira avec eux.

Voici un court extrait de l'article de Scott Johnson, paru dans Newsweek, et publié par Courrier international cette semaine : "Les hommes se pressent sous leurs ponchos verts, ils tiennent nerveusement leur AK-47 sur l'épaule. Les pluies de l'été ont détrempé les plaines et la forêt du parc national de Virunga, un vaste espace protégé situé le long de la frontière orientale de la république démocratique du Congo (RDC), dont on estime qu'il abrite 60% des derniers gorilles des montagnes subsistant dans le monde. Les hommes laissent leur cigarette s'éteindre sous la pluie. Puis, en file indienne, ils pénètrent dans la forêt. Soudain, dans le vacarme de la tempête, un cri retentit. Les gardes forestiers viennent de trouver le premier cadavre, à moins de 100 mètres de là. La femelle gorille repose sur le flanc, sa petite langue rose dépassant légèrement de ses babines. Elle était gravide et ses mamelles sont gorgées du lait destiné au bébé qu'elle portait. Les gardes font cercle autour de l'animal et caressent son poil roussi. Ils secouent la tête et claquent la langue en signe de désapprobation. L'un d'eux attrape la main d'un gorille et la tient un long moment, en baissant la tête, dans une attitude de deuil. Elle s'appellait Mburanumwe. Les gardes la connaissaient très bien, comme ils connaissent tous les gorilles vivant dans leur secteur. Après l'avoir abattue, ses meurtriers ont mis le feu à sa dépouille. A présent ses paupières sont fermées et elle semble absorbée dans une méditation profonde (...) A deux pas de là, ils découvrent les cadavres de deux autres femelles adultes, membre d'un même groupe de douze individus. Deux jeunes gorilles sont désormais orphelins. Le lendemain, c'est un mal qui est retrouvé mort. Ce massacre, découvert le 23 juillet dernier, est peut-être le plus grave perpétré à l'encontre des gorilles des montagnes depuis vingt-cinq ans.

"Même les gardes forestiers sont en état de choc - et pourtant ils vivent dans un pays où plus de 4 millions de personnes ont été tuées dans les luttes fratricides ces dix dernières années (...)

Des extrémistes utus, repliés dans le parc après avoir massacré des Tutsis au Rwanda en 1994, se sont établis à sa lisière. Il y a trois ans quelque 8000 Rwandais ont traversé la frontière à la recherche de pâturages : en moins de trois semaines, ils ont détruit plus de 1200 hectares sur le territoire habité par les gorilles (1)

Les Rangers du parc ont déjà payé un très lourd tribut à la protection des gorilles : 120 gardes-chasse ont été assassinés depuis 1994 ! Récemment encore, l'un des gardiens, Paulin Ngobobo a été roué de coup et menacé de mort parce qu'il tente d'empêcher l'extension de la production illicite de charbon à Virunga. IL FAUT LES AIDER ! Aujourd'hui, la plupart d'entre eux ne sont plus rémunérés par l'Etat mais par WILDLIFE DIRECT, l'association de défense de la nature cofondée en janvier par le paléontologue kényan Richard Leakey et par l'union européenne.

Pauvre Congo, sortiras-tu un jour de cette nuit interminable, depuis les mains coupées de tes femmes et de tes adolescents par les administrateurs du roi des Belges, jusqu'à l'horreur de tes enfants exorcisés, lors de cérémonies criminelles, en passant par tes pygmées massacrés, tes forêts dévastées, exploitées, la richesse de ta faune, anihilée. C'est un sentiment de tristesse et de désespoir qui m'envahit aujourd'hui. Et le seul remède, le vrai remède, c'est l'action. Je vous en prie, donnez 50 euros, 30, même 10 ! Peut-être n'y arriverons-nous pas, mais quels hommes serions-nous si n'essayions pas.

Liens : Wildlife Direct (Africa conservation fund). Cette ONG garantit aux donateurs que l'intégralité de leur contribution sera directement versée aux gardes forestiers (les paiements peuvent s'effectuer par Paypal). Vous pouvez par ailleurs aider les associations Jane Goodall, Dian Fossey Gorilla Fund, Help-Primates, Kalaweit et One Voice. Si vous voulez sponsoriser l'un des rangers du commandant Elie Mundima, travaillant dans le parc national (Wildlife Direct), contactez info@wildlifedirect.org.

(1). Courrier international n° 880 du 13 au 19 septembre 2007.

<http://lecarnetdelaurentdingli.blog.20minutes.fr/archive/2007/09/14/au-secours-les-gorilles-disparaissent.html>

L'Amazonie asphyxiée par le soja

LE MONDE | 18.09.07

Le petit avion a pris son envol. La forêt s'étend à perte de vue, tête immense dont la chevelure tutoie le ciel. L'Amazonie. Le poumon de la planète. La forteresse verte. D'un coup, la déchirure. La forêt s'ouvre. Blessée. Rasée. Le poumon tousse. La forteresse se fissure. Le paysage est soudain désolé. Des troncs abattus jonchent le sol, les plus résistants n'exhibant plus qu'un moignon noir de fumée. La terre laisse apparaître sa dernière couche, griffée à mort par les sillons des cultures. Parfois émerge encore de la marée des champs, solitaire et incongru, le tronc d'un châtaignier. Un survivant.

L'Etat du Para sera-t-il bientôt aussi dépouillé que son voisin, le Mato Grosso ? Depuis janvier 2003, date d'arrivée de Lula au pouvoir, 70 000 km² ont été sacrifiés au soja, l'un des plus féroces ennemis de la forêt brésilienne. Au début des années 1980, il poussait essentiellement aux Etats-Unis, qui assuraient 90 % de sa diffusion. En 2003, les exportations combinées du Brésil et de l'Argentine sont passées devant. L'immense pays de Lula est devenu la patrie du nouvel or vert.

même installé à Santarem, troisième ville amazonienne, un port. Complètement illégal. Tous les mois, deux cargos en partent en direction de l'Europe, emportant chacun 90 000 tonnes.

"Le soja dévore l'Amazonie. Je ne reconnais plus ma ville", dit Cayetano Scannavino, membre de l'ONG Santé et bonheur.

Dans les rues de Santarem, on voit de plus en plus de gros 4x4, conduits par des gauchos venus du sud du pays. Depuis qu'un rapport de Greenpeace, "Eating up the Amazon", a mis le feu aux poudres, des autocollants ornent beaucoup de voitures "Greenpeace dehors. L'Amazone est aux Brésiliens". La tension est palpable. A la Cooper Amazon, société qui distribue des fertilisants, Luis Assuncao, le directeur, ne cache pas sa haine : "Ici, maintenant, c'est la guerre. Une guerre froide."

Au Mato Grosso, le gouverneur de l'Etat, Blairo Maggi, propriétaire de l'usine Amaggi, est l'un des plus gros producteurs de soja au monde. Il a construit une ville entière, Sapezal, pour loger sa main-d'oeuvre, fait bâtir à Itacoatoara un port en eau profonde, et proposé pour faciliter le transport de bitumer à ses frais 1 770 km de la route BR163. Quand on lui parle déforestation, Blairo Maggi ironise sur la taille de l'Amazonie et affirme que la culture du soja est "bénéfique". Du moins le faisait-il quand il acceptait encore de parler aux journalistes, tous suspects désormais d'être des "sous-marins" de Greenpeace.

Retour au Para. Comme tous les dimanches, il y a fête à la fazenda Bela Terra près de Santarem. Le cuisinier fait griller de gigantesques brochettes. La bière coule à flots. Les hommes sont à peine endimanchés, les femmes s'assoient à table en égales. C'est un joyeux brouhaha, une réunion de clan. L'entrée est fermée par une grille blanche, un panneau signale la présence de deux chiens méchants.

Entre eux, les producteurs de soja, les sojeiros rigolent, parlent affaires, se serrent les coudes. Devant l'étranger, la méfiance est de mise. Otalho, 33 ans, fournit des fertilisants et des engrais. Le visage bouffi, il engouffre d'épaisses tranches de viande. Sa mère est brésilienne, son père uruguayen, et ils vivent encore près de la frontière, 5 000 km plus haut. "C'est dur, je ne les vois plus." Il écrase une larme. Puis se fâche. "On nous appelle les gauchos, les bandits, les voleurs..." D'une main conquérante, il montre le sol. "Les gens ici ne font rien de leur terre. Ils restent parce qu'ils ne peuvent pas faire autrement. Ils veulent avoir la télé et aller en ville. Nous, on leur propose une autre manière de vivre."

Tonio Antares, propriétaire de quelques milliers d'hectares, revendique lui aussi ce droit à massacrer son pays. Petit, les yeux vifs, la peau rougie par un soleil qu'il n'apprivoisera sans doute jamais, il reste convaincu d'apporter avec lui prospérité et civilisation. "Le pays appartient aux Brésiliens. Nous venons aider cette région à se développer."

Mais à qui profite ce développement ? Marcello da Silva a acheté deux pelleteuses et les loue aux exploitants contre un pourcentage de la récolte. De décembre à avril, il est dans le Mato Grosso, de mai à août dans le Para. Le reste du temps, il conduit des convois. Grand, costaud, les yeux bleus, il évoque plus le cow-boy Marlboro que l'Indien de la forêt. Un peu rustre, peut-être, prompt à aligner les bières. Mais confiant en son étoile. Le soja le rendra riche, il en est sûr. Sa femme, Patricia, veut acheter du terrain. Beaucoup de terrain. "Les Américains vont commencer à planter de la canne à sucre. Là, on va gagner beaucoup." Ils vivent à Santarem, aimeraient avoir des enfants. L'avenir leur sourit.

Mais rares sont ceux qui tirent leur épingle du jeu. Le coût social payé à la petite plante est très lourd. L'Amazonie s'est peuplée par à-coups, sur des promesses non tenues qui, de boom du caoutchouc en construction de la Transamazonienne, ont fait venir les miséreux du Nordeste et du Minas Gerais. Ils ont pris des terres, les ontensemencées, n'en ont jamais eu les titres de propriété. Depuis ils végètent, prisonniers de ce qu'on appelle pudiquement l'"agriculture familiale". Une proie idéale pour les sojeiros, surnommés à Santarem les "sujeiros" ("salisseurs").

Tout au long de la BR163, la même histoire s'est répétée. Des hommes sont venus, ont demandé à ces petits exploitants de partir en leur montrant des titres de propriété. D'où les tenaient-ils ? Souvent de l'Incrá (Instituto Nacional de Colonização e Reforma Agrária), où la corruption permet l'achat de faux certificats, mis à vieillir dans un tiroir avec des grillons. "Ces gens n'avaient aucune culture de l'argent, explique le Padre Edilberto Sena, infatigable

militant écologiste. Ils ont vendu à bas prix, et tout claqué. Ils se sont retrouvés démunis, et sans outil de travail."

Au kilomètre 38, Marlène Nascimento de Lima pleure ses terres perdues. "J'ai du mal à repasser devant chez nous. Il n'y a plus que des champs. Quarante familles vivaient là..." Elle avait commencé par refuser de vendre. Mais les sojeiros ont acheté les terrains limitrophes au sien. La vermine, chassée par les pesticides, a envahi son champ. Ses voisins sont partis, elle a fini par céder...

La violence a eu sa part dans ces conquêtes. A Pacoval, en 2004, à deux heures de piste de Santarem, vingt-cinq maisons ont brûlé. A Corte Corda, deux syndicalistes ont été tués. A Belterra, ancienne capitale du caoutchouc, on a "forcé" beaucoup de gens à partir... A Santarem, Ivete Bastos, présidente du syndicat des travailleurs de la terre, a un jour trouvé des femmes avec de l'essence devant chez elle, prêtes à mettre le feu à la maison... Un ancien légionnaire espagnol, propriétaire d'une salle de musculation à Santarem, se vante d'exécuter des missions de nettoyage pour les "fazendeiros". Dans la périphérie se multiplient les bidonvilles de bois construits sur des terrains abandonnés.

Régulièrement, la police brésilienne fait une descente dans les grandes propriétés et en délivre des esclaves. On les a fait venir en leur promettant des salaires élevés. A leur arrivée dans la forêt, ils découvrent que leur paye a fondu. Des gardes leur interdisent de repartir. Les biens de première consommation leur sont fournis par le propriétaire. Ils s'endettent, et ne pourront jamais rembourser. "Ils étaient dans un état redoutable quand nous sommes arrivés", raconte un policier intervenu sur la ferme Vale do Rio Verde en 2005. Il n'y avait pas de sanitaires.

Les ouvriers travaillaient pieds nus. Huit mille sept cents de ces esclaves ont été repérés dans les Etats producteurs de soja. En 2004, l'armée est intervenue dans 236 fermes utilisant 6 075 travailleurs, dont 127 enfants. Bunge, Cargill et Amaggi étaient en affaires avec elles.

Pour mieux aider à l'expansion du soja, des entreprises comme la Cooper Amazon proposent des pesticides et des semences génétiquement modifiées. "La chaîne est en place : d'un côté, Monsanto, de l'autre, Cargill", accuse Edilberto Sena. Les pesticides ont déjà provoqué des ravages écologiques, le vent portant ceux que déversent les avions jusque dans les rivières. En 2005, une sécheresse terrible a frappé la région.

Les poissons mouraient dans des flaques trop petites. Aujourd'hui, 20 % de la forêt brésilienne est morte. Même si un moratoire mis en place en 2006 a donné des résultats positifs (41 % de baisse de la déforestation en 2006-2007), 40 % de l'Amazonie pourraient avoir disparu d'ici vingt ans.

Le pire, ce pire qu'espèrent Marcello et Patricia, est peut-être encore à venir : l'explosion des biocarburants. Vingt millions d'automobilistes brésiliens utilisent déjà l'éthanol. Les voitures "flex-fuel", qui laissent le choix entre éthanol et essence, ont représenté près de 80 % des ventes de voitures en 2005. Six cents stations-service commercialisent déjà un "biodiesel", dans lequel on retrouve du soja. Où vont s'installer les plantations ? "Le Brésil sera l'Arabie saoudite du XXIe siècle", prophétisent certains. Jusqu'au désert ?

Le temps que vous lisiez cet article, une superficie correspondant à 75 terrains de football a été déforestée.

Georges Drouet

Homborchveld, 42

1180 Bruxelles

cell: +32 486 751 668

pi@3-1416.org

<http://3-1416.org>

Étude de l'OCDE: Les biocarburants plus nocifs que le pétrole

Un rapport publié, la semaine dernière, par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) révèle que les biocarburants auraient en fait des impacts plus importants sur l'environnement que le problème auquel il tente de répondre. Les biocarburants, souvent perçus comme la solution ultime aux problèmes de dépendance énergétique, une nouvelle source de revenus pour les agriculteurs et une aide précieuse dans le combat contre les gaz à effet de serre, pourraient en fait être extrêmement nocifs pour l'environnement et créer une augmentation significative des prix des aliments. Le rapport arrive un an après la sortie publique contre l'éthanol de l'un des plus grands botanistes de la planète, Peter Crane, alors directeur du Jardin botanique britannique (voir Ethanol = Mauvais). «La poussée actuelle pour le développement des biocarburants crée des tensions non-durables qui vont déstabiliser les marchés sans pour autant créer de bénéfices significatifs pour l'environnement», affirme le rapport cité par l'agence de presse Reuters. «Lorsque l'acidification, l'utilisation de fertilisant, la perte de biodiversité et la toxicité des pesticides agricoles sont pris en considération, l'impact environnemental global de l'éthanol et du biodiesel peut très facilement dépassé ceux du pétrole et du diesel minéral», poursuit le rapport.

L'OCDE en appelle donc aux gouvernements pour qu'ils coupent leurs subventions à ce secteur et propose d'encourager plutôt la recherche dans des technologies qui éviteraient de faire compétition à l'usage des terres pour la production alimentaire.

Les incitatifs pour encourager la production de biocarburants tels que les réductions de taxe mises en place dans plusieurs régions - dont l'Union Européenne et les États-Unis - pourraient en fait cacher d'autres objectifs que les impératifs environnementaux.

Toujours selon Reuters, le rapport affirme que «les politiques encourageant la production de biocarburants apparaissent comme une manière facile de protéger l'agriculture domestique des contrecoups des négociations sur la libéralisation des marchés agricoles».

Le rapport encourage plutôt l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) à redoubler d'efforts pour diminuer les barrières économiques face à l'importation de biocarburants. Ceci permettrait aux pays en développement qui possèdent des systèmes écologiques et climatiques plus adaptés à la production de biomasse.

Il encourage enfin la promotion d'efforts de réduction de l'utilisation des transports mécaniques nécessitant du pétrole.

Rappelons également qu'une étude dirigée par Mark Jacobson, un professeur de génie civil et environnemental de l'Université Stanford, publiée en avril dans la revue *Environmental Science and Technology*, affirmait que l'impact de l'éthanol sur la qualité de l'air et le smog est équivalent, sinon légèrement pire, que celui du pétrole (voir Santé: Éthanol plus polluant que le pétrole)

L'usage de la voiture recule

LE MONDE | 18.09.07

Au vu du dernier bilan chiffré publié par le ministère des transports, certains experts n'hésitent pas à proclamer "la fin de l'automobiliste roi" et l'ouverture d'"une nouvelle ère" en France. La voiture individuelle assure encore 83 % des déplacements dans l'Hexagone mais, pour la première fois depuis 1974, année du premier choc pétrolier,

l'utilisation par les Français de leur automobile a baissé en 2005 (- 1,4 % par rapport à 2004). D'après Les Comptes des transports publiés en juin, ce recul de la voiture s'est même accentué en 2006 (- 2 %), dans un contexte où le nombre total de déplacements individuels est resté stable depuis 2000.

Parallèlement, les transports en commun enregistrent des progressions annuelles de 5 % à 6 %. Leur utilisation a progressé chaque année depuis 1996 (sauf en 2003, année de conflits sociaux), grâce notamment au développement des trains, tramways et métros. Les transports collectifs bénéficient d'une augmentation et d'une amélioration de l'offre, mais aussi de prix attractifs par rapport aux coûts croissants de l'automobile. La hausse des prix des carburants depuis 2003 explique en partie le recul de la voiture, en particulier pour les trajets courts.

L'automobile, responsable de la congestion du trafic et de la dégradation de l'environnement, voit "sa pertinence remise en question dans les centres urbains", résume Yves Crozet, chargé d'un master professionnel dans les transports à l'université de Lyon-II.

Côté offre, les principales agglomérations ont mis le transport public au coeur de leur politique municipale. Une enquête de l'institut IFOP publiée en juin et réalisée pour Veolia Environnement auprès d'un échantillon de 400 élus urbains montre que cette volonté perdure. A la question portant sur la priorité de l'action des élus pour l'amélioration de la vie des citoyens, les transports publics sont plébiscités à 39 %, derrière la cohésion sociale (46 %).

Publiques ou privées, les entreprises de transport en commun connaissent toutes une forte croissance depuis plusieurs années. Dans ses résultats de 2006, la SNCF relève que, pour la première fois, les trains express régionaux (TER) ont atteint des niveaux de fréquentation aussi élevés que les TGV. Les grands acteurs privés, parmi lesquels Veolia Transport, Keolis ou Transdev, renforcent eux aussi leurs positions. "Entre 2000 et 2006, nous avons enregistré une progression de 18 % du trafic", indique Eric Chareyron, directeur marketing de Keolis, premier groupe de transport privé en France.

De son côté, Cyrille du Peloux, directeur général de Veolia Transport, estime que l'offre de transport en commun "peut encore se développer de façon importante sur le réseau ferroviaire régional". Ce réseau, aujourd'hui aux mains de la seule SNCF, devrait s'ouvrir, en 2010, à d'autres opérateurs.

L'essor des transports en commun est aussi dû à l'amélioration des services proposés. "Les usagers sont prêts à passer de leur voiture à un transport collectif, lorsque l'offre assure la rapidité, la régularité et la fréquence", constate Chantal Duchène, directrice du Groupement des autorités responsables des transports (GART), qui réunit des élus de droite et de gauche.

Ainsi, à Rennes, depuis l'ouverture en 2002 de la ligne de métro, gérée par Keolis, le trafic est passé de 33 millions de voyages à 60 millions en 2006. La fréquentation des autobus du Grand Roanne (Loire), en déclin continu pendant quinze ans, a enregistré une hausse de 4 % depuis août 2006, grâce aux seules améliorations des cadences et des correspondances apportées par l'opérateur, Veolia.

Ces services coûtent cher aux collectivités. Le transport en commun représente aujourd'hui un tiers des dépenses des intercommunalités et environ un quart de celles des régions. Dans leur ensemble, les agglomérations ont investi, en 2005, près de 2,4 milliards d'euros pour leurs transports urbains. En 1994, cet engagement n'était que de 700 millions d'euros. L'Etat ne participe plus à aux investissements de réalisation des infrastructures des transports en commun en site propre (TCSP). Il a supprimé ses aides en 2003, sous le gouvernement de Jean-Pierre Raffarin. Cette décision a provoqué la colère de l'ensemble des élus, toutes tendances confondues.

Dans une étude sur le financement des transports publics urbains publiée le 12 septembre, les responsables du GART espèrent que le "Grenelle de l'environnement", qui doit se réunir fin octobre à l'initiative du gouvernement, rétablira ces aides de l'Etat et "déterminera les futurs critères de leur attribution".

Pour l'avenir, les réflexions sur le développement des transports portent sur la manière d'assurer, à la demande, le déplacement d'une gare au domicile d'une ou plusieurs personnes par une voiture appelée depuis un centre téléphonique. Dans ce nouveau marché, estimé en France à 400 millions d'euros, Veolia Transport a réalisé, en 2007, 15 millions d'euros de chiffre d'affaires et projette d'atteindre les 100 millions en 2012.

Parmi les nouveaux modes de transports, la bicyclette accède désormais au rang de transporteur public, après les succès remportés, à Lyon et à Paris notamment, par les opérations de vélos en libre-service. Denis Baupin (Verts), adjoint aux transports à la Mairie de Paris, n'hésite pas à affirmer que le vélo est devenu "une nouvelle alternative aux transports publics, au même titre que le tramway ou le métro".

Pour Bertrand Dechery, coprésident du Bureau d'informations et de prévisions économiques (BIPE), société d'étude et de conseil, le remplacement de la voiture par d'autres moyens de transport est "une tendance de fond". A ses yeux, les politiques contraignantes des municipalités pour réduire la place de l'automobile dans les villes, ainsi que le report sur le TGV des déplacements entre grands centres urbains constituent "une originalité française".

Le mouvement général vers les transports en commun est aussi européen, avec des rythmes différents au Royaume-Uni, en Italie ou en Allemagne.

Dominique Buffier

Article paru dans l'édition du 19.09.07

<http://www.lemonde.fr/web/article/0,1-0@2-3244,36-956566,0.html>

De : Patricia Zaradny

Envoyé : jeudi 20 septembre 2007

Le massacre des veaux demain en Espagne

Objet : URGENT ALGEMESI

Cher amis,

Même avec beaucoup d'imagination, nous ne toucherons jamais le fond de l'horreur dont sont capables les Hommes. Une fois de plus, je fais appel à vous pour relayer l'info ci-dessous et je vous invite à réagir.

Merci pour eux

Amitiés plus que jamais abolitionnistes

Patricia Zaradny

Présidente du CRAC

05 53 80 19 49

<http://www.anticorrída.com>

DES VEAUX TORTURES A ALGEMESI LE 22 SEPTEMBRE 2007

Le 22 septembre prochain -très bientôt!-aura de nouveau lieu à Algemesi (province de Valence, Espagne) un spectacle "traditionnel" d'un extrême sadisme envers des animaux innocents.

Comme chaque année, de nombreux bébés veaux seront pourchassés à travers les rues par la populace qui les lardera de coups avec des pointes de lance de 6 à 8 cm.

Des témoins disent que c'est un déchirement d'entendre leurs hurlements de douleur tandis qu'ils sont ainsi torturés et essayent vainement d'éviter les coups. Quand ils sont trop épuisés, pissent le sang et s'effondrent à terre, ils sont achevés à l'aide d'une épée de 80 cm de long, et peuvent encore être frappés jusqu'à 40 fois.

Des milliers de personnes participent à cette "fête" et de nombreux très jeunes enfants assistent à la torture et au massacre public.

Pour protester vous pouvez écrire

au maire d' Algemesi

M. Emilio Gregori

AYUNTAMIENTO DE ALGEMESÍ (Council)

PL. Major nº 5,

46680 ALGEMESÍ (Valencia).

Tel. 00 34 96.201.90.00

Fax : 00 34 96.201.90.01

Url : <http://www.berca.net>

e-mail : ajuntament@algemesi.net

au président du gouvernement espagnol

José Luis Rodríguez Zapatero

Presidente del Gobierno

Complejo de la Moncloa

Avda. de Puerta de hierro s/n

28071 Madrid

portal.presidencia@mpr.es

au ministre de l'Agriculture

Excma. Sra. Ministra Da Elena Espinosa Mangana

Ministerio de Agricultura, Pesca y Alimentacion

Paseo de Infantana Isabel 1

28014 Madrid

sministr@mapa.es

au président de la province de Valence

Francisco Enrique Camps Ortiz

dgp@gva.es

Fax: 003496386766

Et à l'ambassadeur d'Espagne en France

D.Francisco Villar

22 Avenue Marceau

74381 Paris cedex 08

tel 01 44 43 18 00

FAX 0147 20 56 69

ambespfr@mail.mae.es

LETTRE TYPE:

A quien pueda interesar:

No visitaremos España hasta que se deje de torturar animales en las fiestas populares. España debe salir de la Edad Media y acabar de una vez con el sadismo hacia los inocentes animales.

Signature:

Pays:

(Traduction

Aux personnes concernées:

Nous ne visiterons pas l'Espagne tant que des animaux y seront torturés dans les "fiestas".L'Espagne doit quitter le Moyen- Age et arrêter le sadisme envers les animaux.)

Demandons à l'Europe d'imposer un moratoire sur l'exploitation des ressources en Arctique
25 septembre 2007

Moratoire Emile Vivier, Antoine Bonte, Alfred Leclercq

Présenté par Nord Ecologie Conseil

En quoi un Danois, un Canadien, un Russe, un Américain, a-t-il plus de légitimité qu'un Aborigène, un Péruvien, un Malien, un Malgache pour revendiquer des réserves accumulées sous l'océan Arctique à une époque où l'espèce humaine n'était encore qu'une improbable possibilité de l'évolution.

Ce qui est vrai dans l'espace l'est aussi dans le temps : en quoi une quinzaine de générations s'autorise le droit de piller, au profit d'une minorité, des réserves inaliénables propriété du Vivant passé, présent et futur.

L'Humanité dispose peut-être d'une dernière chance pour se sauver et comprendre enfin l'étendue du problème auquel les générations futures auront à faire face.

Ne pourrions pas l'océan arctique comme nous avons pourri le Rhône et tant d'autres fleuves et rivières.

En 50 ans la température moyenne de la terre a augmenté d'environ 0.6 °C, mais la température de l'Arctique a augmenté de 2.1°C. Il y a fort à craindre une accélération de cette évolution : la diminution de la banquise entraîne un réchauffement de l'eau liquide et la fonte du permafrost dégage de grandes quantités de méthane, gaz hautement actif par effet de serre, sans compter les risques de fonte de la calotte polaire du Groenland et les risques de modification du Gulf Stream ; bel exemple de réaction positive.

Ces variations, beaucoup trop rapides à l'échelle géologique, ne permettront pas à la Planète de s'adapter comme elle a su le faire de nombreuses fois dans son histoire.

L'effet anthropique de ces changements devient de plus en plus difficile à nier, sauf peut être par ceux qui y voient, à court terme, une formidable opportunité d'accéder à ce qui semble être un potentiel de « richesses » pétrolières, gazières et autres.

Au risque de dégrader encore plus l'état de la Planète, les appétits s'aiguisent, une guerre

économique se prépare, en attendant probablement plus.

Peut on imaginer que l'extraction de ces ressources n'engendre pas, dans l'état actuel de nos technologies des pollutions qui dégraderont encore plus l'état de l'Arctique, sans compter les risques d'accidents quasiment inévitables, de guerres, de sabotages ou d'attentats.

Ces richesses n'appartiennent t-elles pas à l'ensemble de l'Humanité, n'avons-nous pas déjà pillé suffisamment la Terre au détriment des générations futures pour ne pas décréter un moratoire sur cette région si importante pour la maintien de conditions de vie acceptables sur toute la Planète ?

Dans l'état actuel des techniques, ces exploitations seront coûteuses, dangereuses, aussi bien pour la Planète que pour ceux qui y travailleront. Investissons cet argent dans des énergies renouvelables, dans des techniques de traitements des déchets et de récupérations efficaces, de réparations d'espaces de vie et lorsque l'avenir de notre espèce ne sera plus menacé, il sera toujours temps pour les générations futures de décider ce qu'il conviendra de faire de ces ressources naturelles.

L'écologie humaniste, celle qui veut préserver un avenir acceptable pour la Planète et ses occupants, elle doit « faire le pont » entre toutes les sensibilités politiques et philosophiques. Ce projet sera soumis aux différentes organisations politiques, leurs dirigeants, leurs élus, aux ONG et à des personnalités pour obtenir un soutien le plus large possible.

Sauf indication contraire, les soutiens obtenus pourront être publiés

Emile Vivier : agrégé de Sciences Naturelles, docteur en biologie, professeur de Biologie animale à l'Université des Sciences de Lille où il a mis en place des cours d'écologie dès 1975,

a été chercheur à l'institut Pasteur et au CNRS.

Membre du conseil économique et social de la région Nord Pas de Calais.

a participé à la campagne électorale de René Dumont en 1972.

a participé à la fondation de Nord Nature pour s'opposer à la création d'un barrage dans l'estuaire de la Canche. Il a été membre du conseil d'administration de France Nature Environnement.

Membre fondateur et Président d'Honneur de Nord Ecologie Conseil.

Antoine Bonte : ingénieur I.D.N (devenue Ecole Centrale de Lille), docteur en géologie.

Dans son dernier livre, écrit en 1987 peu de temps avant son décès, il pose une question essentielle qui sert de base à notre motion : « à qui la Terre » (titre du livre) Il met en évidence que la lutte contre le gaspillage et la pollution suppose, au préalable, un accord international sur la propriété des richesses naturelles pour éviter que leur gestion ne soit laissée « à l'initiative d'individus sans scrupules ou d'organismes avides et irresponsables ».

Il met aussi l'accent sur le problème de la démographie galopante, véritable pollution qui potentialise toutes les autres, et comme le dit J.Y Cousteau dans la préface du livre :

«...l'influence déterminante de l'explosion démographique sur la dérive des riches vers le gaspillage et des pauvres vers la misère ».

Alfred Leclercq : agrégé de Sciences Physiques, professeur de chaire supérieure,

Professeur de Physique en Classe Préparatoire aux Grandes Ecoles.

Membre fondateur et Président de Nord Ecologie Conseil

Membre du Comité de Pilotage de l'Alliance pour la Planète

Membre de Nord Nature.

Environnement : L'interdiction générale des OGM refusée par Bruxelles
Lundi 24 Septembre 2007

<http://www.fenetreurope.com/php/page.php?section=actu&id=9039>

Bruxelles a réaffirmé ce week-end qu'aucun pays ne pouvait s'opposer à la culture de OGM autorisées dans l'UE sauf à apporter des éléments nouveaux sur la dangerosité des plantes.

La position de la Commission européenne fait suite aux rumeurs de plus en plus pressantes selon lesquelles la France s'orienterait vers un gel de la commercialisation des OGM jusqu'à l'adoption d'une nouvelle loi qui renforcerait le contrôle sur les OGM.

Barbara Helfferich, porte-parole du commissaire européen à l'Environnement, Stavros Dimas, a réagit le 21 septembre en rappelant que "Une interdiction générale n'est pas possible selon la jurisprudence européenne." Depuis l'adoption en 2001 de la directive sur la dissémination des OGM, Bruxelles estime qu'aucun pays ne peut s'opposer à leur culture pour des raisons politiques ou commerciales. Seuls des éléments nouveaux sur la dangerosité des plantes pourraient justifier une interdiction. La Cour européenne de justice vient juste, le 13 septembre, de confirmer cette position en déboutant un recours de la province de la Haute-Autriche qui avait décidé de bannir toute culture transgénique pour protéger ses agriculteurs biologiques de toute contamination. Cette mesure avait été jugée illégale par Bruxelles.

La première voiture de course à hydrogène

La Royal Society of Chemistry au Royaume Uni a récemment accordé un financement de 5.000 livres (environ 7 500 euros) à deux doctorants travaillant au sein du tout nouveau Sustainable Energy Technologies Centre (SETC, Centre de recherche sur les technologies énergétiques durables) de l'Université d'Hertfordshire, pour mener à bien leur projet de conversion d'une voiture de course (utilisée en compétition universitaire Formula Student Racing) en véhicule à hydrogène. Le véhicule de John Gaddard et James Waters a d'ailleurs été présenté au public lors du grand prix de Silverstone de Formula Student Racing, pendant le week-end du 14 juillet.

Il s'agit de la première voiture de course au monde à être propulsée par un moteur à hydrogène. Le gaz utilisé pour alimenter ce moteur est d'origine renouvelable, puisqu'il est obtenu à partir du traitement biologique de déchets agricoles. Qui plus est, on pourrait penser que la modification du moteur pour utiliser de l'hydrogène diminuerait ses performances, alors que John Gaddard et James Waters ont, en fait, trouvé des moyens de conserver une efficacité similaire. Résultat: le véhicule atteint 130 miles / heure (environ 200 km / h), avec un temps d'accélération de 0 à 100 km / h de 3,2 sec, ce qui devrait lui permettre d'être tout à fait compétitif dans le championnat de Formula Student Racing.

Cependant, l'introduction de ce type de véhicule dans la compétition a nécessité un gros travail de révision du règlement de Formula Student Racing de la part de l'Institut de Mécanique (Institute of Mechanical Engineers) en collaboration avec les deux étudiants. En tout cas, cette "première" devrait permettre, dans les années à venir, l'émergence d'un nouveau championnat mettant en scène uniquement des véhicules écologiques, voire seulement des

véhicules à hydrogène. En cette période où le championnat du monde de Formule 1 est critiqué dans la presse internationale pour sa lourde empreinte écologique, cette innovation de l'Université d'Hertfordshire représente donc un espoir de faire du sport automobile un exemple pour les populations dans les comportements à adopter afin de lutter contre les émissions de CO₂ dans les transports.

Source: BE Royaume-Uni numéro 79 (6/09/2007) - Ambassade de France au Royaume-Uni / ADIT

Une pile à combustible à hydrazine, sans platine

Le constructeur automobile Daihatsu a développé une pile à combustible fonctionnant à l'hydrazine (N₂H₄) et ne nécessitant pas de métaux nobles comme le platine. Ce nouveau modèle peut fournir une puissance équivalente aux piles à combustibles classiques. Le développement a été réalisé en collaboration avec l'AIST (Advanced Industrial Science and Technology) au Japon.

Le combustible utilisé est l'hydrate d'hydrazine (N₂H₄,H₂O) en solution aqueuse à 5%. La réaction à l'anode produit du N₂ et de l'eau uniquement (pas d'émission de CO₂). La puissance maximale fournie est de 500 mW/cm² selon Daihatsu, équivalent des valeurs des PEMFC classiques. Théoriquement, cette puissance peut augmenter puisque la force électromotrice de la pile à l'hydrazine est plus de 25% supérieure à celles au H₂: 1,56V pour la première contre 1,23V pour la deuxième.

Après analyse, il s'est avéré que les métaux qui conviennent le mieux comme catalyseurs sont le nickel à l'anode (face combustible) et le cobalt à la cathode (face oxygène). L'utilisation de ces métaux revient à 500 yens environ par véhicule, contre 400.000 à 500.000 yens pour le platine (3 euros contre 2700 euros).

Dans les piles à combustibles à membrane d'échange de cations (PEMFC) classiques, la réaction qui a lieu entre le H₂ et le O₂ se fait en milieu très acide et c'est pourquoi le platine, qui a une très grande résistance à la corrosion, est utilisé. Ici, la membrane d'échange est de type anionique, faisant circuler les ions OH⁻ en milieu alcalin et permettant ainsi l'utilisation de métaux non nobles comme le cobalt ou le nickel.

Le constructeur avait déjà présenté en 2005 les potentialités d'une pile à combustible à l'hydrazine mais un des problèmes majeurs qui avait alors été soulevé se rapportait à la sécurité du système. En effet, les dérivés d'hydrazine sont considérés comme des substances délétères au-delà d'une concentration massique de 30% au Japon ainsi que comme des matières inflammables quand la concentration massique excède 80%. Le groupe a donc développé un système permettant de fixer l'hydrate d'hydrazine afin de le stocker, et de libérer uniquement la quantité nécessaire sous forme liquide. L'hydrazine est fixée à un groupe carbonyle (C=O) et donne l'hydrazone, qui hydrolysée se transforme facilement de l'hydrazine. En pratique, le véhicule possède un réservoir contenant le polymère avec le groupe carbonyle où est stocké le combustible, ainsi qu'une sortie d'eau chaude permettant l'hydrolyse de l'hydrazone en hydrate d'hydrazine.

Actuellement, l'hydrazine est produite industriellement à partir de NH₃ pour un prix au litre de 200 yens (1,25 euros) mais le coût de production pourrait être réduit de moitié en le synthétisant à partir de N₂ et de H₂.

Source: BE Japon numéro 457 (21/09/2007) - Ambassade de France au Japon / ADIT

Voici les pages consacrés aux OGM, dans le compte rendu de la conférence de presse que l'Alliance pour la planète a tenu ce matin, par rapport au Grenelle de l'Environnement.

Grenelle de l'environnement :
faux consensus et vrais conflits.

Sommaire

Bâtiment : à quand la fin du gaspillage ?

La fin du tout routier ?

EPR : la France va-t-elle rester prisonnière du nucléaire ?

Les agrocarburants, la fausse bonne idée ?

Pour un moratoire sur les cultures d'OGM ?

Va-t-on développer l'agriculture biologique en France ?

La France va-t-elle protéger ses citoyens des risques liés aux pesticides ?

Incinération : cherche-t-on à entraver le développement du recyclage ?

La France va-t-elle continuer à piller les forêts tropicales ?

Comment peut-on prétendre préserver la ressource sans fermer des zones à la pêche ?

Fiscalité verte : Bercy est-il allergique à l'environnement ?

L'écologie peut-elle recycler la publicité ?

Responsabilité des entreprises : vers une loi NRE contraignante ?

Pour le dialogue environnemental ?

Lanceurs d'alerte : les intérêts financiers priment-ils sur l'intérêt général ?

Pour un moratoire sur les cultures OGM ?

Ce que demande l'Alliance pour la planète.

Un moratoire sur les culture d'OGM en plein champ jusqu'à ce que soient garantis par la loi la liberté et le droit de produire et de consommer sans OGM

. un moratoire sur la culture et la commercialisation du MON 810 ;

. Un moratoire sur la commercialisation du MON 863 ;

. le droit à produire et à consommer sans OGM : seuil zéro contrairement au seuil actuel qui est de 0,9 % ;

. une expertise contradictoire et indépendante ;

. la garantie d'une transparence totale de l'information.

Les vrais conflits

L'Inra, la FNSEA, le Medef, les chambres d'Agriculture (APCA) et les semenciers s'opposent à un

moratoire sur les OGM. Leurs arguments : blocage de la recherche et prise de retard par la France sur

les biotechnologies.

La réponse de l'Alliance pour la planète : Nous ne sommes pas opposés à la recherche en milieu

confiné. Nous souhaitons que la recherche et plus particulièrement une expertise indépendante, se

concentre sur l'identification des impacts et des risques des OGM avant de se mobiliser sur de nouveaux développements.

Quant à la prise de retard sur les biotechnologies, le Grande-Bretagne est reconnue comme étant le

pays le plus en avance en Europe, alors qu'aucun OGM n'y est cultivé. De plus, le développement

économique du secteur agricole en France passe plutôt par le bio et la qualité que par les OGM.

L'Inra et la FNSEA qualifient les anti-OGM d'obscurantistes.

La réponse de l'Alliance pour la planète : Nous demandons que la lumière soit faite depuis onze ans

sur les impacts des OGM. Suite aux déclarations de Jean Louis Borloo sur un gel des cultures d'OGM

en plein champ, la FNSEA et les semenciers ont claqué la porte du dernier groupe OGM du Grenelle

de l'environnement. L'Alliance de la planète n'est pas surprise de constater que les promoteurs des

OGM fuient le débat lorsque celui-ci devient transparent et argumenté. De quel côté se trouve donc

l'obscurantisme ?

Prendre un moratoire sur les OGM est interdit par la commission européenne.

La réponse de l'Alliance pour la planète : Juridiquement, la France peut prendre un moratoire sur

les OGM. La directive 2001/18 autorise un État membre de l'Union européenne, par le biais de son

article 23, à activer la clause de sauvegarde et donc à « interdire à titre provisoire, l'utilisation et/ou la

vente d'un OGM en tant que produit ou élément de produit sur son territoire » s'il « a des raisons

précises de considérer que cet OGM (...) présente un risque pour la santé humaine ou l'environnement » en raison d'« informations nouvelles ou complémentaires, devenues disponibles

après que l'autorisation a été donnée ».

Ces « informations nouvelles et complémentaires » existent concernant le maïs MON 810, le seul

OGM cultivé en Europe et en France. Elles ont d'ailleurs permis à l'Allemagne d'activer cette clause

de sauvegarde pour interdire le MON 810 en avril 2007. L'Autriche et la Hongrie ont également activé

cette clause de sauvegarde.

De leur côté, la Grèce, l'Italie, la Suisse et la Pologne (et sans doute bientôt la Bulgarie) ont mis en

place des réglementations nationales qui leur permettent d'interdire la culture d'OGM sur leur

territoire, ce qui revient à un moratoire de fait. N'oublions pas la Grande-Bretagne, le Luxembourg, la

Suède, le Danemark, la Norvège ou la Finlande, qui ne cultivent pas d'OGM pour d'autres raisons

(forte opposition de l'opinion publique et/ou des agriculteurs ou alors parce qu'ils ne sont jamais

atteints par la pyrale, cet insecte que le maïs Bt OGM est censé détruire ou encore parce qu'ils ne

cultivent tout simplement pas de maïs.)

La France, à l'instar de certains de ses voisins européens, a donc parfaitement la possibilité d'activer

la clause de sauvegarde, et donc de prendre un moratoire sur le MON 810 et ce, même si elle n'a

toujours pas transposé cette directive. Elle l'a d'ailleurs déjà fait en 2003, pour obtenir la

prolongation
du moratoire décrété en 1998 sur le colza.

L'Inra, la FNSEA, le Medef, l'APCA et les semenciers rejettent en bloc notre demande de garantir le droit et la liberté de produire et consommer sans OGM, c'est-à-dire sous le seuil de 0,1 %, au lieu de 0,9 % comme ils le souhaitent.

Réponse de l'Alliance pour la planète : C'est bien la preuve irréfutable que dès qu'un OGM est planté, il devient source de contamination. Leur réponse légitime toutes nos revendications et nos inquiétudes.

D'ailleurs dans un rapport scientifique rédigé par Marion Guillou, présidente de l'Inra, Bernard

Chevassus-O-Louis, du CNRS-Inra et Michel Griffon, responsable du département « agriculture et développement durable » au sein de l'Agence nationale de la recherche, il est noté : « En revanche,

nous soulignons qu'une exigence d'absence totale d'OGM dans un produit ne peut-être satisfaite par

des mesures de distances d'isolement et revient donc à revendiquer l'interdiction de toutes cultures ou

d'importation d'OGM ». Ces chercheurs reconnaissent donc que la coexistence est impossible et qu'à

partir du moment où des OGM sont cultivés, le choix du sans OGM devient impossible.

Vrai ou faux consensus ?

« Sur les OGM, tout le monde est d'accord : on ne peut pas contrôler la dissémination. Donc on ne va pas prendre le risque », a déclaré Jean-Louis Borloo dans un article du Monde paru le 20 septembre.

L'Alliance pour la planète va demeurer extrêmement vigilante à ce que la déclaration du ministre ne

reste pas un effet d'annonce et se traduise par une interdiction des semis dès l'année 2008.

« Ce "gel" doit d'abord se traduire concrètement par une interdiction de toute mise en culture d'OGM

au moment des prochains semis, déclare Arnaud Apoteker, responsable de la campagne OGM de

Greenpeace France. Cette situation doit se prolonger jusqu'au vote d'une loi, qui devra empêcher la

dissémination des OGM dans l'environnement et encadrer beaucoup plus rigoureusement qu'aujourd'hui le régime d'autorisation, notamment en créant les conditions d'une expertise scientifique indépendante. »

Dans le cadre des travaux du Grenelle de l'environnement, les associations membres de l'Alliance

pour la planète demandent que la future loi garantisse :

- . la liberté de produire et de consommer sans OGM et sans contrainte supplémentaire ;
- . une expertise indépendante, contradictoire, transparente et pluridisciplinaire ;
- . un régime de responsabilité strict et sans faute sur toute la chaîne de production alimentaire ;

. le droit des régions et des collectivités locales de se déclarer sans OGM.

Ce qu'en pensent les Français ?

86 % des Français demandent un moratoire sur les OGM (sondage CSA/Greenpeace, septembre 2006).

62 % des agriculteurs souhaiteraient que le gouvernement décide un moratoire (sondage réalisé par

BVA en mars 2007, au moment du Salon de l'agriculture).

Ailleurs en Europe...

Dans l'Union européenne, sur 27 États membres, 19 pays ne cultivent pas d'OGM. Seule une très faible minorité d'États en cultivent.

La Grèce ne cultive pas d'OGM et a refusé d'inscrire les variétés contenant le MON 810 au catalogue

des variétés autorisées. L'Autriche, l'Allemagne, la Hongrie ont mis en place des moratoires sur le

MON 810 en appliquant la clause de sauvegarde.

Contacts de l'Alliance pour la planète sur cette thématique :

Chantal Jacquet (Good Planet) : 06 07 44 75 26

Arnaud Apoteker (Greenpeace France) : 06 07 57 31 60

Un expert de l'ONU pour l'alimentation critique les biocarburants

GENÈVE - Le rapporteur de l'ONU pour le droit à l'alimentation, Jean Ziegler, a critiqué mercredi le développement des biocarburants qui met les céréales à des prix inaccessibles.

"Le droit à l'alimentation doit primer sur les motivations d'indépendance énergétique à l'origine du succès actuel des biocarburants", a déclaré Jean Ziegler devant le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU.

Critiquant en particulier le Brésil, le sociologue suisse a fait valoir que l'agrandissement des surfaces agricoles consacrées aux biocarburants avait des conséquences négatives. Les paysans sont chassés de leurs terres et le prix des céréales explose, alors que l'alimentation peut représenter jusqu'à 50% du budget d'un ménage pauvre, a-t-il déclaré.

Le monde pourrait pourtant nourrir 12 milliards d'êtres humains, a-t-il assuré en stigmatisant le rôle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et des entreprises transnationales.

M. Ziegler a obtenu le soutien unanime des orateurs du Conseil des droits de l'homme, y compris celui du représentant du Brésil, pour le renouvellement de son mandat de rapporteur spécial.

(source vérifiée / 26 septembre 2007)

L'Indonésie demande aux Nations Unies des primes pour la protection de ses forêts tropicales humides

26/09/2007 (Par Sandra BESSON)

Indonésie demande aux Nations Unies des primes pour la protection de ses forêts
L'Indonésie qui accueille une conférence majeure sur le changement climatique en décembre à Bali, a appelé les pays riches mardi à donner des compensations aux états pauvres qui préservent leurs forêts tropicales humides pour qu'elles puissent absorber les émissions de gaz à effet de serre.

« Les pays qui cherchent à augmenter le volume de leur « évier de dioxyde de carbone » -au moyen de plantation, du boisement, et de l'évitement de la déforestation- devraient obtenir des primes et être récompensés à juste titre pour leurs actes » a déclaré le Président de l'Indonésie, Susilo Bambang Yudhoyono devant l'Assemblée générale des Nations Unies.

S'exprimant un jour après un meeting de haut niveau des Nations Unies sur le changement climatique, le président de l'Indonésie Susilo Bambang Yudhoyono a déclaré qu'il était optimiste à propos du meeting prévu à Bali en Indonésie pour décembre. Ce meeting a pour but de commencer les discussions pour trouver un successeur au Protocole de Kyoto, qui vise à limiter les émissions de gaz à effet de serre responsables du réchauffement climatique.

Mais le président de l'Indonésie Susilo Bambang Yudhoyono a déclaré que les 189 pays qui devraient être présents à Bali pour la conférence menée par les Nations Unies devrait sortir des sentiers battus pour forger un consensus pour lutter contre le réchauffement climatique. « Alors que les pays en développement luttent pour protéger et améliorer leur environnement et sa biodiversité, les pays développés doivent étendre leur soutien à ces pays en développement » a déclaré le Président de l'Indonésie.

« Ils doivent alléger le fardeau des pays en développement en menant à bien cette tâche gigantesque -au moyen de primes et de la transmission de technologie écologique » a-t-il ajouté.

L'Indonésie a mobilisé les nations qui comprennent la grande majorité des forêts tropicales humides du monde -soit le Brésil, le Cameroun, le Congo, le Costa Rica, le Gabon, la Malaisie, et la Papouasie-Nouvelle-Guinée- en perspective des négociations de Bali pour obtenir des pays riches qu'ils donnent des compensations aux pays du monde qui font tout pour éviter la déforestation de leurs forêts tropicales humides.

Les représentants de plus de 150 pays, dont plus de 70 chefs d'Etat et de gouvernement ont exprimé mardi, au siège de l'ONU à New York, leur volonté de s'attaquer aux conséquences des changements climatiques.

Estimant que cette réunion de haut niveau marquait le début d'une nouvelle ère, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, s'est félicité du signal politique fort adressé aux négociateurs de la 13e conférence des Etats Membre à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui doit se tenir à Bali, en Indonésie, en décembre prochain. Il a souligné la nécessité de trouver un accord d'ici à 2012.

« La Conférence de Bali doit ouvrir la voie à l'ère post-Kyoto », a indiqué le président de l'Indonésie.

M. Ban Ki-moon a souligné le consensus qui s'est dégagé, parmi tous les orateurs, sur le caractère incontestable du lien qui existe entre les changements climatiques et l'activité humaine. « L'heure des doutes est passée », a dit M. Ban. « Le temps nous est compté, le moment d'agir est venu », a-t-il déclaré aux dirigeants mondiaux.

<http://www.actualites-news-environnement.com:80/11983-indonesie-foret-tropicale-humide.html>

Le Grenelle de l'environnement a commencé

LEXPRESS.fr

Les six groupes de travail mis en place par Jean-Louis Borloo pour plancher sur le Grenelle de l'environnement lui rendent ce jeudi matin leurs synthèses, sur les OGM, le nucléaire, le transport, etc. Elles devraient servir de base, d'ici un mois, à une vaste consultation des Français.

OGM, pesticides, taxation des activités polluantes, réduction de la vitesse maximale routes et autoroutes... Les groupes de travail du Grenelle de l'environnement présentent ce jeudi matin leurs propositions à Jean-Louis Borloo, marquant le point de départ d'un large débat qui devrait s'achever dans un mois.

"Absence d'avancées"

Les six groupes, composés de représentants de l'Etat, des collectivités, des salariés, du patronat, des ONG et d'experts, ont travaillé tout l'été sur les moyens à mettre en oeuvre pour mettre la France dans le bon sens écologique. Leurs propositions, présentées sous la forme de synthèses en quatre 4 pages, sont le fruit de difficiles compromis. Elles lancent une nouvelle phase de consultations du public, en régions et à travers Internet.

Le troisième acte s'ouvrira fin octobre avec la table-ronde de négociations - le Grenelle proprement dit. Il doit accoucher d'une quinzaine de plans-programmes. C'est Nicolas Sarkozy qui, au final, tranchera. Le président de la République devra notamment se prononcer sur la question polémique d'un éventuel moratoire sur les organismes génétiquement modifiés (OGM).

L'intergroupe sur le sujet a conclu ses travaux, vendredi dernier, dans la confusion. Le principal syndicat agricole, la FNSEA, qui conteste plusieurs propositions clés, a pratiqué la politique de la chaise vide.

Les associations écologistes regrettent, de leur côté, "l'absence d'avancée" sur deux dossiers emblématiques: le nucléaire et le développement des infrastructures autoroutières. Elles déplorent également l'absence de mesures fortes en matière de santé, sur, en particulier, la réduction de l'utilisation des pesticides.

Côté plus, les participants ont la promesse d'une loi sur les OGM, des propositions pour réduire les émissions de gaz carbonique des transports, avec un système de bonus-malus pour pénaliser les automobiles les plus polluantes, une réduction de 10 km/h des vitesses maximales autorisées sur routes et autoroutes, de nouvelles normes d'isolation thermique des logements et une généralisation de l'étiquetage énergétique des appareils électroménagers les plus énergivores.

<http://www.lexpress.fr:80/info/quotidien/actu.asp?id=14289>

Grenelle de l'environnement: les Verts présentent "13 propositions d'urgence pour changer de cap"

AP | 26.09.2007

A la veille de la présentation des conclusions des six groupes de travail mis en place pour le Grenelle de l'environnement, les Verts ont exposé mercredi 13 mesures "réalisables et réalistes" à prendre d'urgence dans le cadre du rendez-vous qui se tiendra à l'automne.

Ils proposent notamment une interdiction des cultures OGM de plein champ et une destruction des cultures illégales dans l'attente d'un débat public contradictoire et d'une loi sur les biotechnologies; l'interdiction d'ici 2009 de toutes les substances cancérigènes ainsi que l'instauration d'un taux de TVA réduit sur les produits propres et plus élevé sur les produits

nocifs pour l'environnement. Ils jugent aussi "urgent de changer de cap, en sortant du nucléaire par une loi progressive".

"Les 13 mesures proposées par les Verts sont des mesures réalisables et réalistes", a souligné l'ex-secrétaire national des Verts Yann Wehring lors d'une conférence de presse. "Il sera impossible pour nous de qualifier le Grenelle de succès si on est moins-disant par rapport à ces 13 mesures", qui "balaient avec cohérence l'ensemble des sujets sur lesquels il faut agir". La sénatrice Dominique Voynet a observé qu'on jugerait "de l'intérêt du Grenelle sur les décisions qui seront prises". "Pas question de se satisfaire d'une décision sur les OGM si par exemple on ne fait rien sur des sujets aussi importants que les pesticides ou les agrocarburants", a-t-elle dit.

Présentées comme un "socle de départ" pour "changer de cap", les 13 propositions sont, selon un communiqué des Verts, "applicables très vite, si la volonté est au rendez-vous".

En voici la liste:

1. Un programme pluriannuel d'investissement massif pour le fret ferroviaire et fluvial, financé par une pollu-taxe sur les poids lourds et le transfert des budgets prévus pour des projets autoroutiers.
2. Réduction de 10km/h des vitesses autorisées sur route pour limiter la consommation de carburant et, donc, les émissions de gaz à effet de serre.
3. Plan national d'isolation des logements anciens. Pour chaque transaction immobilière, obligation de travaux de rénovation, avec l'aide de l'État, pour atteindre une consommation maximale de 80 kWh/m²/an. Pour le bâti neuf: dès 2012, la signature de tout permis de construire sera conditionnée à une consommation maximale d'énergie de 50 kWh/m²/an.
4. Dans chaque commune, pays ou agglomération, adoption d'un "Plan Climat" territorial, définissant les mesures pour réduire localement les émissions de gaz à effet de serre.
5. Interdiction des cultures OGM de plein champ et destruction des cultures illégales, dans l'attente d'un débat public contradictoire et de l'adoption d'une loi sur les biotechnologies réglementant la production en milieu confiné et assurant la protection des cultures conventionnelles et biologiques contre toute pollution génétique. Moratoire sur les agrocarburants.
6. Interdiction d'ici 2009 de toutes les substances cancérigènes, mutagènes et repro-toxiques (CMR). Pour réduire l'usage des pesticides, instauration d'une taxe à hauteur de 50% du prix, qui financera un programme national d'aide à l'agriculture biologique, dont le cahier des charges exclut le recours aux pesticides chimiques de synthèse.
7. Dans l'attente d'une réforme de la Politique agricole commune, la France doit appliquer des règles plus strictes de conditionnalité environnementale pour réorienter les aides publiques vers les systèmes "les plus durables".
8. L'application du principe pollueur-payeur et l'instauration d'un bonus-malus budgétaire et fiscal favorable à la nature et l'environnement pour tout aménagement et activité, de l'État à la commune.
9. Le renforcement de l'actuel Secrétariat d'État en ministère de plein exercice pour la protection de la nature.
10. Pollueur-payeur: tout producteur est responsable de l'élimination totale d'un produit en fin de vie. Les distributeurs assurent la reprise des biens usagés, gratuitement et sans obligation d'achat de matériel neuf.
11. Réforme des procédures de débat public et d'enquêtes publiques, pour renforcer l'examen contradictoire des projets. Réforme des procédures et des contrats de délégation de service public et lutte contre la corruption.
12. Instauration d'un taux de TVA réduit sur les produits propres et plus élevé sur les produits nocifs pour l'environnement.
13. Rendre obligatoire l'évaluation par l'État et les collectivités de l'impact de leurs décisions

sur l'environnement et imposer que les investissements publics contribuent à la lutte contre le réchauffement.

"Il est urgent de changer de cap, en sortant du nucléaire par une loi progressive comme l'Allemagne, la Belgique ou l'Espagne", jugent les Verts. AP

http://tempsreel.nouvelobs.com/depeches/societe/20070926.FAP9083/grenelle_de_lenvironnement_les_verts_presentent_13_prop.html

RIEN SUR LES "BIOCARBURANTS"!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!

Il faut écrire au ministre.

Le Grenelle de l'environnement veut révolutionner la vie des Français

2007-09-27

PARIS (Source vérifiée)

Jean-Louis Borloo et Nathalie Kosciusko-Morizet, le 27 septembre 2007 à Paris. Le Grenelle de l'environnement a franchi une première étape jeudi avec la présentation de centaines de mesures, dont certaines pourraient changer la vie des Français : réduction de la vitesse sur routes, éco-pastille pour les voitures, logements auto-suffisants en énergie ou menus bio pour les cantines. Evènement

Les transports --un quart des émissions de gaz à effet de serre en France-- sont particulièrement visés, à ce stade de la vaste table ronde environnementale voulue par le président Sarkozy.

Si les propositions du Grenelle sont suivies par le gouvernement, les automobilistes devront lever le pied et réduire leur vitesse de 10 km/h sur toutes les routes hors agglomération.

Réduire les gaz entraîne automatiquement une baisse de consommation de carburant et des émissions de CO₂, principal gaz responsable du réchauffement climatique.

"Il s'agit d'aller vers une société sobre en énergie et en ressources", a indiqué le climatologue Jean Jouzel. "Même si on parvient à diviser par deux d'ici 2050 les émissions de gaz à effet de serre, on aura probablement 2 degrés de plus que le climat actuel", a-t-il rappelé.

L'habitat "passoire" doit disparaître: les logements neufs devront être autosuffisants en énergie en 2020. Les "éco-quartiers", lancés en Allemagne ou en Angleterre, doivent gagner la France.

Pour encourager l'achat des voitures propres, une "éco-pastille" annuelle est préconisée sous la forme de bonus-malus. Les grosses berlines, monospaces et 4X4 qui émettent plus de 140 grammes de CO₂/km seraient pénalisées, soit environ la moitié des ventes de véhicules neufs en France. A l'inverse, les propriétaires de voitures moins émettrices toucheraient un bonus. L'idée d'une taxe kilométrique pour les poids-lourds n'a en revanche pas fait l'objet d'un consensus.

Réduction de vitesse et bonus malus avaient déjà été proposées en 2003 et 2004, puis abandonnées par le gouvernement qui les jugeait contraignantes pour les automobilistes.

Cette fois, les Français seraient prêts à se mobiliser : selon un sondage réalisé pour le ministère de l'Ecologie les 21 et 22 septembre derniers, 93% se déclarent prêts à s'engager dans des efforts quotidiens en faveur de l'environnement.

Leur bonne volonté ira-t-elle jusqu'à la voiture ? Seulement 36% des Français se disaient favorables à une baisse de 10 km/h de la vitesse sur autoroute dans un sondage TWBA publié au début du mois.

En revanche, 81% sont favorables à une réduction de l'utilisation des pesticides. D'accord pour une réduction, mais pourvu que "soient trouvées des solutions alternatives pour permettre aux agriculteurs de faire leur métier", a tempéré Jean-François Le Grand au nom du groupe 2 (ressources naturelles).

Deux sujets ont entraîné un désaccord flagrant : le nucléaire et un éventuel moratoire sur les OGM. Un consensus émerge toutefois pour la création d'une "haute autorité" sur les OGM, qui rendrait des avis à l'autorité politique, et pour une loi sur les biotechnologies. Plus consensuel, le "bio" figurerait au menu des cantines à raison de 20% d'aliments bio en 2012. Les surfaces cultivées en "bio", aujourd'hui négligeables (2% du total) devraient tripler en 2010 et être multipliées par dix en 2020.

Après 1.000 heures de débats et 53 réunions depuis juillet, la parole est maintenant aux Français : "Ce sont des propositions, pas des décisions, il faut à présent que les Français s'en emparent" a lancé le ministre de l'Ecologie Jean-Louis Borloo.

Après un mois de consultation en région et sur internet, une table ronde finale, le "Grenelle" proprement dit accouchera de 15 à 20 "plans programmes" fin octobre, qui seront arbitrés par le président de la République.

Des scientifiques japonais créent une grenouille transparente
2007-09-27

TOKYO (Source vérifiée)

Grenouille transparente sur le dos Des chercheurs japonais ont réussi à créer une grenouille transparente, dont on peut observer les organes de l'extérieur, ce qui évite la vivisection lors d'expériences scientifiques.

"On peut observer à travers la peau la croissance des organes, ou encore la façon dont un cancer commence et se développe", a expliqué le chef de l'équipe de recherche, le professeur Masayuki Sumida, de l'Institut de biologie des amphibiens de l'Université d'Hiroshima (Ouest).

"Il est possible de regarder les organes de la même grenouille tout au long de sa vie sans avoir besoin de la disséquer. Les chercheurs peuvent aussi observer à moindre coût comment les toxines affectent les os, le foie et les autres organes", a poursuivi le professeur Sumida.

Les chercheurs nippons sont parvenus à créer une grenouille transparente par manipulations génétiques, à partir de rares spécimens albinos de grenouilles brunes japonaises (*Rana japonica*) qui sont normalement de couleur ocre.

Ces batraciens manipulés peuvent se reproduire normalement. Leur progéniture hérite de la transparence paternelle et maternelle mais, pour une raison encore inconnue, les petits-enfants des grenouilles initiales ne survivent que très peu de temps.

Selon le professeur Sumida, les chercheurs envisagent maintenant d'améliorer le spécimen en créant, par génie génétique, des grenouilles qui s'illuminent lorsqu'un cancer commence à se développer en elles.

RDCongo: la reprise des combats dans l'est menace les derniers gorilles

2007-10-07

NAIROBI (Source vérifiée)

Les gorilles des montagnes, une espèce en danger, sont particulièrement menacés avec la reprise des combats entre insurgés et forces armées congolaises dans l'est de la République démocratique du Congo, a mis en garde dimanche une association de protection de la faune. "Les rebelles ont pris le contrôle de toute la zone des gorilles après les combats hier (samedi) et aujourd'hui" (dimanche), a déclaré à l'AFP Samantha Newport, une porte-parole de l'association de protection de la faune Wildlife Direct, basée à Goma.

Les affrontements se poursuivaient dimanche pour la deuxième journée consécutive dans les collines de Bukima, secteur du parc national des Virunga (Nord-Kivu, est) où vivent les derniers gorilles en liberté de RDC.

Une partie de cette zone est tombée samedi sous contrôle des soldats insurgés ralliés au général déchu tutsi congolais Laurent Nkunda, mais les forces loyalistes ont affirmé dimanche à l'AFP avoir repoussé les dissidents, après des combats meurtriers.

"C'est très grave et la situation pour les gorilles est pire qu'avant la reprise des combats il y a cinq semaines. Les gardes forestiers chargés de les surveiller ont été obligés de fuir", a dit Samantha Newport au téléphone.

"Tous les gorilles des montagnes congolais sont désormais sans protection, sans surveillance, et nous ne pouvons rien faire pour le moment", a-t-elle dit.

Dix gorilles des montagnes ont été tués et deux sont portés disparus dans le parc national des Virunga depuis le début de l'année. Les associations de défense de l'environnement ont accusé les hommes de Nkunda d'être les auteurs du braconnage.

Il ne reste que 700 gorilles des montagnes en liberté au Rwanda, Ouganda et RDC.

Le biologiste controversé C. Venter annonce une nouvelle forme de vie

2007-10-06

WASHINGTON (Source vérifiée)

Le pionnier controversé des biotechnologies Craig Venter se dit sur le point de créer une nouvelle forme de vie, une bactérie greffée avec un patrimoine génétique minimal, qui pourrait être mise au service de l'humanité pour produire carburants et médicaments.

Cet organisme unicellulaire est piloté par un chromosome dans lequel n'a été conservé qu'un nombre très réduits de gènes: 381. Juste ce qu'il faut pour que la bactérie puisse rester en vie, se nourrir et se reproduire.

La nouvelle bactérie serait ainsi très largement artificielle même si les briques de base la composant proviennent d'organismes existants. L'idée est de produire un outil à tout faire pour les biologistes en la dotant par la suite des gènes nécessaires à l'accomplissement de tâches déterminées.

Sa création, sur laquelle M. Venter travaille depuis plus de cinq ans, a été en partie financée par le département américain de l'Energie, séduit par son potentiel pour fournir une énergie "verte" à bon marché.

"Nous allons passer de la capacité à lire notre code génétique à la capacité à l'écrire", a affirmé au quotidien The Guardian de samedi le scientifique, qui avait mené les efforts du secteur privé pour décoder le génome humain... et avait fait scandale en voulant en breveter une partie.

Le laboratoire de M. Venter, le J. Craig Venter Institute, a récidivé en déposant en octobre 2006 une demande de brevet "pour un jeu de gènes essentiels et un organisme de synthèse

autonome, qui peut croître et se répliquer".

Sa demande, valable pour les Etats-Unis et une centaine d'autres pays, avait été rendue publique fin mai par l'association canadienne ETC, après qu'elle eut été publiée par les organismes en charge de la protection des brevets.

"Sur la base du langage utilisé dans la demande, les chercheurs de l'institut Venter n'étaient probablement pas arrivés à l'époque à un organisme totalement fonctionnel", notait alors l'association spécialisée dans le suivi des nouvelles technologies. Tout en relevant aussitôt qu'aucun expert ne doutait de la capacité des équipes de M. Venter à mener à bien leur projet. Les chercheurs américains ont travaillé sur l'organisme vivant le plus simple connu: une bactérie appelée Mycoplasma genitalium, que l'on trouve dans les voies génitales où elle cause des inflammations de l'urètre. Le M. genitalium ne contient que 517 gènes, contre environ 34.000 pour un être humain. La version "épurée" mise au point par M. Venter, baptisée Mycoplasma laboratorium, a ainsi été allégée d'un quart de ses gènes "inutiles".

Interrogé par l'AFP, Heather Kowalski, un porte-parole de M. Venter, a affirmé que le Guardian était "en avance sur la musique" en annonçant que les recherches avaient abouti.

"Nous n'avons pas réalisé ce que certains nous ont prêté en matière de vie synthétique".

"Quand nous le ferons, il y aura une publication scientifique et nous sommes probablement à des mois de cela".

Les opposants à la démarche de M. Venter, comme ETC, craignent que le chercheur iconoclaste ne s'arroge un monopole sur toutes les formes de vie artificielle. Et ouvre une véritable boîte de Pandore en créant un vecteur idéal pour de terrifiantes armes biologiques.

Sera-t-il question des biocarburants au Grenelle ?

Par Benoît Solivellas

Publié le: 5 octobre 2007

Environnement - Le doute est permis à en croire le "Canard enchaîné". Le journal affirme que le sujet ne sera pas abordé lors de la concertation sur l'environnement prévue fin octobre.

La raison de cette absence annoncée tiendrait dans l'impact des biocarburants sur les gaz à effet de serre. Depuis quelques semaines, plusieurs rapports, dont celui du Nobel de chimie Paul Crutzen, dénoncent la médiocrité du bilan écologique de ces carburants dits propres, allant même jusqu'à les qualifier de « catastrophe écologique ». L'agriculture intensive nécessaire à produire cette essence verte générerait des gaz à effet de serre encore plus actifs dans le réchauffement climatique que ceux dégagés lors de la combustion de pétrole.

L'UFC Que Choisir dénonce les choix du gouvernement sur les biocarburants

Un doute entretenu par Christian Frémont pour qui les biocarburants constituent « une piste à explorer avec la plus grande prudence ». Le directeur de cabinet du ministre de l'Écologie, Jean-Louis Borloo, s'exprimait sur le sujet lors des rencontres parlementaires sur l'énergie organisées le 4 octobre, à Paris. Il estime que les ONG n'ont pas « forcément tort » lorsqu'elles mettent en garde contre un développement anarchique des biocarburants.

Un des groupes de travail du Grenelle de l'environnement suggère d'ailleurs que l'Ademe, l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, réalise une étude qui permettra de se prononcer réellement sur l'intérêt des biocarburants et leur éventuel développement.

Changement climatique : Les émissions de gaz à effet de serre atteignent un seuil dangereux
09/10/2007 13:16 (Par Sandra BESSON)

Les émissions de gaz à effet de serre atteignent un seuil dangereux

Le boom économique mondial a accéléré les émissions de gaz à effet de serre qui atteignent aujourd'hui un seuil dangereux et qui pourraient potentiellement provoquer un changement climatique irréversible, d'après l'un des premiers scientifiques de l'Australie.

Tim Flannery, un scientifique du changement climatique reconnu dans le monde entier et qui a été nommé « Australien de l'année 2007 », a déclaré qu'un rapport sur le changement climatique international des Nations Unies qui devrait être publié en Novembre montrera que les gaz à effet de serre ont déjà atteint un niveau dangereux.

Tim Flannery a déclaré que le rapport du Groupe d'Experts International des Nations Unie sur l'Evolution du Climat devrait montrer que les gaz à effet de serre dans l'atmosphère à la mi-2005 ont atteint un niveau que les scientifiques pensaient que le monde n'atteindrait pas avant dix ans.

" Nous pensions que nous atteindrions ce seuil dans une décennie » a déclaré Tim Flannery à une chaîne de TV australienne lundi.

« Nous pensions que nous avions encore dix ans devant nous. Mais les nouvelles données indiquent qu'à la mi-2005 nous avons franchi ce seuil » a-t-il indiqué.

« Ce que le rapport établit clairement c'est que le volume de gaz à effet de serre dans l'atmosphère est déjà supérieur au seuil qui pourrait potentiellement provoquer un changement climatique dangereux » a déclaré Tim Flannery, de l'Université Macquarie et auteur d'un livre sur le changement climatique intitulé « The Weather Makers ». Il a déclaré avoir vu les données qui seront dans le Rapport de synthèse du Groupe d'Experts International des Nations Unie sur l'Evolution du Climat.

Il a déclaré que les mesures de gaz à effet de serre dans l'atmosphère n'incluaient pas seulement le dioxyde de carbone mais aussi l'oxyde nitreux, le méthane et les HFC. Tous ces gaz sont mesurés puis comparés et assimilés à un seul gaz pour estimer le niveau général potentiel.

« Tous les gaz ont un impact. Probablement 75% de ces gaz sont du dioxyde de carbone mais le reste correspond à un mélange de plusieurs autres gaz » a-t-il indiqué.

Tim Flannery a déclaré que l'expansion économique mondiale, en particulier en Chine et en Inde, était une cause majeure de l'accélération non prévue des niveaux de gaz à effet de serre.

« Nous fondons toujours notre activité économique sur les niveaux d'énergies fossiles. Vous savez, le métabolisme de cette économie est désormais sur la trajectoire de collision avec le métabolisme de notre planète » a-t-il déclaré.

Dans le rapport, on pourra également voir un appel à l'urgence des négociations sur le changement climatique sur l'île de Bali en Décembre, étant donné que la réduction des émissions de gaz à effet de serre ne suffira plus à prévenir le changement climatique dangereux d'après Tim Flannery.

Les ministres de l'environnement des Nations Unies se rencontreront en Décembre à Bali pour commencer les discussions sur un remplacement du Protocole de Kyoto concernant la limitation du changement climatique, le Protocole de Kyoto expirant en 2012.

« Nous pouvons réduire les émissions autant que l'on veut : à moins que nous arrivions à effacer une quantité impressionnante de polluants de notre atmosphère et des forêts tropicales, nous serons toujours confrontés à des niveaux de risques inacceptables dans les 40 prochaines années » a-t-il déclaré.

Tim Flannery a suggéré que le monde développé puisse acheter « une sécurité climatique » en payant les villages dans des pays tels que la Papouasie Nouvelle-Guinée pour que les villageois arrêtent d'abattre les forêts et replantent des arbres.

« Les 200 giga tonnes de dioxyde de carbone, le volume impressionnant que l'on trouve dans

l'atmosphère, sont dus à la révolution industrielle, et nous sommes les seuls bénéficiaires de cette révolution » a déclaré Tim Flannery.

« Donc je pense que c'est que c'est une dette historique que nous devons au reste du monde. Et je ne peux pas imaginer une meilleure manière de la rembourser qu'en essayant d'aider les plus pauvres sur la planète ».

<http://www.actualites-news-environnement.com:80/12225-changement-climatique-dangereux.html>

Boycotter le teck illégal d'Indonésie

l'association de défense de la nature WWF a lancé, vendredi 12 octobre, une campagne pour freiner l'exploitation des forêts tropicales du bassin du Congo. C'est la 2ème campagne de ce type après l'appel au boycott des salons de jardin fabriqués avec du teck illégal d'Indonésie en 2006.

consoGlobe soutien cette appel et met en avant des partenaires tels que Ladeco qui ont une politique de replantation locale exemplaire.

> Dans un contexte où 39% des bois importés en France sont illégaux, et où 9 enseignes de distribution sur 13 pas en règle il faut systématiquement favoriser les distributeurs qui font des efforts pour lutter contre le désastre indonésien. Ainsi, le WWF s'est associé à Castorama, également partenaire officiel de consoGlobe, pour labelliser ses meubles FSC. Vous pouvez lire notre reportage sur ce partenariat exemplaire de Castorama et du WWF.

Repères

Les importations françaises de bois d'origine illégale à 39%. Un vrai problème quand on se rappelle l'importance de la forêt :

Chaque année entre 13 et 15 millions d'hectares de forêts disparaissent, soit environ le ¼ de la superficie française ou l'équivalent de la Belgique. La moitié est due à des coupes illégales.

Les conséquences ne se font pas sentir que sur l'effet de serre mais également localement sur les sols qui ruissellent plus et donc favorisent les inondations, l'évaporation et donc la sécheresse.

> La France s'alimente fortement dans des pays connus pour leurs fortes exportations de bois illégal , comme le Brésil où elle atteindrait 47% du bois exploité. Au Cameroun ce taux atteint 50%, en Indonésie 73%.

L'impact sur la biodiversité est dramatique :

50% de toutes les espèces végétales et animales vivent dans les forêts tropicales,

50% des médicaments proviennent de la nature,

50% des forêts tropicales ont déjà disparu.

Moins de 1% des bois tropicaux sont certifiés.

http://www.consoglobe.com:80/ac-developpement-durable_2149_boycotter-teck-illegal-indonesie.html

Le téléphone mobile favoriserait les tumeurs cérébrales

Auteur : Hervé Morin

Publié par : LE MONDE

Le : 12.10.07

L'utilisation du téléphone mobile est néfaste pour la santé, et pas seulement au volant. Une analyse portant sur dix-huit études conclut qu'au-delà de dix ans d'utilisation d'un cellulaire, le risque de développer une tumeur cérébrale maligne - le gliome - du côté où l'appareil est porté à l'oreille serait multiplié par deux. Cette affection touche chaque année environ 6 personnes sur 100 000. Pour les atteintes du nerf acoustique - le neurome -, le risque serait deux fois et demi plus élevé, dans ces mêmes conditions.

Publiée en ligne par la revue Occupational and Environmental Medicine (OEM), cette analyse, conduite par les Suédois Lennart Hardell (université d'Orebro) et Kjell Hansson (université d'Umea), contredit une étude rendue publique en septembre en Grande-Bretagne, selon laquelle "il n'a pas été montré que les mobiles étaient associés à des effets biologiques ou délétères".

Mais Lawrie Challis, qui a dirigé l'étude britannique, admet, rapporte le quotidien The Independent, qu'en raison du faible nombre de patients ayant utilisé un téléphone mobile depuis plus de dix ans, "il n'est pas possible à ce stade d'écarter la possibilité que des cancers puissent apparaître dans les prochaines années". L'incertitude liée au temps de latence entre l'exposition aux champs électromagnétiques et le développement éventuel d'une tumeur reste l'un des principaux obstacles dans la conduite d'études épidémiologiques "conclusives".

"GROS CONSOMMATEURS"

En France, où la téléphonie mobile a pris son essor à partir de 1992 et où l'on dénombre désormais plus de 52 millions d'abonnés, l'étude la plus récente, publiée en septembre dans la Revue d'épidémiologie et de santé publique, souffre des mêmes limitations. Elle porte sur des patients atteints de tumeurs cérébrales entre 2001 et 2003.

"L'usage régulier du téléphone mobile n'est pas lié à une augmentation du risque de neurinomes, de méningiomes ou de gliomes, conclut-elle. Bien que ces résultats ne soient pas significatifs, il semble toutefois exister une tendance générale à une augmentation du risque de gliome chez les plus "gros consommateurs" de téléphonie mobile : utilisateurs de longue durée, au temps de communication élevé et ayant utilisé un plus grand nombre de téléphones."

La puissance statistique de l'étude française étant insuffisante pour trancher, les auteurs renvoient à l'étude internationale Interphone, lancée en 1999. Elisabeth Cardis, qui coordonne Interphone au Centre international de recherche sur le cancer (CIRC), à Lyon, n'est pas surprise par les résultats de l'étude de Lennart Hardell et Kjell Hansson. "Ils s'appuient sur plusieurs études incluses dans Interphone, qui ont effectivement noté des augmentations, significatives ou non, des gliomes chez les utilisateurs de mobile", admet-elle. Toute la difficulté réside dans l'interprétation des résultats, ajoute-t-elle.

Un des biais possibles concerne la mémorisation par les malades de leur propre usage du téléphone. "Ils cherchent une explication à leur maladie et ont tendance à exagérer leur exposition", note Elisabeth Cardis. Ce biais de mémorisation est statistiquement repérable : il conduit à une apparente réduction du risque de tumeur dans l'hémisphère opposé au

téléphone, comme si exposer un côté protégeait l'autre...

L'étude Interphone s'attachera aussi à préciser la localisation des tumeurs. Si 20 à 30 % de la dose électromagnétique émise par le téléphone sont absorbés par le cerveau, "cette exposition est très localisée", indique Elisabeth Cardis. Il est alors peu probable qu'une tumeur dans la partie frontale ou occipitale puisse être attribuée aux radiofréquences, note-t-elle.

LAXISTES

Ces problèmes méthodologiques expliqueraient, selon la chercheuse, le retard de plusieurs années pris dans la publication de l'étude Interphone, espérée "dans quelques mois". En attendant, Elisabeth Cardis refuse de se prononcer sur la nécessité ou non de réviser les normes d'émissions de radiofréquences.

Celles-ci sont jugées trop laxistes par un groupe de spécialistes internationaux, dont Lennart Hardell. Ces experts ont rendu public, le 31 août, un rapport dans lequel ils réclament un durcissement de la réglementation internationale sur les ondes électromagnétiques, qu'elles soient émises par les lignes à haute tension, les fours à micro-ondes, les antennes et relais de télécommunications ou les téléphones portables.

Micro-ondes, DECT, Wi-Fi et mobiles mesurés in situ

L'Agence française de sécurité sanitaire de l'environnement et du travail (Afsset), qui recommande d'utiliser le mobile "avec discernement", a financé une étude sur l'impact des radiofréquences à Besançon et à Lyon. Pendant une semaine, 400 volontaires ont porté un dosimètre. Les trois millions de mesures récoltées montrent que la grande majorité des expositions sont dues au téléphone portable, au sans-fil domestique (DECT) et au four à micro-ondes. Coordinateur de l'étude, l'épidémiologiste Jean-François Viel note qu'il s'agit de résultats préliminaires, à affiner, notamment en ce qui concerne le Wi-Fi, "qui émet dans la même gamme de fréquences que le four micro-ondes".

Etats-Unis: le Nobel attribué à Gore montre les "ratages" de Bush, souligne la presse
2007-10-15

OSLO (Source vérifiée)

L'attribution du prix Nobel de la paix à l'ex-vice-président Al Gore a mis en exergue les "ratages" de George W. Bush dans les sept années qui ont suivi sa victoire contre le candidat démocrate dans la course à la Maison Blanche, jugent les journaux américains de samedi. Ainsi, pour le Washington Post, l'honneur fait vendredi à Al Gore, conjointement avec le Groupe de l'ONU sur le climat (Giec), est "perçu comme une rebuffade de plus infligée à l'impopulaire président" Bush, dont "l'inaction sur le changement climatique est un des principaux ratages de sa présidence". "Le triomphe de Gore permet de mesurer le discrédit de George W. Bush", renchérit le Los Angeles Times.

Ce qu'a fait l'ancien vice-président à titre "privé" aux côtés d'autres scientifiques aurait dû être et doit être fait par les gouvernements, et "les gouvernements, au premier rang desquels celui de Bush, ont misérablement échoué", écrit quant à lui le New York Times.

Interrogé sur le fait de savoir si la distinction attribuée à M. Gore allait accroître la pression sur le gouvernement Bush pour changer de politique en matière d'environnement, le porte-parole de la Maison Blanche Tony Fratto a répondu clairement : "Non". Al Gore a, de son côté, déclaré que s'il avait été élu en 2000, il aurait fait du climat l'une de ses priorités à la Maison Blanche.

Le prix Nobel de la paix a été attribué vendredi à l'ancien vice-président américain Al Gore et au panel de l'ONU sur le climat (Giec), un pédagogue et des têtes chercheuses qui chacun à leur façon tirent le signal d'alarme sur les effets dramatiques du réchauffement de la planète. La distinction de M. Gore, avocat d'une réduction des émissions de gaz à effet de serre, ne changera en rien la politique américaine en matière d'environnement, a toutefois réagi la Maison Blanche.

Le prix Nobel de la paix d'Al Gore pourrait néanmoins inviter les Américains à prendre conscience de l'urgence de la cause environnementale dans un pays où les économies d'énergie sont loin d'être entrées dans les mœurs. Selon une vaste enquête du Pew Research Center, les Américains sont désormais persuadés à 77% que le climat est en train de changer. En revanche, ils sont encore divisés sur les causes du réchauffement planétaire et sur les solutions à adopter, selon ce sondage qui date de janvier.

Vice-président de Bill Clinton et candidat démocrate malheureux à la Maison Blanche en 2000 face à George W. Bush, M. Gore, 59 ans, a contribué à vulgariser le sujet complexe du réchauffement avec son documentaire "Une vérité qui dérange" primé aux Oscars. "Il est probablement l'individu qui a fait le plus pour que l'on comprenne mieux à travers le monde les mesures qui doivent être adoptées", a dit M. Mjoes.

A New Delhi, le président du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (Giec), l'Indien Rajendra Pachauri, a de son côté exprimé l'espoir que le prix créerait un "sentiment d'urgence" face au réchauffement. Faisant un travail de fourmi, le Giec expertise et compile les recherches de milliers de scientifiques internationaux. Ses rapports fournissent un socle de connaissances aux décideurs politiques. Le Giec prédit notamment une hausse de 1,1 à 6,4°C de la température moyenne planétaire d'ici à 2100, "très probablement" à cause de l'homme.

Le comité Nobel lance un message fort à la communauté internationale à quelques semaines de la conférence de Bali, du 3 au 14 décembre, qui doit se pencher sur de nouvelles réductions des émissions de gaz à effet de serre au-delà de 2012, après l'expiration de la première phase du Protocole de Kyoto. Un texte que M. Gore a négocié pour les Etats-Unis, aujourd'hui le principal émetteur de CO₂ de la planète avec la Chine, mais non ratifié par le Sénat américain et foulé aux pieds par le président Bush.

En s'attaquant à la question climatique, le comité étend une nouvelle fois le champ couvert par le prix de la paix. L'an dernier, le Nobel avait privilégié la lutte contre la pauvreté avec le Bangladais Muhammad Yunus et sa Grameen Bank en 2006.

"D'importants changements climatiques pourraient altérer et menacer les conditions de vie d'une grande partie de l'humanité. Ils pourraient déclencher des migrations massives et déboucher sur une concurrence accrue sur les ressources", a expliqué M. Mjoes. "Il pourrait y avoir un risque accru de conflits violents et de guerres entre et au sein des Etats", a-t-il ajouté. Le Nobel --un diplôme, une médaille d'or et un chèque de 10 millions de couronnes suédoises (1,08 million d'euros) que se partageront à part égale les deux lauréats-- sera remis le 10 décembre à Oslo.

La Bombe OGM, ou l'impossible coexistence des filières avec et sans OGM

15 octobre 2007

Paris, France - Le 15/10/07 - Contaminations de ruches, de cultures de maïs, production de semences arrêtée, querelles de voisinage, mélanges de récolte. Durant l'été 2007, Greenpeace a recueilli de nombreux témoignages des victimes de l'expansion des cultures d'OGM en France, mais aussi de cultivateurs d'OGM et de professionnels de l'agro-alimentaire. Ces témoignages sont rendus publics aujourd'hui dans un nouveau rapport « La Bombe OGM ». Ils illustrent à quel point la coexistence des filières est impossible.

« Les cas de contaminations et les graves conséquences économiques qui en découlent se sont cette année multipliés, alors que les cultures d'OGM représentent moins de 1% des cultures de maïs... C'est pourquoi nous demandons au gouvernement d'instaurer un moratoire sur toutes les cultures d'OGM en plein champ et de préparer une loi qui garantisse à tous la liberté et le choix de produire et consommer sans OGM ! » souligne Arnaud Apoteker, responsable de la campagne OGM à Greenpeace France.

Cultivés en milieu ouvert, les OGM se disséminent de façon incontrôlable

Charles Le Pape, apiculteur dans le Lot-et-Garonne témoigne de la contamination de ses ruches. Pierre de la Serve, un cultivateur d'OGM dans le Gers apporte pour sa part un éclairage instructif sur l'impossible étanchéité des filières... La contamination peut en effet se produire à tous les stades de la production par des vecteurs naturels (abeilles, vent, eau...) ou liés à la main de l'homme (machines, silos, vêtements, mélanges de récolte...). De nombreux cas de contaminations à la source, par les semences, ont également été recensés.

Le principe du pollueur-payeur

Comme aucun régime de responsabilité n'existe pour les producteurs d'OGM, les mesures nécessaires pour s'en protéger sont à la charge de ceux qui ne veulent pas être contaminés. Les filières bio, AOC, de qualité ou tout simplement sans OGM, dont les cahiers des charges les excluent, sont à terme menacés. Ces productions auront à faire face à des coûts de plus en plus élevés, tant pour les analyses que pour l'accès à une matière première raréfiée. Patrick Prades a par exemple été contraint d'arrêter sa production de semences de maïs bio à cause d'un champ OGM à 100 m de chez lui. « Ce sont ceux qui refusent les OGM qui font les frais de cette technologie. Combien de temps tiendront-ils ? » s'interroge Arnaud Apoteker.

Graines de discorde

500 ha en 2005, 5 000 en 2006, 22 000 en 2007... Dans le secret et l'opacité, contre la volonté de l'immense majorité des citoyens et en l'absence d'une loi, les promoteurs des OGM tentent aujourd'hui de mettre le pays devant le fait accompli de la pollution génétique. Partout les conflits se multiplient entre ceux qui tentent à leurs frais de préserver une agriculture « naturelle » et les tenants du productivisme transgénique, qui n'ont cure des conséquences de cette technologie sur leurs voisins.

Le rapport en version pdf, un résumé et les témoignages vidéos sont disponibles sur

<http://blog.greenpeace.fr/ogm>

Le Président du Rwanda annonce un projet historique de protection des forêts en partenariat avec Earthpark et le Great Ape Trust

28/09/2007 - Business Wire

Collaboration sur dix ans avec un centre environnemental unique en son genre et premier centre de recherche mondiale à héberger les quatre types de grands singes

NEW YORK -- (BUSINESS WIRE)

Le Président du Rwanda S.E. Paul Kagame a dévoilé aujourd'hui le premier parc national de préservation de son pays destiné à promouvoir le reboisement et la préservation, ainsi que des recherches en vue d'améliorer les connaissances sur les grands singes dont le nombre décline rapidement au niveau mondial. En collaboration avec Ted Townsend, fondateur d'Earthpark et du Great Ape Trust de l'Iowa, le Président Kagame a annoncé lors de l'initiative mondiale Clinton Global Initiative un programme conjoint sur 10 ans, le Projet de protection des forêts du Rwanda. En partenariat, ils mettront en place un parc national de préservation et une station sur le terrain pour le reboisement et la préservation des grands singes, notamment les gorilles de montagne, dont le nombre s'élève actuellement à quelque 700 individus dans le monde.

Aux termes de cet accord historique, le gouvernement du Rwanda va identifier, dédier et protéger à perpétuité une région d'une superficie écologiquement assez importante afin de créer le Parc national de préservation du Rwanda. En partenariat avec le Great Ape Trust, Earthpark, centre environnemental d'environ 100 hectares unique en son genre d'Amérique du Nord, va établir dans ce parc une station destinée à étudier et promouvoir le reboisement et la préservation des grands singes. Le Rwanda est l'habitat de deux types de grands singes - environ la moitié des 700 gorilles de montagne existant dans le monde et une petite population d'environ 500 individus de chimpanzés de l'Ouest.

Les ressources pour le programme seront mobilisées par le biais d'échange de droits d'émission de carbone et d'autres sources potentielles au Rwanda. Le Rwanda a la densité de population la plus élevée d'Afrique, avec près de 10 millions d'habitants vivant dans un pays plus petit que l'état du Maryland (et représentant un cinquième de l'Iowa). Ces facteurs ont entraîné une raréfaction des terres et des ressources, exerçant une pression sur les habitats naturels.

« Nous sommes vivement reconnaissants envers M. Townsend pour la passion qu'il partage avec nous et son engagement à l'égard de la préservation et la restauration de nos précieuses forêts, que nombre de facteurs, dont le déboisement et les changements climatiques, ont détruites », déclare le Président Kagame. « Nous sommes également confiants que ce projet, le premier sur le plan international, empêchera l'extinction de nos grands singes, grâce aux chercheurs de renommée mondiale du Great Ape Trust. »

« Notre partenariat avec le Président Kagame et son pays constitue un événement décisif renforçant notre objectif, celui de protéger les forêts et les ressources de la planète qui disparaissent rapidement, y compris les grands singes, lesquels jouent un rôle crucial pour la connaissance de notre passé et de notre avenir », a déclaré Ted Townsend, fondateur d'Earthpark et du Great Ape Trust de l'Iowa. « L'engagement sur 10 ans que nous avons pris au Rwanda coïncide avec nos objectifs pour Earthpark - au cours des dix premières années d'opération nous prévoyons la venue sur le site de 10 millions de visiteurs et de 100 000 éducateurs STEM (science, technologie, ingénierie et maths) formés et agréés, et d'atteindre jusqu'à un milliard de personnes au niveau mondial par le biais d'Internet. »

Earthpark sera une icône de culture et d'éducation en écologie visant à améliorer les conditions de vie des populations, des espèces et l'environnement partout dans le monde. Ce campus pédagogique unique en son genre démontrera des solutions durables et de restauration face à la myriade de menaces écologiques auxquelles l'humanité doit faire face, à l'aide d'outils pédagogiques de pointe et de communication en ligne avec des écoles, des communautés et des gouvernements du monde entier. Earthpark comprendra 1,6 hectares de

forêt tropicale, un aquarium de plus de 22 000 litres et plus de 1 000 espèces de plantes et de petits animaux dans un écosystème créé de toutes pièces. Situé à côté du lac Red Rock de plus de 6 000 hectares près de Pella dans l'Iowa, le campus comportera des prairies, des bois, des sentiers et des terrains de camping, coexistant avec des laboratoires de recherche, un hôtel vert, des commerces et une infrastructure de services « verts » fonctionnant en partie à l'énergie alternative et renouvelable. Earthpark abritera le premier simulateur de bâtiment vert en alliance avec le U.S. Green Building Council.

Le Great Ape Trust de l'Iowa est un centre de recherche scientifique situé à Des Moines et consacré à la compréhension des origines et de l'avenir de la culture, du langage, des outils et de l'intelligence. Une fois terminé, il s'agira du plus grand centre de l'Amérique du Nord consacré aux grands singes et l'un des premiers au monde à héberger les quatre types de grands singes -bonobos, chimpanzés, gorilles et orangs-outans - pour mener des études interdisciplinaires non invasives sur leurs capacités cognitives et de communication. Le Great Ape Trust a pour vocation d'offrir un sanctuaire et une vie honorable aux grands singes, en étudiant leur intelligence, en soutenant leur préservation et en proposant une expérience pédagogique unique sur les grands singes.

Ted Townsend, fondateur et président de Townsend Vision, a créé trois programmes pédagogiques et sociaux complémentaires conçus pour répondre aux nombreux enjeux du 21^e siècle. Earthpark, le Great Ape Trust d'Iowa et le U.S. Center for Citizen Diplomacy sont les fruits de l'intérêt qu'il porte depuis longtemps à la préservation, à la durabilité et à la restauration. Chaque programme prend sa source dans les sciences et est nourri de la passion avec laquelle M. Townsend facilite une collaboration respectueuse avec d'autres cultures.

Le texte du communiqué issu d'une traduction ne doit d'aucune manière être considéré comme officiel. La seule version du communiqué qui fasse foi est celle du communiqué dans sa langue d'origine. La traduction devra toujours être confrontée au texte source, qui fera jurisprudence.

<http://www.boursier.com/vals/ALL/le-president-du-rwanda-annonce-un-projet-historique-de-protection-des-forets-en-partenariat-avec-earthpark-et-le-great-ape-trust-cp-26240.htm>

Grenelle de l'environnement : du bon et du mauvais

Trémeau Bernard - mercredi 17 octobre 2007

En juin 1968, à la suite des grèves étudiantes, une grève générale a totalement paralysé le pays. Grève dans laquelle la CGT communiste, pour ne pas se laisser déborder par des éléments gauchistes, menait des actions de plus en plus violentes. Des commandos de la CGT venaient par exemple souder les grilles des rares usines qui continuaient à travailler.

Pour mettre fin à ces dangereux désordres, le Premier ministre Georges Pompidou réunit au ministère du Travail, rue de Grenelle, les partenaires sociaux. Après des discussions épuisantes, un consensus se dégagait, aboutissant à une augmentation moyenne des salaires de 10 %, à une augmentation des bas salaires de 25 % (le Smig) et à une réduction du temps de travail à 40 heures. Mais les syndicats, toujours débordés par des éléments gauchistes, ont refusé de signer ce que l'on appelle les « accords » de Grenelle. Le gouvernement les a cependant appliqués. Et Grenelle est devenu dans la culture française le symbole très fort d'un dialogue retrouvé et réussi.

Les accords de Grenelle sont encore considérés aujourd'hui comme une « grande avancée sociale ». La réalité économique est malheureusement bien différente. D'abord, du fait que le

temps de travail a été réduit, la production du pays a été réduite. Il y a moins de richesses à partager. Ensuite une augmentation brutale et massive des salaires ne donne pas une augmentation du pouvoir d'achat. Elle ne donne très rapidement que de l'inflation. Enfin, la France, en marche vers la monnaie unique dès 1968, avait remplacé, pour lutter contre l'inflation, le contrôle des prix par celui de la masse monétaire. Or, plus l'inflation est forte, moins la Banque centrale peut mettre de monnaie sur le marché, plus le pouvoir d'achat est diminué. Le chômage est apparu en France dès 1969. Il dure toujours.

Il semble difficile de considérer les accords de Grenelle comme une grande avancée sociale, car ils n'ont finalement donné au pays que moins de richesses, plus d'inflation et le chômage en prime.

Le « Grenelle de l'Environnement » a donc commencé. Tous ceux qui ont un mot à dire sur notre environnement présent ou futur sont convoqués. On y débattera de tout, sauf de l'atome : du CO2 et du réchauffement climatique, des avantages comparés de la bicyclette sur l'automobile, de l'agriculture intensive qui permet d'avoir du pain pas cher et de l'agriculture biologique. Des OGM qui sortent de la famine des milliards d'hommes, mais qui sont accusés de mettre dans nos assiettes des produits dangereux.

Plus de 98 % de la pollution mondiale se fait actuellement hors de la France. L'avenir de notre planète se trouve ainsi essentiellement à l'étranger. Mais la France a un rôle à jouer. Ses prises de positions, si elles sont rationnelles, peuvent orienter le comportement des autres pays.

Surtout, la France est tout à fait capable de fournir des technologies non polluantes.

Ce Grenelle de l'environnement peut déboucher sur des taxes écologiques, pénalisant uniquement les entreprises françaises, comme une taxe sur le carbone. Un tel choix serait suicidaire : nos entreprises sont déjà dangereusement non compétitives. Nous aurions encore plus de chômeurs.

Mais il peut aussi déboucher vers d'excellentes solutions pour la France et pour le reste du monde. Les besoins mondiaux d'électricité sont énormes : la Chine construit actuellement tous les ans trois centrales électriques à charbon très polluantes par leur rejet de CO2. Tandis que la France sait construire des centrales atomiques utilisant la fission nucléaire, centrales de moins en moins polluantes par leurs déchets et de plus en plus compétitives.

La France organise aussi en Provence la mise au point de la future centrale électrique utilisant la fusion de l'atome : centrale qui donnera à l'humanité toute l'énergie électrique dont elle aura besoin, sans rejet de CO2, sans risque d'explosion atomique et sans déchets atomiques. Mais cela ne se réalisera probablement pas avant trente ans.

Écoutons les écologistes quand ils nous demandent de ne pas gaspiller l'énergie. Mais eux qu'ils écoutent Nicolas Sarkozy qui veut s'opposer à la pollution par le CO2 en fournissant au monde entier des centrales atomiques françaises.

Il n'est pas encore interdit de rêver en France.

<http://www.les4verites.com:80/Grenelle-de-l-environnement-du-bon-et-du-mauvais-1674.html>

Aux chimpanzés américains la science reconnaissante

Ils connaissent le sentiment amoureux, l'angoisse de la séparation. Ils savent peindre, communiquent en langage des signes. Et nous partageons avec eux 98,7 % de notre ADN. Les chimpanzés ont pourtant moins de droits qu'un être humain en coma dépassé. Mais notre attitude vis-à-vis des primates non humains est en train de changer. Le gouvernement

américain vient d'annoncer la construction d'une maison de retraite qui accueillera 800 chimpanzés jusqu'ici utilisés pour la recherche.

D'après les Instituts nationaux de la santé (NIH), une enveloppe de 24 millions de dollars sur dix ans permettra d'édifier Chimp Haven [le havre du chimpanzé] sur 80 hectares de terres boisées en Louisiane. L'ouverture est prévue pour 2004. "Ces chimpanzés ont passé des années dans des centres de recherche médicale, la société a une dette envers eux", rappelle Larry Hawk, président de la Société américaine pour la prévention des actes de cruauté envers les animaux. Des chercheurs et des avocats se sont également rencontrés à la faculté de droit de Harvard pour débattre de l'éventualité d'octroyer davantage de droits aux chimpanzés, avec notamment un statut légal qui permettrait d'interdire les tests en laboratoire, les numéros de cirque, etc.

Certains chercheurs en biomédecine tirent déjà la sonnette d'alarme. "Sans les chimpanzés de laboratoire, on n'aurait pas pu démonter les mécanismes de l'hépatite C, ni mettre au point un vaccin contre l'hépatite B", fait valoir Suzette Tardis, directrice d'un centre de recherche. "Ils ne meurent pas pendant les tests. Sans eux, on ne pourrait pas étudier la maladie autrement que sur l'homme."

David Favre, professeur de droit à l'université d'Etat du Michigan, explique que la nouvelle législation devrait s'inspirer des lois sur la cruauté envers les animaux et s'appliquer au cas par cas, plutôt que d'interdire l'utilisation des chimpanzés. La loi devrait sans doute protéger "l'intégrité physique" et "les intérêts fondamentaux" de nos lointains cousins. C'est du moins ce qui est ressorti de ce colloque. Ce qui limiterait le nombre de chimpanzés utilisés à des fins d'expérimentation médicale.

L'un des temps forts du colloque a été le moment où quelqu'un du public a demandé aux intervenants s'ils seraient opposés à des expérimentations animales sur une maladie qui pourrait tuer leur enfant. Un membre du panel d'experts a rappelé que les chimpanzés sont une espèce en voie de disparition, alors que notre planète est surpeuplée d'êtres humains.

"A quoi bon sacrifier des vies au sein d'une espèce menacée si c'est pour favoriser la surpopulation de notre espèce ?" a lancé Roger Fouts, chercheur à la Central Washington University.

"Attendez !" l'a interrompu Jane Goodall, spécialiste des chimpanzés et écologiste. "En tant que mère, je ferais n'importe quoi pour sauver mon enfant. C'est aussi cela, être mère."

David Arnold

The Sydney Morning Herald

Grenelle alternatifs et citoyens

Rassemblement Bourse du travail de Saint-Denis le dimanche 21 octobre 2007
après-midi

Depuis le début du mois d'octobre, des manifestations, festivals, forums, se déroulent à travers toute la France pour faire entendre la voix de l'urgence environnementale, sociale et démocratique, répondant à l'appel <<http://altergrenelle.fr/showPage.yaws?node=appel>> à des Grenelle alternatifs et citoyens.

GRENELLE ALTERNATIF ET CITOYEN D'ILE-DE-FRANCE

le dimanche 21 octobre de 14h à 18h Bourse du Travail de
Saint-Denis 9-11 rue Génin - Métro Porte de Paris

PROGRAMME

14h-16h : ATELIERS

* Agriculture, OGM, Agrocarburants

Avec G. Kastler (les Amis de la Terre), J. Testart (Fondation Sciences Citoyennes), A. Apoteker (Greenpeace), P. Sadonnes (Réseau Action Climat), F. Nicolino (journaliste écrivain)

* Eau

Avec J.L. Touly (Association pour un contrat mondial de l'eau), J. Perreux (vice-président du Conseil général du Val de Marne), C. Danglot (Collectif Eau de Paris), L. Sanchez (Eau Secours 31), M. Laimé (journaliste écrivain)

* Energie, Climat

Avec Ph. Mühlstein (Attac), S. Godinot (les Amis de la Terre), B. Dessus (Global Chance), S. Lhomme (Sortir du Nucléaire)

* Consommation, Déchets, Santé

Avec A. Cicolella (chercheur en santé environnementale), F. Couraud (Centre National d'Information Indépendante sur les Déchets), Alain Laffont (Collectif des Médecins de l'Agglomération Clermontoise Coordination nationale Santé Environnement)

16h15 - 18h : FORUM FINAL

animé par Ruth Stégassy,

Avec G. Azam (Attac), Y. Jadot (Greenpeace), Bernard Saincy (CGT), R. Hochart (la Confédération Paysanne), FSU, V. N'Zuzi (CADTM), , P. Khalfa (Solidaires), S. Lhomme (Sortir du Nucléaire) et

A. Bringault (les Amis de la Terre)

ENTREE LIBRE

> <http://altergrenelle.fr/showPage.yaws?node=rassemblement>

Les vidéos du jour : <http://www.legrenelle-environnement.tv/webtv>

L'édito du jour : <http://www.legrenelle-environnement.tv/edito>

> L'édito du 19 octobre 2007 : Un moratoire sur l'EPR : Pas une minute à perdre.

<http://www.legrenelle-environnement.tv/edito/un-moratoire-sur-l-EPR-pas-une-minute-a-perdre>

Mardi 23 octobre 2007 entre 19h55 et 20h, chaque citoyen est appelé à éteindre ses lumières et ainsi participer à l'opération « 5 minutes pour la planète », précédant ainsi de quelques heures l'ouverture du Grenelle de l'environnement. Il nous est demandé simplement mais efficacement d'agir individuellement pour renforcer le poids collectif des acteurs de la société civile qui participeront aux négociations à venir.

Symbolique mais aussi pédagogique, cet acte de civisme est également un acte de résistance aux tenants d'une croissance durable qui tablent sur une augmentation tendancielle de la consommation électrique française. Bien que la demande électrique française soit en stagnation, voire régresse depuis maintenant deux ans, le lobby nucléaire a besoin de légitimer la construction de l'EPR, nouveau réacteur électronucléaire, en s'inquiétant d'une bien hypothétique pénurie à venir.

Il en va ainsi de la France et de ses décideurs. La consommation décroît mais il est décidé, contre vents et marées, d'ajouter de nouvelles capacités de production. venant se surajouter aux surcapacités déjà existantes ! Moins les Français consomment, plus EDF produit !

Shadokien !!! La justification du nucléaire français est à ce prix, celui d'une absurdité déconcertante et d'un gaspillage financier non moins ahurissant.

Pire, même si les désirs les plus fous du lobby nucléaire venaient à se réaliser et que les Français se mettaient soudainement à consommer toujours plus d'électricité, le nucléaire ne serait pas la bonne solution technologique. Les besoins à venir seront des besoins suivant les aléas climatiques réclamant des capacités de productions aptes à suivre une consommation en dent de scie. Le nucléaire, technologie lourde et peu flexible, s'adapte difficilement à des changements inopinés et produit une électricité dite de base. A tel point que l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie considère que l'option française privilégiant le tout-nucléaire, loin de produire une électricité dite « zéro carbone » nécessite le recours à des centrales polluantes au fioul et au charbon, pour répondre à cette fameuse demande en dent de scie. Du coup, en période hivernale ou estivale, le kWh électrique émet entre 180 et 300 grammes de CO2 dans l'atmosphère, bien loin donc de la propagande d'EDF.

A se complaire dans un unilatéralisme énergétique reposant sur le tout-nucléaire, la France se retrouve avec des déchets nucléaires ET des gaz à effet de serre !

En éteignant vos lampes mardi 23 octobre entre 19h55 et 20h, vous participez à un grand mouvement citoyen tout en agissant pour l'environnement. C'est en effet à ce moment précis que la consommation électrique atteint un pic nécessitant le recours à de vieilles centrales polluantes. Plus généralement, avant, pendant et après l'opération « 5 minutes pour la planète », il nous faut apprendre à mieux utiliser notre électricité, en la maîtrisant et en lissant les pics de consommation. En reportant de quelques minutes l'utilisation de machines particulièrement énergivores, nous militons directement pour un moratoire sur l'EPR et nous ouvrons concrètement contre le dérèglement climatique, en montrant directement aux pouvoirs publics que de nouvelles capacités de production sont et seront à l'avenir inutiles.

Plus d'infos : <http://www.5minutespourlaplanete.org/>

« EPR INUTILE » : Greenpeace sur une tour de la centrale nucléaire de Dampierre Dampierre-en-Burly (Loiret), France - Le 19/10/07 - Dès 8H00 ce matin, huit grimpeurs de Greenpeace se sont introduits sur le site de la centrale nucléaire de Dampierre. Après avoir grimpé au sommet de l'une des quatre tours de refroidissement, ils sont descendus en rappel dans le but de dessiner sur le flanc de la tour une lampe basse consommation de près de vingt mètres de haut et peindre la mention : « EPR INUTILE ».

« Il y a deux jours, nous étions dans une usine Osram, près de Strasbourg, pour demander au gouvernement français de saisir l'occasion du Grenelle de l'environnement pour interdire les ampoules à incandescence d'ici à 2010, déclare Karine Gavand, chargée de campagne Climat de Greenpeace.

Aujourd'hui, à moins d'une semaine du Grenelle de l'environnement, nous enfonçons le clou : une telle interdiction nous permettrait d'économiser plus de 11 TWh par an soit l'équivalent de la capacité de production d'un EPR. Voilà prouvée une fois encore l'inutilité de ce réacteur. »

La solution au problème du climat, c'est l'efficacité énergétique, et pas le nucléaire. Loin de nous mettre en tête des pays faiblement émetteurs de CO2, le nucléaire maintient la France dans la moyenne européenne et verrouille toute politique ambitieuse d'économies d'énergie. « Non seulement le nucléaire n'est pas une solution à l'effet de serre, mais il fait partie du problème, affirme Yannick Rousselet, de la campagne Énergie de Greenpeace. L'obsession nucléaire française a fait prendre un retard considérable au développement des seules solutions efficaces, propres, durables, sûres, créatrices d'emplois et porteuses de paix

que sont les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. »

On peut se passer du nucléaire

Les experts de l'association négaWatt prévoient une sortie progressive du nucléaire à l'horizon 2035. Selon eux, si une politique d'efficacité énergétique ambitieuse est mise en œuvre, les renouvelables (solaire, éolien, hydraulique, géothermie, biomasse) peuvent répondre à 80 % de nos besoins électriques d'ici à 2050, soit exactement ce que représente le nucléaire aujourd'hui. Le scénario [R]évolution énergétique de Greenpeace, soutenu par le Dr Pachauri, président du Giec, confirme qu'il est possible de sortir du nucléaire vers 2030, et de réduire ainsi les risques associés.

« En abrogeant le décret autorisant l'EPR à Flamanville à l'issue du Grenelle de l'environnement, la France démontrerait qu'elle peut se passer du nucléaire, et rattraperait ses voisins qui se sont déjà engagés vers une sortie du nucléaire : l'Allemagne bien sûr, mais aussi l'Espagne, l'Italie, l'Autriche, la Suède et la Belgique », poursuit Yannick Rousselet.

Le nucléaire, un secteur qui crée peu d'emplois

Selon le ministère de l'Écologie et du Développement durable (Lettre Évaluation, octobre 2005), l'objectif de 20 % d'efficacité énergétique en 2020 fixé par l'UE pourrait créer un million d'emplois en Europe : en matière d'efficacité, chaque million de dollars investis crée 12 à 16 années de travail direct, contre 4,5 pour une centrale nucléaire.

La rénovation thermique de l'habitat ancien permettra de créer à elle seule entre 100 et 150 000 emplois sur quarante ans. Et le secteur des renouvelables, qui fait aujourd'hui travailler 40 000 personnes en France, va créer 115 000 emplois en 2010 (Syndicat des énergies renouvelables) - soit le double de l'effectif total actuel du nucléaire en France - et 361 900 autres postes d'ici à 2020 (projet européen Mitre, <http://mitre.energyprojects.net>).

Grenelle de l'environnement : Un pas en avant... trois pas sur le côté ?

Mis en ligne le jeudi 18 octobre 2007 . Tout vient à point à qui sait attendre. Le ministre de l'Écologie, pressé de toute part de clarifier la méthode encadrant l'issue du Grenelle de l'environnement, vient enfin de diffuser aux associations un document présentant la trame servant de fil conducteur aux ultimes négociations. Par delà la nécessité d'apporter toute la lumière à un processus jusqu'à présent particulièrement flou, il est à noter qu'à l'issue des négociations des 24 et 25 octobre, un passage de relais s'opérera entre les acteurs du Grenelle et les parlementaires. Les associations mises sous pression depuis plusieurs mois, priées de produire une expertise irréprochable dans un temps record pendant la période estivale voient ainsi s'éloigner la possibilité d'une application rapide des conclusions du Grenelle de l'environnement. La volonté de temporiser et ainsi casser la dynamique du Grenelle est patente et tout indique que les parlementaires auront la lourde responsabilité de rappeler à l'ordre les écologistes ! Le Gouvernement invente donc un nouveau concept, celui d'urgence lente... Urgence pour mener le débat, lenteur dans la prise en compte et la mise en œuvre des décisions résultant dudit débat. Sur la plupart des sujets controversés, le document diffusé par le ministère de l'Écologie s'attache à ne surtout pas prendre parti, en tentant de ménager la chèvre et le chou. L'art du consensus tend à se réduire à la formule célèbre du radicalisme français : Il n'existe pas de problème que l'absence de solution ne saurait résoudre. OGM, vitesses limites sur route ou autoroute, incinération, nucléaire, pesticides... tout reste à faire. « Gouverner, c'est prévoir » dit le dicton. Et prévoir, c'est choisir. Et ces choix ne pourront se faire sans brusquer des habitudes et rentes de situation indument perçues. Il est inutile de croire que cette rupture se réalisera sans que certains pollueurs ne soient contraints par des

lois et nouvelles réglementations. Croire que la simple bonne volonté suffirait conduira inmanquablement à des déceptions. Prétendre transcender l'opposition entre un libéralisme échevelé et la protection de l'environnement implique de croire en l'effectivité d'une certaine régulation. A cinq jours des négociations, les thèmes ayant fait l'objet de consensus mais aussi de dissensions sont exposés et répartis en quatre grands thèmes et livrés à la sagacité des parties prenantes. Le document de travail présenté par le ministère de l'Ecologie montre l'ampleur de la tâche qui demeure à accomplir pour aboutir à une rupture qui ne soit pas seulement sémantique. Après plusieurs mois d'échanges parfois tendus entre acteurs aux objectifs pour le moins divergeants, rien n'indique que l'issue du Grenelle sera de nature à modifier fondamentalement la donne.

<http://www.legrenelle-environnement.tv:80/edito>

AUTOUR DU GRENELLE DE L'ENVIRONNEMENT

J'ai mal au Grenelle

NOUVELOBS.COM | 19.10.2007

IL A RAISON Hulot. À J-5 de sa dernière phase, on dirait que le beau soufflet du Grenelle de l'environnement est en train de se dégonfler, de se ratatiner sur lui-même comme une vieille pomme fripée. La "belle" initiative du gouvernement n'intéresse plus vraiment. Plus personne n'y comprend rien. Trop de débats, trop de fausses bonnes idées, trop de tergiversations, trop de coups d'épées dans l'eau risquent de provoquer l'inverse de son objectif de départ : faire de la crise écologique un enjeu de société. Car à trop faire parler, on prend le risque d'ennuyer. A qui la faute ? Aux associations, qui ont eu du mal à s'accorder pendant ces trois mois d'intenses débats ? A Borloo, qui parle beaucoup mais ne tranche jamais ? Au gouvernement, qui ne veut surtout pas arbitrer ? Pourtant, sur le papier, à quelques jours de la table ronde finale, tout le monde semble d'accord, du moins sur les sujets "phares" : l'idée du bonus malus sur les voitures plus ou moins "propres" ; des réductions drastiques des pesticides dans l'agriculture (25% d'ici cinq ans et 50% d'ici dix ans) ; le développement du bio ; un moratoire sur les OGM ; et la rénovation de 400.000 bâtiments d'ici cinq ans pour réduire les besoins énergétiques. Ca, c'est pour l'essentiel. Et c'est déjà beaucoup. Reste, et ce sera le plus dur pour les associations, à exiger du gouvernement de vraies mesures, et pas des options ou des déclarations d'intention. Sinon, ce Grenelle tant attendu risque de finir en eau de boudin. Et l'état de la planète avec. Marie Vatou

(le vendredi 19 octobre 2007)

http://tempsreel.nouvelobs.com/actualites/opinions/commentaires/20071019.OBS0698/jai_mal_au_grenelle.html

Les biocarburants remis en question

L'usine à essence agricole de Wanze aura presque un an de retard sur son programme. Ses premiers litres d'agrocarburant, l'agroéthanol, ne sortiront de ses alambics qu'à l'automne 2008. Mais aujourd'hui, ces biocarburants sont remis en question.

Source:Info radio - 20 oct 2007

Rouler à l'essence de betterave ou de froment, est-ce la solution pour se passer du pétrole ?

C'est loin d'être certain. Au Mexique, l'année dernière, le prix du maïs a été tiré à la hausse par

la demande américaine parce que les Etats-Unis achètent le maïs mexicain pour en faire du bioéthanol. Conséquence, le prix de l'aliment de base, la galette de maïs, a doublé l'année dernière au Mexique.

Comme les surfaces agricoles existent en nombre limité, les carburateurs concurrencent les estomacs. Cette question des surfaces disponibles limite les possibilités des agrocarburants. BioWanze, près de Liège, pourra mettre sur le marché 125.000 mètres cubes d'agroéthanol défiscalisé. Et l'usine produira en tout 300.000 mètres cubes d'essence d'origine agricole. Ces 300.000 mètres cubes correspondent à 6 % et demi de la consommation totale d'essence en Belgique. Pour produire ces six pourcent et demi, il faut un peu plus de 100.000 hectares de cultures. Pour remplacer toute l'essence de pétrole par de l'agroéthanol, il faudrait 1.700.000 hectares. Deux fois et demi la surface agricole totale en Belgique.

De l'aveu même des responsables de BioWanze, l'agroéthanol restera un complément à la marge, il ne remplacera jamais l'essence de pétrole. Il faudra même importer du blé et des betteraves pour le produire en Belgique cet agrocarburant. Notons que l'usine de Wanze, pas encore terminée, aura presque un an de retard sur son programme. Ses premiers litres d'agrocarburant à base de blé et de jus de betterave (agroéthanol), ne sortiront de ses alambics qu'à l'automne 2008.

http://www.rtf.be/info/societe/ARTICLE_126577

Bonne nouvelle

Générateur électrique utilisant l'énergie des vagues

L'équipe du professeur Hiroshi KANKI de l'université de Kobe a mis au point un nouveau mécanisme permettant de générer de l'électricité à partir du mouvement des vagues. Le dispositif qui a été présenté est composé d'une plate-forme de 6x9 m², surmontée d'un gyroscope, relié à un générateur électrique.

Un gyroscope consiste en une roue tournant sur un axe qui, une fois lancée, tend à résister aux changements de son orientation. Lorsque que le plancher du générateur s'incline avec le mouvement des vagues, le gyroscope résiste donc à ce changement d'orientation. Cette force de résistance est alors transférée par un axe au générateur, qui la transforme en électricité. Avec cette méthode, entre 40 et 80% de l'énergie des vagues est directement transformée en électricité, permettant ainsi d'atteindre une puissance fournie maximale de 22 kW. Les méthodes plus traditionnelles ont, pour comparaison, un rendement de 10 à 40% seulement. L'équipe de recherche va maintenant passer à la phase d'essai en pleine mer avec le soutien de la préfecture de Tottori et d'entreprises locales. L'application la plus probable sera de fournir de l'électricité aux îles éloignées de la côte et de remplacer les générateurs actuels fonctionnant au diesel. L'objectif du groupe est d'atteindre un coût d'exploitation équivalant à celui de l'éolien.

Parmi les énergies renouvelables, l'énergie des vagues est la plus stable en termes de fourniture, donc à priori la plus prometteuse, mais les technologies l'exploitant sont encore rares et trop coûteuses pour pouvoir se diffuser.

source : BE Japon numéro 460 (19/10/2007) -

Ambassade de France au Japon / ADIT -

<http://www.bulletins-electroniques.com/actualites/51482.htm>

<http://www.synergy->

[space.com/index.php?option=com_content&task=view&id=2947&Itemid=114](http://www.synergy-space.com/index.php?option=com_content&task=view&id=2947&Itemid=114)

L'océan arctique s'est réchauffé par endroits de 5 ° à 7 °C
19/10/2007,

L'expédition russe Arktika-2007 est revenue de sa mission en Arctique. Les premiers résultats sont inquiétants puisque les chercheurs ont constaté de sérieux changements climatiques dans l'Arctique.

"Dans l'océan Arctique, nous avons constaté de sérieux changements climatiques ayant un caractère global", a indiqué dans un entretien avec les journalistes, le 4 octobre 2007, le chef du secteur d'océanologie à l'Institut de l'Arctique et de l'Antarctique et chef adjoint de l'expédition scientifique Arktika-2007, Igor Achik.

Selon lui, on a observé, au cours de cette expédition, un "nettoyage énergique" de l'Arctique des glaces dérivantes. "Ce phénomène se produit pour la première fois depuis des décennies d'observations dans l'Arctique. Début octobre, les mers arctiques, à l'exception de la mer de Kara et d'une partie de la mer de Tchoukotka, se recouvrent toujours de glace", a indiqué le chercheur, rappelant que l'épaisseur de la glace, là où celle-ci s'était conservée, se réduisait également.

D'autre part, les chercheurs constatent une hausse des températures dans les couches superficielles de l'océan. "Les valeurs vont de 5 à 7°. Jamais encore on n'avait observé de tels phénomènes. L'eau océanique n'a jamais été aussi chaude", a-t-il affirmé.

Mais la science, a-t-il poursuivi, ne peut encore prédire les conséquences de ces phénomènes. "Tout ce que nous savons en général des processus climatiques ne nous permet pas de prédire avec assurance leurs évolutions, même à court terme", a ajouté le chercheur.

Si les processus observés sont irréversibles, les conséquences peuvent être dramatiques, a-t-il souligné. "Pour l'instant, un océan sans glace ne présente aucune menace, mais si les glaciers des hémisphères Nord et Sud commencent à fondre, on pourra alors s'attendre à un relèvement du niveau de l'océan qui influera sur la vie des gens sur les territoires côtiers", a noté le chercheur.

Le bateau-laboratoire Akademik Fedorov qui a pris part à l'expédition Arktika-2007 est rentré la veille à Saint-Pétersbourg. L'un des principales missions de cette expédition au cours de laquelle des bathyscaphes se sont posés sur le fond océanique et une station polaire a été ouverte, consistait à étudier le système climatique aux hautes latitudes du Nord.

Le Grenelle de l'environnement : "C'est une mascarade"

Je suis arrivé ce matin à Paris avec les 170 marcheuses et marcheurs, partis mardi de Chartres. Les 3000 manifestants qui se sont joints à nous pour cette dernière étape m'ont fait chaud au cour. Cette manifestation montre que les femmes et les hommes prêts à se mobiliser contre les OGM restent nombreux. Ils ont bien conscience que notre lutte est dans la durée. Ils sont prêts à retourner dans les champs pour participer aux actions de fauchage.

Nous avons aussi été encouragés par le soutien que nous avons eu au cours de cette randonnée. La traversée des villages et des banlieues nous a permis de rencontrer beaucoup de

gens qui nous encourageaient à poursuivre notre lutte.

Nous avons entrepris cette marche pour demander au gouvernement de mettre en place un moratoire sur la culture des OGM. Comme Jean-Louis Borloo l'a admis fin septembre, la contamination transgénique est un phénomène accepté. On ne pourra pas l'arrêter.

La mise en place de cultures OGM signifie donc la fin de l'agriculture paysanne, de l'agriculture biologique, des AOC.

En acceptant d'aller dans cette direction, le président Sarkozy montrerait un mépris total pour les 85 % de nos concitoyens qui ne veulent pas des OGM.

Le Grenelle de l'environnement est une mascarade.

Cela ressemble plus à une campagne de communication qu'à une consultation populaire.

Tous les sujets qui fâchent ont été soigneusement balayés sous le tapis.

L'énergie nucléaire est un bon exemple. Dans les groupes de travail, la question de l'EPR n'a même pas été abordée.

Au niveau Transports, rien ne vient remettre en cause le tout voiture et le développement des autoroutes.

La construction de nouveaux incinérateurs va permettre à Veolia et consorts de dégager des profits quand plus personne ne peut ignorer maintenant les dangers de ce type d'usines pour les populations voisines, notamment à cause des dioxines.

Enfin, sur les questions agricoles, le délire des agrocombustibles n'est nullement dénoncé. Au contraire ! Il faut pourtant que les gens comprennent que le diester et l'éthanol sont faits à partir de plantes destinées à l'alimentation humaine. Pour faire un plein de 50 litres d'éthanol, 250 kilos de blé sont nécessaires, avec lesquels on nourrissait hier une personne pendant un an.

La question peut être résumée brutalement ainsi: les paysans doivent-ils nourrir les gens ou les bagnoles ? Vous connaissez ma réponse.

Enfin, le document final du Grenelle ne consacre plus que cinq lignes aux OGM. Il n'est plus question de moratoire ni de principe de précaution. C'est tout simplement inacceptable.

La manière dont les grands médias informent nos concitoyens sur ce Grenelle est pour le moins décevante. Les militantes et les militants venus avec moi de Chartres à pied en voulaient ce matin particulièrement à Libération. Vous consacrez douze pages au Grenelle de l'environnement et vous ne traitez aucune des questions que j'ai abordées ci-dessus.

Libération évite le dossier du nucléaire. Trop sensible ? Celui des OGM. Trop conflictuel ?

José Bové, blog.liberation.fr 18 octobre 2007

La concentration de CO2 dans l'air augmente plus vite que prévu
2007-10-22

WASHINGTON (source vérifiée)

La concentration de dioxyde de carbone dans l'atmosphère augmente beaucoup plus vite que prévu en raison de la croissance économique et de la difficulté des forêts et des océans à absorber ce gaz à effet de serre, selon une étude publiée lundi.

"L'augmentation de la quantité de dioxyde de carbone dans l'atmosphère a été supérieure de 35% à ce qui était attendu depuis 2000", a expliqué, dans un communiqué, le British Antarctic Survey (BAS), qui a participé à l'étude publiée dans les annales de l'Académie nationale des Sciences américaine.

Selon les chercheurs, les carburants polluants sont responsables de 17% de cette augmentation, tandis que les 18% restant sont dus à un déclin de la capacité des "puits"

naturels comme les forêts ou les océans à absorber le gaz carbonique.

"Il y a 50 ans, pour chaque tonne de CO₂ émise, 600 kg étaient absorbés par les puits naturels. En 2006, seulement 550 kg par tonne ont été absorbés, et cette quantité continue à baisser", a expliqué l'auteur principal de l'étude, Pep Canadell, du Global Carbon Project.

Près de 10 milliards de tonnes de dioxyde de carbone ont été émises en 2006, soit une augmentation de 35% par rapport à 1990, relève l'étude, alors que le protocole de Kyoto prévoyait qu'en 2012, ces émissions responsables du réchauffement climatique devaient avoir baissé de 5% par rapport à 1990.

"Les améliorations dans l'intensité carbonique de l'économie mondiale stagnent depuis 2000, après 30 ans de progrès, ce qui a provoqué cette croissance inattendue de la concentration de CO₂ dans l'atmosphère", a expliqué le BAS.

"La baisse de l'efficacité des puits mondiaux laisse penser que la stabilisation de cette concentration sera encore plus difficile à obtenir que ce que l'on pensait jusqu'à présent", a ajouté le BAS.

Les biocarburants, une "fausse bonne idée", selon les écologistes

AP | 22.10.2007

Qualifiés de "fausse bonne idée" par plusieurs mouvements écologistes, les biocarburants sont des carburants obtenus à partir d'une matière première végétale (biomasse). Il existe deux grandes filières de production: huiles végétales pour les véhicules diesel et éthanol pour ceux à essence.

En France, la filière huiles végétales utilise principalement le colza, avec une faible part de tournesol. Pour en faire des carburants compatibles avec les moteurs des véhicules, ces huiles doivent subir une transformation, l'estérification. On obtient ainsi des EHMV (esters méthyliques d'huile végétale) qui peuvent être mélangés à du gazole ou du fioul domestique.

"Tous les Français qui roulent au diesel en consomment sans le savoir: il y a aujourd'hui dans le gazole à peu près 2% de diester", explique Jean-Louis Bal, directeur des énergies renouvelables à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME).

La filière éthanol (alcool) utilise principalement en France la betterave et les céréales. Un procédé chimique permet la production d'ETBE (éthyl tertio butyl éther), que l'on peut mélanger ensuite à l'essence. On commence à voir apparaître timidement sur le marché français un carburant, l'E85, contenant 85% d'éthanol et 15% d'essence, qui nécessite des motorisations adaptées. Quelque 144 pompes en France distribuent de l'E85, avec un objectif de 500 d'ici la fin de l'année 2007.

Au Brésil, sept nouvelles voitures sur dix roulent à l'éthanol, produit là-bas à partir de la canne à sucre. Au niveau européen, l'objectif est de porter à 10% la part des biocarburants dans la consommation globale de carburants d'ici à 2020. En France en 2006, le "pourcentage d'incorporation de biocarburants dans les carburants" était de 1,76%, selon les chiffres du ministère de l'Industrie

Réputés "verts", ces biocarburants n'en sont pas moins controversés. L'Alliance pour la planète, qui rassemble 80 associations, dont Greenpeace et le WWF (Fonds mondial pour la nature), parle de "fausse bonne idée". La production de ces biocarburants consomme de l'énergie, favorise la déforestation dans des pays producteurs d'huile de palme comme l'Indonésie ou en Malaisie et fait concurrence aux cultures destinées à l'alimentation, notent les associations écologistes.

"La production d'huile de palme, annoncée comme la solution aux changements climatiques,

aggrave en fait la situation: pour faire de la place aux plantations de palmiers à huile, on détruit la forêt, ce qui libère de grandes quantités de CO2. Au Brésil, l'éthanol produit à partir de canne à sucre a certes permis de limiter les émissions de gaz à effet de serre, mais, cultivé sans respect de la nature et de l'homme, il a aussi provoqué d'importants dégâts", souligne l'Alliance pour la planète pour qui ce procédé "pose davantage de problèmes environnementaux qu'il ne prétend en résoudre".

Les biocarburants, grands absents du "Grenelle", font toujours débat
PARIS (Source vérifiée) - Les biocarburants figurent parmi les grands absents du "Grenelle de l'environnement", alors qu'ils opposent toujours agriculteurs et écologistes sur leur bilan environnemental et que de plus en plus d'organisations internationales y voient un concurrent à l'alimentation.

Ces carburants fabriqués à partir de plantes (betterave à sucre et blé pour le bioéthanol, colza et tournesol pour le biodiesel/diester en France) n'ont droit qu'à quelques lignes dans le document de travail sur lequel doit se prononcer le "Grenelle" mercredi et jeudi.

Ce document suggère une "expertise" de leur bilan écologique et énergétique. Car si les biocarburants émettent directement peu de gaz à effet de serre, puisque le CO2 émis par leur combustion est absorbé par la plante utilisée pour leur fabrication, leur efficacité environnementale globale est "discutable", selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE). Il y a beaucoup "d'incertitudes" à propos du protoxyde d'azote (gaz à effet de serre) émis avec l'utilisation intensive d'engrais, tandis que les bilans actuels n'intègrent pas "le changement de destination des terres", quand des forêts deviennent des terres agricoles et engendrent des émissions de carbone supplémentaires, explique Pierre-Paolo Cazzola, analyste à l'AIE.

En outre, plusieurs organisations internationales ont récemment estimé que les biocarburants faisaient concurrence aux produits alimentaires.

Le Fonds monétaire international s'est inquiété mercredi des conséquences d'une plus grande utilisation de céréales pour les carburants "verts" sur les prix des produits alimentaires, notamment dans les pays pauvres.

Le rapporteur des Nations unies pour le droit à l'alimentation, Jean Ziegler, a demandé un moratoire international sur la production des biocarburants, afin de lutter contre la hausse des prix alimentaires.

"Il faut 232 kg de maïs pour faire un plein de cinquante litres de bioéthanol", a-t-il observé.

"Avec cette quantité de maïs, un enfant peut vivre pendant un an".

Les biocarburants sont pour cette raison "une piste à explorer avec la plus grande prudence", estime Christian Frémont, directeur de cabinet du ministre de l'Ecologie, Jean-Louis Borloo.

Selon l'AIE, les politiques en faveur des biocarburants ont, en Europe et aux Etats-Unis, des objectifs "agricoles et non pas énergétiques".

Les biocarburants vont mobiliser en Europe de plus en plus de terres. La France, premier producteur agricole en Europe, entend incorporer 5,75% de biocarburants dans l'essence et le gazole en 2008, contre moins de 1% aujourd'hui, et 7% en 2010, soit plus que l'objectif européen de 5,75% en 2010.

La FNSEA n'a pourtant pas claqué la porte du "Grenelle" comme il en avait l'intention car il a atteint ses deux principaux buts: pas d'objectif contraignant de réduction d'utilisation des pesticides et pas de remise en question, comme le réclamaient les écologistes, de la politique fiscale en faveur des biocarburants.

"Le marketing +vert+ autour des biocarburants a pour but de ne pas remettre en cause le

dogme du tout voiture", s'indigne de son côté le porte-parole du collectif d'associations écologistes France Nature Environnement, Arnaud Gossement.

Même Total, premier distributeur de biocarburants en Europe, juge que les "contraintes sont fortes", car leur coût est "peu compétitif" compte tenu du prix élevé des matières premières, et les caractéristiques techniques sont "exigeantes".

http://afp.google.com:80/article/ALeqM5j01MChf18dgrv6jGb5MrXRi9U_MQ

L'UE va revoir sa législation sur les pesticides

LE MONDE | 22.10.07

BRUXELLES BUREAU EUROPÉEN

Faut-il réduire les pesticides ou simplement encadrer leur usage ?

Cette question divise les lobbyistes européens - défenseurs de l'environnement d'un côté, producteurs de pesticides et agriculteurs de l'autre - et les eurodéputés qui vont réviser une partie de la législation existante, en première lecture, mardi 23 octobre, à Strasbourg.

La Commission, elle aussi partagée entre ces deux camps, propose seulement d'encadrer l'usage des pesticides. Elle constate que leur utilisation n'a pas diminué entre 1992 et 2002 - 315 000 tonnes, d'une valeur de 7 milliards d'euros, ont été disséminées dans l'environnement en 2002 -, et que 5 % des fruits et légumes vendus en Europe présentent encore des valeurs résiduelles en pesticides supérieures aux plafonds autorisés. Elle estime qu'il est possible de limiter l'usage de ces produits chimiques au "strict nécessaire".

Mais elle part aussi du principe que les pesticides permettent de garantir la sécurité alimentaire européenne. Bruxelles ne veut pas priver les agriculteurs d'outils dont pourraient bénéficier leurs concurrents du tiers-monde, ce qu'apprécient les professionnels concernés, réunis au sein du Comité des organisations professionnelles agricoles (COPA) de l'Union européenne.

La Commission constate en outre qu'il est "impossible" de prouver l'existence d'un lien de causalité entre l'usage de pesticides et l'apparition de certaines maladies, un point sur lequel insiste l'Association européenne de la protection des plantes (ECPA), qui représente 80 % des producteurs de pesticides de l'Union européenne (BASF, Bayer, DuPont de Nemours, Monsanto...), soit 28 000 emplois et un chiffre d'affaires de 6,8 milliards d'euros en 2006.

Dans le camp adverse, les ONG pro-environnement, réunies au sein du réseau Pan Europe, estiment que limiter l'exposition aux pesticides permettra de préserver la santé humaine et de protéger l'environnement. Au Parlement européen, elles sont entendues par la rapporteuse verte allemande Hiltrud Breyer, en charge d'un règlement relatif à la "mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques", mais pas par sa collègue Christa Klässler (CDU), en charge d'une directive sur leur "utilisation durable".

PROTECTION DES RIVIÈRES

Ces protagonistes s'opposent sur la nécessité d'introduire ou pas des objectifs contraignants de réduction des pesticides. "Certains pays comme le Danemark ou la Suède l'ont fait, alors pourquoi pas l'Union européenne ?", demande François Veillerette, du Mouvement pour les droits et le respect des générations futures. "On ne peut pas transposer le modèle danois à la Grèce ou à l'Espagne, qui n'ont pas les mêmes cultures !", répondent les services de Stavros Dimas, commissaire en charge de l'environnement. "En outre, si les fermiers doivent réduire leurs quantités, ils utiliseront des substances plus actives", ajoute la Commission.

De même, l'ECPA et le COPA s'opposent à l'introduction uniforme de "zones tampons" destinées à protéger les rivières : "Comment soignera-t-on le riz en Camargue, comment fera-t-on aux Pays-Bas où il y a des ruisseaux tous les dix mètres ?", demandent ces organisations. Autre pierre d'achoppement : l'introduction du principe de reconnaissance mutuelle pour les pesticides, selon lequel l'autorisation de mise en vente dans un pays de l'UE vaudrait dans tous les autres. Industriels et agriculteurs y sont favorables, puisqu'il permettrait de créer un marché unique des pesticides, tandis que les environnementalistes opposent un principe de souveraineté nationale.

Dernière question, l'UE va-t-elle faire pour les pesticides ce que son règlement Reach a fait pour les produits chimiques ? Le commissaire Markos Kyprianou, en charge de la santé, suggère d'interdire les substances cancérigènes, mutagènes et toxiques pour la reproduction, et d'imposer le principe de la substitution, qui consiste à retirer un produit quand une substance plus sûre existe. L'ECPA fait valoir qu'elle perdrait alors 30 à 75 % de son marché.

Rafaële Rivais

Article paru dans l'édition du Monde du 23.10.07.

Première séance positive au Grenelle de l'environnement

24.10.07

Dossiers, archives, fiches pays... toutes les chances de réussir !

Abonnez-vous au Monde.fr : 6? par mois + 30 jours offerts

Par Elizabeth Pineau

PARIS (Reuters) - "Débat constructif", "discussions satisfaisantes", "consensus": la plupart des participants au "Grenelle de l'environnement" sont ressortis avec le sourire mercredi d'une première séance de travail consacrée aux transports et à l'habitat.

La plupart des idées débattues ayant été approuvées par les participants, elles devraient être mises en oeuvre, conformément au principe édicté par François Fillon en début de journée. "Toutes les propositions concrètes, précises et consensuelles, le gouvernement s'engage(ra) à les mettre en oeuvre", a dit le Premier ministre dans la cour de l'hôtel de Roquelaure, où se tiennent les débats.

Cette première réunion a ainsi confirmé la création d'une "écovignette" avec un système de

bonus/malus pour les automobiles, d'une "écotaxe" pour les poids lourds, le développement du ferroutage ou encore le gel de toute nouvelle construction d'autoroute.

Dans le bâtiment, un consensus a été trouvé sur le renforcement de l'efficacité énergétique des constructions.

L'idée est de passer à 50 kWh/m²/an contre 260 kWh/m²/an actuellement (neuf et ancien confondus) à l'horizon 2012. L'Etat devra montrer l'exemple en rénovant les bâtiments publics dans les trois à cinq ans, a dit Jean-Louis Borloo.

Des prêts bonifiés seront accordés aux familles modestes, souvent pénalisées par leurs factures de gaz et d'électricité, qui souhaitent isoler leur logement.

"Le ministre a répondu à beaucoup de nos propositions", a reconnu Yannick Jadot, de Greenpeace France, après la séance.

Jean-Paul Basset, de la Fondation Nicolas Hulot, s'est déclaré "très satisfait". "Il n'y a pas eu de points de friction majeur. Toutes les décisions ont été prises par consensus".

Daniel Richard, du WWF, a noté des "progressions importantes" en matière de transports et de bâtiment. "C'est acté, mais après on entrera dans les financements, les autorisations, les limites européennes, les directives, etc", a-t-il tempéré.

ARBITRAGE DE SARKOZY

"Ce matin on a vraiment convergé sur des choses très fortes", a dit Nathalie Kosciusko-Morizet, tandis que Jean-Louis Borloo saluait un débat "incroyablement constructif".

Des bémols sont toutefois apparus, y compris au sein du gouvernement. La ministre de la Ville, Christine Boutin, a mis en garde contre une éventuelle pénalisation des foyers modestes.

"J'ai tenu à souligner la nécessité de mettre la dimension sociale (en avant, car) je ne voudrais pas que le surcoût qui sera entraîné par la mise aux normes aille dans un sens défavorable pour les plus fragiles", a-t-elle dit à la presse.

La CGT s'est interrogée sur les "redéploiements en emplois" et les conséquences en terme de "justice sociale".

Le Medef a demandé la création un "laboratoire" pour connaître l'impact économique et écologique de chaque mesure avant sa mise en oeuvre.

C'est sur la question de l'énergie nucléaire que les défenseurs de l'environnement on eu le plus à redire, notamment ceux qui combattent le développement du réacteur de nouvelle génération EPR.

"Là où nous n'avons pas obtenu satisfaction, c'est que dans le nouveau scénario énergétique, pour nous l'EPR y a encore moins de place qu'avant, mais ça c'est renvoyé à la décision du président de la République demain (jeudi)", a dit Yannick Jadot.

Dans son discours de clôture de jeudi, Nicolas Sarkozy doit en effet procéder aux premiers arbitrages sur les sujets qui fâchent comme le nucléaire, les organismes génétiquement modifiés, les pesticides ou encore les incinérateurs de déchets.

Autant de sujets qui seront débattus lors des trois dernières séances de discussions au Grenelle.

Le texte présidentiel "n'est pas encore écrit" et le chef de l'Etat, en visite au Maroc, "est tenu informé heure par heure" de l'avancée des débats, a assuré Nathalie Kosciusko-Morizet.

<http://www.lemonde.fr/web/depeches/0,14-0,39-32949096@7-37,0.html>

Grenelle: gel temporaire des OGM, bras de fer sur les pesticides

2007-10-25

PARIS (Source vérifiée)

La seconde journée du Grenelle de l'environnement a opposé jeudi écologistes et syndicats agricoles sur les pesticides, et abouti à un gel très temporaire du seul OGM cultivé en France, avant l'arbitrage final du président de la République sur l'ensemble des dossiers en fin d'après midi. Evénement

Sur le dossier très conflictuel des OGM, le ministre de l'Ecologie Jean-Louis Borloo a annoncé un gel sur les cultures de maïs génétiquement modifié jusqu'à l'examen d'une loi "dès janvier 2008".

Le principe d'un loi réglementant les OGM en janvier a été entériné, de même que la mise en place d'une Haute autorité indépendante, a-t-il ajouté.

Sur un autre sujet très attendu, les associations écologistes ont d'abord annoncé un accord sur une "réduction de moitié en 10 ans de la fréquence de traitements des pesticides", ainsi qu'un triplement en 5 ans de l'agriculture biologique. Mais seul le deuxième point a été validé à l'arrivée.

Car la FNSEA, le principal syndicat agricole, est entretemps remontée au créneau en séance, jugeant l'annonce sur les pesticides "prématurée".

Finalement, le relevé des conclusions lu par un haut responsable du ministère de l'Ecologie a précisé que la réduction de 50% de l'usage des pesticides, sans date butoir, serait conditionnée à la mise en place de "méthodes alternatives".

Il s'agit de "se fixer un objectif de réduction de moitié des usages des pesticides en accélérant la diffusion des méthodes alternatives et sous réserve de leur mise au point", selon le relevé officiel des conclusions qui sera transmis dans la journée au chef de l'Etat.

Nicolas Sarkozy doit annoncer vers 17h00 dans un discours à l'Elysée les arbitrages de la présidence sur les décisions du Grenelle.

Une décision est particulièrement attendue, faute d'accord en table ronde mercredi soir: celle d'instaurer ou non une taxe sur les produits gros consommateurs d'énergie fossile, la "contribution climat-énergie" dont Nicolas Hulot a fait un test du Grenelle.

La position du président sur l'agriculture sera également examinée à la loupe.

La réduction des pesticides a toujours fait l'objet de débats vifs entre écologistes et la FNSEA. Elle est souhaitée selon les sondages par 80% des Français.

Dans un premier temps, les ONG avaient cru jeudi matin emporter la partie. Daniel Richard, président du WWF France, s'était même félicité de "l'ambiance de rapprochement entre agriculteurs et écologistes".

En arrivant jeudi, le ministre de l'Agriculture Michel Barnier avait cependant plaidé pour le "pragmatisme (sans) idéologie sur ce sujet".

Jean-Michel Lemétayer, le patron de la FNSEA, avait prévenu qu'il n'accepterait "pas n'importe quoi" en la matière.

L'autre dossier majeur de la matinée, la "ligne rouge", selon Yannick Jadot de Greenpeace, portait sur le sort des OGM, toujours en cours d'examen à la mi-journée.

Par ailleurs, le Grenelle a entériné le fort développement du "bio" dans l'agriculture française, dont la part devra passer à 6% de la surface cultivée en 2012 et 20% en 2020, contre 2% actuellement.

Le bio doit aussi bénéficier d'un objectif de 20% des commandes publiques pour la restauration collective. Les modalités seront précisées dans la loi, les maires devant garder la compétence.

Enfin, les défenseurs de la nature et du vivant ont été entendus avec la création d'une "trame

verte" sur le territoire français, Outre-Mer compris, reliant les espaces naturels afin de faciliter la circulation des espèces sauvages, végétales et animales. "C'est un progrès formidable, le vivant est pris en compte", s'est réjoui Allain Bougrain-Dubourg, président de la Ligue de Protection des oiseaux (LPO).

Agir pour l'Environnement

-Information presse du 25 octobre 2007-

Paris, le 25 octobre 2007 : Alors qu'informations et contre-informations rythment le Grenelle de l'environnement, Agir pour l'Environnement appelle les participants à bien vérifier les écrits et engagements pris réellement par le Gouvernement et non les allusions non confirmées.

Depuis deux jours, les effets d'annonce se sont succédés sans que la réalité soit à la hauteur des grandes déclarations. « Les nouvelles infrastructures routières et autoroutières seront limitées à la résolution des cas de sécurité et de congestion, ou d'intérêt local. Ce principe s'appliquera avec bon sens ». Agir pour l'Environnement constate que le Gouvernement est très loin d'avoir annoncé un moratoire sur les autoroutes.

Concernant l'incinération, le Gouvernement a préféré reporter le débat sans s'engager plus avant. Il est à craindre qu'une fois le Grenelle de l'environnement

terminé, les pouvoirs publics auront à cour de poursuivre la construction des multiples incinérateurs réclamées par certaines collectivités.

L'EPR n'a pas fait l'objet d'un débat en particulier et ce en toute cohérence avec l'attitude hyperactive et radioactive du Président de la République.

A l'instar des autoroutes, le Gouvernement a annoncé une diminution de 50% de l'usage des pesticides, avant de se rétracter bien discrètement sous la pression de la FNSEA ! « Se fixer un objectif de réduction de moitié des usages des pesticides en accélérant la diffusion des méthodes alternatives et sous réserve de leur mise au point. » L'usage des pesticides sera réduit sous réserve qu'il puisse exister des alternatives. La suppression de la date de mise en œuvre de cette mesure laisse toute latitude aux agriculteurs pour se presser lentement.

Sur les questions de biodiversité, une trame verte est attendue mais sans caractère opposable, rendant ce réseau écologique virtuel.

Enfin, sur les OGM, le Gouvernement a décidé d'activer la clause de sauvegarde pour stopper la culture du maïs MON810. L'annonce d'un moratoire sur les OGM d'à peine 5 mois et d'une loi sur les OGM adoptés en janvier porte la marque de fabrique de la FNSEA qui n'a d'ailleurs émis aucune protestation à l'égard de ces annonces cosmétiques. La célérité avec laquelle le Gouvernement compte adopter une telle loi de coexistence laisse à penser que les députés auront à débattre de la loi déjà votée par les sénateurs en 2006 et largement contestée par les associations.

A la lecture des mesures adoptées et de celles qui ont purement et simplement été supprimées des relevés de décision, Agir pour l'Environnement

constate avec amertume et colère que ce Grenelle de l'environnement est un objet communicationnel sans réalité avec la révolution écologique annoncée. La déception d'Agir pour l'Environnement est à la hauteur de ses attentes.
Contact presse : Stéphane KERCKHOVE - Agir pour l'Environnement

Pérou : des Indiens isolés repérés par avion Oct 2007

21 Indiens isolés ont été repérés au cours du survol aérien de l'une des régions les plus reculées d'Amazonie péruvienne. Leur territoire est actuellement la cible de bûcherons illégaux.

Les Indiens ont été aperçus sur les berges de la rivière Las Piedras au sud-est de l'Amazonie péruvienne. Ils étaient sortis de leur campement situé sur la plage pour observer l'avion affrété par l'Agence péruvienne pour l'environnement. Lors du second passage de l'avion, une Indienne, armée de flèches et accompagnée d'un jeune enfant, a eu des gestes agressifs envers l'appareil tandis que le reste du groupe s'était réfugié dans les sous-bois

"Il s'agit là d'une preuve évidente de leur existence" a déclaré l'AIDSESEP, l'organisation nationale des peuples indigènes du Pérou. "Les Indiens isolés existent. Si nous n'agissons pas maintenant, demain il sera sans doute déjà trop tard".

On estime que 15 groupes distincts d'Indiens isolés vivent au Pérou, tous menacés de disparition par l'exploration pétrolière et la déforestation illégale. N'étant pas immunisés contre les maladies importées de l'extérieur, les Indiens sont particulièrement vulnérables à toute forme de contact, même bref.

Ces repérages ont été effectués peu après que le président de Perupetro, la compagnie pétrolière nationale, ait déclaré qu'il était "absurde de parler d'Indiens isolés puisque que personne ne les a vus" et qu'un autre porte-parole de la compagnie ait comparé ces Indiens au monstre du Loch Ness.

Stephen Corry, directeur de Survival International, a déclaré aujourd'hui : "Avons-nous besoin de preuves supplémentaires de l'existence des Indiens isolés? Désormais bien réels, ils sont les citoyens les plus vulnérables du Pérou et le gouvernement leur doit assistance. Il est temps que leurs droits territoriaux soient reconnus et respectés, que l'exploration du pétrole et du gaz soit interdite sur leurs territoires et que tous les bûcherons et autres colons en soient expulsés". Cliquez ici pour voir les photos.

Pour plus d'informations :

Magali Rubino

00 33 (0)1 42 41 44 10

magali@survivalfrance.org

<http://survivalfrance.org:80/news.php?id=2720>

Charlie Hebdo et SOS Racisme lancent la pétition contre les tests ADN.

Vous êtes déjà 291187 à avoir signé !

En instaurant des tests ADN pour prouver une filiation dans le cadre d'un regroupement familial, l'amendement Mariani, adopté par l'Assemblée Nationale, fait entrer la génétique

dans l'ère d'une utilisation non plus simplement médicale et judiciaire mais dorénavant dévolue au contrôle étatique.

Cette nouvelle donne pose trois séries de problèmes fondamentaux.

Tout d'abord, des problèmes d'ordre éthique. En effet, l'utilisation de tests ADN pour savoir si un enfant peut venir ou non rejoindre un parent en France pose d'emblée cette question : depuis quand la génétique va t'elle décider de qui a le droit ou non de s'établir sur un territoire ? Au-delà, depuis quand une famille devrait-elle se définir en termes génétiques ? Sont pères ou mères les personnes qui apportent amour, soin et éducation à ceux et celles qu'ils reconnaissent comme étant leurs enfants.

Ensuite, cet amendement fait voler en éclats le consensus précieux de la loi bioéthique qui éloignait les utilisations de la génétique contraires à notre idée de la civilisation et de la liberté.

Enfin, cet amendement s'inscrit dans un contexte de suspicion généralisée et récurrente envers les étrangers qui en vient désormais à menacer le vivre ensemble. Car tout le monde s'accorde à dire que la fraude au regroupement familial ne peut être que marginale au regard des chiffres d'enfants annuellement concernés et au regard de l'absence de raison substantielle qu'il y aurait à frauder dans ce domaine. En effet, quelle étrange raison pousserait les immigrés à faire venir massivement dans notre pays des enfants qu'ils sauraient ne pas être les leurs ? Autrement dit, l'amendement instaurant les tests ADN n'a pas pour fonction de lutter contre une fraude hypothétique mais bien de participer à cette vision des immigrés que nous récusons avec force.

Nous sommes donc face à un amendement qui, sur les plans éthique, scientifique et du vivre ensemble introduit des changements profondément négatifs. C'est pourquoi, nous, signataires de cette pétition, appelons le Président de la République et le Gouvernement à retirer cette disposition, sous peine de contribuer, en introduisant l'idée que l'on pourrait apporter une réponse biologique à une question politique, à briser durablement les conditions d'un débat démocratique, serein et constructif sur les questions liées à l'immigration.

Signez ici la pétition : <http://www.touchepasamonadn.com/>

Gentech-news 164

1. USA : le maïs OGM entrave la croissance des larves de mouche

Le maïs transgénique Bt produit une substance toxique destinée à le protéger contre les insectes ravageurs. Véhiculée par le pollen ou par des résidus de plantes, cette toxine s'introduit aussi dans les cours d'eau. Des larves de mouches nourries au maïs Bt en laboratoire, affichent un taux de croissance de moitié inférieur à celui de mouches nourries au maïs non modifié. Or une réduction de la taille des animaux s'accompagne d'une réduction de la capacité de reproduction. Ce qui pourrait avoir des conséquences néfastes pour les poissons et les amphibiens se nourrissant de larves. (PNAS, S.16204, 07)

2. USA : »Contamination du riz - un mystère«

Il y a 14 mois, du riz génétiquement modifié et non autorisé de la firme Bayer avait contaminé à grande échelle des cultures de riz sans OGM. Le gouvernement déclare toutefois, qu'en dépit de recherches intensives, il n'a pas été en mesure de faire la lumière sur le processus de contamination. Des centaines de riziculteurs avaient essuyé de grosses pertes financières, les exportations de riz US s'étaient effondrées. En dépit de cela, Bayer sort indemne de cette

affaire. (NANS, 6.10.07)

3. Canada : »David contre Goliath«

Percy et Louise Schmeiser reçoivent le prix Nobel alternatif de la paix en récompense de »leur combat contre les pratiques de mise en marché abusives qui menacent la biodiversité végétale et les droits des agriculteurs«. La firme Monsanto avait traîné le couple en justice pour avoir utilisé sans licence ses semences brevetées et lui réclamait des dommages de 400'000\$. Certes, la présence de plants de colza breveté par Monsanto avait bien été constatée dans leurs cultures, mais les pollens y avaient été disséminés par le vent. Les Schmeiser, qui voulaient cultiver sans OGM, s'étaient alors défendus. (taz, 4.10.07)

4. Irlande : Cork devient zone exempte d'OGM

Sur décision de son Conseil municipal, la ville irlandaise de Cork est désormais une zone sans OGM. (GM-free Ireland Network, 27.9.07)

5. Philippines : maïs résistant à la sécheresse - sans génie génétique

Grâce à des méthodes de culture ultramodernes, une petite entreprise locale a créé une variété de maïs capable de subsister pendant tout un mois sans une goutte d'eau. Le maïs est déjà sur le marché - et il est encore moins cher que les variétés de maïs hybrides courantes. (Minda news, 5.10.07)

Vous pouvez consulter les références et les articles de fond correspondants sur la rubrique "Gentech-News français" de notre site <http://www.blauen-institut.ch>.

Le bulletin est rédigé par Florianne Koechlin du Blauen Institut (en collaboration avec le Groupe suisse de travail sur le génie génétique GTG).

Pour sauver la planète, c'est maintenant ou jamais, avertit l'ONU

2007-10-25

NAIROBI (Source vérifiée)

Une action immédiate et décisive est indispensable à tous les échelons pour garantir la survie des générations actuelles et futures, a averti jeudi l'ONU dans la plus grande étude qu'elle ait consacrée aux dangers du changement climatique.

Le rapport de 570 pages du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), publié sous le titre "Etude globale sur l'environnement (GEO-4)", est le résultat du travail de 390 experts. Il compile observations, études et chiffres récoltés sur deux décennies.

Ses conclusions, dans un contexte où le changement climatique domine l'actualité, sont des injonctions sans équivoque aux dirigeants mondiaux pour que la défense de l'environnement figure parmi les décisions prioritaires.

"Les besoins ne sauraient être plus urgents et la période ne saurait être plus opportune (...) face aux défis auxquels nous sommes confrontés, pour agir maintenant afin de garantir notre propre survie et celle des générations futures", écrit le PNUE.

Le rapport décrit l'état de la planète (atmosphère, terre, eau, bio-diversité) et recense les changements survenus depuis que la Commission mondiale pour l'environnement et le développement ("Commission Brundtland") a établi en 1997 son programme intitulé "Notre avenir commun".

"Il y a eu suffisamment d'appels à prise de conscience depuis Brundtland. J'espère sincèrement que le GEO-4 sera le dernier", souligne le directeur exécutif du PNUE, Achim Steiner.

"La destruction systématique des ressources naturelles de la planète, ou provenant de la

nature, a atteint un point où les survies économiques sont en jeu (...) et où la facture transmise à nos enfants pourrait s'avérer impossible à payer", a-t-il ajouté.

La Terre a déjà été confrontée à cinq extinctions d'espèces en 450 millions d'années, la dernière il y a 65 millions d'années. "La sixième extinction majeure est en route, provoquée cette fois-ci par le comportement de l'homme", ajoute le PNUE.

Le développement mondial a été très important durant les 20 dernières années, et l'homme dispose des outils pour comprendre et gérer les défis de l'environnement à venir, mais les réponses apportées ont été "lamentablement inadéquates", selon le rapport.

Le document passe en revue les questions soulevées pour l'environnement par continent et par secteur.

Le climat évolue plus rapidement que durant les 500.000 dernières années. Alors que les températures globales moyennes ont augmenté de 0,74 degrés Celsius lors du siècle écoulé, elles devraient, selon les prévisions, augmenter de 1,8 à 4 degrés dans le siècle prochain. La population humaine mondiale est devenue tellement importante qu'elle excède "les ressources nécessaires" à sa survie, avertit le rapport. Elle devrait atteindre 8 à 9,7 milliards d'ici à 2050.

"En Afrique, poursuit le texte, la dégradation du sol, voire la désertification sont des menaces (...) La production de nourriture par tête a chuté de 12% depuis 1981".

La consommation de poisson a plus que triplé ces 40 dernières années, mais les prises ont stagné ou décliné depuis 20 ans, et "23% des mammifères et 12% des oiseaux sont menacés". Le PNUE se défend de chercher à "noircir le tableau", et note des succès dans les efforts pour réduire le trou dans la couche d'ozone et la pollution de l'air. "Mais certains de ces progrès obtenus dans les pays développés l'ont été au détriment des pays en voie de développement, où on exporte la production industrielle et ses effets", remarque le rapport.

"Pour certains des problèmes persistants, les dommages risquent déjà d'être irréversibles", avertit le rapport. Il faut désormais donner la priorité à "l'environnement pour le développement", et non plus au "développement au détriment de l'environnement", conclut le PNUE.

OGM: un moratoire en France serait contraire à la législation européenne
2007-10-26

BRUXELLES (Source vérifiée)

Un moratoire sur les OGM, envisagé par le président français Nicolas Sarkozy, serait contraire à la législation européenne, a prévenu vendredi la Commission européenne.

Le chef de l'Etat français a annoncé jeudi la suspension de la culture commerciale des OGM "en attendant les conclusions d'une expertise à conduire par une nouvelle instance, qui sera créée" d'ici la fin de l'année.

Un moratoire sur les OGM serait "contre la législation européenne", a toutefois commenté vendredi devant la presse Barbara Helfferich, porte-parole du commissaire européen à l'environnement Stavros Dimas. La Commission veut cependant étudier les détails des mesures françaises avant de donner une réponse définitive.

Les surfaces cultivées en OGM en France (uniquement du maïs de type MON 810) représentent 0,75 % des surfaces totales de maïs.

"La vérité est que nous avons des doutes sur l'intérêt actuel des OGM pesticides, la vérité est que nous avons des doutes sur le contrôle de la dissémination, la vérité est que nous avons des

doutes sur les bénéfices sanitaires et environnementaux des OGM", a commenté jeudi M. Sarkozy.

Le commissaire Stravros Dimas avait félicité jeudi la France pour son "Grenelle de l'environnement", tout en invitant Paris à replacer les mesures annoncées, comme le gel des cultures OGM "dans le cadre législatif européen".

Les cultures OGM constituent "un débat très émotionnel, il ne faut pas perdre la perspective scientifique", avait-il souligné dans un entretien à l'AFP.

Il a ainsi précisé que la France ne pourrait invoquer une "clause de sauvegarde" à l'encontre du maïs de Monsanto MON 810 cultivé en France que s'il avait des "éléments nouveaux" sur les effets négatifs de cette culture.

Grenelle de l'environnement : une expertise sur les biocarburants sera lancée
Challenges.fr | 26.10.2007

Les travaux du Grenelle ont pris fin vendredi matin. Une loi sur les mesures annoncées sera présentée au Parlement début 2008.

(c) Reuters

La secrétaire d'Etat à l'Ecologie, Nathalie Kosciusko-Morizet, a fait savoir, vendredi 26 octobre sur France Inter, qu'une loi sur la mise en oeuvre des mesures adoptées lors du Grenelle de l'environnement serait présentée au Parlement cet hiver, "dès janvier-février". Interrogée sur l'épineuse question de la taxe carbone, elle a précisé que "la revue générale des prélèvements obligatoires (RGPO) sera mise en place par la ministre [de l'Economie, ndlr] Christine Lagarde dans les semaines qui viennent".

Quant à la baisse de la TVA sur les produits propres, qui doit se faire dans le cadre européen, elle devra "attendre la présidence française de l'UE en juillet 2008".

Le Grenelle a lui terminé ses travaux vendredi matin, avec l'annonce par le ministre de l'Ecologie, Jean-Louis Borloo, d'une expertise sur le bilan écologique et énergétique des agrocarburants de première génération, et leur part dans l'agriculture française. Cette expertise sera confiée à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe).

Parallèlement, les efforts de recherche et développement concernant les agrocarburants de deuxième génération seront intensifiés.

Des réactions positives

Jeudi, les réactions aux décisions du Grenelle ont été globalement plutôt positives.

Le groupe socialiste à l'Assemblée nationale a ainsi salué les mesures annoncées par Nicolas Sarkozy lors de la conclusion des tables rondes. Il souligne que ces "annonces sont à la hauteur des attentes nées de la phase de concertation".

Philippe Martin, vice-président du groupe PS chargé du développement durable, estime que le chef de l'Etat "a placé le développement durable au niveau où il le fallait" tout en se plaçant dans "une contrainte de réussite et de succès". Il a salué "la mobilisation que Jean-Louis Borloo a réussi à faire dans cette affaire et qui s'est traduite par une réussite".

Selon lui, cependant, "il va falloir [...] regarder s'il n'y a pas de cadeaux empoisonnés, comme ceux qui vont concerner le logement, les améliorations des travaux, et qui vont faire naître la question du pouvoir d'achat pour les plus modestes".

"L'ère de l'écologie"

Les associations environnementales se sont elles aussi avoué plutôt satisfaites. "Franchement

on est entré dans l'ère de l'écologie. On est passé à l'action", s'est réjoui Nicolas Hulot. Corinne Lepage (Cap 21) s'est avouée "assez séduite". François Chérèque (CFDT) a résumé l'opinion générale des syndicats en saluant un processus "très positif". Chez les Verts, Noël Mamère s'est montré très critique: "Nicolas Sarkozy montre son vrai visage, celui de la duplicité [...]. Nicolas Sarkozy renvoie en touche en proposant une fiscalité écologique réglée par l'Union européenne, une manière de délestage de ses responsabilités". La Confédération paysanne critique l'absence de calendrier. La Fédération des entreprises de transport et logistique de France (TLF) estime elle que les mesures annoncées constituent "un équilibre" entre "développement durable" et "impératif de compétitivité". Elle relève, dans un communiqué, qu'il n'y aura "pas de fiscalité supplémentaire pour les entreprises", et souligne que le secteur du transport "n'aurait pu supporter seul un impôt supplémentaire qui aurait fortement fragilisé ses 720.000 emplois directs". Sur le plan sans calendrier de réduction de moitié des pesticides, la FNSEA s'est déclarée satisfaite et l'Union des industries de la protection des plantes (UIPP), qui regroupe 19 sociétés réalisant 95% du chiffre d'affaires du marché français des pesticides, a fait part de son soulagement. La Confédération paysanne a cependant jugé que l'absence d'un calendrier était "une énorme erreur".

OGM : Bové plutôt satisfait

Le porte-drapeau des anti-OGM, José Bové, a estimé que "le président reconnaît pour la première fois les raisons qui amènent les Français à refuser les OGM [...] il reconnaît le risque de dissémination et qu'il y a de plus en plus de problèmes liés aux OGM". Les organisations de semenciers et d'industriels des produits phytosanitaires ont elles reproché à Nicolas Sarkozy d'avoir "cédé aux marchands de peur et de mensonges" sur ce sujet: "la vérité, c'est qu'on ne peut pas en même temps réussir la négociation d'un traité relançant la construction européenne et nier le droit communautaire, car l'Union européenne a décidé d'autoriser la culture des OGM".

Le réseau "Sortir du Nucléaire", qui avait refusé de participer aux discussions du Grenelle, a jugé que l'annonce de Nicolas Sarkozy sur "un gel du nombre de sites nucléaires" était "aussi ridicule que provocatrice": "en effet, [...] les projets de nouvelles installations sont tous sur des sites déjà existants".

Bagnolet, le 25 octobre 2007
COMMUNIQUE DE PRESSE
Grenelle

Une victoire : suspension de la culture commerciale des OGM

Après des années de combat, après avoir essuyé tous les qualificatifs les plus désobligeants à notre égard, la reconnaissance de la dangerosité des OGM est effective.

La Confédération paysanne se voit légitimée dans sa clairvoyance.

Peut-être est-ce le début d'une nouvelle ère ?

Peut-être est-ce le début de la prise en compte des dégâts de l'agriculture productiviste ?

Les prochains jours devront nous le prouver. Il faut rapidement activer la clause de sauvegarde pour donner corps au moratoire sur les cultures OGM et donner le temps nécessaire au débat et à l'expertise.

Sur les autres sujets, si les intentions paraissent séduisantes, les annonces concrètes manquent

de précisions et les moyens sont inexistantes. Il faudra donc qu'au travers de la suite des travaux du Grenelle, ainsi que dans le cadre des Assises de l'Agriculture, soient précisés très rapidement les moyens financiers à la hauteur des objectifs à atteindre.

En matière de pesticides, la diminution de 50% de leur usage, sans calendrier précis, révèle un recul significatif et inacceptable au regard des effets négatifs pointés dans les travaux préparatoires.

Concernant l'agriculture biologique, l'avancée pour une place à hauteur de 20% dans la restauration collective publique, doit être accompagnée de mesures foncières, financières et de formation, pour permettre la relocalisation des productions.

Par ailleurs, l'idée de croissance chère au gouvernement, est-elle cohérente avec la poursuite des objectifs assignés au Grenelle ?

N'imaginons pas solutionner les questions environnementales avec le « new deal » de l'écologie industrielle !

Grenelle : le discours de Sarkozy accueilli avec satisfaction et... prudence

Il y a 17 heures

PARIS (Source vérifiée) - Le discours prononcé jeudi par le président Nicolas Sarkozy en conclusion du Grenelle de l'environnement a suscité de nombreuses réactions de satisfaction, mais aussi de prudence dans l'attente de la mise en place des mesures annoncées :

- Nicolas Hulot, lobbyiste écologique: "Franchement on est entré dans l'ère de l'écologie. On est passé à l'action. On est confiant, heureux (...) On donne un prix au carbone qui va permettre des changements de comportement. C'est très important (...) ce qui est important c'est qu'on donne un signal".

- Arnaud Gossement, porte-parole de la fédération France nature environnement (FNE) : "Pour la première fois, nous avons un président qui n'oppose pas dans son discours économie, croissance et écologie alors même qu'il a été élu sur la croissance (...) Après, tout reste à faire."

- Noël Mamère, député-maire Verts de Bègles (Gironde): Sarkozy "montre son vrai visage, celui de la duplicité" (...) Il "renvoie en touche en proposant une fiscalité écologique réglée par l'Union européenne, une manière de délestage de ses responsabilités".

- Aurélie Filipetti, PS (ex-Verts): "En termes de communication, il ne faut pas boudier son plaisir. Néanmoins, ce qui compte, ce sont les avancées concrètes (...) le suivi, les réalisations".

- Corinne Lepage, présidente de Cap 21, affilié au Mouvement démocrate: "J'ai été globalement assez séduite, car c'est la première fois qu'on avait un discours novateur et cohérent à ce niveau de l'Etat à ce sujet. Sur les mesures, il faudra savoir comment on les finance (...)".

- "Sortir du Nucléaire", un réseau qui revendique plus de 700 associations et qui avait refusé de participer au Grenelle, a estimé qu'en lançant "un gel du nombre de sites nucléaires", M. Sarkozy a fait une annonce aussi ridicule que provocatrice : "En effet, (...) les projets de nouvelles installations sont tous sur des sites déjà existants".

- Jean Jouzel, membre du bureau exécutif du panel de scientifiques sur le climat (GIEC): "Cela correspond à ce qu'on a proposé globalement mais ce qui est important (...) Maintenant, c'est la mise en route et l'action qui comptent".

- Hubert Reeves, astrophysicien et président de la ligue Roc pour la préservation de la faune sauvage: le chef de l'Etat "a pris des positions exemplaires (...) Nous avons de quoi être contents".
- Bernard Accoyer, président (UMP) de l'Assemblée nationale: "le président a prononcé un discours très important, un discours historique, qui appelle (...) à des changements profonds de notre façon de vivre, de produire, de consommer".
- L'UMP a salué "les décisions fortes prises par le Chef de l'Etat" (...) comme le "développement des énergies renouvelables sans renoncer à l'énergie nucléaire".
- Le PS a affirmé qu'il "reste dubitatif sur la volonté réelle du Président de la République et de sa majorité d'aller jusqu'au bout de l'ensemble des annonces" faites. "La vraie question qui nous est posée maintenant, c'est celle de la mise en oeuvre et des moyens financiers qui vont être dégagés".
- Le groupe socialiste à l'Assemblée nationale a salué les mesures annoncées par Sarkozy estimant que ces "annonces sont à la hauteur des attentes nées de la phase de concertation". (...) Le petit bémol est le plan de financement général (...) il y a quand même une série de doutes quant à l'accompagnement financier".
- Ségolène Royal a affirmé qu'elle "attend désormais (...) que les annonces faites (par Sarkozy) se traduisent par des actes". "C'est sur les actes que devra être jugé, au final, ce Grenelle".
- François Chérèque, secrétaire général de la CFDT : "Ce processus est très positif (...) les objectifs sont ambitieux, les engagements du président de la République sont très forts (...) on veillera à ce que tout ça se concrétise dans la loi".
- Jean Christophe Le Duigou, secrétaire confédéral CGT : "On est satisfait des ambitions affichées, il faut maintenant trouver les financements pour toutes ces opérations".
- Laurence Parisot, présidente du Medef: "C'est plutôt une bonne impression (...) on a trouvé plutôt de bons équilibres entre la nécessité d'intégrer les intérêts écologiques, tout en respectant les intérêts économiques (...)".
- Jean-François Roubaud, président de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME) : "les grands principes nous conviennent car il n'y a pas d'augmentation de la fiscalité, ensuite il faudra voir dans les détails".

Extinction des primates: rapport alarmant

26.10.2007

Près d'un tiers des gorilles, singes et autres primates sont menacés d'extinction en raison de la destruction de leur habitat tropical, du commerce de leur viande et du braconnage, avertit un rapport publié vendredi.

L'étude de la Société internationale de primatologie et l'Union mondiale pour la nature (UICN) évoque la situation des 25 primates les plus menacés dans le monde, comme le colobe rouge de Miss Waldron de Côte d'Ivoire et du Ghana, le langur à tête dorée du Vietnam et le gibbon de Hainan en Chine, dont il ne reste plus que 17 individus.

"On pourrait faire tenir tous les membres survivants des 25 espèces dans un stade de football", souligne Russell Mittermeier, président de Conservation International et d'un groupe d'experts sur les primates de l'UICN. "La situation est pire en Asie, où la destruction de la forêt tropicale, la chasse et le commerce des singes met en grand danger de nombreuses espèces."

114 espèces menacées

Au total, 114 des 394 espèces de primates dans le monde sont considérées comme menacées d'extinction par l'UICN. Sur les 25 plus menacées, 11 sont originaires d'Asie, sept d'Afrique, quatre de Madagascar et trois d'Amérique du Sud et centrale.

La liste comprend des espèces bien connues comme l'orang-outang de Sumatra et le gorille de Cross River du Cameroun et du Nigeria et d'autres qui le sont moins comme le grand hapalémur, un lémurien du Madagascar. Six espèces figurent dans le rapport pour la première fois, dont un tarsier d'Indonésie récemment découvert qui n'a pas encore été officiellement baptisé et le Kipunji de Tanzanie, dont l'existence a été révélée en 2003.

"Certaines des nouvelles espèces découvertes sont menacées (...) car elles vivent dans des zones restreintes", explique Russell Mittermeier. "Si vous trouvez une nouvelle espèce qui vit dans une zone fortement touchée par la destruction de l'environnement et la chasse, vous ne pouvez que reconnaître qu'elle est en danger."

Fatale déforestation

La déforestation dans les régions tropicales reste le principal facteur du déclin des primates, constate l'étude. Le changement climatique modifie également les habitats de nombreuses espèces, exposant celles qui vivent dans un espace restreint à un risque d'extinction plus grand.

La chasse de subsistance et à des fins commerciales constitue une autre menace pour les singes, notamment en Afrique et en Asie, tout comme la capture de primates vivants pour le marché des animaux de compagnie, observe le rapport.

Quatre espèces du Vietnam figurant sur la liste des 25 plus menacées ont été "décimées" par la chasse, souligne Barney Long, biologiste pour le Programme du Grand Mékong du Fonds mondial pour la nature (WWF). "Elles sont proches de l'extinction", explique-t-il.

ap/hof

<http://www.tsr.ch/tsr/index.html?siteSect=200001&sid=8356342>

25 octobre 2007 :: Actualité

Discours de Nicolas Sarkozy sur le Grenelle de l'environnement : des ambitions, mais des contradictions encore non dépassées.

Par Les écolos au Grenelle

Pour l'Alliance pour la planète, le discours prononcé par Nicolas Sarkozy, témoigne d'un changement de culture. Le président de la République a annoncé des mesures ambitieuses et mais il reste de nombreuses contradictions.

« On est maintenant à la moitié du gué. Le processus participatif affiché est intéressant, et le Président annonce des avancées concrètes, mais le flou continue de planer sur des sujets parmi les plus lourds : pesticides, incinération, nucléaire. Nicolas Sarkozy n'a pas dépassé les contradictions françaises, déclare Yannick Jadot, directeur des campagnes de Greenpeace France. En matière d'environnement, tout n'est pas possible On ne peut prétendre à une agriculture de qualité en reportant la réforme de la PAC en 2013 et en restant flou sur les pesticides. On ne peut lancer un grand programme d'économies d'énergie et développer les renouvelables, tout en continuant d'investir dans le nucléaire. Et où est la nouvelle politique de transparence quand on ne change rien et qu'on continue d'exclure la sécurité nationale et le secret industriel. »

« Il y a quelques mois encore, le programme environnemental du candidat Sarkozy était jugé par l'Alliance comme l'un des plus mauvais et des moins ambitieux, rappelle Daniel Richard, président du WWF France. Sous la pression ONG écologistes et grâce à la prise de conscience

grandissante de la crise environnementale, Nicolas Sarkozy a incontestablement évolué. Reste à savoir maintenant comment ce programme ambitieux, sur lequel il s'est personnellement engagé, va se concrétiser. Le travail de l'Alliance va maintenant consister à effectuer un suivi précis de la mise en œuvre de ces engagements. »

« Le Grenelle n'est pas terminé : la négociation se poursuit demain, complète Anne Bringault, directrice des Amis de la terre. Certaines des propositions annoncées aujourd'hui, comme la mesure sur les pesticides, devront être affinées et précisées ; on nous l'a promis. Devra aussi être abordé un aspect jusque là plutôt négligé : les effets sur l'environnement de la politique française à l'international, concernant notamment les agrocarburants ou la déforestation. »

<http://www.legrenelle.lalliance.fr/>

Grenelle de l'environnement: expertise demandée sur les agrocarburants

AP | 26.10.2007 | 17:57

La dernière table ronde du Grenelle de l'environnement s'est terminée vendredi midi sur la décision de commander une expertise sur les agro-biocarburants de première génération pour déterminer leur part dans le portefeuille énergétique.

Le ministre de l'Ecologie Jean-Louis Borloo a annoncé à la sortie de la réunion qu'un accord avait été trouvé pour qu'une expertise soit "confiée immédiatement" à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) "pour faire le point sur les qualités et défauts environnementaux" des agro-biocarburants.

Le ministère a précisé par ailleurs qu'il était prévu d'"intensifier la recherche et développement et (d')accélérer la mise en place de pilotes industriels sur les biocarburants de deuxième génération".

Le groupe de travail se réunira pour une revue générale du "plan biocarburants" français basée sur le résultat de ces études avant le 1er février 2008, est-il ajouté.

"C'est pour nous quelque chose de très important", a noté le porte-parole de l'Alliance pour la planète et de Greenpeace Yannick Jadot. "L'engouement de mode qu'il y a eu sur les agrocarburants est en train de réatterir et le fait qu'on repose sérieusement les enjeux environnementaux, sociaux et sanitaires des agrocarburants est une très bonne chose".

Pour des raisons sensiblement différentes, le président de la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles) Jean-Michel Lemétayer s'est également dit satisfait. "A la fois confirmer le plan mis en place par le gouvernement précédent et faire l'expertise environnementale de ce plan, et en même temps s'engager résolument vers les biocarburants de deuxième génération, c'est une position qui nous va bien", a-t-il commenté.

Les participants à la table ronde sont par ailleurs tombés d'accord sur le fait "que la France porte des propositions innovantes pour financer les déforestations évitées dans un certain nombre de grands bassins", a ajouté M. Borloo.

"On a une vraie reconnaissance du fait que la forêt est un enjeu de biodiversité mais aussi de climat", s'est réjoui Yannick Jadot. "La France va porter la lutte contre la déforestation de manière forte, notamment dans la conférence de Bali (Conférence de l'ONU sur les changements climatiques prévue en décembre, NDLR). Pour nous, c'est un point très important". AP

http://tempsreel.nouvelobs.com/depeches/societe/20071026.FAP5187/grenelle_de_lenvironnement_expertise_demandee_sur_les_a.html

Jean Ziegler qualifie le recours aux biocarburants de 'crime contre l'humanité'

26 octobre 2007 - Le Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation, Jean Ziegler, s'est inquiété aujourd'hui à l'ONU de l'augmentation du nombre d'affamés dans le monde et a dit craindre que la production massive de biocarburants comme l'éthanol n'aggrave encore le problème en diminuant les surfaces agricoles consacrées aux cultures vivrières.

Il a appelé à un moratoire de cinq ans, le temps nécessaire, a-t-il espéré, pour que la recherche trouve le moyen de tirer de l'éthanol des déchets agricoles, essentiellement des parties non comestibles de plantes comme le maïs ou le blé. « Il est légitime de vouloir fabriquer des biocarburants mais le résultat va être désastreux dans l'immédiat », a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse au siège de l'ONU à New York (webcast).

Il n'a pas hésité à parler d'un « crime contre l'humanité qui est commis lorsque l'on convertit un sol productif pour l'alimentation en terre à produire du biocarburant ».

M. Ziegler, qui s'est aussi exprimé hier devant la Troisième Commission de l'Assemblée générale, chargée des questions sociales, humanitaires et culturelles, a dit craindre que le premier Objectif du Millénaire pour le développement (OMD), la réduction de l'extrême pauvreté et de la faim, ne soit pas atteint à l'échéance de 2015.

Il a rappelé que le nombre de personnes souffrant de la faim et de la malnutrition a augmenté tous les ans depuis 1996 pour dépasser les 850 millions, alors que l'on estime que la Terre pourrait nourrir 12 milliards d'êtres humains, soit deux fois la population mondiale actuelle.

En réponse à l'argument selon lequel le nombre d'affamés n'a en fait pas augmenté, en chiffres relatifs par rapport à la croissance de la population mondiale, l'universitaire suisse a répondu: « Je n'accepte pas ce raisonnement car un enfant qui meurt de faim n'est pas une statistique ». Selon les estimations de l'ONU, six millions d'enfants de moins de cinq ans meurent chaque année dans le monde à cause de la malnutrition et des maladies associées.

Parlant d'un « massacre de la faim qui n'obéit pas à la fatalité », il a estimé qu'un « enfant qui meurt de faim est assassiné ».

Jean Ziegler a mis en cause en particulier les subventions agricoles européennes qui permettent d'inonder les marchés africains à prix bradés et qui entraînent la ruine des agriculteurs locaux. Selon lui, « l'Union européenne crée de la faim en Afrique par son dumping agricole ».

Le Rapporteur spécial est aussi alarmé par l'augmentation des « réfugiés de la faim » qui tentent de gagner l'Europe et l'Amérique du Nord pour survivre et qui sont considérés comme des délinquants lorsqu'ils arrivent à destination quand ils ont la chance de ne pas mourir en chemin.

Il a estimé qu'il est grand temps de renforcer les mécanismes de protection nationaux et internationaux en réaffirmant concrètement « le droit de se nourrir ». Les droits de l'homme ne sont pas uniquement politiques et civiques, a-t-il souligné, mais ils touchent aussi à l'économique, au social et à la culture. Jean Ziegler a estimé que l'Europe doit trouver une réponse autre que militaire pour repousser les miséreux à ses frontières. Il a proposé de créer un nouveau droit de l'homme -le droit d'accueil provisoire- qui protégerait les réfugiés de la faim », dont l'existence n'est actuellement pas reconnue dans les conventions internationales.

<http://www.un.org:80/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=15101&Cr=Ziegler&Cr1=biocarburants>

Grenelle de l'environnement : des "solutions" sans rupture

Montreuil - le 25 octobre 2007 -

Comme toujours volontariste, Nicolas Sarkozy est venu clore, par un discours, une concertation de plusieurs mois. Pour autant, malgré des engagements initiaux ambitieux, le président de la République n'a voulu prendre aucun risque tangible pour les intérêts de l'industrie française et a annoncé des mesures sans toujours prendre des engagements précis. Concernant les économies d'énergie, les Amis de la Terre prennent acte avec intérêt des annonces positives faites sur le secteur du bâti. Ils demeureront attentifs aux questions du financement et de la faisabilité, qui demeurent en suspens alors que deux millions de personnes sont mal logées et que l'endettement des ménages continue de croître. Les déclarations sur les transports semblent pour la première fois encourageantes, mais demandent à être précisées pour en évaluer l'impact.

En revanche, l'immobilisme sur la question du nucléaire confirme que l'Etat refuse toujours de reconnaître les risques inhérents à cette technologie dont le poids économique continuera d'empêcher de réels choix de rupture en matière énergétique. Nicolas Sarkozy s'engage à suspendre la culture des OGM pesticides en attendant leur évaluation, mais satisfait la FNSEA en évoquant en définitive le « droit » de produire et de consommer « avec et sans OGM », en chargeant les parlementaires de faire le travail. Quant aux pesticides, les 50% de réduction annoncés « si possible dans les dix ans » sont bien peu crédibles.

Claude Bascompte, président des Amis de la Terre, décrypte : « En voulant ménager la chèvre et le chou, le nucléaire et les renouvelables, l'agriculture biologique, les OGM et les agrocarburants, les incinérateurs et la réduction à la source des déchets, Nicolas Sarkozy s'efforce de paraître courageux, mais refuse de prendre des engagements clairs et remet à plus tard la question des choix réels, dont celle, cruciale, des financements. Il en va ainsi pour les moyens nécessaires au triplement de la surface cultivée en agriculture biologique en 2012.

»

« Les discussions sur la contribution énergie-climat devront, pour cette même raison, être suivies avec la plus grande attention. Au bout du compte, les déclarations de principe généreuses cachent mal la poursuite d'une politique de soutien aux grands intérêts industriels. Nous sommes loin de la révolution écologique promise. »

Les Amis de la Terre ont activement participé aux travaux des commissions thématiques. Ils soulignent que le président de République a délibérément ignoré un certain nombre de propositions faites par les partenaires, parfois de façon unanime. En tout état de cause, les Amis de la Terre ne se satisferont pas d'effets d'annonce et évalueront dans les jours et les mois à venir la teneur exacte des engagements prononcés par le chef de l'Etat.

Contact presse :

Caroline Prak - Les Amis de la Terre

Terre sacrée adhère à ces associations et vous encourage à en faire de même

Terre sacrée est adhérente des cinq associations suivantes :

Greenpeace

Greenpeace existe parce que la terre et les êtres vivants dessus méritent un environnement propre et sûr... aujourd'hui et demain.

Greenpeace France

22, rue des Rasselins

75020 Paris France

<http://www.greenpeace.org/france>

Protection Mondiale des Animaux de Ferme

La PMAF a pour objectif de lutter contre les élevages intensifs, les transports d'animaux sur de longues distances, et les cruelles méthodes d'abattage. Cette association agit également pour que soit mis un terme aux manipulations génétiques et au clonage des animaux.

Protection mondiale des animaux de ferme

8 ter en Chandellerue

BP 80242

57006 METZ cedex 1 France

<http://www.pmaf.org/>

Les restaus du coeur

L'aide alimentaire est le premier moyen de tisser des liens. Tisser des liens est une première victoire contre l'exclusion.

Les Restaurants du Cour

75515 PARIS CEDEX 15 France

<http://www.restosducoeur.org/>

One Voice

En partenariat avec les associations Kalaweit, Ikamaperu et les Amis de la Terre, ONE VOICE lance le 27 octobre à Locronan un appel à la mobilisation citoyenne pour enrayer la déforestation.

One Voice

23, rue du Chanoine Poupard - BP 91923 - 44319 Nantes cedex 3 France

<http://www.onevoice-ear.org/>

Les Amis de la Terre

Chaque année 13 millions d'hectares de forêts disparaissent dans le monde. La destruction de ces forêts menace la vie de 350 millions de personnes et entraîne une érosion irréversible de la biodiversité.

Exploitation des bois précieux, coupe rase pour alimenter l'industrie papetière ou encore conversion en champs de palmier à huile ou de soja pour l'exportation : les forêts tropicales sont malades de la « boulimie » de consommation des pays du Nord.

Les Amis de la Terre

2B rue Jules Ferry

93100 Montreuil France

<http://www.amisdelaterre.org/>

N'hésitez pas à adhérer chaque année à ces associations pour les aider à poursuivre leurs missions indispensables pour le salut de la vie sur Terre.

Au passage, adhésion à l'association Terre sacrée

Base vivante d'information environnementale

Chemin Counillere, 83149-BRAS France

<http://terresacree.org>

Nous ne recevons aucune subvention. Nous ne fonctionnons qu'avec les cotisations des

adhérents et les (rares) dons.

<http://terresacree.org/associations.htm>

Une étude indépendante Russe publiée en 2006 montrait que la progéniture des rates nourries aux OGM était gravement affectée

Common Dreams, par Geoffrey Lean, le 8 janvier 2006

Le taux de mortalité des nouveaux nés chez les rats est six fois plus élevé quand la mère a été nourrie avec un régime de soja modifié

De nouvelles recherches suggèrent que les femmes qui mangent des aliments génétiquement modifiés pendant la grossesse risquent de mettre en danger leurs bébés à naître.

L'étude, réalisée par une chercheuse à l'Académie des Sciences de Russie, a constaté que plus de la moitié de la progéniture des rates nourries au soja modifié est morte dans les trois premières semaines de vie, six fois plus nombreuse que celle née de mères ayant une alimentation normale. Elle était aussi six fois plus nombreuse à avoir un poids gravement insuffisant.

La recherche, qui est en cours de préparation pour publication, n'est que l'une d'un groupe d'études récentes qui ont relancé la peur que l'alimentation génétiquement modifiée endommage la santé humaine. Une recherche italienne a constaté que le soja modifié affectait le foie et le pancréas des souris.

L'Australie a dû abandonner une tentative d'une durée de dix ans pour développer des pois modifiés quand l'étude a révélé qu'ils provoquaient des dommages aux poumons.

Et en mai dernier, ce journal-ci révélait un rapport secret du géant de la biotechnologie Monsanto, qui montrait que les rats nourris avec un régime alimentaire riche en OGM de maïs avaient les reins plus petits et un nombre plus grand de globules sanguins -- ce qui suggère de possibles dommages au système immunitaire --, que ceux qui mangeait de manière similaire de la nourriture conventionnelle.

L'Organisation de la Nourriture et de l'Agriculture des Nations Unies tenait un atelier sur la sécurité des aliments génétiquement modifiés à son siège de Rome à la fin de l'année dernière. L'atelier s'adressait aux scientifiques dont les recherches suscitaient de l'inquiétude sur les dangers de santé. Mais l'Organisation Mondiale du Commerce est attendue le mois prochain en soutien d'une tentative de l'administration Bush pour forcer les pays européens à accepter les aliments génétiquement modifiés [c'était en 2006, NDT].

La recherche russes menace d'avoir un effet explosif sur l'opinion publique déjà hostile. Effectuée par la Dr Irina Ermakova, à l'Institut Supérieur de l'Activité Nerveuse et de Neurophysiologie de l'Académie des Sciences Russe, c'est certainement la première à examiner les effets des aliments génétiquement modifiés sur la progéniture à naître.

La scientifique a rajouté de la farine de haricots de soja génétiquement modifiés -- produits par Monsanto pour résister à son pesticide Roundup -- à la nourriture des femelles, commençant deux semaines avant la conception, continuant pendant la grossesse, l'accouchement et l'allaitement. D'autres rates

ont reçu du soja naturel, et un troisième groupe n'a pas du tout reçu de soja. Elle a trouvé que 36% des jeunes des rates nourries au soja modifié avaient un poids gravement insuffisant, comparés aux 6% de la progéniture des autres groupes. Plus alarmant encore, un atterrant 55,6% de ceux nés des mères au régime OGM ont péri trois semaines après la naissance, comparés aux 9% de la progéniture de celles nourries au soja naturel, et aux 6,8% des jeunes de celles nourries sans soja.

« La morphologie et la biochimie des structures des rats sont très semblables à celles des hommes, ce qui rend les résultats très inquiétants, » a déclaré la Dr Ermakova. « Cela indique un risque pour les mères et leurs bébés. »

Les écologistes disent que bien que les résultats sont préliminaires, ils sont potentiellement si graves qu'ils doivent être poursuivis. L'Académie de Médecine Environnementale US a demandé à l'Institut de la Santé US de sponsoriser immédiatement un examen indépendant de contrôle de longue durée.

Le soja de Monsanto est largement consommés par les étasuniens. Il y a peu ou aucune récolte OGM dans les aliments britanniques, bien qu'on en importe pour nourrir les animaux d'élevage pour la viande.

Tony Coombes, directeur des affaires générales de Monsanto au Royaume-Uni, a déclaré: « Le poids écrasant des preuves publiées, soumises à un comité de relecture, des études scientifiques menées indépendamment, démontrent que le soja Roundup Ready peut être consommé sans danger par les rats, ainsi que par toutes les autres espèces animales étudiées . »

Ce que l'expérience a trouvé

Les scientifiques russes ont rajouté de la farine de soja GM à l'alimentation des rates, deux semaines avant l'accouplement, et ont continué cette alimentation pendant la grossesse, l'accouchement et l'allaitement. D'autres rates ont reçu du soja naturel ou pas du tout de soja. Six fois plus de la progéniture des rates nourries au soja avait une grave insuffisance pondérale par rapport à celle née des rates nourries avec un régime normal. En trois semaines, 55,6% des jeunes des mères nourries au soja modifié étaient morts, contre 9% de la progéniture de celles nourries au soja conventionnel.

Original : <http://www.commondreams.org/headlines06/0108-01.htm>

Traduction de Pétrus Lombard pour Alter Info

http://www.alterinfo.net/Une-etude-independante-Russe-publiee-en-2006-montrait-que-la-progeniture-des-rates-nourries-aux-OGM-etait-gravement_a12714.html?preaction=nl&id=4125921&idnl=27466&

Futurs

Les pompes à carbone s'essoufflent

Climat. La biosphère absorbe de moins en moins de CO2.

SYLVESTRE HUET

QUOTIDIEN : mardi 6 novembre 2007

<http://www.liberation.fr/transversales/futur/289399.FR.php>

«Nous émettons de plus en plus de gaz carbonique. Et l'ennui, c'est que la planète est de moins en moins encline à l'enfouir.» Philippe Ciais résume ainsi l'article qu'il vient de cosigner dans la revue de l'Académie des sciences américaine (1), résultat d'une recherche

menée dans le cadre d'une collaboration internationale (2) baptisée Global Carbon Project et dirigée par l'Australien Michael Raupach.

Combustion. Mission : mettre en relation les teneurs atmosphériques en gaz carbonique avec leurs émissions par les hommes afin d'établir d'où vient ce gaz et où il va. Résultat : la croissance de la teneur de CO₂ - le principal gaz à effet de serre émis par l'homme - dans l'air a accéléré au cours de la dernière décennie. D'abord, le chiffre. La teneur en CO₂ de l'air atteint en volume 381 parties par million (ppm) en 2006, contre 280 ppm avant l'ère industrielle. Un niveau très au-delà des variations naturelles, puisqu'il n'a jamais dépassé 300 ppm selon les archives climatiques conservées dans les glaces de l'Antarctique. Les auteurs de l'article estiment même qu'il n'y a pas de précédent à ce niveau depuis vingt millions d'années. Ensuite, la cause. Ou plutôt, les causes. La première réside dans la combustion du charbon, du gaz et du pétrole. De 2000 à 2006, les émissions mondiales de CO₂ ont augmenté, passant de 7 milliards de tonnes de carbone à 8,4 milliards. Signe inquiétant : alors que la croissance des émissions était de 1,3 % par an durant les années 90, elle accélère à 3,3 % par an entre 2000 et 2006. Il faut y ajouter les émissions qui proviennent du changement dans l'usage des sols (agriculture, déforestation). Elles tournent autour de 1,5 milliard de tonnes de carbone par an depuis 1959. Au total, les émissions de carbone fossile et celles dues aux sols ont grimpé de 8,4 milliards de tonnes à 9,9 milliards entre 2000 et 2006.

Si ces chiffres d'émissions ne surprennent personne, en revanche, les taux de CO₂ présents dans l'air recelent une mauvaise surprise. Depuis un siècle, les puits naturels de carbone - océans et biosphère continentale - enfouissent grosso modo la moitié du carbone émis par l'homme. Les océans actionnent deux pompes à carbone. La première, biologique, s'explique par la chute au fond des eaux des résidus et cadavres du plancton. La seconde est mécanique : la plongée des eaux de surface vers les fonds - en Atlantique nord par exemple - entraîne avec elle du carbone dissous tandis que les eaux qui remontent en surface sont moins riches en carbone.

Depuis plusieurs années, des analyses régionales avaient tendance à montrer une diminution de cette pompe océanique. Mais, explique Philippe Ciais, «il était très difficile de discerner une tendance à long terme, car les fluctuations interannuelles de la biosphère continentale sont énormes. Une année, elle pompe 80 % du carbone émis. et l'année suivante, 20 %. Du coup, il a fallu attendre d'accumuler les statistiques depuis 1959 pour dégager de ces chiffres erratiques une tendance». Elle apparaît enfin, et ce n'est pas une bonne nouvelle. Depuis 1959, affirment les auteurs de l'étude, les puits de carbone s'affaiblissent. Lentement, certes, «relativement aux émissions, ils en captent environ 1 % de moins chaque année», précise Ciais. Le problème, c'est que les modèles climatiques ne prévoyaient pas une telle diminution avant la fin du siècle. «Les modèles les plus pessimistes sur le cycle du carbone étaient donc trop optimistes», souligne-t-il.

Mutation. Si l'on maintient ce rythme, ce n'est plus la moitié mais seulement le quart des émissions qui seraient absorbées à la fin du siècle. Or la stratification des océans par le réchauffement de leurs couches de surface et l'accélération de la vie microbienne des forêts tempérées et boréales pourraient accélérer encore cette mutation du cycle géochimique du carbone. Du coup, les prévisions de la teneur en CO₂ de l'air pour un même scénario d'émission seraient à revoir à la hausse. ainsi que l'ampleur du changement climatique.

(1) Josep G. Canadell et al., PNAS, 22 octobre.

(2) Corinne Le Quere et al., Science du 18 mai.

08/11/07 - air

De nouvelles membranes pour capturer le CO2

Avant d'être stocké dans le sous-sol, le CO2 (émis lors de la production d'énergie) doit être séparé des autres gaz.

Les méthodes actuelles nécessitent coûts et utilisation de produits chimiques. Un nouveau type de membrane a été breveté internationalement par des chercheurs de l'Université de Trondheim (NTNU). La membrane, composée de plastique, a été fabriquée par le biais de la nanotechnologie. Elle permet de séparer le CO2 de manière efficace, peu coûteuse et bonne pour l'environnement. Elle peut être utilisée pour séparer le CO2 de tout type de gaz, et son efficacité augmente proportionnellement avec la teneur en CO2 dans le gaz.

"La méthode utilisée et appelée "diffusion facilitée" fait appel à un transporteur membranaire qui favorise le passage des molécules de gaz à séparer", explique le Professeur May-Britt Hägg, chef du groupe de recherche Memfo. Le transport permet la formation de bicarbonate HCO3 à partir de molécules de CO2 et d'eau, qui peut traverser rapidement la membrane. De cette manière seul le CO2 est libéré alors que les autres gaz sont retenus par la membrane.

Memfo vient de rejoindre un consortium de 26 institutions et entreprises européennes pour un projet appelé NanoGloWa (Nano Membranes contre le Réchauffement Planétaire). Le consortium a reçu 13 millions d'Euros pour développer de telles membranes. Un de ces millions est réservé à Memfo. "L'objectif est de tester cette nouvelle technologie dans quatre larges centrales électriques en Europe durant les cinq années à venir. Cela permettra la percée des membranes CO2 à faible consommation d'énergie", affirme le Professeur May-Britt Hägg. BE Norvège numéro 74 (30/10/2007) - Ambassade de France en Norvège / ADIT

<http://www.bulletins-electroniques.com/actualites/51623.htm>

Nouveau rapport de Greenpeace : le boom de l'huile de palme accélère le réchauffement du climat

08 novembre 2007

Paris, France - Le 08/11/07 - Un mois avant la conférence des Nations Unies à Bali qui décidera des suites à donner au protocole de Kyoto, un nouveau rapport de Greenpeace «Cooking the Climate» révèle comment en Indonésie, de grands groupes industriels, Unilever, Nestlé ou Procter & Gamble, se rendent complices du réchauffement climatique en participant à la destruction des espaces forestiers tropicaux au profit d'immenses cultures de palmiers à huile. Pourtant, protéger les forêts anciennes encore préservées est un moyen économique et efficace pour réduire les émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES).

La destruction des forêts est responsable de 20% du total des émissions de GES dans le monde. En raison de la très rapide et très importante destruction de ses forêts, l'Indonésie est le troisième plus gros émetteur de GES au monde après la Chine et les Etats-Unis et juste devant le Brésil. Le pays a perdu en 50 ans 72 % de ses forêts anciennes. Celles-ci sont notamment remplacées par d'immenses cultures de palmiers à huile. Très bon marché, l'huile de palme est utilisée de façon croissante dans l'alimentation, les cosmétiques et pour la production d'agrocultures.

Les zones déforestées en Indonésie sont principalement les tourbières, écosystèmes particuliers et fragiles de forêts marécageuses, qui sont de très importants puits de carbone. La destruction des seules tourbières indonésiennes contribue à 4% du total des émissions de GES dans le monde.

La province de Riau, sur l'île de Sumatra, abrite le quart des cultures de palmiers à huile

d'Indonésie. Or, des projets massifs d'expansion portent sur plus de 3 millions d'hectares. Cette expansion aura des conséquences dramatiques sur l'équilibre du climat puisque ces tourbières stockent 14,6 Giga tonnes de carbone, l'équivalent d'un an d'émissions de gaz carbonique dans le monde. Les investigations de Greenpeace à Riau ces derniers mois rapportent comment un producteur majeur d'huile de palme, Duta Palma, détruit les tourbières en complète violation avec la loi indonésienne.

L'huile de palme produite à Riau est introduite dans la chaîne alimentaire par des marques comme Flora, Pringles, Mc Cain ou KitKat. « Nous accusons de grandes multinationales comme Unilever, Nestlé et Procter & Gamble de fermer délibérément les yeux sur la destruction des tourbières et d'aggraver ainsi le réchauffement de la planète pour bénéficier d'huile de palme à bon marché ! » déclare Gregoire Lejonc, chargé de campagne forêt à Greenpeace France.

Le rapport de Greenpeace illustre également à quel point l'expansion de la demande d'agrocarburants menace les forêts tropicales... En Indonésie, pour répondre aux besoins croissants du marché et notamment pour répondre aux objectifs européens de 20% d'énergies renouvelable à l'horizon 2020 incluant 10% d'agrocarburant dans le secteur des transports, il faudrait détruire 15 millions d'hectares de forêts supplémentaires pour mettre en place des cultures de palmiers à huile. « Sans l'instauration de sérieux garde fous, nos gouvernements vont contribuer à détruire les forêts tropicales et à accroître les émissions de gaz carbonique. au nom de la protection du climat ! Le soutien européen aux agrocarburants de 1ere génération doit être de toute urgence repensé ! » ajoute Gregoire Lejonc.

Greenpeace demande au gouvernement Indonésien d'adopter de toute urgence un moratoire sur la coupe rase des forêts et la destruction des tourbières.

Par ailleurs, lors de la conférence des Nations Unies sur le climat de Bali du 3 au 15 décembre, les responsables politiques doivent prendre en compte la préservation des forêts tropicales et se mettre d'accord sur un mécanisme d'aide à la préservation des forêts. Protéger les forêts anciennes est une façon économique, rapide et efficace de réduire les émissions de GES.

<http://www.greenpeace.org:80/france/news/20071108-le-boom-de-l-huile-de-palme-accelere-le-rechauffement-du-climat>

La Suisse va-t-elle interdire la production de fourrures de chats?

04/11/07

Par La rédaction du Post , le 04/11/2007

Une enquête de l'émission 30 millions d'amis révèle que plusieurs Suisses abattent des chats et en font des fourrures. Une pratique interdite dans l'Union Européenne.

Ce midi, l'émission "30 millions d'Amis" a diffusé une enquête édifiante sur le commerce de peaux de chat en Suisse.

Un journaliste de l'émission, se faisant passer pour un acheteur français de peaux de chats, a réussi à en acheter sans difficulté et s'en envoyer en France, au mépris de la loi française, qui interdit un tel commerce depuis plusieurs années.

Manger la viande des chats

Pire, l'enquête a révélé que des Suisses abattent les chats errants et les vendent à des tanneries qui utilisent la peau de l'animal. Le prix : 15 francs suisses, c'est-à-dire, 9 euros. Et ces gens, décrits dans l'enquête comme des "paysans", en mangeraient la viande.

La fondation 30 millions d'amis, sur son site internet, a lancé une pétition et une lettre ouverte à la présidente de la Confédération Suisse pour faire cesser cette pratique. C'est cette même

fondation qui avait poussé les autorités françaises à faire de même il y a quelques années.
"Honte d'être Suisse"

Les commentaires des internautes du site de l'association de défense des animaux sont unanimes : Eveline avoue avoir "honte d'être suisse" à la vue de ce reportage. "Je suis tout simplement atterrée et subjuguée" poursuit-elle.

D'autres internautes avouent leur surprise, comme MarieC qui s'avoue "surprise qu'un pays tel que la Suisse ne soit pas un allié de la première heure quant à la défense de la cause animale".

<http://www.chats-errants.com/blog/>

Pour signer la pétition, cliquez ici :

<http://www.30millionsdamis.fr/agir-pour-les-animaux/petitions/signer-petition/petition->

Lettre ouverte de l'association Terre sacrée, à Monsieur Nicolas Sarkozy, Président de la République française

Bras, le 10 novembre 2007,

Monsieur le Président,

Suite à vos engagements, en faveur de l'agriculture biologique, lors du Grenelle de l'environnement, nous vous proposons maintenant d'aller plus loin en réduisant (voire en supprimant) les taxes sur les produits bio.

En effet, cela permettrait à tous de se nourrir sainement.

Merci de prendre en compte cette proposition.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre très haute considération.

Lettre à reprendre dans les réseaux.

Merci de diffuser largement ce message.

Source : <http://terresacree.org>

<http://terresacree.org/sarkozy.htm>

Vos réactions sur sos-planete@terresacree.org

Bonjour,

Merci de signer la pétition sur la suppression des taxes spéciales sur les produits biologiques en cliquant sur ce lien :

<http://www.mesopinions.com/Suppression-de-la-taxe-sur-les-produits-biologiques-petition-petitions-c58118a60ef9cd21aee7045d744377f4.html>

Bien amicalement.

Michel

Six espèces d'ours sur huit menacées

LEMONDE.FR | 12.11.07

Le panda géant.

Le 10 novembre, le groupe de spécialistes des ours de l'Union mondiale pour la

nature (UICN) a clôturé une réunion à Monterrey, au Mexique, où il a mis à jour le statut des espèces d'ours terrestres. Le seul qui soit considéré "en danger" est le panda géant. Son statut reste inchangé. "Même si certaines personnes ont proclamé que les populations de pandas étaient en augmentation, nous les considérons 'en danger' parce qu'il subsiste trop d'incertitudes pour modifier leur statut", explique Dave Garshelis, coprésident du groupe de spécialistes des ours à l'UICN. "Il serait présomptueux de croire qu'en moins de dix ans, les nouvelles politiques d'amélioration de leur habitat mises en oeuvre par la Chine aient permis aux populations de pandas d'augmenter de façon spectaculaire."

UICN

L'ours malais

Plus petite espèce d'ours au monde, l'ours malais a été classé "vulnérable" par l'UICN. Il était auparavant classé "données insuffisantes". L'ours malais vit principalement en Asie du Sud-Est. "Les ours malais ont diminué d'au moins 30 % au cours des trente dernières années et le déclin se poursuit au même rythme", explique Rob Steinmetz, coprésident de l'équipe d'experts de l'ours malais de l'UICN.

UICN.

L'ours noir asiatique

L'ours noir asiatique est classé dans les espèces "vulnérables". "Bien que les estimations des populations d'ours pour l'Asie ne soient pas aussi fiables que nous le souhaiterions, nous estimons que les ours d'Asie du Sud-Est sont en diminution particulièrement rapide en raison de la perte considérable des habitats forestiers combinée à un braconnage endémique", explique Dave Garshelis.

UICN.

L'ours andin

L'ours andin figure également dans la catégorie des espèces "vulnérables". Anciennement appelé ours à lunettes, il vit dans la cordillère des Andes en Amérique du Sud.

UICN.

L'ours lippu

Classés "vulnérables", les ours lippus vivent sur le sous-continent indien où la perte d'habitat est très sévère. Ils ont trouvé refuge principalement dans des réserves créées pour protéger les tigres. Le groupe de l'UICN indique que cette espèce pourrait avoir disparu complètement du Bangladesh au cours de la dernière décennie.

UICN.

L'ours polaire

L'ours polaire - espèce marine - avait été classé dès 2006 comme "vulnérable" sur la liste rouge de l'UICN.

UICN.

P Afin de contribuer au respect de l'environnement, merci de n'imprimer ce courriel que si nécessaire

Les désastres de la culture d'huile de palme sur la biodiversité à la une d'un congrès scientifique international

Les 15 et 16 novembre prochains se tiendra en Indonésie la Conférence Internationale sur le palmier à huile et l'environnement ICOPE 2007 (International Conference on Oil Palm and Environment). C'est la première fois, qu'un congrès scientifique sur le palmier à huile se focalise principalement sur les effets sur l'environnement.

L'huile de palme est utilisée dans nombre de produits alimentaires comme la margarine, les confiseries et les plats pré-cuisinés mais aussi les cosmétiques et la production des biocarburants. L'Indonésie et la Malaisie détiennent à elles-seules 85% du marché mondial et ne cessent d'accroître leur production dans un marché en constante expansion. Or, les plantations familiales et industrielles de palmiers à huile sont responsables de la destruction des zones forestières tropicales et de la biodiversité qu'elles abritent.

L'Indonésie, qui possède près de 80% des dernières forêts tropicales primaires d'Asie du Sud-Est, a perdu en 50 ans 72% de ses forêts anciennes. Les plantations de palmier à huile, qui ont sextuplé depuis 1985 en Indonésie, seraient « responsables » d'au moins la moitié de la réduction de l'habitat des orangs-outans entre 1992 et 2003 et de la disparition de 5 000 orangs-outans par an. La sauvegarde de la biodiversité sera l'une des questions prioritaires traitée lors de la conférence ICOPE 2007.

<http://www.gondwana-agency.com:80/Les.dsastres.de.la.culture.dhuile.de.palme.sur.la.biodiversit.la.une.dun.congrs.scientifique.-236.html>

Les biocarburants sont des biocatastrophes

Ricardo Codina

LA VIE RURALE - 18 Avril 2007, Opinion du citoyen

L'avenir du transport est incertain. Pour combattre les émissions de gaz à effet de serre, beaucoup se tournent vers les biocarburants à base de végétaux comme le maïs. La solution serait pourtant l'électricité et l'hydrogène car rien ne prouve que les biocarburants sont meilleurs que le pétrole en termes de GES. De plus en plus de doutes sont émis par la communauté scientifique à cet effet. Même les producteurs de biocarburants émettent des réserves dans le cadre du Biofuel Summit <http://www.biofuelsummit.info/en/index.html>.

Ce sommet est celui des producteurs d'huiles végétales, réunis à Madrid en Espagne ce mardi 17 avril 2007. Ces derniers estiment que la généralisation des biocarburants pour remplacer le pétrole n'est pas une solution adéquate pour l'avenir de la planète. Venant de la part des producteurs d'huiles, c'est étonnant, c'est comme si les grandes pétrolières affirmaient que l'avenir n'est pas dans l'essence et le pétrole. Un communiqué diffusé à l'occasion du colloque des producteurs d'huiles végétales par deux ONG affirme : «La fabrication et la consommation de soi-disant+biocarburants+ font peser des menaces sur la conservation des forêts tropicales, sur le climat et sur la sécurité alimentaire». Ça ressemble à une biocatastrophe en devenir.

L'usage de plus en plus répandu du biocarburant a déjà provoqué une crise du maïs au Mexique en 2006 et ce n'est que le début. Les monocultures intensives vont s'accroître dans les zones les plus fragiles de la planète. Au sud, dans les pays pauvres. Pendant que les

populations là-bas vont mourir de faim, le maïs va pousser à plein champs juste à côté pour faire rouler nos véhicules sans que ce soit mieux pour l'environnement. Ce biocarburant devant être ensuite transporté dans les pays riches qui vont brûler le tout. En termes de GES, il n'y a qu'une impression de bonne conscience et une dépendance moins forte aux combustibles fossiles. Sinon, aucun intérêt. Via Campesina et Ecologistas en Accion font des mises en garde dans le même sens lors du colloque des producteurs d'huiles végétales. Selon eux, l'huile végétale et le bioéthanol en remplacement du pétrole représente une grave menace pour la planète. Rien de moins. De nombreuses terres agricoles sont désormais sollicitées pour les cultures énergétiques. Les exemples les plus probants : huile de palme, soja, colza et cela au détriment de la culture servant à l'alimentation humaine. La sécurité alimentaire des pays pauvres est en jeu.

Les industriels et producteurs réunis au Biofuel Summit, une première en Europe, s'estiment conscient des risques liés à une production intensive de biocombustibles. Ce qui ne semble pas le cas ici en Amérique, Canada et Québec inclus, de plus en plus impliqués dans l'agriculture Frankenstein, les OGM.

Ceci dit, inutile de se le cacher, les biocarburants sont une manne inespérée pour les producteurs agricoles de partout dans le monde. Cela va faire monter les prix des végétaux mentionnés ci-haut car la demande est infinie. Danger de déforestation dans les pays du sud pour profiter de ce nouvel Eldorado. "Le résultat direct de l'augmentation de la consommation globale d'huiles végétales sera la disparition d'espèces qui vivent dans ces forêts. L'un des objectifs du "Biofuel Summit" est précisément de "faire l'inventaire des huiles disponibles" et d'analyser leur impact environnemental ", explique à l'AFP l'organisateur du colloque, le cabinet allemand Survey Marketing and Consulting.

C'est déjà beau de reconnaître le problème. Mais il faut faire plus et vite. Le sommet s'est conclu sur une note d'espoir : le jatropha, une plante méconnue. Le jatropha produit des graines oléagineuses qui pourraient fort bien remplacer l'huile de palme ou le soja dans les pays du sud. De plus le jatropha n'est pas comestible et peut être cultivé sur des terres impropres aux autres cultures. Il permettrait aussi de lutter contre la désertification. La proposition a été apportée par un spécialiste du nom de Winfried Rissenbeek.

L'Indonésie prévoit en cultiver 1,5 million d'hectares en 2010. Pourquoi ne faisons-nous pas de même sur nos terres ingrates ? Et surtout, pourquoi ne consommons-nous pas de manière plus raisonnable ? L'électricité et l'hydrogène pourrait alors amplement subvenir à nos besoins, mais cela nécessiterait une modification importante de notre mode de vie.

<http://www.la-vie-rurale.ca/contenu/12077>

Des embryons de primates pour la première fois obtenus par clonage
2007-11-14

PARIS (Source vérifiée)

Des embryons de primate ont été obtenus pour la première fois par clonage, permettant la création de deux lignées de cellules souches embryonnaires, ce qui ouvre la perspective du clonage thérapeutique chez l'homme, selon des travaux publiés mercredi par la revue scientifique Nature.

Cette première réussite du clonage chez des singes macaques rhésus laisse entrevoir la possibilité d'appliquer une technique similaire chez l'homme, qui fait lui aussi partie des primates, afin de produire des cellules souches réparatrices de tissus lésés, espèrent les chercheurs.

Les embryons ont été obtenus grâce à une technique similaire à celle utilisée en 1996 pour la naissance de la brebis "Dolly", premier clone d'un mammifère adulte, dont le matériel génétique provenait d'une cellule tirée du pis d'une brebis. Dans cette technique, on remplace le programme génétique (ADN) du noyau d'un ovule par l'ADN d'une cellule du mammifère adulte qu'on veut cloner.

Mais dans le cas des macaques, il n'y a pas eu de naissance de bébé, donc il ne s'agit pas d'un clonage reproductif comme pour Dolly.

L'expérience de l'équipe de l'Université de l'Oregon (Etats-Unis), dirigée par Shoukhrat Mitalipov, visait à tester sur le primate la possibilité du clonage à but thérapeutique.

L'objectif des chercheurs était de prélever sur les embryons de quelques jours des cellules souches embryonnaires capables de proliférer indéfiniment pour donner des lignées de millions de cellules ayant le même patrimoine génétique que l'animal adulte cloné.

L'application du même procédé pour la production de cellules souches embryonnaires réparatrices chez l'homme éviterait tout risque de rejet des cellules ou tissus greffés, car celles-ci auraient le même patrimoine génétique que le receveur.

Les cellules souches embryonnaires suscitent des espoirs de thérapie régénératrice de tissus lésés (coeur après un infarctus, maladie d'Alzheimer...) parce qu'elles sont capables de se spécialiser pour devenir n'importe quel type de cellules de l'organisme : peau, nerf, muscle, coeur...

En juin dernier, une équipe française dirigée par Michel Pucéat (I-stem AFM, Evry, France) a montré pour la première fois que les cellules souches embryonnaires humaines sont bien capables de se transformer en cellules musculaires cardiaques susceptibles de réparer des coeurs défaillants de rats. Des travaux de recherche non encore directement applicables à l'homme.

L'obtention de lignées de cellules souches à partir d'embryons clones de primates est un autre pas vers le clonage thérapeutique, même si le taux de succès est très limité.

Il a en effet fallu 304 ovules de 14 femelles rhésus macaques, pour aboutir à 35 embryons de quelque jours et, finalement, à deux lignées de cellules souches embryonnaires. Soit un taux de succès de seulement 0,7% par rapport au nombre d'ovules utilisés.

En 2004-2005, le chercheur sud-coréen Hwang Woo-suk avait affirmé avoir réussi à produire des lignées de cellules souches à partir d'embryons humains obtenus par clonage, avant que ses travaux se révèlent falsifiés.

Déjà évoqués lors d'un congrès spécialisé cet été à Cairns en Australie, les travaux de l'équipe américaine ont été vérifiés par d'autres chercheurs, afin de s'assurer que les lignées de cellules souches produites avaient bien le même patrimoine génétique que les donateurs d'ADN.

Nature a déclaré mercredi avoir hâté la publication des articles, pour éviter toute "spéculation" autour de ces recherches.

Au delà des espoirs suscités par le clonage thérapeutique, des scientifiques redoutent cependant que le rendre possible chez l'homme n'ouvre la voie à des tentatives de clonage reproductif.

L.A Autoshow : Honda FCX Clarity : Honda l'a dit, Honda le fait

Par Patrick Garcia - le Mercredi 14 novembre 2007)

Cela fait quelques années que Honda nous promène son concept FCX fonctionnant avec une pile à hydrogène sur les salons de la planète. Le fait que ce concept ne soit pas inerte et qu'il ait évolué avec le temps aurait du nous mettre la puce électronique à l'oreille: si Honda dit

qu'il va mettre un tel véhicule en production Honda va le faire.

Le salon de Los Angeles dévoile donc la version définitive de cette FCX qui se ramasse un nom de plus au passage: "Clarity".

La Honda FCX Clarity sera mise sur le marché (américain et même essentiellement californien !!) l'été prochain. Elle représente la dernière génération des études de Honda sur la pile à hydrogène et est en tout point meilleure que le précédent concept.

La FCX Clarity abrite 134 chevaux et 256 Nm de couple. Sa vitesse maximale est de 160 km/h.

L'auto sera disponible uniquement en leasing de 3 ans avec un loyer mensuel de 600\$ (un peu plus de 400 euros). Si l'auto ne sera commercialisée qu'en Californie, c'est que cet état est le seul à disposer d'un "réseau" de 25 stations distribuant de l'hydrogène (9 sont aussi en cours de construction).

Il ne dépend que de nos gouvernants (avec nos pétroliers) de faire en sorte que ce type de véhicule désormais réalité soit distribuable chez nous.

<http://news.caradisiac.com:80/L-A-Autoshow-Honda-FCX-Clarity-Honda-l-a-dit-Honda-le-fait-100>

Extinction des espèces: projet d'un "Giec de la biodiversité", réunion à Montpellier
2007-11-15

PARIS (AFP)

Une centaine de scientifiques et de représentants de gouvernements sont réunis à Montpellier (sud de la France) jusqu'à samedi pour préparer la création d'un réseau international d'expertise sur la biodiversité, à l'image du Giec sur le changement climatique.

Un mammifère sur quatre, un oiseau sur huit, un tiers des amphibiens et 70% des plantes sont menacés de disparaître, selon la liste rouge publiée par l'Union mondiale pour la nature (UICN) le 12 septembre dernier.

"L'enjeu est énorme: il s'agit d'aller jusqu'au bout de l'intention de porter la biodiversité au même niveau politique que le changement climatique", a déclaré à l'AFP Jacques Weber, directeur de l'Institut français de la biodiversité.

L'homme est à l'origine de cette sixième extinction massive d'espèces, après celle des dinosaures. La destruction des habitats naturels, les pollutions et le changement climatique sont les principales causes de l'hécatombe.

Près de 200 nouvelles espèces ont rejoint la liste des 16.306 espèces menacées d'extinction (contre 16.118 l'année dernière), sur 41.415 espèces mises sous surveillance par l'UICN parmi 1,9 million connues dans le monde.

Les délégués réunis à Montpellier espèrent définir un "Mécanisme mondial d'expertise scientifique sur la biodiversité" (IMoSEB en anglais) qui pourrait être créé d'ici un an.

"On espère sortir de cette réunion avec une proposition à soumettre aux gouvernements et aux conventions internationales sur un projet de mécanisme d'expertise scientifique au service de la décision en matière de biodiversité", a indiqué Jacques Weber.

"L'idée c'est d'avoir un mécanisme qui puisse remplir pour la biodiversité les fonctions qui sont remplies actuellement par le Groupe intergouvernemental sur l'évolution climatique" (Giec, prix Nobel de la paix 2007 avec Al Gore), indique-t-il.

Le projet date de janvier 2005 à Paris: une conférence internationale réunie à Paris à l'initiative du président Jacques Chirac avait lancé une consultation internationale.

Le comité de pilotage international réuni à Montpellier fait suite à des consultations régionales organisées cette année sur les cinq continents, à Montréal (Canada), Yaoundé (Cameroun), Genève (Suisse), Pékin (Chine), Bariloche (Argentine) et Alotau (Papouasie Nouvelle-Guinée).

La biodiversité est un enjeu majeur, tant pour la réduction de la pauvreté, l'approvisionnement en eau potable, les conflits liés à l'utilisation et à l'appropriation des ressources renouvelables que la santé.

Mais du fait de la complexité de ces questions, la communauté scientifique qui traite de la biodiversité est très diverse et fragmentée, et du coup elle n'arrive pas à se faire entendre des décideurs politiques.

La création d'un organe international devrait permettre de rendre la question plus visible et aider à la décision politique, espèrent les scientifiques.

"La prise de conscience des enjeux de disparition du monde vivant et des conséquences économiques potentielles s'accélère", souligne Jacques Weber.

Mais si "les entreprises et les gouvernements se mobilisent, ils se demandent où est l'expertise qui pourra les aider à prendre rapidement des décisions".

Indonésie : action coup-de-poing de Greenpeace contre l'huile de palme

15.11.07

Le "Rainbow warrior", le navire-amiral de Greenpeace, a bloqué jeudi l'appareillage en Indonésie d'un cargo transportant de l'huile de palme, pour alerter des dangers de cette industrie sur le climat et les forêts, a annoncé l'organisation écologiste.

Le Rainbow warrior, déployant une grande banderole affichant "l'huile de palme tue les forêts et le climat" a jeté l'ancre dans le port de Dumai dans l'île de Sumatra à proximité immédiate d'un cargo pouvant transporter un total de 30.000 tonnes d'huile de palme, a précisé Greenpeace.

"Nous agissons pour révéler les conséquences désastreuses de l'industrie de l'huile de palme sur les tourbières d'Indonésie, les forêts et le climat", a expliqué Sue Connor, militante chargée de forêts chez Greenpeace.

Ces dernières années, Jakarta a délivré sans compter des autorisations d'exploiter les palmiers à huile et les plantations gagnent du terrain souvent au détriment des forêts tropicales.

L'Indonésie talonne la Malaisie pour devenir le premier producteur mondial de ce produit utilisé notamment dans la margarine, le rouge à lèvres, les crèmes glacées, les shampooings, les barre chocolatées ou les bio-carburants.

Selon Greenpeace, des sociétés internationales comme Unilever, Nestlé ou Procter and Gamble sont "complices" de la déforestation car elles n'ont pas la capacité de savoir si l'huile de palme qu'elles utilisent provient de plantations nées de la déforestation.

<http://www.lemonde.fr:80/web/depeches/0,14-0,39-33237036@7-50,0.html>

Mise en garde du Giec sur les conséquences "irréversibles" du changement climatique
2007-11-16

VALENCE (Source vérifiée)

Les experts du changement climatique mettent en garde les dirigeants de la planète contre ses conséquences "soudaines", voire "irréversibles", à deux semaines d'une conférence clé des Nations unies sur le climat à Bali.

Le Groupe intergouvernemental sur le climat (Giec, mandaté par l'Onu), Prix Nobel de la Paix en 2007, a bouclé vendredi à Valence en Espagne le dernier volet de son quatrième rapport, une somme de référence pour les cinq prochaines années qui sert à fonder la riposte de la communauté internationale aux dérèglements du climat.

Le rapport devait être officiellement approuvé samedi matin à Valence en présence du secrétaire général de l'Onu Ban Ki-moon, qui a inscrit la lutte contre le changement climatique en haut de son agenda. Il avait convoqué en septembre un sommet de chefs d'Etat et de gouvernement à New York.

Dans un résumé rédigé "à l'attention des décideurs", négocié depuis lundi, le Giec reprend l'essentiel de ses conclusions publiées en trois volets depuis janvier: le changement climatique est dû avec une quasi-certitude à l'homme, la hausse de température pourrait atteindre jusqu'à 6,4 degrés en 2100 par rapport à 1990 - plus sûrement se situer entre 1,8 et 4 degrés - et canicules, sécheresses et inondations devraient se multiplier.

Enfin, les conséquences de ces changements risquent d'être "soudaines ou irréversibles", insistent les experts.

Cette seule phrase a fait l'objet d'intenses discussions: certains pays comme les Etats-Unis ont contesté l'expression "irréversible", dénuée de contenu scientifique, selon un participant. D'autres en revanche, notamment européens, ont insisté pour la conserver, estimant qu'elle traduisait la réalité.

Ainsi, a fait valoir à l'AFP le chef de la délégation française, Marc Gillet, la disparition des ours blancs serait un phénomène irréversible: "On ne pourrait plus revenir en arrière". Mais le changement climatique pourrait aussi avoir des conséquences soudaines, ou abruptes, comme un bouleversement de la circulation des océans, voire un blocage du Gulf Stream, a-t-il ajouté. La délégation américaine a également combattu - mais en vain - une phrase stipulant que "tous les pays" seront affectés .

"Les Etats-Unis ne voulaient pas non plus mentionner les ouragans à cause de Katrina: on ne parle pas de corde dans la maison d'un pendu!" a remarqué un négociateur. Et l'Arabie Saoudite a manœuvré "pour minimiser ce qui pourrait se traduire par une baisse de la demande de pétrole".

"C'était important de délivrer le message selon lequel tout le monde est vulnérable et pas seulement les pays en voie de développement", a renchéri un participant.

Plusieurs scientifiques ont jugé ces dernières semaines ce rapport déjà "dépassé" par les observations de terrain: pas d'accord, ont répondu les climatologues français Jean Jouzel et Michel Petit.

"C'est vrai qu'on a observé récemment que la glace fond plus rapidement dans l'Arctique, mais est-ce un phénomène passager, un cycle naturel ou une tendance à long terme? Attendons un peu pour le savoir", a fait remarquer M. Petit.

Le Giec fait valoir que les impacts du réchauffement, annoncés dans ses précédents rapports, sont déjà bien visibles, comme le retrait des glaciers, la fonte de la banquise en Arctique ou celle du permafrost (sols gelés en permanence).

Cet état des lieux devrait peser dans les négociations qui s'engagent à partir du 3 décembre à Bali, en Indonésie, où la communauté internationale doit commencer à négocier les suites à donner au protocole de Kyoto, dont la première phase d'engagements expire en 2012.

Nous avons reçu de Sylvette Maurin, le 17 novembre 2007 :

Bonjour Michel.

Je viens de lire ce courriel où tu présentes le site de musique <http://www.love-3note.com:80/love-terre-sacree.html> qui soutient l'association. Tout d'abord, félicitation pour cela;

c'est, encore une fois, une excellent chose. Que de bonnes choses viennent du Bras !

Je suis allée sur le site et j'ai lu le texte écrit par ce monsieur indien.

Que ce soit lui, ou pas lui, qui l'ait écrit est finalement sans grand importance. C'est un texte magnifique, et je voulais te suggérer de l'envoyer tel quel à tout le monde, sachant que peut-être, certains n'ouvriront pas la fenêtre du site de musique et donc passeront à côté de ce magnifique texte qui peut servir de support à bien des méditations.

C'est beau. Merci de m'avoir permis de le lire.

Mille chevaux sauvages galopant dans l'azur triomphant. Sylve.

Et voici le texte :

Lettre du Chef de Seattle

Voici le texte - considéré authentique, de la lettre du Chef de Seattle - qui, en 1855, a répondu à une proposition du gouvernement des États-Unis pour acheter les terres indiennes.

Le texte vient de l'UNEP - le Programme de l'Environnement des Nations Unies.

Comment est-ce que vous pouvez acheter ou vendre le ciel, la tiédeur du monde ? L'idée même n'a aucune logique pour nous.

Si nous ne possédons ni l'air frais, ni l'eau brillante, comment est-ce que vous pouvez nous les acheter? Toute partie de cette terre est sacrée pour mon peuple. Chaque aiguille de pin, chaque plage, le brouillard des bois sombres, le brillant et bourdonnant insecte, tout est sacré dans la mémoire et l'expérience de mon peuple.

La sève s'écoulant à travers les arbres porte les mémoires de l'homme rouge. Nous faisons partie de cette terre et elle fait partie de nous. Les fleurs parfumées sont nos sours; les chevaux, l'aigle majestueux, tous sont nos frères. Les sommets majestueux, le parfum des bois, l'énergie vitale du poney et de l'homme, tous appartiennent à une seule famille. L'eau claire qui traverse les ruisseaux et les rivières n'est pas seulement de l'eau, mais le sang de nos ancêtres. Si nous vous vendons cette terre, vous devrez vous souvenir qu'elle est sacrée, et vous devez rappeler à vos enfants qu'elle est sacrée, et que toute réflexion spectrale sur la surface des lacs évoque des événements et des étapes dans la vie de mon peuple.

Le rugissement des eaux est la voix de nos ancêtres. Les rivières sont nos frères, ils satisfont notre soif. Ils transportent nos canoës et nourrissent nos enfants. Si nous vous vendons notre terre, vous devrez vous souvenir et apprendre à vos enfants que les rivières sont nos frères, vos frères aussi, et vous devrez donner dès lors le même genre d'affection que vous donnez à un frère, aux rivières.

Nous savons que l'homme blanc ne comprend pas notre façon d'être. Pour lui, un morceau de terre ne se distingue pas d'un autre, car il est un étranger qui vient dans la nuit et vole tout de la terre dont il a besoin. La terre n'est pas sa soeur, mais son ennemi; après qu'il l'ait subjugué, il s'en va loin, à la recherche d'une autre place. Il part et laisse derrière lui la tombe de ses parents dont il ne s'en soucie pas. Il séquestre les enfants de la terre et il ne s'en soucie pas. La tombe de ses parents et l'héritage de ses enfants, il les oublie. Il traite sa mère, la terre, et son

frère, le ciel, comme des choses à acheter ou à voler, comme s'ils étaient des peaux de mouton ou des perles brillantes sans valeur. Son appétit égouttera la terre, laissant derrière lui le désert.

Tout ceci je ne le comprends pas. La vue de vos villes fait mal aux yeux de l'homme rouge. Peut-être est-ce parce que l'homme rouge est un sauvage et en tant que tel ne peut comprendre quoi que ce soit. "Dans les villes de l'homme blanc, il n'y a aucune place pour le silence, la paix. Pas une place où l'on puisse entendre les feuilles froisser au printemps, le vrombissement des ailes d'un insecte. Peut-être c'est parce que je suis un sauvage et que je ne peux pas comprendre. Le bruit sert seulement à offenser les oreilles. Et quelle vie est ceci où l'homme ne peut pas entendre le soir le pépiement de l'hibou seul ou le coassement des grenouilles ?

L'Indien préfère le froissement doux de l'écroulement du vent sur la surface des eaux du lac, ou le parfum de la brise, purifié par la pluie de midi ou senti à travers le parfum des pins.

L'air est précieux pour l'homme rouge, car l'air soutient la vie. Les animaux, les arbres, les hommes, tous respirent le même air. L'homme blanc ne paraît pas se soucier de l'air il respire. Comme un cadavre en décomposition, il est insensible à la mauvaise odeur. Mais si nous vous vendons notre terre, vous devez vous souvenir que l'air est précieux pour nous, que l'air souffle son esprit dans toutes les choses qui subsistent grâce à lui. L'air que nos grands-pères ont inhalé avec le premier gémissement était le même qui a reçu leur dernier soupir. Si nous vous vendons notre terre, vous devez la garder comme sacrée, comme une place où même un homme blanc peut aller absorber la brise parfumée par les fleurs des bois.

Nous considérerons votre proposition d'acheter notre terre. Si nous décidons de l'accepter, je poserai une condition: l'homme blanc devra traiter les animaux de cette terre comme si ils étaient ses frères. "Je suis un sauvage et je ne comprends pas autre chose. J'ai vu des milliers de buffles pourrissants dans les prairies, qui avaient été abattus par l'homme blanc qui leur tiraient dessus à partir d'un train en mouvement. Je suis un sauvage et je ne comprends pas comment un cheval du fer crachant la fumée peut être plus important que le buffle que nous chassons uniquement pour nous garder en vie.

Qu'est-ce qui arrivera aux hommes sans les animaux?

Si tous les animaux disparaissaient, l'homme sera mort de solitude spirituelle. Parce que tout qui arrive aux animaux peut affecter les hommes. Tout est dépendant de l'autre. Vous devez apprendre à vos enfants que la terre sur laquelle ils marchent symbolise les cendres de nos ancêtres. Pour qu'ils apprennent à respecter cette terre, apprenez-leur qu'elle est riche à cause des existences de toutes les espèces. Apprenez-leur ce que nous apprenons aux nôtres: que la terre est notre mère. Quand l'homme crache sur la terre, il crache sur lui-même. D'une chose nous sommes sûrs: la terre n'appartient pas à l'homme blanc, l'homme blanc appartient à la terre.

De ceci nous sommes sûrs. Toute chose est liée, comme le sang qui unit une famille. Tout est associé. Ce qui blesse la terre blesse aussi les enfants de la terre. L'homme ne file pas le tissu de la vie; plutôt il est un de ses fils. Quoi qu'il fasse à ce tissu, il le fait à lui-même. Même l'homme blanc que Dieu accompagne, et avec qui il parle comme un ami, ne peut s'échapper de ce destin commun.

Nous savons une chose, et peut-être l'homme blanc le saura un jour: notre Dieu est le même Dieu. Vous pouvez penser aujourd'hui que vous seul Le possédez, comme vous souhaitez posséder la terre, mais vous ne le pouvez pas. Il est le Dieu des hommes et Sa compassion est la même pour l'homme blanc et l'homme rouge. Cette terre est Sa bien-aimé, et offenser la terre est insulter son Créateur.

Dans votre opinion, vous brillerez fort, éclairés par le pouvoir de ce Dieu qui vous a apportés sur cette terre, et en tant que faveur spéciale vous a conféré autorité sur elle et sur l'homme rouge. Ce destin est un mystère pour nous, car nous ne comprenons pas comment les choses

seront quand le dernier buffle aura été décimé, les chevaux sauvages apprivoisés, les coins secrets des forêts envahis par l'odeur de la sueur de beaucoup d'hommes et la vue des collines brillantes auront été obstruées par les lignes télégraphiques. Où est la broussaille? Elle a disparu. Où est l'aigle? Il a disparu.

La fin de la vie et le commencement de la survie.

Notre terre mère ne pourra peut être pas supporter toujours les farces de ces éléphants dans un magasin de porcelaine.

Le créateur de la brebis Dolly abandonne le clonage à partir d'embryons

2007-11-17

LONDRES (Source vérifiée)

Le scientifique britannique créateur de la brebis Dolly, premier clone de mammifère obtenu à partir d'une cellule d'animal adulte, abandonne ses recherches sur le clonage au profit de la production de cellules souches sans embryon, a-t-il indiqué samedi au Daily Telegraph.

Le professeur Ian Wilmut du Roslin Institute d'Edimbourg (Ecosse) est à l'origine de la

naissance le 5 juillet 1996 de la brebis Dolly, clone d'un animal adulte. Cette réussite, annoncée le 23 février 1997, lui a valu de vives critiques notamment de groupes religieux.

Mais il vient de changer son fusil d'épaule: il renonce à exploiter la licence obtenue il y a deux ans pour cloner des embryons humains afin de suivre les pas du Japonais Shinya Yamanaka, professeur à l'université de Kyoto, qui a créé des cellules souches à partir de morceaux de peau de souris sans embryon.

Le professeur Yamanaka serait parvenu à faire de même avec des cellules humaines, a indiqué le journal.

"J'ai décidé il y a quelques semaines de ne pas continuer dans le transfert de noyau (technique utilisée pour le clone Dolly)", a déclaré le professeur Wilmut au Daily Telegraph.

La recherche sur les cellules souches est une technique "plus facile à accepter socialement" tout en étant "extrêmement passionnante et étonnante", a-t-il expliqué.

Elle pourrait permettre de cultiver les cellules souches d'un patient puis de les utiliser pour réparer les dégâts causés par une maladie.

Selon certains scientifiques, le taux de succès de la méthode utilisée sur la brebis Dolly n'est pas assez élevé pour être utilisé sur les humains, en particulier compte-tenu de la difficulté à obtenir des ovules.

Les Etats-Unis ont limité les financements fédéraux pour la recherche sur les cellules souches et le président George W. Bush a apposé son veto sur un projet de loi qui avait pour but de développer cette recherche, au nom de la protection de la vie humaine.

L'eau potable plus menacée qu'on ne pensait par la montée des océans

2007-11-17

CHICAGO (Source vérifiée)

La montée du niveau des mers due au réchauffement climatique pourrait absorber jusqu'à 40% d'eau potable souterraine de plus que ce qu'on pensait jusqu'à présent, a expliqué

vendredi à l'AFP un chercheur en hydrologie, auteur d'une étude à paraître.

La plupart des prédictions actuelles concernant le réchauffement de la planète se concentrent sur la quantité de terres qui seraient immergées par une hausse du niveau des mers.

Mais des chercheurs de l'université d'Etat de l'Ohio (nord des Etats-Unis) ont découvert que dans de nombreuses régions côtières, l'eau de mer risquait de s'infiltrer dans l'eau douce souterraine du plateau continental et la contaminer, même au-delà des côtes.

selon eux, le degré de contamination dépend de la structure des côtes: les plages de sables permettent en effet plus facilement aux eaux souterraines de se mélanger que les falaises.

"La structure complexe du sol peut accroître le mélange entre eau salée et eau douce" au-delà même de la nouvelle ligne côtière dessinée par la montée des mers, a expliqué au cours d'un entretien téléphonique Motomu Ibaraki, professeur d'hydrologie, qui a mené cette étude pas encore publiée.

"Dans la plupart des études, on considère que si la ligne côtière recule de 100 mètres" sous l'effet de la montée des mers, "alors l'eau douce recule de 100 mètres. Eh bien notre étude montre que (ce recul) est supérieur", selon le chercheur, qui estime que la perte d'eau douce pourrait être jusqu'à 40% plus importante.

M. Ibaraki et l'un de ses étudiants ont créé une simulation informatique pour étudier comment les différentes structures de sol côtier pouvaient affecter le mélange souterrain entre eau douce et eau salée. La prochaine étape sera d'appliquer cette modélisation à des lieux géographiques réels, pour déterminer le risque de perte d'eau douce.

Le Groupe intergouvernemental sur le climat (Giec) de l'ONU prévoit une hausse moyenne du niveau des océans de 14 à 44 centimètres d'ici 2100 en raison du réchauffement climatique.

Etant donné qu'il faut relativement peu d'eau salée pour rendre l'eau potable impropre à la consommation, même une faible élévation du niveau des océans pourrait avoir un effet très important sur les ressources en eau douce, souligne M. Ibaraki.

"La quantité d'eau sur terre est constante, pourtant la quantité d'eau potable diminue", souligne-t-il.

"Seulement 2% de l'eau présente sur terre est potable, et la plus grande partie est emprisonnée dans les glaciers", et de plus "en raison de la demande croissante en eau, les nappes phréatiques diminuent", rappelle-t-il.

L'étude, qui doit être soumise au comité de lecture d'une revue scientifique, intervient à quelques semaines de l'ouverture de la conférence sur le climat de Bali, en Indonésie, du 3 au 14 décembre, qui doit ouvrir les négociations en vue d'un nouvel accord international succédant au protocole de Kyoto, qui expire en 2012.

Une puce électronique sous la peau pour entrer en discothèque

Au Baja Beach Club de Barcelone, la carte VIP fait place à VeriChip, une puce électronique que l'on implante sous la peau. Avec elle, plus besoin de faire la queue ou de sortir sa carte de crédit puisqu'elle permet aussi de payer les consommations. Pour 125 euros, un médecin vous injecte dans le bras une capsule de la taille d'un grain de riz (long) à l'aide d'une seringue hypodermique. Mais on ne dit pas combien il vous en coûtera le jour où vous déciderez de changer d'ambiance, la puce n'étant pas biodégradable.

http://www.courrierinternational.com:80/article.asp?obj_id=23787

A propos du discours du chef Seattle, nous avons reçu des courriers nous apprenant qu'il existait une bien meilleure traduction de ce discours.

Voici donc cette version optimum, suivie de vos courriers :

Chef Seattle
(1786 - 1866)

Chef Indien
d'Amérique du Nord

L'homme blanc devra traiter les bêtes de cette terre comme ses frères...

Le Grand Chef de Washington nous a fait part de son désir d'acheter notre terre.

Le Grand Chef nous a fait part de son amitié et de ses sentiments bienveillants. Il est très généreux, car nous savons bien qu'il n'a pas grand besoin de notre amitié en retour.

Cependant, nous allons considérer votre offre, car nous savons que si nous ne vendons pas, l'homme blanc va venir avec ses fusils et va prendre notre terre.

Mais peut-on acheter ou vendre le ciel, la chaleur de la terre ? Etrange idée pour nous !

Si nous ne sommes pas propriétaire de la fraîcheur de l'air, ni du miroitement de l'eau, comment pouvez-vous nous l'acheter ?

Le moindre recoin de cette terre est sacré pour mon peuple. Chaque aiguille de pin luisante, chaque grève sablonneuse, chaque écharpe de brume dans le bois noir, chaque clairière, le bourdonnement des insectes, tout cela est sacré dans la mémoire et la vie de mon peuple. La sève qui coule dans les arbres porte les souvenirs de l'homme rouge. Les morts des hommes blancs, lorsqu'ils se promènent au milieu des étoiles, oublient leur terre natale. Nos morts n'oublient jamais la beauté de cette terre, car elle est la mère de l'homme rouge; nous faisons partie de cette terre comme elle fait partie de nous.

Les fleurs parfumées sont nos soeurs, le cerf, le cheval, le grand aigle sont nos frères; les crêtes des montagnes, les sucus des prairies, le corps chaud du poney, et l'homme lui-même, tous appartiennent à la même famille.

Ainsi, lorsqu'il nous demande d'acheter notre terre, le Grand Chef de Washington exige beaucoup de nous. Le Grand Chef nous a assuré qu'il nous réserverait un coin, où nous pourrions vivre confortablement, nous et nos enfants, et qu'il serait notre père, et nous ses enfants.

Nous allons donc considérer votre offre d'acheter notre terre, mais cela ne sera pas facile, car cette terre pour nous, est sacrée.

L'eau étincelante des ruisseaux et des fleuves n'est pas de l'eau seulement; elle est le sang de nos ancêtres. Si nous vendons notre terre, vous devez vous souvenir qu'elle est sacrée, et vous devrez l'enseigner à vos enfants, et leur apprendre que chaque reflet spectral de l'eau claire des lacs raconte le passé et les souvenirs de mon peuple. Le murmure de l'eau est la voix du père de mon père.

Les fleuves sont nos frères: ils étanchent notre soif. Les fleuves portent nos canoës et nourrissent nos enfants. Si nous vous vendons notre terre, vous devrez vous souvenir que les fleuves sont vos frères et les vôtres, et l'enseigner à vos enfants, et vous devrez dorénavant leur témoigner la bonté que vous auriez pour un frère.

L'homme rouge a toujours reculé devant l'homme blanc, comme la brume des montagnes s'enfuit devant le soleil levant. Mais les cendres de nos pères sont sacrées. Leurs tombes sont une terre sainte, ainsi, ces collines, ces arbres, ce coin de terre sont sacrés à nos yeux. Nous savons que l'homme blanc ne comprend pas nos pensées. Pour lui un lopin de terre en vaut un autre, car il est l'étranger qui vient de nuit piller la terre selon ses besoins. La sol n'est pas son frère, mais son ennemi, et quand il l'a conquis, il poursuit sa route. Il laisse derrière lui les tombes de ses pères et ne s'en soucie pas. Les tombes de ses pères et le patrimoine de ses enfants sont oubliés. Il traite la terre, sa mère, et le ciel, son frère, comme des objets qu'on

achète, qu'on pille, qu'on vend, comme des moutons ou des perles brillantes. Son appétit va engloutir la terre et ne laissera derrière lui qu'un désert. Je ne sais. Nos voies diffèrent de vos voies. La vue de vos villes blessent les yeux de l'homme rouge. Peut-être parce que l'homme rouge est un sauvage qui ne comprends pas.

Il n'y a pas de lieu calme dans les villes de l'homme blanc, pas de place où entendre les feuilles qui se déroulent, au printemps, ou le bruissement des ailes d'insectes. Mais peut-être est-ce parce que je suis un sauvage qui ne comprend pas. Le fracas qui règne seul insulte l'oreille. Et à quoi bon vivre, si l'homme ne peut écouter le cri solitaire de l'engoulevent ou les palabres des grenouilles autour de la mare ? Je suis un homme rouge, et je ne comprends pas. L'Indien préfère le doux bruit du vent effleurant la surface d'un étang, et le parfum du vent, lavé par la pluie de midi ou chargé de la senteur des pins.

L'air est précieux à l'homme rouge, car toutes choses partagent le même souffle; les bêtes, les arbres, l'homme, tous participent au même souffle. L'homme blanc paraît indifférent à l'air qu'il respire. Comme un homme à l'agonie depuis des jours, il est insensible à la puanteur. Mais si nous vendons notre terre, vous devez vous souvenir que l'air nous est précieux, qu'à tous les êtres qu'il fait vivre il fait partager son esprit. Le vent qui a donné son premier souffle à notre aïeul reçoit aussi son dernier soupir. Et le vent doit aussi donner à nos enfants l'esprit de la vie. Si nous vendons notre terre, vous devez la conserver comme un lieu à part et sacré, où l'homme blanc lui-même puisse goûter la douceur du vent parfumé par les fleurs des prairies.

Nous allons donc considérer votre offre d'acheter notre terre. Si nous décidons de l'accepter, ce sera à une condition : l'homme blanc devra traiter les bêtes de cette terre comme ses frères. Je suis un sauvage et ne comprends pas les autres usages. J'ai vu mille buffles pourrir sur la prairie, abandonnés par l'homme blanc qui les avait abattus d'un train en marche. Je suis un sauvage qui ne comprends pas que le cheval de fer fumant puisse être plus important que le buffle, lui que nous tuons que pour rester en vie.

Qu'est l'homme sans les bêtes? Si toutes les bêtes disparaissaient, l'homme mourrait de grande solitude de l'esprit. Car tout ce qui arrive aux bêtes ne tarde pas à arriver à l'homme. Toutes choses sont liées. Vous devez enseigner à vos enfants sur la terre, sous leurs pieds, est faite des cendres de nos grands-parents. Afin qu'ils la respectent, dites à vos enfant que la terre est riche de la vie de notre peuple. Apprenez à vos enfants ce que nous apprenons à nos enfants, que la terre est notre mère. Tout ce qui arrive à la terre arrive aux fils de la terre. Lorsque les hommes crachent sur la terre, ils crachent sur eux-mêmes.

Nous le savons: la terre n'appartient pas à l'homme, c'est l'homme qui appartient à la terre.

Nous le savons: toutes choses sont liées comme par le sang qui unit une même famille.

Toutes choses sont liées.

Tout ce qui arrive à la terre arrive au fils de la terre. L'homme n'a pas tissé la toile de la vie. Il n'est qu'un fil de tissu. Tout ce qu'il fait à la toile, il le fait à lui-même.

Mais nous allons considérer votre offre d'aller dans la réserve que vous destinez à mon peuple. Nous vivons à l'écart et en paix. Qu'importe où nous passerons le restant de nos jours. Nos enfants ont vu leurs pères humiliés dans la défaite. Nos guerriers ont connu la honte; après la défaite, ils coulent des jours oisifs et souillent leurs corps de nourritures douces et de boissons fortes.

Qu'importe où nous passerons le reste de nos jours ? Ils ne sont plus nombreux. Encore quelques heures, quelques hivers, et il ne restera plus aucun enfants des grandes tribus qui vivaient autrefois sur cette terre, ou qui errent encore dans les bois, par petits groupes; aucun ne sera là pour pleurer sur les tombes d'un peuple autrefois aussi puissant, aussi plein d'espérance que le vôtre. Mais pourquoi pleurer sur la fin de mon peuple ? Les tribus sont faites d'hommes pas davantage. Les hommes viennent et s'en vont, comme les vagues de la mer.

Même l'homme blanc, dont Dieu marche avec lui et lui parle comme un ami avec son ami, ne peut échapper à la destinée commune. Peut-être sommes-nous frères malgré tout; nous verrons. Mais nous savons une chose que l'homme blanc découvrira peut-être un jour: notre Dieu est le même Dieu. Vous avez beau penser aujourd'hui que vous le possédez comme vous aimeriez posséder notre terre, vous ne le pouvez pas. Il est le Dieu des hommes, et sa compassion est la même pour l'homme rouge et pour l'homme blanc.

La terre est précieuse à ses yeux, et qui porte atteinte à la terre couvre son créateur de mépris. Les Blancs passeront, eux aussi, et peut-être avant les autres tribus. Continuez à souiller votre lit, et une belle nuit, vous étoufferez dans vos propres déchets.

Mais dans votre perte, vous brillerez de feux éclatants, allumés par la puissance de Dieu qui vous a amenés dans ce pays, et qui, dans un dessein connu de lui, vous a donné pouvoir sur cette terre et sur l'homme rouge. Cette destinée est pour nous un mystère; nous ne comprenons pas, lorsque tous les buffles sont massacrés, les chevaux sauvages domptés, lorsque les recoins secrets des forêts sont lourds de l'odeur d'hommes nombreux, l'aspect des collines mûres pour la moisson est abîmé par les câbles parlants.

Où est le fourré . Disparu. Où est l'aigle ? Il n'est plus. Qu'est-ce que dire adieu au poney agile et à la chasse ? C'est finir de vivre et se mettre à survivre.

Gardez en mémoire le souvenir de ce pays, tel qu'il est au moment où vous le prenez. Et de toute vos forces, de toute votre pensée, de tout votre coeur, préservez-le pour vos enfants, et aimez-le comme Dieu nous aime tous.

Ainsi donc, nous allons considérer votre offre d'acheter notre terre. Et si nous acceptons, ce sera pour être bien sûrs de recevoir la réserve que vous nous avez promise. Là peut-être, nous pourrions finir les brèves journées qui nous restent à vivre selon nos désirs. Et lorsque le dernier homme rouge aura disparu de cette terre, et que son souvenir ne sera plus que l'ombre d'un nuage glissant sur la prairie, ces rives et ces forêts abriteront encore les esprits de mon peuple. Car ils aiment cette terre comme le nouveau-né aime le battement du coeur de sa mère. Ainsi, si nous vous vendons notre terre, aimez-la comme nous l'avons aimée. Prenez soin d'elle comme nous en avons pris soin.

Nous savons une choses: notre Dieu est le même Dieu. Il aime cette terre. L'homme blanc lui-même ne peut pas échapper à la destinée commune. Peut-être somme-nous tous frères.

Nous verrons.

("Discours de 1854" - Chef Sealth dit Seattle in Vers un développement solidaire, Lausanne, 1976)

Source : <http://www.tribunalanimal.com:80/consciences/conscients/seattle.htm>
<http://terresacree.org/seattle.htm>

Climat: rapport alarmant du Giec à un mois des négociations de Bali
2007-11-18

VALENCE (Source vérifiée)

Les experts du Giec ont publié un rapport avertissant très clairement les dirigeants de la planète des risques du réchauffement climatique à l'approche d'une conférence cruciale sur le climat qui doit se tenir le mois prochain sous l'égide de l'ONU à Bali.

Dans un "résumé à l'intention des décideurs" de son 4e rapport adopté officiellement samedi à Valence (Espagne), le Groupe intergouvernemental d'experts sur le changement climatique, a mis en garde contre les conséquences "soudaines", voire "irréversibles" du réchauffement en cours.

Le Giec, récompensé cette année par le prix Nobel de la paix, prévoit une hausse de température moyenne de 1,8 à 4 degrés, pouvant aller jusqu'à 6,4 degrés en 2100 par rapport à 1990. "Tous les pays" en subiront les conséquences - multiplication des canicules, sécheresses et inondations, fonte accélérée des glaces des pôles et montée du niveau de la mer - et les nations les plus pauvres seront les plus touchées.

Dans la foulée, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a appelé la communauté internationale à une véritable "percée" des négociations qui s'ouvriront le 3 décembre à Bali (Indonésie) sur les suites à donner à la première phase d'engagements du protocole de Kyoto, après 2012.

"Freiner et renverser ces menaces est le défi de notre temps", a déclaré Ban Ki-moon devant les experts du Giec à Valence. "Nous ne pouvons pas nous permettre de rater une percée réelle à Bali", a-t-il ajouté.

Pour le commissaire européen à l'Environnement Stavros Dimas, "la communauté internationale doit répondre à cet appel scientifique à agir en acceptant de lancer à Bali des négociations pour un nouvel accord complet et ambitieux sur le climat".

Pour inquiétant qu'il soit, le rapport du Giec a été critiqué comme étant en retard sur les dernières études scientifiques.

Ainsi, l'institut australien du climat (Climate Institute - Sydney) a souligné cette semaine que "la récente et rapide diminution des glaces de mer en Arctique s'est produite beaucoup plus rapidement que ne le suggéraient les projections modélisées".

Au rythme actuel (+ 3 mm par an de 1996 à 2006), les océans pourraient avoir gagné 1,40 mètre d'ici la fin du siècle, selon les chercheurs de cet institut.

Du coup, dans le résumé approuvé à Valence, les experts du Giec renoncent à donner une valeur limite à la hausse prévisible du niveau des océans (0,18 m à 0,59 m à la fin du siècle par rapport à la période 1990 selon le projet de résumé initial).

Le président du Giec, Rajendra Pachauri, a insisté sur les conséquences dramatiques auxquelles sont exposés les Etats insulaires et les centaines de millions d'habitants des grands deltas - comme le Bangladesh, ravagé cette semaine par le cyclone Sidr.

Les organisations écologistes, qui craignaient un rapport édulcoré sous la pression de certaines délégations, ont salué un "résultat bien meilleur que ce qu'on pouvait escompter avant la réunion", selon Stephanie Tunmore de Greenpeace. La délégation américaine a notamment contesté le caractère "irréversible" des impacts, estimant qu'il n'était pas suffisamment étayé scientifiquement.

Les Etats-Unis, qui n'ont pas ratifié le protocole de Kyoto, refusent de prendre des engagements contraignants de réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre. Pour réussir, un accord sur le climat devrait en outre enrôler les économies émergentes comme l'Inde et la Chine, qui doit ravir dès cette année la place du premier pollueur mondial aux Etats-Unis, selon l'Agence internationale de l'énergie.

Biocarburants : des ambitions désastreuses pour le Sud

Un nouveau rapport d'Oxfam International tire la sonnette d'alarme : les projets de l'UE destinés à intensifier l'usage des biocarburants pourraient être désastreux pour les plus pauvres.

D'ici 2020, 10% des carburants utilisés par les Etats membres pour le transport devront provenir de biocarburants. Ainsi l'a décidé l'Union européenne. Et pour répondre à cette forte croissance de la demande, l'UE devra importer des biocarburants des pays en voie de développement, fabriqués à partir de canne à sucre et d'huile de palme.

Comme le note le rapport d'Oxfam, pour avoir leur part du gâteau, les grosses entreprises et les gouvernements vont se ruer vers des pays comme l'Indonésie, le Brésil, la Colombie, la Tanzanie et la Malaisie où ils risquent de chasser la population pauvre hors de ses terres, de détruire ses moyens de subsistance, d'exploiter les travailleurs et de porter atteinte au droit à l'alimentation.

Danger pour les paysans

"La tentative acharnée d'approvisionner l'UE et le reste du monde en biocarburants réduit les chances de survie des petits agriculteurs et des ouvriers agricoles dans les pays en voie de développement. Les propositions actuelles de l'UE risquent d'aggraver encore la situation. Les populations pauvres des pays en voie de développement doivent-ils payer les frais des tentatives douteuses de l'Europe pour réduire ses émissions ? C'est tout simplement inacceptable", explique Thierry Kesteloot, chercheur chez Oxfam-Solidarité.

Les biocarburants offrent l'opportunité de lutter contre la pauvreté en créant des emplois, en ouvrant le marché aux agriculteurs familiaux et en fournissant des énergies renouvelables bon marché pour un usage local. Mais les plantations intensives qui apparaissent pour répondre à la demande de l'UE engendrent davantage de menaces que d'opportunités pour les pauvres. Et ce problème va s'accroître encore à mesure que la demande s'intensifiera. A moins que l'UE n'instaure des garanties pour préserver l'accès à la terre, aux moyens de subsistance, aux droits des travailleurs et à la sécurité alimentaire.

Les biocarburants : solution ou problème ?

Les Etats membres de l'UE ont convenu de réaliser l'objectif des 10% dans une optique "durable". Oxfam souligne toutefois que les propositions actuelles ne contiennent aucune directive concernant l'impact social et humain.

"L'Europe a fixé son objectif en biocarburants sans analyser l'impact sur les gens et l'environnement. L'UE doit prévoir des mesures pour préserver les droits et la sécurité des gens dans les pays producteurs. S'il s'avère qu'on ne peut pas atteindre l'objectif des 10 % avec ces mesures, l'UE doit revenir à la table des négociations", explique Kesteloot.

"Soyons sincères, les biocarburants, ne sont pas une solution miracle. Même si l'UE atteint ses 10% de biocarburants - ce qui est fort improbable - l'effet sera très restreint sur les émissions CO² du secteur des transports toujours plus énergivore".

Selon les rapports publiés, la surface nécessaire pour produire des biocarburants en Indonésie, au Brésil, en Afrique du Sud et en Inde sera de 5,6 millions de kilomètres carrés dans les vingt prochaines années, soit plus de dix fois la surface de la France. Cette situation aura des conséquences dramatiques. Selon l'ONU, environ 60 millions de personnes dans le monde courent le risque d'être expulsées de leurs terres pour faire de la place aux cultures nécessaires aux biocarburants. A la recherche d'un travail, beaucoup finiront dans des bidonvilles, d'autres devront travailler dans des plantations dans des conditions déplorables qui ne respectent pas les droits fondamentaux des travailleurs. Les travailleuses sont ici particulièrement discriminées et encore moins bien payées que les hommes.

Disparition de terres agricoles

En Indonésie, pas loin d'un tiers de l'huile de palme est produite par des petits agriculteurs qui ont souvent perdu leur droit à la terre au profit de l'expansion des plantations. Bénéficiant de 2 hectares à titre de 'rétribution', ces petits agriculteurs sont pieds et poings liés à l'industrie de l'huile de palme qui leur a fait crédit en échange de leur récolte. Cela signifie d'emblée que ces agriculteurs ne reçoivent pas non plus le meilleur prix pour leur huile de palme.

Abet Nego Tarigan est vice-directeur de Sawit Watch, une organisation qui représente les communautés rurales, les agriculteurs et les travailleurs salariés touchés par la production d'huile de palme en Indonésie. Selon lui, "les décisions prises en Europe en matière de biocarburants ont des conséquences directes en Indonésie pour des millions de gens. Dans leur course folle, les puissants producteurs d'huile de palme n'hésitent pas à chasser les

communautés des terres qu'elles cultivent depuis de nombreuses générations. Les travailleurs salariés et les petits agriculteurs sont exploités sans aucun scrupule et nous allons perdre des terres agricoles de grande valeur, que nous cultivions pour produire de la nourriture dont nous avons besoin pour vivre et gagner notre vie. Les projets proposés par l'UE aggraveront encore cette situation. Si rien ne change, les pauvres seront de plus en plus nombreux et toutes les terres seront dans les mains de quelques-uns".

http://www.oxfamsol.be:80/fr/article.php3?id_article=1039

RDCongo: nouvelle réserve pour protéger bonobos et sources du bassin du Congo
2007-11-20

KINSHASA (Source vérifiée)

La République démocratique du Congo (RDC) a créé en novembre une réserve naturelle destinée à la protection des bonobos, une espèce de grands singes spécifique à l'ex-Zaïre, et des sources du bassin du fleuve Congo, a-t-on appris mardi auprès du ministère de l'Environnement.

Cette réserve naturelle, baptisée "Réserve naturelle du Sankuru", s'étend sur 30.570 km² - soit pratiquement la superficie de la Belgique - dans la province du Kasai oriental, dans le centre du pays.

Cette réserve "est créée pour la protection du bassin hydrographique du (district du) Sankuru et de la Lokenye en vue de garantir les débits des cours d'eau du bassin du Congo et pour la conservation d'une importante biodiversité animale, dont spécifiquement le bonobo, l'okapi et l'éléphant de forêt", selon un arrêté du ministère de l'Environnement daté du 6 novembre.

Le bonobo (chimpanzé nain pan paniscus) et l'okapi (girafidé forestier) sont des espèces endémiques, qui ne vivent que dans les forêts humides de RDC où elles ont été décimées par des années de guerre et de braconnage intensif.

Les bonobos, estimés à environ 10.000 aujourd'hui contre 100.000 en 1980, se caractérisent notamment par leur mode de règlement des conflits, consistant en une simulation de l'acte sexuel.

En juin 2006, une réserve naturelle de 3.625 km² leur a été spécifiquement dédiée dans la province d'Equateur (nord-ouest).

La particularité de la nouvelle aire protégée du Sankuru tient à son double objectif: elle vise à la fois à protéger l'environnement, en sécurisant les sources de plusieurs rivières alimentant le bassin du Congo qui abrite la deuxième forêt tropicale humide de la planète, et à associer les communautés locales.

Dans le cadre d'un zonage, qui n'a pas encore commencé, seront définies les zones réservées à la stricte conservation et celles où vivent des communautés forestières, qui pourront continuer à jouir de la forêt dans le cadre d'une "conservation communautaire participative", a expliqué à l'AFP Nina Landu, conseillère en charge de la conservation au ministère de l'Environnement.

Dans les zones de conservation, il sera "totalement interdit" d'introduire des espèces, de pratiquer la chasse, de se livrer à l'exploitation minière ou de toute activité susceptible d'altérer l'habitat des animaux et le caractère naturel de la réserve, a-t-elle souligné.

La RDC compte, avec la nouvelle réserve de Sankuru, 7 parcs nationaux, 4 réserves et 11 domaines de chasse. Ces espaces protégés s'étendent sur plus de 240.000 km², soit près de 10,5% du territoire.

"La RDC se rapproche un peu plus de l'objectif fixé par la Comifac (Commission des forêts

d'Afrique centrale), qui vise à convertir en aire protégée 15%" de la superficie des pays l'Afrique centrale, a souligné Mme Landu.

Cyber @ction 235 : Irradiation des aliments

Tandis que le nombre d'installations d'irradiation dans le monde s'accroît et que le volume d'aliments irradiés commercialisés dans les pays de l'Union européenne est inconnu - a fortiori en France - l'inefficacité de la réglementation européenne, et le manque de contrôles -

notamment en France, sont très inquiétants.

D'autant que nous manquons de données sur les risques pour la santé liés à la consommation d'aliments irradiés.

Cette action vise à interpeller 4 ministres et à demander :

-Des contrôles significatifs par la DGCCRF à l'importation et à la commercialisation, et l'application de sanctions sévères aux industriels en cas de fraude ;

- La modification de la liste des aliments autorisés en France, de telle façon que celle-ci se conforme à la liste de l'Union européenne;

- L'attribution de fonds pour une recherche, indépendante et transparente, sur les effets pour la santé de la consommation d'aliments irradiés.

Camille Le Bras Collectif français contre l'irradiation des aliments

www.irradiation-aliments.org

Alain Uguen Cyber @cteurs

>> COMMENT AGIR ?

Sur le site

Cette cyber @ction est signable en ligne

<http://www.cyberacteurs.org/actions/lettre.php?id=182>

Par courrier électronique

C'EST FACILE : A VOUS DE SUIVRE LES 6 ETAPES SUIVANTES :

1- Copiez LE TEXTE À ENVOYER ci-dessous entre les #####

2- Ouvrez un nouveau message et collez le texte

3- Signez le : prénom, nom, adresse, ville

4- Rajouter l'objet de votre choix : irradiation des aliments

5- Adressez votre message aux adresses suivantes :

cyberacteurs@wanadoo.fr

sp-eco@cabinets.finances.gouv.fr

copie à

cab-sjs-sp@sante.gouv.fr

michel.barnier@agriculture.gouv.fr

ministere@ecologie.gouv.fr

petitions1@www.elysee.fr

Cliquer ici :

[<mailto:cyberacteurs@wanadoo.fr;sp-eco@cabinets.finances.gouv.fr>](mailto:cyberacteurs@wanadoo.fr;sp-eco@cabinets.finances.gouv.fr)

ou ici selon votre logiciel de messagerie

<<mailto:cyberacteurs@wanadoo.fr> sp-eco@cabinets.finances.gouv.fr>

Vérifiez que les 2 adresses apparaissent bien

6- Envoyez le message

Cette cyber @ction est aussi signable en ligne

<http://www.cyberacteurs.org/>

Par cette action, vous ferez connaître votre opinion à la Ministre de L'Economie et à Cyber @cteurs pour nous permettre d'évaluer l'impact de cette action.

#####

Prénom, Nom

Profession :

Adresse :

code postal Localité :

Monsieur le Président

Madame / Monsieur le Ministre,

L'usage de l'irradiation se développe à travers le monde, avec une véritable explosion du nombre des installations d'irradiation dans les pays à fort développement : Chine, Inde, Mexique.

Une soixantaine de pays dans le monde autorise l'irradiation des aliments et plus de trente pays la pratiquent, dont certains pour une vaste palette de produits : en Afrique du Sud, au Brésil et au Ghana, pratiquement tous les aliments peuvent être irradiés ; en Chine, en Croatie, en Russie, en Turquie, en Ukraine, aux Etats-Unis, une grande variété d'aliments, dont certaines viandes, peut être irradiée ; à Cuba, en Inde, au Mexique, de nombreuses viandes peuvent être irradiées.

Mais nul ne sait quels volumes de produits irradiés entrent dans l'Union européenne et y sont effectivement commercialisés.

On ne peut aujourd'hui affirmer que la sécurité des aliments traités par ionisation est assurée, malgré des avis officiels qui se veulent rassurants. En effet, les risques pour la santé (pertes de vitamines, risques de cancérogenèse et de mutagénèse liés à la production de substances néoformées dans les aliments irradiés) n'ont pas encore été sérieusement étudiés, les rares recherches sur ce sujet n'étant pas prises en compte ou discréditées. Selon la revue médicale indépendante Prescrire, qui fait pourtant état des avis positifs des commissions scientifiques et des organisations internationales, « des inconnues subsistent sur les effets à long terme d'une consommation à grande échelle d'aliments irradiés ».

C'est pourquoi je suis particulièrement inquiet(e) du peu de contrôles réalisés en France au stade de la commercialisation : 0 en 2003, 60 en 2004, 86 en 2005, 105 en 2006, tandis que l'Allemagne par exemple procède à environ 4000 contrôles chaque année. Bien que ces échantillons ne soient pas représentatifs, il est alertant de constater une hausse constante de produits commercialisés illégalement (irradiés mais non autorisés ou non étiquetés) dans notre pays, jusqu'à 7% en 2005 et 10% en 2006

Par ailleurs, les contrôles effectués dans l'Union européenne par les Etats membres sont très insuffisants, certains pays - pourtant fort producteurs de fruits et légumes et disposant d'installations

d'irradiation, comme l'Espagne et l'Italie - ne donnent aucune information. Les contrôles par les Etats membres au stade de la commercialisation sont incohérents, disparates, variant d'une année à l'autre et d'un pays à l'autre, et sans règles communes.

Du fait de la porosité des frontières, on ne peut que s'inquiéter de cet état de fait

A ces risques pour la santé s'ajoutent les conséquences socio-économiques et environnementales de la prolifération de cette technologie : pour l'emploi et l'économie locale par la délocalisation des productions ; les risques liés au fonctionnement d'installations et au transport de matières nucléaires, et aux modes de production et de distribution industriels de masse (pollutions, changement climatique, atteinte aux milieux naturels et à la biodiversité)

Compte-tenu de l'inefficacité avérée de la réglementation européenne, de l'absence de maîtrise des quantités effectivement commercialisées dans les Etats membres (notamment en France) alors que le nombre d'installations d'irradiation dans le monde s'accroît, du manque de certitudes sur l'innocuité des aliments irradiés et des risques socio-économiques et environnementaux liés à un usage important de cette technologie, je soutiens l'action du Collectif Français contre l'Irradiation des Aliments et vous demande :

• Des contrôles significatifs par la DGCCRF à l'importation et à la commercialisation, et l'application de sanctions sévères aux industriels en cas de fraude

• La modification de la liste des aliments autorisés en France, de telle façon que celle-ci se conforme à la liste de l'Union européenne ;

• L'attribution de fonds pour une recherche, indépendante et transparente, sur les effets pour la santé de la consommation d'aliments irradiés.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, Madame, Monsieur le Ministre, l'expression de mes considérations distinguées,

#####

par courrier postal

Ministère de l'Economie, des finances et de l'emploi

139 rue de Bercy

75012 PARIS

Ministère de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables

20 avenue de Ségur - 75302 Paris 07 SP

Ministère de la Santé, de la Jeunesse et des Sports

8 av Ségur

75007 PARIS

Ministère de l'Agriculture et de la pêche

78, rue Varenne

75007 PARIS

Gentech-news 166

1. Canada : les gènes étrangers disséminés survivent plus longtemps dans la nature
Les gènes étrangers de colza transgénique ont la possibilité de se croiser avec des espèces sauvages apparentées - ceci n'est pas un phénomène nouveau. En revanche il est surprenant de découvrir que les plantes sauvages contenant des gènes étrangers survivent au-delà de 6 ans, bien que ces gènes ne leur soient d'aucune utilité et qu'avec ce fardeau supplémentaire, théoriquement, elles devraient être en moins bonne forme. (Molecular Ecology, 07)

2. USA : »le scandale du riz entraîne des pertes de 1,2 milliard de dollars«
Au cours des deux dernières années, le riz long grain américain a été contaminé et l'on a constaté à plusieurs reprises des traces d'un riz OGM de la firme Bayer. Ceci est à l'origine de la plus grosse crise financière dans l'histoire de l'industrie US du riz: effondrement des exportations, poursuites intentées par les cultivateurs se chiffrant par centaines; les pertes sont estimées à 1,2 milliard de dollars. (Reuters, 5.11.07)

3. Allemagne : Foodwatch dénonce l'alimentation transgénique »forcée«
Foodwatch proteste contre le fait que les hamburgers et les chicken nuggets de McDonald's contiennent des produits animaux créés en utilisant le génie génétique. On pourrait faire autrement: Foodwatch a communiqué à McDonald's l'assurance qu'un fournisseur suisse pouvait approvisionner en soja non OGM toutes les filiales allemandes de McDonald's. (Foodwatch, 30.10.07)

4. Portugal : Lagos déclarée zone sans OGM
La région de Lagos est la première région légalement sans OGM du Portugal. Une loi donne désormais un cadre légal à l'exemption d'OGM. (Ministère de l'agriculture du Portugal, 5.11.07)

5. USA : pois à vaches résistant à la sécheresse et aux parasites
En Afrique, le pois à vaches (*Vigna unguiculata*) est un aliment à forte teneur en protéines. Pourtant, les 3/4 des récoltes sont souvent décimés par la sécheresse ou les parasites. L'Université de Californie est la recherche de nouvelles méthodes et utilise des marqueurs moléculaires pour cultiver des pois à vaches résistants à la sécheresse et aux parasites. Ces caractères spécifiques reposent le plus souvent sur de multiples gènes différents. Les scientifiques tentent d'identifier les complexes de gènes pouvant être à l'origine de telles résistances à l'aide de »marqueurs moléculaires«. Il est alors possible d'en tenir compte lors de la culture sans toutefois devoir manipuler génétiquement les plantes. (University of California, 6.11.07)

Vous pouvez consulter les références et les articles de fond correspondants sur la rubrique "Gentech-News français" de notre site <http://www.blauen-institut.ch>.

Le bulletin est rédigé par Florianne Koechlin du Blauen Institut (en collaboration avec le Groupe suisse de travail sur le génie génétique GTG).

Les OGM du futur cibleront le génome des insectes

LE MONDE | 21.11.07

Une nouvelle classe de plantes transgéniques, capables de cibler le génome d'insectes

ravageurs, pourrait sortir des laboratoires dans les prochaines années. Ces OGM, décrits dans deux articles publiés par la revue *Nature Biotechnology*, le 4 novembre, mettent à profit l'interférence ARN, un mécanisme dont la découverte a valu, en 2006, le prix Nobel de médecine aux Américains Andrew Fire et Craig Mello.

L'ARN, ou acide ribonucléique, est une molécule qui, au sein de la cellule, travaille en lien avec l'ADN. L'ARN est porteur d'informations et, chez certains virus, il peut même remplacer l'ADN en tant que patrimoine génétique. Cette molécule remplit plusieurs fonctions, notamment de régulation de l'expression des gènes et des protéines dont ceux-ci commandent la synthèse.

En 1998, Andrew Fire et Craig Mello ont découvert que l'ARN double brin pouvait réduire spécifiquement la production de protéines. Ce phénomène d'interférence est désormais un outil de laboratoire servant à rendre silencieux des gènes ciblés. L'espoir est, en médecine, de trouver le moyen d'utiliser ce mécanisme à des fins thérapeutiques.

Les deux articles de *Nature Biotechnology* montrent que l'agriculture pourrait aussi bénéficier de cette technique. Dans le premier, une équipe de l'Institut des sciences biologiques de Shanghai (Chine), dirigée par Xiao-Ya Chen, décrit comment elle est parvenue à fragiliser des larves de chenilles de la tomate, *Helicoverpa armigera*, qui ravagent aussi le coton. Ce lépidoptère a développé une résistance au gossypol, molécule insecticide naturellement produite par la plante. Les chercheurs ont trouvé le gène qui lui confère cette résistance et ont fait exprimer l'ARN correspondant dans des plantes transgéniques modèles. Les larves nourries sur ces végétaux redevenaient vulnérables au gossypol : le gène de résistance avait bien été inactivé.

Le second article, signé par une équipe de la société Monsanto, porte sur la culture du maïs et l'un de ses ennemis les plus coriaces, la chrysomèle, alias *Diabrotica virgifera*. James Roberts et ses collègues ont d'abord testé, en les faisant ingérer directement, l'efficacité de plusieurs doubles brins d'ARN correspondant à des gènes assurant des fonctions physiologiques essentielles du coléoptère. Ils ont ensuite produit des plants de maïs transgéniques capables d'exprimer certains de ces ARN et constaté, lors d'essais dans des pots infestés, que les dommages engendrés par les larves sur les racines étaient largement réduits.

"L'INTERFÉRENCE ARN"

"L'interférence ARN offre un mode d'action unique dans le contrôle des insectes ravageurs, qui pourrait compléter la stratégie actuelle", écrivent les chercheurs de Monsanto. Celle-ci consiste, dans le cas des OGM insecticides, à faire exprimer par les plantes des gènes tirés d'une bactérie, *Bacillus thuringiensis* (Bt). Mais la chrysomèle, observent-ils, est "réfractaire" à la plupart des toxines de la famille Bt.

Les chercheurs chinois partagent le même souci : anticiper sur l'apparition inéluctable de résistances chez les insectes visés par les OGM actuels. L'interférence ARN, poison très sélectif, "avait été utilisée en laboratoire sur des vers nématodes, à qui l'on avait fait ingérer des bactéries produisant des ARN", note Hervé Vaucheret, du laboratoire de biologie cellulaire de l'Institut national de recherche agronomique (INRA) de Versailles. "La nouveauté est de montrer que cela peut fonctionner chez les insectes à travers l'ingestion." Le succès n'est cependant pas garanti. L'équipe de Monsanto a ainsi constaté que le charançon du coton, *Anthonomus grandis*, résistait à cette stratégie, ce qui pourrait indiquer que tous les insectes ne sont pas "sensibles à l'ARN administré de façon orale", notent les chercheurs.

"Nous sommes toujours en présence de plantes transgéniques, note Marie-Noëlle Rosso (INRA-Sophia-Antipolis). Les implications quant à la dissémination du transgène sont les mêmes." C'est-à-dire qu'il conviendra de vérifier que les insectes non ciblés ne seront pas touchés. "Mais aussi de s'assurer que la séquence de l'ARN n'est pas présente dans d'autres organismes", lesquels, sinon, pourraient en être affectés, souligne Hervé Vaucheret.

Le contrôle des effets, bénéfiques ou délétères, de l'interférence ARN, promet donc d'être

aussi débattu que celui des OGM actuels.
Hervé Morin Article paru dans l'édition du 22.11.07.

Au poil

Un cactus sur lequel poussent des poils pubiens ? Voilà qui ne manque pas de piquant. Cette oeuvre conçue par Laura Cinti est l'une des pièces phares du Festival international des sciences d'Edimbourg, en Ecosse. Pour réaliser The Cactus Project, l'artiste "transgénique" dit avoir introduit du matériel génétique humain dans le génome d'une cactée. En 2000, l'artiste brésilien Eduardo Kac avait déjà exposé un lapin transgénique vert fluorescent, doté d'un gène de méduse. Si le directeur du Scottish Arts Council - l'ancien évêque d'Edimbourg - a quelques réserves en ce qui concerne la manipulation d'animaux, l'oeuvre de Laura Cinti ne lui pose pas de problème éthique. "Faire pousser des poils pubiens sur un cactus ne fait de mal à personne", estime-t-il.

http://www.courrierinternational.com:80/article.asp?obj_id=50450

Une pile à hydrogène à emporter partout

Ce prototype de pile à hydrogène portable permet de disposer pendant une dizaine d'heures de 50 watts, simplement en ajoutant de l'eau dans la cartouche.

Il a été conçu par Millenium Cell et Horizon Cell Technologies pour répondre aux besoins d'urgence, en cas de coupures de courant notamment. L'énergie, suffisante pour alimenter de petits appareils, est délivrée instantanément, affirment ses concepteurs.

Selon eux, leur système délivre 85% d'électricité en plus, par rapport à son poids et sa taille, que les appareils existants.

Il faudrait 15 piles alcalines pour délivrer la même quantité d'énergie. Soit un poids de 2 kg, et un volume de 0,85 l, alors que la pile à hydrogène en occupe 0,1l et ne pèse que 0,1kg.

Autre avantage, sa durée : la pile à hydrogène ne s'use pas avec le temps. Elle sera disponible sur le marché dès l'année prochaine, pour un prix de 400\$.

<http://www.enerzine.com:80/603/3492+Une-pile-a-hydrogene-a-emporter-partout+.html>

forêts tropicales : un bien inestimable qui appartient à l'humanité

12/11/2007,

Depuis quelques années, plusieurs études scientifiques très sérieuses sont venues remettre en cause le rôle des forêts en matière d'émissions et de fixation de CO₂. Selon ces études, les forêts boréales et tempérées fixeraient beaucoup moins de CO₂ que prévu tandis que les régions tropicales ne seraient pas autant émettrices que pourrait le laisser penser l'intense déforestation dont elles sont victimes.

Sur les 25 milliards de tonnes de gaz à effet de serre émis actuellement (selon l'Environmental World Resources Institute), 40 % restent dans l'atmosphère, 30 % sont absorbés par les océans et 30 % par les plantes.

Les modèles informatiques chargés d'évaluer le captage du carbone des forêts utilisent principalement des données d'émissions constatées au sol, c'est-à-dire le montant du captage

du CO₂ par photosynthèse dont on soustrait les émissions dues à la décomposition de la matière organique. Mais ces mesures ne tiennent pas compte des mouvements de l'atmosphère et notamment des vents. L'équipe menée par le Centre national pour la recherche atmosphérique de Boulder (Etats-Unis) a eu l'idée d'utiliser les mesures faites dans la colonne d'air au-dessus des arbres et non au sol. Les chercheurs ont pour cela compilé les analyses de troposphère provenant de vols de recherche réalisés partout sur la planète ces 27 dernières années.

Leurs résultats publiés dans Science du 22 juin révèlent que les forêts de l'hémisphère Nord n'absorbent « que » 1,5 milliard de tonnes de CO₂ contre 2,4 milliards calculés par les modèles. Ce qui signifie que les concentrations de CO₂ dans l'hémisphère Nord seraient plus importantes que prévu. En revanche, malgré les brûlis agricoles, les forêts tropicales ne relargueraient pas dans l'atmosphère 1,8 milliard de tonnes de CO₂, mais seulement 100 millions. Dans ce cas, le tort des modèles serait de minorer l'efficacité de la forêt tropicale pour capter les gaz à effet de serre et surtout de ne pas tenir compte des vents qui amèneraient le CO₂ émis par les feux sur d'autres zones forestières susceptibles de l'absorber.

Cette découverte ne permet pas seulement de mieux comprendre le système Terre. Elle pèse sur la capacité à calculer « les effets climatiques futurs de nos émissions de CO₂. Pour un même scénario économique, exprimé en tonnes de CO₂ émis, il peut y avoir une différence de 100 à 200 ppm de CO₂ à la fin du siècle, soit environ un degré d'écart en termes de température moyenne à la surface de la planète, selon le rôle que jouent les forêts boréales et tropicales dans les modèles climatiques. Or, un degré, c'est plus que le réchauffement mesuré depuis un siècle ! Les modèles actuels parient sur des forêts boréales gourmandes en CO₂ et sur des forêts tropicales à l'équilibre, hors les effets de la déforestation due à l'homme. Si les auteurs de l'étude ont raison, il va falloir modifier les modèles afin de simuler correctement le futur climatique. Cette découverte suppose aussi de repenser la gestion des forêts tropicales en tenant compte de leur rôle dans le cycle du CO₂.

"L'impact positif des forêts a tendance à s'estomper au fur et à mesure que l'on avance vers les hautes latitudes"

Autre facteur déterminant à prendre en compte : la latitude. Pour que les forêts parviennent à limiter le réchauffement, on pensait alors qu'il suffisait que les entrées (les plantations) dépassent les sorties (la déforestation). Mais cette vision comptable est aujourd'hui remise en cause par une étude de l'Académie américaine des sciences. Une équipe américaine, regroupée autour de chercheurs du Lawrence Livermore National Laboratory (LLNL), vient de publier une étude où elle montre que l'installation de forêts dans les régions de haute latitude pourrait au contraire contribuer au réchauffement de la planète.

« Planter de nouveaux arbres à des moyennes latitudes comme aux États-Unis ou dans la plus grande partie de l'Europe n'aurait que des effets marginaux sur le climat. Mais des arbres supplémentaires dans les forêts des hautes latitudes comme au Canada, en Scandinavie ou en Sibérie seraient actuellement contre-productifs », explique Govindasamy Bala, du LLNL, qui a piloté l'étude.

Les chercheurs ont intégré dans leurs modèles les trois impacts majeurs des forêts sur le climat : leur capacité de stockage du carbone, qui contribue à limiter le réchauffement ; l'évapotranspiration et la forte nébulosité qu'elles produisent et qui contribuent aussi à limiter le réchauffement ; et, enfin, l'énergie solaire qu'elles absorbent en raison de leur couleur noire et qui contribue au contraire à augmenter le réchauffement.

En faisant tourner ces trois paramètres, ils parviennent à montrer que l'impact climatique des forêts varie considérablement selon les latitudes.

Seules les forêts tropicales ont des effets très bénéfiques contre le réchauffement grâce à la forte nébulosité qu'elles entretiennent et grâce à leur capacité de stockage du carbone. La déforestation dans cette région du monde contribuerait donc à une élévation des températures.

« Les forêts tropicales agissent comme un véritable climatiseur de la Terre », souligne Ken Caldeira, un des auteurs de l'étude et climatologue de renom.

L'impact positif des forêts a tendance à s'estomper au fur et à mesure que l'on avance vers les hautes latitudes. Plus on monte vers le nord, plus l'absorption de chaleur par le couvert forestier annule ou dépasse la contribution des forêts tempérées ou boréales contre le réchauffement. Il faut bien reconnaître, en effet, que ces dernières produisent moins d'humidité et séquestrent moins de carbone que les forêts tropicales, à la végétation luxuriante.

A la lumière de ces nouvelles connaissances scientifiques, l'enjeu écologique lié à la destruction accélérée des forêts tropicales (plus de 150 000 km² de forêts tropicales détruites chaque année) prend une dimension nouvelle car ces forêts joueraient un rôle tout à fait déterminant dans l'absorption du CO₂ et la régulation thermique de la Terre. Rappelons en outre que ces forêts constituent un réservoir irremplaçable de biodiversité : elles peuvent parfois contenir jusqu'à 300 espèces d'arbres différents par hectare et contiennent des milliers d'espèces végétales et animales qui sont autant de molécules et de médicament potentiels dont l'humanité a besoin. Certaines grenouilles africaines ou amazoniennes contiennent dans leur peau des dizaines de peptides aux propriétés antibactériens, ou anticancéreuses encore mal connues.

"Sauvegarder les forêts tropicales est donc une nécessité absolue pour notre planète"

Pour toutes ces raisons, sauvegarder les forêts tropicales est donc une nécessité absolue pour notre planète et il est capital que les pays développés imaginent, en coopération avec les pays concernés, de nouveaux mécanismes économiques qui permettent d'évaluer à leur juste prix la valeur écologique de ces forêts irremplaçables afin de substituer à une exploitation sauvage à court terme une exploitation durable à long terme qui assure aux habitants de ces pays des revenus suffisants pour les convaincre de s'associer à cette gestion raisonnée de leur patrimoine vert. Peut-être faudra-t-il, pour atteindre ce résultat, que les pays riches acceptent de rétribuer à un juste niveau, sous condition de reversement équitable aux populations, les pays concernés du Sud, pour qu'il devienne pour eux plus intéressant de préserver leurs forêts que de les exploiter de manière destructrice et inconsidérée. Nous devons inventer de nouveaux modèles et mécanismes de coopération et d'échanges économiques si nous voulons préserver des richesses comme les forêts tropicales qui appartiennent au patrimoine de l'humanité et dont le destin est lié à celui de l'homme sur cette Terre.

http://www.notre-planete.info/actualites/actu_1415_forets_tropicales_bien_inestimable_humanite.php

Un nouveau paradis pour les bonobos au Sankuru
vendredi 23 novembre 2007

Les bonobos ont trouvé un nouveau paradis à la "Réserve naturelle du Sankuru". Ces chimpanzés nains, une espèce de grands singes spécifiques à la RDC risquent l'extinction de sa race si l'on n'y prête garde. Le ministère de l'Environnement a annoncé mardi 20 novembre que la toute nouvelle "Réserve naturelle du Sankuru", 30.570 km² dans la province du Kasai oriental, participera également à la "protection du bassin hydrographique du (district du) Sankuru et de la Lokenye en vue de garantir les débits des cours d'eau du bassin du Congo et pour la conservation d'une importante biodiversité animale, dont spécifiquement le bonobo, l'okapi et l'éléphant de forêt", indique un arrêté du ministère de l'Environnement daté du 6 novembre.

Déjà en juin 2006, une réserve naturelle de 3.625 km² dans la province d'Equateur avait été spécifiquement dédiée à nos proches cousins.

Faites l'amour et non la guerre

Plus que 10.000 bonobos vivent aujourd'hui contre 100.000 en 1980, après des années de guerre et d'un braconnage sans merci contre cette espèce protégée. Les Bonobos sont génétiquement plus proches de l'homme que les chimpanzés. Ils nous ressemblent même davantage que les chimpanzés. Ils sont très aimables les uns envers les autres, jamais agressifs et possèdent plusieurs traits psychologiques, notamment l'altruisme, la compassion, la sensibilité et la patience. Lorsque deux groupes de bonobos se croisent, les femelles de chaque tribu s'accouplent avec des mâles de l'autre clan, une façon de régler les conflits et de les éviter.

Si le bonobos nous apprenaient à vivre en paix !

Emmanuel Makila

<http://www.lerevelateur.net:80/suite.php?newsid=1472>

Pierre Beuzit, directeur de la recherche chez Renault de 1998 à 2005

La révolution automobile en 2015 ?

LE MONDE | 24.11.07

Dans votre ouvrage, Hydrogène, l'avenir de la voiture ?, paru en octobre, vous prévoyez pour 2015 le début de la production de masse d'automobiles fonctionnant à l'hydrogène. Pourra-t-on dès cette date faire le plein d'hydrogène à la pompe ?

Pas du tout. Les premières voitures fonctionneront avec des carburants classiques comme l'essence, le diesel ou les biocarburants. Mais, à bord, un nouvel appareil, appelé réformeur, pourrait les transformer en hydrogène, lequel alimenterait une pile à combustible. La propulsion deviendrait ainsi entièrement électrique, et la consommation de carburant passerait des 6 litres aux 100 km atteints par les voitures actuelles, à 3 litres. Cela marquerait le véritable démarrage de la voiture électrique, dont les batteries ne garantissent aujourd'hui qu'une autonomie limitée.

LE PRINCIPE DU RÉFORMEUR

En matière d'hydrogène, réformer signifie extraire. L'appareil sur lequel mise Renault a été développé par l'entreprise italo-américaine Nuvera. Il entretient une réaction chimique de "craquage" de la molécule de carburant, qui se décompose en hydrogène, en azote et en monoxyde de carbone (CO). Celui-ci est ensuite transformé en gaz carbonique (CO₂). Le réformeur, dont le rendement atteint les 80 %, est bien adapté aux biocarburants, qui devraient être de plus en plus présents d'ici à 2015.

À LIRE

Hydrogène, l'avenir de la voiture ? de Pierre Beuzit, L'Archipel, 2007, 206 p., 18,50 ?.

Cette perspective est-elle envisagée par tous les constructeurs automobiles ?

Le pétrole étant à terme condamné, chaque grand constructeur a développé sa propre activité dans l'hydrogène. BMW et Ford ont pris le parti de le brûler dans un moteur à combustion. Mercedes, General Motors, Volkswagen, Fiat, Nissan et PSA sont partisans d'un stockage de l'hydrogène pur, afin d'alimenter une pile à combustible. Renault et Toyota, eux, ont misé sur le réformeur.

Si ce procédé devient opérationnel, c'est donc la voiture qui "produira" son propre hydrogène?

En quelque sorte. Bien sûr, cette solution n'est que transitoire, puisqu'elle ne rompt pas la dépendance au pétrole ou aux biocarburants. Elle ne supprime pas non plus la pollution,

puisque la voiture continue - bien qu'en quantité moindre - à produire du gaz carbonique lors de la transformation du carburant en hydrogène. Mais le recours au réformeur, dans un premier temps, présentera des avantages.

Avec ce dispositif, on évite tout d'abord la question problématique du stockage de l'hydrogène à bord de la voiture. Avec 1 kg d'hydrogène, on peut parcourir environ 100 km, mais ce kilo, à la pression atmosphérique, occupe un volume de... 11 m³. D'où la nécessité de comprimer fortement le gaz ou de le réfrigérer, ce qui consomme de l'énergie. Le réformeur permet, par ailleurs, de différer la mise en oeuvre du nouveau réseau de distribution grâce auquel l'hydrogène sera disponible dans les pompes à essence. Une perspective qui ne devrait pas, compte tenu des obstacles à franchir, être réalisable avant 2020 ou 2025.

La conception des automobiles sera-t-elle modifiée en profondeur par cette innovation ?

Au cours des cent dernières années, les voitures n'ont guère évolué dans leurs grandes lignes.

En grande partie du fait du moteur thermique à explosion, un composant lourd, encombrant, bruyant et sale. Avec la pile à hydrogène, cette contrainte disparaît. Le réformeur, pas plus gros qu'une valise, tient dans l'emplacement de la roue de secours, et les moteurs électriques peuvent être intégrés à chaque roue. Ce qui laissera une grande liberté aux concepteurs.

L'hydrogène offrant une source abondante de courant à bord, il alimentera de nombreux appareils. La voiture de demain pourra être construite comme un petit salon, comprenant des fonctions de communication, d'audio et de vidéo, mais aussi un réfrigérateur et un four à micro-ondes. Il se créera ainsi une continuité entre la vie chez soi et la vie en voiture, d'autant plus évidente que celle-ci sera devenue silencieuse. L'électrification de l'automobile transformera également des fonctions comme l'accélération, le freinage et la direction assistée. Les pédales ne servant plus à rien, elles pourront disparaître. De même le volant pourra-t-il être remplacé par un manche à balai (comme ceux utilisés dans les jeux vidéo), situé n'importe où dans l'habitacle.

Pourrons-nous échapper aux embouteillages ?

La voiture, toujours grâce à l'électricité, tirera un meilleur profit des services de guidage, ce qui améliorera à la fois la mobilité en ville et la sécurité de conduite. Grâce aux téléphones mobiles, il sera possible de faire savoir où l'on est et où l'on va. Le croisement de toutes ces informations permettra de mieux exploiter le réseau routier. Aujourd'hui, aux heures de pointe à Paris, seulement 15 % des voies sont saturées : un meilleur guidage fluidifiera le trafic. De plus, ces informations pourront être utilisées pour éviter les accidents : elles permettront de connaître la trajectoire de chaque automobile et de prévoir ainsi les collisions. Et les panneaux signalétiques eux-mêmes finiront peut-être par entrer virtuellement dans la voiture...

La conduite n'aura donc plus grand-chose à voir avec ce que nous connaissons. Les automobilistes s'adapteront-ils ?

En 2015, les jeunes conducteurs seront les enfants du joystick... Pour eux, cela ne posera pas de problème. Le contrôle de la voiture ne sera plus confiné à un endroit précis de l'habitacle, comme aujourd'hui où tout est concentré autour de la place du conducteur. La conduite se fera en quelque sorte par télécommande. Le comportement de l'automobiliste changera en conséquence. Parce qu'il aura appris à exploiter les nouvelles possibilités d'anticipation offertes par la technologie, que ce soit en matière d'embouteillages ou de risques d'accidents, il se sentira plus libre d'esprit.

Cela semble annoncer une conduite automatique...

Il faudra sans doute attendre 2030 ou 2040 pour que soit maîtrisée la sécurisation indispensable à une conduite automatisée. Mais, d'ici là, des jalons allant dans ce sens apparaîtront. Par exemple, à partir de 2020, le système de GPS Galileo apportera une précision de positionnement des voitures à moins de 1 mètre. Grâce à l'hydrogène, la voiture électrique annonce ainsi une véritable rupture avec tout ce que l'on a connu jusqu'alors en matière d'automobile.

Propos recueillis par Michel Alberganti

Article paru dans l'édition du Monde du 25.11.07.

<http://www.lemonde.fr/web/article/0,1-0@2-3244,36-982145@51-966673,0.html>

EPR: réacteur nucléaire de 3e génération déjà vendu en France et en Finlande

PARIS 26 novembre 2007 - Les deux réacteurs qu'Areva a vendu lundi à la Chine sont des réacteurs nucléaires de troisième génération à eau sous pression (EPR), lancés en 1992 et déjà commercialisés en France et en Finlande.

L'EPR, plus puissant que les réacteurs construits dans les années 1980, est conçu sur la base d'une technologie franco-allemande, à travers la filiale d'Areva, Areva NP, détenue à 34% par l'allemand Siemens.

Areva est aussi candidat à la construction d'EPR aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, pays qui ont décidé de relancer cette l'énergie nucléaire, qui émet peu de gaz à effet de serre.

La Finlande doit mettre en service en 2011 le premier EPR (pour "European Pressurised water Reactor").

En France, dont près de 80% de l'électricité est produite à partir d'énergie nucléaire, le chantier du deuxième EPR doit commencer fin 2007 à Flamanville (dans la Manche).

Les deux réacteurs pour la Chine doivent être livrés entre fin 2013 et 2015 et seront installés à Taishan, dans le Guangdong (Sud).

En France, l'EPR est destiné à prendre le relais d'une bonne partie des 58 réacteurs en service. Le parc français actuel (34 réacteurs de 900 mégawatts, 20 de 1.300 MW et 4 de 1.450 MW), dit de deuxième génération après les premiers prototypes des années 1950 et 1960, a été mis en service pour l'essentiel dans les années 1980.

Conçu dès l'origine pour une durée de vie minimale de 60 ans, ce réacteur EPR plus puissant que ses prédécesseurs (1.600 MW), utilise une technique déjà éprouvée, celle des réacteurs à eau légère, la plus répandue dans le monde.

Avec, assurent ses concepteurs, une meilleure utilisation du combustible, une démultiplication des systèmes de sûreté et une moindre production de déchets, ce que contestent les antinucléaires qui y voient une technologie déjà obsolète.

A plus long terme, pour remplacer cette troisième génération en France vers la fin du siècle, les experts d'une dizaine de pays mènent des recherches sur une quatrième génération qui pourrait être déployée à partir de 2030.

AREVA

SIEMENS

(Source vérifiée / 26 novembre 2007)

<http://www.romandie.com/ats/news/071126100750.p1ljs2gn.asp>

Les biocarburants de 2ème génération issus de la biomasse et de la mer pourraient changer la donne énergétique

Article publié le 26/11/2007 par René Tregouët

Après la Banque mondiale, c'est au tour de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) de s'inquiéter de la vogue des agrocarburants destinés à limiter les émissions de gaz à effet de serre dans le domaine des transports.

L'éthanol cellulosique, ou éthanol de seconde génération, offre des bénéfices environnementaux supérieurs à ceux du carburant fabriqué grâce au maïs. Les rejets de gaz à effet de serre pourraient s'avérer de 80 % moins importants que ceux générés par l'essence. Mais, à côté de nos forêts, la mer pourrait devenir une source importante de biomasse et de biocarburant. Les algues n'ont besoin que de lumière du soleil, de CO₂ et d'eau avec des oligo-éléments, du phosphate et de l'azote, pour se développer.

en France, les chercheurs du Laboratoire océanographique de Villefranche-sur-Mer (LOV) travaillent sur un produit énergétique étonnant. Capable de faire tourner un moteur, il est fabriqué à partir d'organismes microscopiques poussant dans l'eau douce ou l'eau de mer : des microalgues. Produites par photosynthèse, elles peuvent contenir jusqu'à 60 % de leur masse en lipides. Avec cent grammes d'huile extraits d'un litre de microalgues, la production de ces cellules permet donc d'espérer un rendement à l'hectare trente fois supérieur à celui du colza ou du tournesol !

Ces recherches et ces avancées viennent à point nommé car les biocarburants actuels suscitent de plus en plus d'interrogations et de scepticisme quant à leur impact réel sur l'environnement. Au rythme d'augmentation du prix des carburants fossiles, et compte tenu de l'impact environnemental de plus en plus contesté des biocarburants de première génération et de leur effet négatifs sur la hausse des prix des céréales, ces biocarburants de deuxième génération, issus de nos forêts et de nos océans pourraient s'avérer rentables d'ici 5 ans à condition de poursuivre au niveau européen notre effort de recherche dans ce domaine. Sans constituer une panacée, ces biocarburants véritablement écologiques, et n'entrant pas en concurrence avec les cultures vivrières, pourraient permettre d'accélérer sensiblement la mutation des transports vers l'ère de l'après-pétrole et contribuer ainsi à lutter encore plus efficacement contre le réchauffement du climat.

<http://www.enerzine.com:80/382/Les-biocarburants-de-2eme-generation-issus-de-la-biomasse-et-de-la-mer-pourraient-changer-la-donne-energetique/participatif.html>

Niger: la ruée sur les dernières forêts accélère la désertification

Boureima Hama (Source vérifiée)

Niamey

Le jour n'est pas encore levé que des camions, des ânes et des caravanes de chameaux quittent Niamey en traversant le pont Kennedy. A la nuit tombée, ils reviennent chargés d'énormes cargaisons de bois arrachées aux dernières forêts du sud-ouest du Niger.

Dans cet immense pays essentiellement désertique, les populations continuent de décimer les forêts pour se fournir en bois de chauffe, sans se soucier qu'ils donnent un grand coup d'accélérateur au réchauffement climatique et au désert.

Le Sahara a déjà englouti les deux-tiers du territoire (1,2 million de km²) et avance inexorablement à raison de 200 000 ha par an selon le site écologiste Mongabay.com, malgré la plantation de plus de 60 millions d'arbres entre 1985 et 1997.

D'après des spécialistes, le désert avance en moyenne de 6 km par an vers l'ouest et le sud où se trouvent les dernières zones boisées du pays.

Le Niger a perdu 679.000 hectares de forêts tropicales entre 1990 et 2005, plus du tiers, à raison d'un taux annuel de déforestation de 1%, selon Mongabay.com.

Le ministère de l'environnement reconnaît la perte annuelle de 120 000 ha de forêts tropicales, sans compter quelque 340.000 ha détruits entre 2000 et 2006 par des feux de brousse, souvent allumés volontairement par des paysans.

«Le bois se fait rare, on part le chercher à plus de 150 km près du Burkina Faso», affirme à l'AFP Ali Amadou, un bûcheron de «Dar-el-Salam», un des marchés de bois de Niamey. En 2006, le pays a consommé plus de 3,4 millions de tonnes de bois et il en faudra 4,2 millions en 2010, d'après des prévisions officielles.

«Le bois représente plus de 90% de l'énergie domestique des ménages», assure Moustapha Kadi, de l'Ong SOS-Kandaji.

«C'est un paradoxe dans un pays riche en gisements de charbon et voisin de grands producteurs de gaz et de pétrole (Algérie et Nigeria)», commente un expert.

Face à la flambée de l'or noir et du gaz, le bois est la seule d'énergie abordable pour la majorité de la population rurale qui vit avec moins d'un dollar par jour, reconnaît ce même expert.

«Ignorance et pauvreté ne sauraient excuser ce +crime+ écologique», s'indigne Mamane Lamine, un agent des Eaux et Forêts.

«Partout où il y a des forêts classées, les riverains créent des coopératives, coupent le bois, le vendent, et ils n'épargnent même plus les espèces protégées», renchérit Moustapha Kadi.

A Niamey, le bois se négocie à prix d'or: entre 200.000 à 300.000 CFA (de 303 à 455 euros) la cargaison de camion, 2.000 à 2.500 CFA (plus de 3 à 3,79 euros) le chargement d'âne ou de chameau.

Faute de statistiques précises, on estime qu'il y a entre dix et trente fois moins de grands arbres au Niger aujourd'hui qu'en 1975.

Pour l'essentiel, ce bois finit sous les marmites de cuisine à Niamey, d'après l'Institut de recherche pour le développement (IRD).

Pour les climatologues, cette déforestation a trois conséquences directes et inquiétantes: le sol nu réfléchit davantage le soleil, rien n'arrête plus le vent et l'air est de moins en moins humide. Qui plus est la désertification, aggravée par la rareté des pluies, est une des causes directes des crises alimentaires cycliques qui frappent le Niger, dont la population croît de plus de 3% par an.

Les municipalités de Niamey, qui perçoivent des taxes sur les ventes du bois, avouent leur impuissance à contenir les abus d'une filière contrôlée par d'influents commerçants.

Dans ces conditions, le Niger risque à à terme d'être pris dans un infernal cercle vicieux: pour échapper à la misère, de nombreux paysans ont le choix entre émigrer ou... devenir bûcherons, sans savoir qu'ils scient eux-mêmes les dernières branches du déjà fragile équilibre écologique du pays.

<http://www.cyberpresse.ca:80/article/20071120/CPENVIRONNEMENT/71120061/6108/CPENVIRONNEMENT>

Chine - Sortir du nucléaire accuse Sarkozy de subterfuge sur l'EPR

Reuters - 24.11.07 - Sortir du nucléaire accuse samedi Nicolas Sarkozy de subterfuge commercial pour amener la Chine à acquérir deux réacteur EPR -"le pire" des réacteurs nucléaires selon le réseau. "C'est à moitié prix que ces deux réacteurs sont proposés aux Chinois: 3,6 milliards d'euros les deux alors qu'un seul EPR par exemple celui qu'EDF veut construire à Flamanville (Manche) coûte 3,5 milliards", accuse le mouvement dans un communiqué. A la faveur de la visite d'Etat du président français à Pékin, Areva doit signer un contrat avec la China Guangdong Nuclear Power Corp sur la livraison de deux réacteurs nucléaires EPR et du combustible nécessaire à leur fonctionnement pendant au moins 15 ans.

Le réseau attire l'attention sur le "subterfuge des autorités françaises qui tentent de masquer cette vente à perte dans le cadre d'un contrat global - il serait question de 7 milliards - concernant, outre les deux EPR, des accords sur le combustible nucléaire et les services". Si les Chinois signent aujourd'hui, c'est "en profitant du cadre d'un accord global sans lequel les chinois n'auraient jamais pris d'EPR qui est "le pire de tous" les réacteurs nucléaires "comme le montrent les graves déconvenues d'Areva sur le chantier du seul EPR qu'elle ait réussi à vendre à ce jour en Finlande.

Réseau "Sortir du Nucléaire" : M. Sarkozy va "brader" deux réacteurs en Chine

Source vérifiée - 24.11.07 - Le président français Nicolas Sarkozy va "brader deux réacteurs nucléaires EPR à moitié prix" lors de sa visite en Chine, estime samedi dans un communiqué le réseau "Sortir du Nucléaire", qui revendique quelque 800 associations. La ministre de l'Economie Christine Lagarde avait déclaré vendredi que le contrat de deux réacteurs nucléaires EPR de troisième génération qu'Areva pourrait conclure en Chine se présentait "sous les meilleurs auspices".

"Après avoir choisi l'an dernier 4 réacteurs AP 1000 de Westinghouse (un concurrent d'Areva), les Chinois se refusent toujours à acheter des EPR : s'ils le font finalement (...), ce sera à moitié prix et en profitant du cadre d'un accord global sans lequel les Chinois n'auraient jamais pris d'EPR", selon "Sortir du Nucléaire". Pour Areva, le montant de la commande s'élèverait à "au moins 5 milliards d'euros", a-t-on indiqué vendredi de source proche du dossier, alors que Le Figaro évoque 7 milliards d'euros. Pour les spécialistes du secteur, la construction d'un EPR complet coûte actuellement entre 3 et 4 milliards d'euros.

Libération - 26 novembre 2007

Sarkozy va-t-il gagner en Chine le titre de super VRP? La quarantaine de chefs d'entreprise qui ont fait le déplacement chinois espèrent que le voyage du président de la République leur permettra de finaliser de nombreuses négociations en cours. Et d'engranger de gros contrats. Dix milliards d'euros sont en jeu. Et les espoirs se focalisent sur deux secteurs où la France est en pointe: le nucléaire et l'aéronautique.

Troisième génération. Areva compte ainsi signer aujourd'hui, avec China Guangdong Nuclear Power Corp (CGNPC), le plus gros contrat de son histoire, pour deux réacteurs nucléaires de troisième génération EPR. Un accord était sur le point d'être annoncé en juillet, mais la signature d'une lettre d'intention avait été repoussée, officiellement pour raisons «techniques et d'agenda». Ces mois de réflexion n'ont pas fait changer d'avis les autorités chinoises qui semblent avoir définitivement choisi le nucléaire pour assurer la croissance de leurs besoins en électricité. Au début de l'année, une commande de quatre réacteurs a été passée à l'américain Westinghouse. C'est loin de combler les besoins du pays, évalués par les autorités à plusieurs dizaines de réacteurs.

Le contrat avec Areva porterait sur deux réacteurs EPR d'une puissance de 1600 mégawatts chacun. Le groupe français livrerait sur le site de Taishan, près de Macao, les chaudières des réacteurs ainsi que les éléments composant l'îlot nucléaire, construits par des fournisseurs. En prime, Areva se verrait confier pour au moins quinze ans la fourniture de l'uranium nécessaire au fonctionnement des deux EPR.

Au total, le contrat serait de l'ordre de 5 à 7 milliards d'euros. Une grosse somme, mais pas forcément une si bonne affaire. La construction d'un EPR coûterait entre 3 et 4 milliards d'euros. Ce qui fait dire au réseau Sortir du nucléaire qu'Areva «brade» ses réacteurs.

Le groupe nucléaire s'est cependant couvert sur plusieurs aspects: le contrat sera libellé en euros, pour éviter des pertes liées à une hausse du dollar; et il est prévu la création d'une société d'ingénierie commune, de droit français, avec CGNPC, pour réduire les risques juridiques. Le succès d'Areva donnerait un espoir supplémentaire à EDF, qui discute de son côté pour exploiter les centrales nucléaires livrées par le groupe français. L'électricien négocie son entrée à hauteur de 30% dans une entreprise détenue majoritairement par CGNPC.

«Externaliser». Autre contrat possible, la livraison d'appareils Airbus. Selon la Tribune de vendredi, la Chine envisagerait d'acquérir une centaine d'A320 ainsi que des A330. Le contrat pourrait être l'occasion pour le groupe aéronautique d'externaliser davantage une partie de sa production dans le pays. Samedi, Louis Gallois, le patron d'EADS, maison mère d'Airbus, déclarait que la baisse du dollar par rapport à l'euro poussait l'avionneur à «transférer» une partie de sa production «en zone dollar». Ce qu'est la Chine, puisque le yuan est arrimé au billet vert. Pas certain cependant que l'annonce soit faite lors du voyage: Sarkozy n'a sûrement pas envie d'apparaître auprès des salariés d'Airbus, qui s'inquiètent déjà, comme un «M. Délocalisation vers la Chine».

Source Bernard Blanc

Les abeilles nous abandonnent

Par Jean Etienne, Futura-Sciences

Des millions de ruches, jadis occupées par des milliards d'abeilles, se sont mises à disparaître depuis quelques mois. L'épidémie, d'une rapidité et d'une ampleur quasi-explosive, pourrait très bien ébranler les bases de notre civilisation.

Mise à jour du 07/09/07 : Vos réactions à ce sujet qui, manifestement, vous passionne, ainsi que de nouvelles informations, nous ont incités à aller plus loin pour mieux comprendre cette inquiétante énigme. Nous avons interrogé Bernard Vaissière, de l'Inra, un des très rares spécialistes de la pollinisation par les insectes, qui remet quelque peu les pendules à l'heure, sans pour autant minimiser la gravité du problème.

Le phénomène a débuté dans un seul élevage de Floride il y a à peine un an. Puis l'épidémie s'est répandue de ruche en ruche, jusqu'à s'étendre à l'ensemble des Etats américains et du Canada, avant d'atteindre l'Europe et même Taïwan en avril 2007.

L'aspect de cette catastrophe écologique est déroutant. Aucun cadavre d'abeille n'est retrouvé, et les ruches abandonnées sont vides d'occupants. On n'y découvre même pas les parasites d'habitude si prompts à les réoccuper ensuite. Tout se passe comme si les insectes quittaient leur habitat en masse pour une destination inconnue sans jamais y revenir. En France, où les apiculteurs se remettent à peine des ravages causés par le tristement célèbre "Gauchon", un pesticide jadis répandu dans les champs de maïs et de tournesol, les disparitions ont repris en force.

La sirène d'alarme

Ce n'est pas une sonnette d'alarme mais une sirène que les scientifiques actionnent. ou tentent d'actionner. Car 80 % des plantes ont absolument besoin des abeilles pour être fécondées, et sans elles, il n'y a plus de production de fruits ou de légumes possible. Rien qu'aux Etats-Unis, où le nombre de ruches en "vie" s'est effondré de 2,4 millions à 900, 90 plantes destinées à l'alimentation humaine sont exclusivement pollinisées par les butineuses, ce qui représente une valeur annuelle de 14 milliards de dollars.

Les scientifiques, qui ont donné le nom de "colony collapse disorder" à ce syndrome d'effondrement, tentent de trouver une explication. Suivant le professeur Joe Cummins de l'université d'Ontario, "Des indices suggèrent que des champignons parasites utilisés pour la lutte biologique, et certains pesticides du groupe des néonicotinoïdes, interagissent entre eux et en synergie pour provoquer la destruction des abeilles". Selon lui, les insectes sont aussi directement ou indirectement victimes de l'efficacité sans cesse accrue des nouvelles générations de pesticides, censées protéger la nature mais dont l'effet se révélerait

particulièrement pernicieux. Il cite en exemple la pratique de plus en plus courante qui consiste à enrober les semences d'insecticide de façon à éviter l'épandage. Le produit est ainsi incorporé dans toute la plante, depuis les racines jusqu'au pollen que les abeilles rapportent à la ruche en l'empoisonnant, ce qui explique aussi l'absence d'insectes "squatteurs" dans les ruches abandonnées: ils ne survivent pas.

Phénomène de cascade

L'emploi de ce type de pesticide à base d'imidaclopride, très contesté en France et aux Etats-Unis mais pourtant autorisé par l'Union Européenne, attaque le système immunitaire des abeilles qui deviennent vulnérables aux parasites. La preuve semble en être établie par la découverte d'une demi-douzaine de virus, microbes, mais aussi de champignons parasites dans les quelques abeilles survivantes de quantité de ruches agonisantes. Ce produit est distribué par Bayer sous plusieurs appellations : Gaucho, Merit, Admire, Confidore, Hachikusan, Promise, Advantage entre autres.

L'origine de ces champignons parasites n'est pas un mystère, puisqu'ils sont eux-mêmes incorporés dans certains pesticides chimiques pour combattre les criquets, la pyrale du maïs et certaines teignes.

Il s'agit là d'un véritable effet de cascade, des agents infectieux destinés à combattre certains parasites profitant de la brèche ouverte dans le système immunitaire des abeilles et ainsi changer de cible, avec pour conséquence la destruction des cultures que ce produit était censé protéger.

Mais selon Joe Cummins, cet effet de cascade jouerait aussi entre ces champignons parasites volontairement répandus et les biopesticides "naturellement" produits par les plantes OGM. Il vient en effet de démontrer expérimentalement que les larves de pyrale du maïs infectées par le champignon *Nosema pyrausta* sont 45 fois plus sensibles aux infections que les larves saines, une constatation qui est à mettre en parallèle avec l'effondrement du système immunitaire des abeilles. "Les autorités chargées de la réglementation ont traité le déclin des abeilles avec une approche étroite et bornée, en ignorant l'évidence selon laquelle les pesticides agissent en synergie avec d'autres éléments dévastateurs", ajoute-t-il en guise de conclusion.

L'importance des abeilles dans l'écosystème est telle qu'il y a un demi-siècle déjà, Albert Einstein avait estimé que si cet insecte venait à disparaître du globe, l'espèce humaine disparaîtrait au bout de quatre années. La sirène d'alarme pourrait se transformer en tocsin. http://www.futura-sciences.com:80/fr/sinformer/actualites/news/t/zoologie/d/les-abeilles-nous-abandonnent_12769/

En Indonésie, toujours moins de forêts, toujours plus de CO2

2007-11-27

KUALA CENAKU (Source vérifiée)

Debout au milieu de troncs noircis par le feu, Mursyid Ali embrasse du regard un vaste espace où se dressait récemment une luxuriante forêt équatoriale.

Ce chef du village de Kuala Cenaku du centre de l'immense île de Sumatra se lamente sur les majestueux arbres disparus, sur la terre drainée et brûlée, sur la rapacité des responsables locaux et de la société qui a tout rasé ici.

Dopée par la corruption et l'incapacité des autorités, la déforestation atteint des records en Indonésie, archipel qui compte les plus grandes réserves mondiales de forêts naturelles avec le

Brésil et le Bassin du Congo.

A cause de la destruction de ses tourbières et des vastes incendies qui ravagent chaque année ses régions défrichées, le pays est devenu le troisième producteur de CO₂, principal gaz à effet de serre, après les Etats-Unis et la Chine.

Nul doute que ce problème sera souligné en décembre à Bali lors de la conférence des Nations unies sur le climat, au cours de laquelle Jakarta compte exiger de la communauté internationale un engagement financier pour freiner la catastrophe en cours.

Des images satellite du Fonds mondial pour la nature (WWF) montrent qu'il y a à peine 25 ans, la majorité de la grande province de Riau, où se trouve le village de Mursyid, était couverte de forêts primaires. Aujourd'hui quatre millions d'hectares, soit plus de 60% de la superficie, ont disparu.

Le paysage est sacrifié pour laisser place aux plantations de palmiers à huile, souvent considérées paradoxalement comme des bienfaits écologiques.

Mursyid Ali en veut à la société indonésienne Duta Palma, dont deux filiales ont obtenu en 2004, du chef du district, le droit de raser les forêts autour de son village. Duta Palma s'était engagée à offrir du travail et 40% du contrôle des terres aux villageois locaux.

Mais la société a trahi ses promesses, dénonce Johny Setiawan, de l'ONG les Amis de la Terre.

Selon lui Duta Palma a défriché en ne pensant qu'à son intérêt personnel, provoquant par ailleurs de longs incendies aux fumées étouffantes. Les protestations des habitants sont restées sans effet.

"Qui peut exercer une pression sur cette société? Seuls le peuvent le chef du district et le gouverneur, pas de simples citoyens comme nous. Nous protestons tant que nous pouvons, mais ils nous accusent d'être des anarchistes", lance M. Ali.

Selon M. Setiawan, le chef du district, Raja Thamsir Rachman, avait annoncé en 2005 un gel de la déforestation tant que le conflit ne serait pas réglé. Pourtant, le jour de la visite du journaliste de l'AFP, de gros engins continuaient à déblayer les troncs aux alentours.

Sollicité à plusieurs reprises, Duta Palma a refusé toute rencontre. D'autres compagnies acceptent elles de s'exprimer.

Dans le centre de Sumatra opèrent deux géants mondiaux de la production de pâte à papier, le groupe Asia Pulp and Paper (APP) et le groupe Asia Pacific Resources International Holdings Ltd (APRIL).

Ces deux sociétés contrôlées par des magnats d'origine chinoise font chacune partie d'un conglomérat contrôlant une nébuleuse d'entreprises, dont des plantations d'huile de palme. La police nationale indonésienne, après avoir enquêté sur la déforestation illégale dans la province de Riau, a diffusé une liste de 14 exploitations suspectes, toutes liées par contrat avec APP ou APRIL. Les deux géants affirment pourtant ne pas utiliser d'arbres illégalement coupés.

APRIL tente de redorer son image, en négociant avec le WWF une extension du parc national de Tesso Nilo, où vivent encore des éléphants et des tigres sauvages.

Mais en même temps elle a construit en 2004 une route le long du parc, aujourd'hui utilisée par des villageois qui empiètent sur le parc pour y planter des palmiers à huile.

Selon Greenpeace, une surface boisée équivalente à trois cents terrains de football est défrichée toutes les heures en Indonésie.

Des algues et des bactéries pour digérer la pollution

Par Albin Le Guyader le 27 novembre 2007

En juillet dernier nous vous parlions de la Green Box, une mystérieuse boîte magique pour emprisonner la pollution.

Deux sociétés australiennes, Linc Energy et Bio Clean Coal, viennent d'annoncer leur alliance pour la fabrication de prototypes de "réacteurs biologiques" près de la ville de Chinchilla. Ces réacteurs contiendront diverses bactéries et algues et seront placés à la sortie de cheminées d'usines. En passant dans le réacteur les fumées polluantes vont être filtrées par le mélange puis digérées par les bactéries.

D'autres résidus sont éliminés au passage et notamment les sulfures, les NOx ou le monoxyde de carbone CO.

Non seulement les bactéries vont digérer les fumées noires des industries les plus polluantes mais les mélanges des réacteurs pourront être utilisés à nouveau en tant que carburant bio dans des moteurs à l'image de ce qui se fait déjà à en Suède (voir La contrebande aide à l'essor du biogaz)

Les deux sociétés vont dépenser un million de dollars pour leur premier réacteur et prévoient d'investir entre 30 et 40 millions de dollars.

A long terme, les responsables comptent installer de tels réacteurs sur les cheminées d'usine ou pots d'échappements de voitures pour traiter jusqu'à 90% des rejets polluants.

Cette alliance est la première au monde sur le marché de la digestion biologique de la pollution.

Source: Greentech Media

<http://www.leblogauto.com:80/2007/11/des-algues-et-des-bacteries-pour-digerer-la-pollution.html>

Sauver la forêt tropicale, une mission impossible

La plupart des agences de défense de l'environnement baissent les bras devant la difficulté de protéger les forêts. Résultat : le déboisement progresse.

Un représentant de la Banque mondiale a fait un jour un commentaire de célèbre mémoire : "La sylviculture, c'est 1 % des prêts et 90 % des maux de tête." Une constatation qui explique probablement pourquoi les forêts tropicales continuent de disparaître à une vitesse désespérante. Malgré de nombreux débats et des efforts déployés à l'échelle internationale, la déforestation a été presque aussi rapide dans les années 90 que dans les années 80, lorsque le monde a pris conscience du problème. L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) vient de publier un rapport sur l'état des forêts mondiales, qui révèle qu'entre 1990 et 2000 la couverture forestière africaine a diminué de 0,8 % par an et celle d'Amérique du Sud de 0,4 %.

Et aujourd'hui l'attention internationale et l'aide au développement se détournent des forêts.

L'Agence américaine pour le développement international (AADI) a incorporé son département environnement dans celui de l'agriculture, plus grand ; la sylviculture y est devenue quantité négligeable. L'agence canadienne en charge de l'humanitaire a quant à elle allégé son conseil d'administration en se débarrassant de son conseiller en sylviculture.

L'unique responsable forestier de la Société de développement suisse (SDC) part en retraite et ne sera remplacé qu'à mi-temps. Et ainsi de suite. La plupart des prêts de la Banque mondiale dédiés à la sylviculture dans les années 90 ont été accordés à la Chine et à l'Inde ; or la Chine

ne peut désormais plus prétendre à des prêts bon marché. Quant aux fonds destinés à l'Inde, ils sont menacés par les bisbilles entre les autorités en charge de la forêt et les environnementalistes. D'autres organismes donateurs sont découragés par la complexité de la gestion des forêts.

La question de la gestion durable des forêts tropicales s'est enlisée dans un bourbier de polémiques autour des buts de la "durabilité" et de la question de savoir qui doit en payer la note. La situation à Iwokrama, au Guyana [ancienne Guyane britannique], est une bonne illustration du problème. En 1992, porté par une vague d'enthousiasme écologique, Hugh Desmond Hoyte, président du Guyana, fait cadeau au monde de 3 700 km² de forêt vierge. Les Nations unies apportent alors 3 millions de dollars pour financer le projet. Mais, les fonds ayant été rapidement engloutis, les donateurs d'Iwokrama comptent désormais sur l'argent rapporté par le tourisme, l'exploitation du bois et d'autres produits de la forêt.

Dans la plupart des forêts, la source de revenus la plus évidente est le bois. Son exploitation contribue au produit intérieur brut (PIB) des pays tropicaux à hauteur de 3 à 6 %, et emploie entre 3 et 8 % de la population active. Mais elle est rarement viable financièrement, sans parler de l'aspect écologique. De fait, il est rare qu'une entreprise d'abattage envisage d'exploiter une forêt plus d'une fois. La plupart des entreprises qui pratiquent une bonne gestion forestière dans les pays tropicaux le font non pas dans la nature mais dans des forêts de plantation, selon Steve Bass, de l'Institut international pour le développement et l'environnement (IIDE), un groupe de recherche de Londres. "La sylviculture dans les forêts naturelles est souvent gérée par des repreneurs d'entreprises en faillite", affirme-t-il. En effet, la plupart des forêts tempérées sont durables, dans le sens où il est possible d'alterner abattage et repousse. Mais elles renferment beaucoup moins d'espèces d'arbres que les forêts tropicales, dont l'hectare type abrite environ 300 essences. Ainsi, localiser et extraire un arbre particulièrement recherché coûte bien moins cher dans les forêts tempérées que dans les tropicales.

Les droits de propriété sont également plus complexes dans les forêts tropicales que dans les tempérées. Ces dernières sont généralement considérées comme un capital, appartenant à un propriétaire bien défini. Dans les faits, personne n'y vit. Cela permet de les aménager sur le long terme et constitue l'essence même de la durabilité. En revanche, les forêts tropicales sont souvent habitées par des peuples qui en dépendent pour leur nourriture mais en revendiquent la jouissance en faisant valoir la tradition plutôt que des titres de propriété. D'un autre côté, dans certains pays tropicaux, des individus sans terre viennent abattre un bout de forêt qui ne leur appartient pas et s'installent. Qui possède quoi est sujet à débat, ce qui rend la tâche des défenseurs de l'environnement encore plus ardue.

L'instabilité politique de nombre de pays tropicaux est un obstacle supplémentaire à l'aménagement des forêts, explique David Kaimowitz, directeur du Centre pour la recherche forestière internationale, en Indonésie. "Plus de la moitié des forêts tropicales sont situées dans des pays qui ont connu de violents conflits au cours des quinze dernières années", expose-t-il. La deuxième plus grande forêt tropicale du monde est au Congo, pays ravagé par la guerre. Cela pose un problème aux groupes de défense de l'environnement, comme le très influent Conservation International, pour qui la durabilité implique de conserver les forêts dans leur état virginal afin de préserver la diversité biologique. La seule manière d'atteindre ce but est d'acheter de vastes parcelles de forêt et de les protéger contre les intrusions. Pour Ruth Nussbaum, de Proforest, une entreprise spécialisée dans l'aménagement durable des forêts, la question n'est pas "Pouvons-nous atteindre la durabilité ?" mais "Pouvons-nous déloger les habitants illégaux ?" Mais la plupart des gardes forestiers estiment que vouloir tout conserver intact est une approche trop radicale vouée à l'échec. "Nous avons rarement la possibilité de laisser les choses telles qu'elles sont", rapporte John Hudson, responsable forestier du département britannique des organisations d'aide internationale. Jeff Sayer, de WWF

International, un groupe de pression écologique, estime que toute solution à long terme pour les forêts tropicales doit impliquer de meilleures conditions de vie pour ceux qui vivent dedans et aux alentours. Les grands parcs isolés et inviolés ne survivront pas au peuplement et aux pressions politiques.

Comme c'est si souvent le cas dans le domaine de l'environnement, il est facile de causer des dégâts. Mais, si savoir comment procéder est difficile, mettre en application ce savoir l'est davantage encore. Ce qui est sûr, c'est que si les donateurs baissent les bras les forêts seront livrées aux extrémistes verts et aux entreprises d'exploitation forestière. Et ce sera encore pire.

Ardea Nick Gordon

The Economist

http://www.courrierinternational.com/article.asp?obj_id=3823

http://www.courrierinternational.com/article.asp?obj_id=3823

Le nucléaire n'est pas la bonne solution pour sauver le climat

Paris, France - Le 03/04/07 - L'Oxford Research Group, un organisme indépendant de réflexion sur les questions de sécurité internationale, estime que la promotion de l'énergie nucléaire comme solution au réchauffement climatique est peu judicieuse et pourrait aboutir à des conséquences extrêmement dangereuses pour la sécurité mondiale.

Dans un rapport intitulé "Energie sûre ? Nucléaire civil, sécurité et réchauffement climatique", l'Oxford Research Group affirme cependant que l'uranium nécessaire à ce processus n'est pas disponible en quantité suffisante sur la planète et que les puissances nucléaires seront donc tentées de retraiter du combustible nucléaire pour obtenir du plutonium.

« Une multiplication des activités de retraitement et le commerce international de matériau à usage militaire qui en résulterait augmenteraient les occasions pour les Etats, les organisations criminelles et les terroristes d'acquérir du matériau à usage militaire » souligne ce rapport.

Dans une préface à ce document, l'ancien ministre allemand de l'Environnement et de la Sécurité nucléaire Jürgen Trittin écrit que le développement de l'énergie nucléaire conduira automatiquement à une prolifération menaçant la sécurité internationale.

« L'une des pires idées, largement répandue dans le débat international, est l'appel en faveur d'un développement de l'énergie nucléaire comme moyen de préservation du climat », écrit Trittin. « Cette recommandation est un exemple parfait de lutte contre un risque par le biais d'un risque encore plus élevé. Les risques liés à la prolifération et au terrorisme nucléaire aussi bien par des Etats que par des acteurs non étatiques sont tout simplement incontrôlables ».

Des risques incontrôlables.

Outre cet aspect, l'extraction et la purification de l'uranium contribuent à l'émission de dioxyde de carbone dans l'atmosphère, même si les centrales nucléaires en émettent peu elles-mêmes, et il faudrait construire des milliers de réacteurs pour obtenir un effet significatif sur le changement climatique, relève l'Oxford Research Group.

Les énergies renouvelables comme l'éolien, le solaire ou l'hydraulique sont moins polluantes, notamment au regard du danger posé à très long terme par les déchets nucléaires, et moins risquées en terme de sécurité.

Seuls quelques pays, notamment la France, la Grande-Bretagne et le Japon, retraitent actuellement du combustible nucléaire. Une explosion de la demande d'énergie nucléaire pourrait cependant entraîner un brusque développement de ces activités dans le monde et déborder les procédures de contrôle, prévient le rapport de l'Oxford Research Group. Parallèlement, le réchauffement climatique risque de provoquer des inondations, des famines et d'autres perturbations favorisant l'instabilité politique dans les zones les plus vulnérables. « L'énergie nucléaire ne peut pas apporter une contribution importante à la réduction mondiale des émissions de dioxyde de carbone, tandis que ses effets sur l'insécurité mondiale et les risques de conflits catastrophiques et de terrorisme sont parfaitement connus » conclut ce rapport.

« C'est exactement ce que nous répétons à longueur de temps : le nucléaire est la mauvaise solution pour lutter contre les changements climatiques. Nous avons d'ailleurs publié un scénario [R]évolution énergétique, qui démontre qu'il est possible de réduire les émissions planétaires de CO₂ de 50% d'ici 2050, tout en tenant compte de la croissance économique mondiale. Ce scénario est basé sur la sobriété et l'efficacité énergétique. Il substitue aux énergies fossiles des énergies renouvelables, évite les fausses solutions technologiques et utopiques comme le nucléaire ou le charbon prétendument " propre " mais aussi les technologies de capture et de séquestration de carbone » explique Karine Gavand, chargée de campagne climat à Greenpeace.

Le géant de l'internet mobilisera des centaines de millions de dollars dans la R&D des énergies solaires, éoliennes et géothermiques.

(c) Reuters

Le célèbre moteur de recherche Google va investir "plusieurs centaines de millions de dollars" pour le développement d'énergies renouvelables. Il précise, dans son communiqué publié mardi 27 novembre, que son initiative, baptisée "RE<C" se concentrera sur les énergies solaires, éoliennes, géothermiques et autres énergies innovantes.

"RE<C embauche déjà des ingénieurs et des chercheurs. Google dépensera des dizaines de millions de dollars en 2008 en recherche et développement, ainsi que des centaines de millions dans des projets innovants".

"Nous avons l'expérience de créer des centres de données à grande échelle économes en énergie", affirme le cofondateur de Google, Larry Page. "Nous voulons appliquer la même créativité au défi de produire de l'électricité renouvelable à grande échelle, et moins chère que le charbon".

"Nous espérons progresser rapidement".

L'objectif du géant de l'internet: parvenir "à une capacité de production d'un gigawatt d'énergie renouvelable, moins chère que le charbon. Nous sommes confiants sur le fait que cela peut être réalisé en quelques années, pas en quelques décennies".

Un gigawatt fournit en électricité une ville de la taille de San Francisco.

"Si nous y parvenons, le monde pourra réduire notablement ses émissions de carbone", avance Larry Page. "Nous pensons que cela pourrait être une bonne affaire pour nous également".

http://www.challenges.fr/20071128.CHA4025/google_se_lance_dans_les_energies_renovelables.html

Plus d'un milliard d'arbres plantés en 2007 sur la terre
2007-11-28

NAIROBI (Source vérifiée)

Plus d'un milliard d'arbres ont été plantés dans le monde en 2007, dépassant les objectifs fixés par l'ONU pour la reforestation de la planète qui doit contribuer à la lutte contre le réchauffement climatique, a annoncé mercredi le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE).

L'Ethiopie, avec 700 millions d'arbres plantés, et le Mexique (217 millions), arrivent largement en tête du classement des pays qui ont le plus contribué à l'opération, selon un communiqué du PNUE.

Les pays du Tiers-monde, premiers menacés des conséquences du réchauffement climatique dont ils sont les moins responsables, figurent en bonne position dans ce classement.

La Turquie arrive en 3e position avec 150 millions d'arbres plantés, suivie du Kenya (100 millions), de Cuba (96,5 millions) et du Rwanda (50 millions).

La campagne "un milliard d'arbres pour la planète" a été lancée en novembre 2006, à l'initiative de la prix Nobel de la paix 2004, la militante kényane de protection de l'Environnement, Wangari Maathai.

"Nous avons appelé à l'action il y a exactement un an et la réponse a dépassé nos rêves", s'est félicitée Mme Maathai dans le communiqué, en appelant à "continuer le travail pour la planète".

Alerte aux agrocarburants en COLOMBIE : protestez !

Violations des Droits Humains, meurtres, destruction de la forêt tropicale

Envoyé par nos collègues de CENSAT-Aqua Viva / Amis de la Terre-Colombie

Le gouvernement colombien se lance dans un développement massif de plantation de palmiers à huile, de canne à sucre et d'autres monocultures, au détriment des forêts tropicales humides, de la biodiversité de ses prairies et des communautés locales. La monoculture de canne à sucre est en train de se développer dans la vallée du Cauca, tandis que des centaines de milliers d'hectares sont transformés en plantations de palmiers à huile dans les régions du pacifique, des plaines de l'Est et des Caraïbes.

Le développement du palmier à huile va de pair avec la destruction à grande échelle des forêts tropicales humides et s'accompagne de graves violences et de violations des Droits Humains.

En Colombie, des ONG internationales ont consigné 113 meurtres ainsi que des expulsions dans les bassins des rivières Curvaradó et Jiguamiandó (région de Chocó) menées par des paramilitaires qui travaillent avec les entreprises palmicultrices, en vue de s'emparer des terres qui appartiennent légalement aux communautés afro-colombiennes. [1] De nombreuses ONG ont documenté ces exactions et ont condamné ces violations des Droits Humains [2].

Ecrivez au gouvernement colombien

Informations générales , lettre à envoyer, adresses email, voir article complet :

<http://www.amisdelaterre.org/-Agrocarburants-.html>

C. Berdot Amis de la Terre-France

L'hydrogène se prépare à la crise de l'énergie sur fond de réchauffement

2007-11-29

TOURS (Source vérifiée)

Dans moins de 20 ans, porté par la crise du pétrole et le réchauffement climatique, l'hydrogène pourrait devenir une source d'énergie presque ordinaire dans notre vie quotidienne, du téléphone portable au chauffage des bâtiments en passant par les transports. "On souhaite que ces technologies passent dans le monde réel dans 10 à 20 ans", déclare Philippe Mazabraud, responsable des laboratoires polymères et composites pour le stockage de l'hydrogène au centre du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) du Ripault, près de Tours, dans le centre de la France.

L'hydrogène peut être produit à partir d'une grande variété de sources dont le gaz naturel, le charbon, l'eau ou la biomasse. Il présente l'avantage de ne pas produire de gaz à effet de serre, de pouvoir être utilisé dans les transports après stockage dans des réservoirs, ou localement, dans des bâtiments, avec des unités de production sur place.

Dans deux à trois ans, estiment les spécialistes, les téléphones portables commenceront à être équipés de piles à combustible, l'électricité produite grâce à l'hydrogène permettra de chauffer des bâtiments, et des flottes de voitures commenceront à rouler régulièrement avec cette source d'énergie.

"En Europe, et même à l'échelle mondiale, la France, est présente et a des résultats à proposer", affirme le chef du programme Technologies de l'hydrogène au CEA, Pierre Serre Combe, lors d'une visite de presse au Ripault, spécialisé dans la conception et le développement des matériaux liés à l'hydrogène comme source d'énergie.

Les recherches sur l'hydrogène comme future source d'énergie sont également largement avancées dans des pays comme le Japon, l'Allemagne ou les Etats-Unis. General Motors prédit la production de véhicules compétitifs, performants et non-polluants fonctionnant avec des piles à combustible à l'horizon 2010-2012.

Rappelant que les matériaux sont l'un des verrous les plus importants à faire sauter, il a souligné les progrès réalisés ces dernières années par le CEA dans leur conception.

En sept ans, le poids et le coût des plaques spéciales destinées aux piles à combustible ont baissé de 90%. Le CEA a par ailleurs pour objectif de diviser par 2 dans les 3 ou 4 prochaines années la quantité de platine, élément très cher, entrant dans leur composition.

Les réservoirs, autrefois métalliques, maintenant plastiques, ont vu leur résistance à la pression quintupler et leurs cycles de remplissage décupler en 6 ou 7 ans.

Au Ripault, le CEA participe au pôle AlHyance Innovation, qui permet de valider immédiatement le produit des recherches en réunissant laboratoires et entreprises industrielles intéressées par ces matériaux.

Dans le cadre de ces programmes, une école de Saint-Pierre-des-Corps (Indre-et-Loire) sera équipée dès septembre prochain du premier démonstrateur français de cogénération, un générateur de 5 kW fournissant de l'électricité et de la chaleur. Déjà, des groupes électrogènes de secours fonctionnent en France avec ces piles.

Par ailleurs, un projet avec le constructeur PSA Peugeot Citroën a permis la mise au point d'une pile à combustible compatible avec les contraintes techniques des automobiles, très exigeantes.

Ces progrès, notent les experts, ne doivent pas faire oublier que les obstacles à un développement industriel sont encore nombreux, aussi bien pour réduire les coûts de production que pour créer des infrastructures de transport, de stockage et de distribution.

Le tourisme coupable du réchauffement climatique

29/11/2007

Le tourisme international : victime et responsable du réchauffement de la planète.

© Virginie Roy (Canoë)

Le tourisme international serait tout autant la victime que le responsable du réchauffement climatique de la planète. C'est ce que les experts de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) ont révélé à la suite d'une réunion qui s'est terminée hier à Carthagène en Colombie. En effet, selon l'OMT, certains lieux hautement touristiques auront bientôt disparu et les touristes ne pourront plus s'y rendre en vacances. Mais ces mêmes touristes sont également coupables de détruire ces lieux puisque les émissions de gaz à effet de serre qu'ils produisent représentent un peu moins de 5 % du total mondial, soit 1,3 milliard de tonnes par an.

« Il ne fait pas de doute que le réchauffement climatique est devenu le défi numéro un du secteur touristique. Nous devons changer radicalement nos habitudes pour rendre l'industrie touristique plus propre », avoue Geoffrey Lipman, sous-secrétaire général de l'OMT.

C'est un débat qui agite le secteur touristique alors que le flux de voyageurs ne cesse d'augmenter. En effet, 846 millions de touristes ont sillonné la planète en 2006, dont 45 % en avion, et l'OMT prévoit 1,1 milliard de visiteurs internationaux en 2010 et 1,6 milliard en 2020. L'an dernier, quelque 5 milliards de voyageurs ont parcouru le monde ou ont voyagé dans leur propre pays, estime l'OMT. Les trois quarts des émissions de gaz à effet de serre engendrées par le tourisme proviennent des transports. La palme revient aux voyages en avion (40%), suivis du transport routier (32 %) alors que l'hébergement compte pour 21 % des émissions.

L'OMT prévient que la croissance démesurée du secteur touristique pourrait conduire à une augmentation de 150 % des émissions de gaz dans les 30 prochaines années.

Stratégie

Ainsi, pour contrer le problème grandissant de la pollution engendrée par le tourisme international, l'OMT désire passer à l'action. « Les destinations touristiques qui ne mettent pas en ouvre une stratégie de développement respectueuse de l'environnement seront pénalisées par le marché », prévient Francesco Frangialli, secrétaire général de l'OMT et adjoint au maire de Morzine-Avoriaz dans les Alpes françaises, qui a vu fondre la neige de sa station.

L'OMT prévoit un scénario catastrophique d'ici quelques années. Les exemples de destruction de la nature en raison du réchauffement climatique s'accumulent. L'OMT prévoit que les neiges du Kilimandjaro auront fondu au plus tard en 2020, le centre historique de Venise sera submergé et certaines îles des Maldives seront englouties par les flots.

<http://www2.canoe.com:80/techno/nouvelles/archives/2007/11/20071129-183242.html>

La communauté internationale réunie à Bali face au péril climatique

2007-12-03

NUSA DUA (Source vérifiée)

Une conférence capitale sur les changements climatiques s'est ouverte lundi à Bali et a salué la ratification ce même jour par l'Australie du protocole de Kyoto sur la réduction des gaz à effet de serre.

Cette réunion sous l'égide de l'ONU, prévue jusqu'au 14 décembre, doit permettre de tracer une feuille de route de discussions pour prolonger au-delà de 2012 le protocole de Kyoto sur ces gaz responsables du réchauffement.

"Les attentes du public sont grandes. Les yeux du monde sont tournés vers vous", a solennellement déclaré aux délégués le secrétaire exécutif de la Convention de l'ONU sur les changements climatiques (UNFCCC), le Néerlandais Yvo de Boer.

De nombreux participants ont d'emblée exprimé leur satisfaction en apprenant que le Premier ministre australien Kevin Rudd, tout juste élu, avait annoncé avoir ratifié Kyoto.

Les Etats-Unis sont désormais la seule nation développée à ne pas l'avoir fait.

Le Fonds mondial pour la nature (WWF) a estimé que la ratification par Canberra incitait Washington à faire de même.

"Une fois que les Etats-Unis auront rejoint (Kyoto), nous pourrons nous atteler à légiférer sur des réductions draconiennes", a indiqué l'organisation dans un communiqué.

Le protocole de Kyoto (1997) est l'unique outil international pour freiner les émissions de gaz à effet de serre (GES), qui approchent des niveaux records.

Les scientifiques recommandent de les diviser par deux d'ici 2050 (80% pour les pays industrialisés).

Le réchauffement climatique menace notamment l'Indonésie, troisième émetteur mondial de CO2 en raison de la déforestation qui s'y déroule à grande échelle. L'archipel pourrait perdre 2.000 îles en cas de montée des océans.

"Le résultat de cette conférence déterminera, dans une certaine mesure, si Bali et d'autres sites vulnérables sont destinés à devenir des paradis perdus ou pas", a commenté M. de Boer.

La réunion a pour cadre Nusa Dua, une péninsule au sud de Bali abritant des complexes hôteliers luxueux, placée sous la protection de 3.000 policiers et 7.000 militaires.

Dix mille participants --responsables gouvernementaux, experts, militants écologistes-- ont commencé à y animer des débats sur des questions techniques très variées, allant de l'énergie éolienne au marché du carbone en passant par la géothermie ou l'avancée du désert.

Un code vestimentaire "relax", sans veste ni cravate, a été choisi à dessein pour économiser la climatisation, mais de nombreux délégués ont peiné lundi à quitter leur tenue de ville.

M. de Boer a dit espérer à Bali une triple décision, premièrement de lancer les négociations sur l'après-protocole de Kyoto, deuxièmement sur un calendrier pour ces négociations et troisièmement sur une date pour les conclure.

Les seuils de réduction des GES et les moyens éventuellement contraignants pour les limiter ne seront pas décidés à Bali, mais après. Bali sera donc d'abord le cadre de "négociations sur les négociations".

"On va se mettre d'accord sur comment on va négocier", a expliqué à l'AFP Brice Lalonde, ambassadeur représentant la France pour les questions climatiques.

"Au lieu de décider du port de destination, on en est à appareiller mais on ne sait pas où on va", a-t-il résumé.

Selon Rachmat Witoelar, ministre indonésien de l'Environnement et nouveau président de la convention climat de l'ONU, de nombreux gouvernements souhaitent que les négociations lancées à Bali aboutissent en 2009.

Il resterait alors trois ans de ratification avant qu'expire en 2012 la première période d'engagement de Kyoto.

Yvo de Boer a suggéré de laisser le fond primer sur la forme et de se concentrer plus tard sur le cadre légal.

"Après tout, un contrat de mariage est l'apogée d'une histoire d'amour, pas un sujet de discussion au premier rendez-vous", a-t-il dit.

Agriculture: des experts appellent à ralentir le développement des biocarburants

2007-12-04

PEKIN (source vérifiée)

Des experts ont appelé mardi à ralentir le développement des biocarburants et augmenter les investissements dans l'agriculture pour prévenir de graves problèmes d'alimentation dans le monde, menaçant les plus pauvres.

"Le système mondial alimentaire a des problèmes. Les questions qui se posent sont d'autant plus graves qu'elles menacent les plus pauvres", a déclaré le directeur général de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), Joachim von Braun, en présentant à Pékin un rapport de son organisation.

Les prix des aliments ont crû ces derniers mois comme jamais depuis plus de 30 ans, frappant de plein fouet les plus démunis, a-t-il souligné.

Selon le rapport de l'IFPRI, la croissance des revenus, à l'origine d'un bond de la consommation mondiale, les changements climatiques, les prix élevés de l'énergie, la mondialisation et l'urbanisation "concourent à transformer le mode de production des aliments, leurs marchés et leur consommation".

Le développement des biocarburants est un facteur important de la flambée des cours des céréales, affectant les pays importateurs nets comme la Chine et la quasi-totalité des pays d'Afrique.

Selon les projections de l'institut basées sur les plans actuels de développement de la bioénergie, le prix du maïs augmentera encore de 26% d'ici à 2020, celui des oléagineux de 18%.

Pour des plans deux fois plus importants, le cours du maïs bondirait de 72%, celui des oléagineux de 44%.

"En 1973-1974, le monde avait subi des augmentations de prix aussi fortes" à cause notamment de problème de gestion agricole en Russie et en Europe de l'est, a expliqué Joaquim von Braun à la presse.

"Le marché s'était rééquilibré en deux ans, mais cela avait miné la nutrition des populations pauvres, notamment des enfants, pour de nombreuses années", a-t-il rappelé.

Or, selon l'institut, faute de mesures efficaces la crise devrait perdurer: "le monde mange davantage qu'il ne produit. On est en train de réduire les stocks. Leur épuisement sera atteint prochainement".

Les changements climatiques accentueront encore le problème en faisant baisser "significativement" la production, surtout dans les pays en développement comme en Afrique où "l'agriculture se fait avec peu d'intrants et sans irrigation", dit le rapport.

L'IFPRI estime indispensable de garder les frontières ouvertes: "Dans un monde confronté à une plus grande rareté alimentaire, les échanges doivent s'intensifier et non se réduire".

"Nous devons partager la rareté", a lancé M. von Braun.

Le rapport a été publié à l'occasion de l'assemblée annuelle du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI), une alliance de 64 gouvernements, fondations privées et organisations internationales et régionales, qui soutient une quinzaine de centres, dont l'IFPRI, et veut promouvoir le développement scientifique en agriculture pour réduire la pauvreté.

Le monde a besoin de nourriture

Canoë Virginie Roy

04/12/2007

Le monde entier sera bientôt confronté à une pénurie de nourriture et à une augmentation des prix, révèle un rapport publié aujourd'hui par l'Institut International de Recherche pour la Politique Alimentaire.

Le changement climatique et l'expansion des cultures destinés aux carburants risquent d'engendrer des conséquences sérieuses, particulièrement en ce qui concerne les pays les plus pauvres du monde.

L'expansion des biocarburants à elle seule pourrait engendrer une augmentation des prix du maïs de plus des deux tiers d'ici 2020 et pourrait faire quasiment doubler les prix des graines oléagineuses, peut-on lire dans le rapport. Le directeur général de l'Institut, Joachim von Braun, rappelle qu'en 1980, les réserves mondiales de céréales ont atteint leur niveau le plus bas à cause des plantations réduites et du climat peu favorable. La situation est donc de plus en plus catastrophique puisque ce type de production est un élément clé utilisé pour lutter contre les famines dans le monde.

«Le monde mange plus qu'il ne produit actuellement, et au cours des cinq à six dernières années, cela a pu être observé avec le déclin des réserves de nourriture. Cela ne peut pas continuer, et l'épuisement des stocks sera bientôt une réalité», a déclaré M. von Braun lors d'une conférence à Pékin rapporté par Actualité News Environnement.

Années après années, la situation ne s'améliore pas selon le rapport. En effet, l'augmentation du prix du baril de pétrole oblige les investisseurs à se tourner vers une autre source d'énergie. Ainsi, l'intérêt envers le marché des denrées alimentaires est palpable auprès des investisseurs financiers. Cette situation alimente la volatilité des prix des céréales dont le destin est de plus en plus lié à celui de l'énergie.

Avec les prix du pétrole avoisinant les 90 dollars le baril, le rapport confirme que ce sont les plus pauvres qui souffriront d'une façon «assez dramatique» de la multiplication par trois des prix du riz depuis 2000.

Des solutions

Le rapport apporte quelques recommandations qui pourraient atténuer le phénomène. Ainsi, davantage d'investissement dans la technologie, un réseau d'aide sociale plus important, avec un soutien tout particulier aux enfants, la fin des barrières tarifaires au commerce et une infrastructure améliorée, ainsi que des opportunités financières plus importantes dans les pays en développement, pourraient aider à améliorer la sécurité alimentaire.

Mais le rapport insiste sur la lourde tâche de la communauté internationale. Le réchauffement climatique et l'intérêt grandissant pour les biocarburants guettent tout particulièrement l'Afrique.

«Avec le risque croissant de sécheresses et d'inondations à cause du réchauffement climatique, les pertes dans les récoltes sont imminentes. L'Afrique sera particulièrement touchée par les changements des modèles climatiques», selon le rapport.

Pour les experts, quand on prend en compte les effets du changement climatique, le nombre de personnes sous-alimentées dans l'Afrique sub-saharienne pourrait tripler d'ici 2080.

Ainsi, on aperçoit présentement une demande croissante pour les légumes, les fruits et la viande, en raison de la croissance économique rapide des pays en développement comme la Chine et l'Inde. L'Afrique risque une fois de plus de faire face seule aux conséquences du changement climatique et de l'engouement pour les biocarburants.

<http://www2.canoë.com:80/infos/international/archives/2007/12/20071204-141800.html>

La protection des forêts tropicales : une question clé à la conférence de Bali 05/12/2007 (Par Sandra BESSON)

La protection des forêts tropicales : une question clé de la conférence de Bali

La protection des forêts tropicales humides, qui absorbent de grandes quantités de gaz à effet de serre, se révèle être une vraie cause de maux de tête à la conférence de Bali des Nations Unies sur le changement climatique, où les délégués essayent de définir un schéma de compensation et de protection pour ces forêts tropicales.

Les scientifiques estiment que la déforestation dans les tropiques est responsable d'environ 20% de l'ensemble des émissions de dioxyde de carbone, à l'origine du réchauffement climatique. Mettre fin à la destruction ou au moins réduire la déforestation des forêts tropicales restantes, est largement considéré comme une partie cruciale de tout nouveau pacte climatique.

Dans le cadre du schéma appelé « Emissions Réduites venant de la Déforestation dans les Pays en Développement (REDD pour Reduced Emissions from Deforestation in Developing Countries), les pays en développement pourraient gagner des milliards de dollars grâce à un système d'échange, en laissant simplement les forêts intactes, telles que celles de l'Amazonie ou du Congo.

« Je pense que la déforestation sera l'un des sujets clés des futures négociations. L'élément central ici ce sont les projets pilotes et plus de travail méthodologique » a déclaré Yvo de Boer, directeur du Secrétariat pour le Changement Climatique des Nations Unies.

« C'est de toute évidence une des questions qu'un certain nombre de pays veulent mettre sur la table » a-t-il déclaré à Reuters.

Réduire la déforestation est devenue l'une des questions clés traitées par les milliers de délégués à Bali parce que le Protocole de Kyoto n'inclut pas de schéma qui récompense les pays en développement qui protègent leurs forêts tropicales humides.

Les Nations Unies espèrent que la conférence de deux semaines à Bali permettra d'inclure un schéma REDD dans les négociations pour définir un pacte climatique plus large d'ici 2009, afin de remplacer ou d'étendre le Protocole de Kyoto, dont la première phase expire en 2012.

Le problème cependant, est de trouver un schéma qui convienne à toutes les nations en développement, a indiqué Hans Verolme du groupe de protection le WWF.

« Mon instinct c'est qu'il y aura un accord sur une approche progressive où nous commencerons avec quelques pays qui sont plus prêts que d'autres » a indiqué Hans Verolme, directeur du Programme Mondial pour le Changement Climatique du WWF.

Les nations ont également besoin de déterminer le type de schéma de compensation à adopter, tel qu'un système de bourse au carbone, un système de fonds ou un mélange des deux.

Pour aider les nations à se préparer à ce type de schéma, la conférence de Bali espère lancer une série de projets pilotes, ce qui n'a pas encore été finalisé.

L'idée de base est d'introduire des crédits de dioxyde de carbone pour permettre aux nations en développement et aux pays riches d'acheter ces crédits pour compenser leurs émissions dans leur pays.

C'est un système qui donne de la valeur aux forêts et récompense les nations en développement qui préservent leurs forêts, qui seraient sinon détruites pour créer de grandes plantations pour les biocarburants par exemple.

« Actuellement, il n'y a aucun standard pour ces crédits » a déclaré Hans Verolme, ajoutant qu'il était très important de garantir que tout nouveau crédit pour les forêts n'inonde pas le marché européen du dioxyde de carbone.

Les délégués se demandent toujours comment surveiller les forêts tropicales humides restantes dans le monde, comment s'assurer que la fin de l'abattage illégal d'arbres dans une zone ou un pays ne transporte pas le problème ailleurs, ou encore comment définir la quantité de dioxyde de carbone qui peut être sauvée d'une forêt en particulier.

Le problème le plus important reste néanmoins la conformité. « La chose la plus difficile que nous devons garantir sans les institutions ou la gouvernance de certains de ces pays c'est que la protection des forêts a bien lieu et continuera sur le long terme » a déclaré Pep Canadell, directeur exécutif du Global Carbon Project.

Il a déclaré que les émissions totales provenant de la déforestation ces sept dernières années en Asie du sud avaient augmenté alors que celles du bassin amazonien, décrit comme étant le poumon de la Terre, ont diminué.

<http://www.actualites-news-environnement.com:80/13504-forets-tropicales-Bali.html>

Gentech-news 167

1. Allemagne : le ministère de l'agriculture entend stopper provisoirement l'agrotechnique
Le Ministre de l'agriculture (CSU) Seehofer, plaide en faveur d'une suspension et d'un nouvel examen de la procédure d'autorisation des OGM appuyant ainsi la demande de Dimas, Commissaire UE en charge de l'environnement. (Netzeitung, 27.11.07)

2. Italie : 3 millions de signatures contre les OGM

Plus de 3 millions d'italiennes et d'italiens ont signé une pétition contre les aliments transgéniques. A l'heure actuelle, 14 des 20 régions du pays se sont déclarées zones sans OGM, Toscane et Vénétie figurent parmi elles. (AFP, 14.11.07)

3. Suisse : le fourrage est pratiquement exempt d'OGM

Le rapport de politique agricole 2007 montre que l'importation d'aliments pour le bétail contenant des OGM affiche encore un net recul. En 2006, il ne représentait plus que 0.02%. Il a également été déclaré avec sérieux qu'aucun des 379 prélèvements n'a été mis en doute. (Rapport de politique agricole 2007)

4. Australie : les groupes agro-alimentaires veulent une agriculture sans OGM

Deux provinces australiennes suspendent le moratoire en matière de libération des plantes transgéniques, cependant que 250 grands groupes agro-alimentaires exigent une prolongation du moratoire. Figurent parmi eux: Croodman Fielder, le plus gros consommateur de Soja, Tatiera Meat Company, le plus gros producteur australien de viande d'agneau ou encore Coles, l'une des plus importantes chaînes de produits alimentaires. (NQR, 22.11.07)

5. Allemagne : maïs résistant aux parasites - sans génie génétique du tout

La redoutable chrysomèle des racines du maïs représente l'un des arguments capitaux en faveur de la culture de maïs transgénique. Pourtant des chercheurs ont désormais mis au point une variété de maïs cultivée conventionnellement qui elle, résiste à ce ravageur. La capacité de résistance repose sur plusieurs gènes. »Les résultats sont spectaculaires!«, a déclaré un cultivateur. Une équipe de chercheurs suisse a en outre découvert que, lorsqu'elles sont endommagées, les racines de maïs émettent des signaux d'appel chimiques afin d'attirer de petits vers (nématodes). Les nématodes s'attaquent alors à la chrysomèle et la tuent en la parasitant. Ceci pourrait également être à l'origine d'une élégante méthode biologique. (Saaten Union, 26.9.07)

Vous pouvez consulter les références et les articles de fond correspondants sur la rubrique "Gen-Lex-News français" de notre site <http://www.blauen-institut.ch>.

Le bulletin est rédigé par Florianne Koechlin du Blauen Institut (en collaboration avec le Groupe suisse de travail sur le génie génétique GTG).

Le texte du projet de loi sur les OGM est présenté en Conseil d'Etat Un mois après le Grenelle, le ministre de l'Agriculture vient d'annoncer le dépôt du projet de loi sur les OGM. S'il comporte des avancées, le texte ne fait pas l'unanimité auprès des associations qui le jugent trop imprécis, voire permissif.

Le texte du projet de loi sur les OGM qui sera débattu au Parlement avant le 9 février a été transmis vendredi au Conseil d'Etat. Il s'articule autour de trois grands principes : la création d'une haute autorité, le principe de la transparence et celui de la responsabilité des cultivateurs et des semenciers.

L'article premier note que le texte s'appuie sur les principes de précaution, de prévention, d'information et de responsabilité inscrits dans la charte de l'environnement, ainsi que sur la liberté de consommer et de produire avec ou sans organisme génétiquement modifié.

L'article 2 crée quant à lui une Haute autorité sur les organismes génétiquement modifiés qui sera composée de deux comités, l'un scientifique et l'autre économique, éthique et social, dont les membres seront nommés par décret du Premier ministre sur proposition conjointe des ministres chargés respectivement de l'agriculture, de l'environnement, de la recherche et de la santé. La mission de cet organisme consistera à éclairer le Gouvernement sur toutes questions intéressant les organismes génétiquement modifiés et de formuler les avis en matière d'évaluation du risque pour l'environnement et la santé publique. La Haute Autorité devra notamment élaborer des règles d'évaluation des risques environnementaux et sanitaires conformément aux dispositions communautaires en vigueur et rendre ses avis et recommandations de manière public.

Le projet de loi établit par ailleurs la responsabilité de plein droit des exploitants agricoles et des distributeurs de semences en cas de dissémination involontaire et oblige l'exploitant agricole à souscrire une assurance couvrant sa responsabilité. Le texte confie par ailleurs au ministre chargé de l'agriculture, après consultation de la Haute autorité sur les organismes génétiquement modifiés et avis du ministre chargé de l'environnement de fixer les conditions techniques, le cas échéant, en matière de distances, visant à éviter la présence accidentelle d'organismes génétiquement modifiés dans d'autres productions. Le fait de ne pas respecter ces règles fait l'objet de sanctions pénales et financières.

Le texte aborde aussi le principe de transparence et réclame que toute personne cultivant des OGM déclare auprès de l'autorité administrative les lieux où sont pratiquées ces cultures, en lui communiquant les informations précisées par arrêté du ministre chargé de l'agriculture. L'autorité administrative établit un registre national indiquant la nature et la localisation à l'échelle

parcellaire des cultures d'organismes génétiquement modifiés. Ce registre est rendu public.

Enfin, quatre articles sur 12 du projet de loi s'intéressent à la transposition de dispositions communautaires.

Pour la fédération France Nature Environnement, cet avant projet de loi comporte des avancées pour la protection de l'environnement et de la santé mais regrette toutefois que le texte comporte encore des imprécisions. La loi doit indiquer clairement que toute culture d'OGM et toute coexistence sont impossibles tant que la preuve n'aura pas été rapportée de l'absence totale de risques pour la santé et l'environnement, notamment en termes de contamination des cultures, estime Lylian Le Goff.

L'Alliance pour la planète s'est dite quant à elle déçue et préoccupée. Tel qu'il est présenté aujourd'hui, et sous réserve des décrets, le texte n'offre aucune garantie pour le droit et la liberté de consommer et produire sans OGM, sauf à considérer que « sans OGM » signifie en deçà du seuil d'étiquetage (0,9% d'OGM). Manger et produire sans OGM, ce n'est pas manger et produire un peu d'OGM. Ce texte donne donc un feu vert à la contamination, indique dans un communiqué Arnaud Apoteker, responsable de la campagne OGM de Greenpeace France. Le projet de loi transmis au Conseil d'Etat a perdu toutes les ambitions affichées lors du Grenelle de l'environnement, continue Guy Kastler, des Amis de la terre. La liberté de consommer et produire sans OGM est abandonnée au profit de la légalisation de la présence d'un peu d'OGM partout, de l'encouragement à la pollution génétique au delà de ce seuil en ne facturant aux pollueurs qu'une part infime des préjudices en cas de contamination. Quant à la Haute Autorité des Biotechnologies, elle voit son champ de compétence réduit aux seuls OGM et devient le seul juge du suivi des décisions dont elle est partie !

C.SEGHIER

http://www.actu-environnement.com/ae/news/ogm_grenelle_fnh_fne_alliance_hulot_4031.php4

ogm_grenelle_fnh_fne_alliance_hulot_4031.php4

La "mort blanche" des coraux inquiète les experts à Bali

2007-12-06

NUSA DUA (Source vérifiée)

Ils perdent d'abord leur couleur éclatante puis se calcifient en un squelette fragile et se désagrègent: les coraux meurent à cause du réchauffement climatique et les experts ont lancé jeudi à Bali un nouveau cri d'alarme. Evènement

"Les conséquences sont là et c'est vraiment dramatique", a assuré à l'AFP Lida Pet Soede, directrice du programme pour les coraux au Fonds mondial pour la Nature (WWF).

"Les coraux blanchissent, puis ils meurent et s'effritent". Certains fonds marins ressemblent selon elle à des "déserts plats recouverts de fragments".

Le phénomène s'explique ainsi: le corail abrite des millions d'algues unicellulaires, dont les pigments lui donnent ses couleurs flamboyantes. Ces algues ne supportent pas l'élévation en cours de la température de l'eau.

Une fois les micro-algues mortes, le corail se décolore et se transforme en un squelette calcaire, d'où l'expression de "mort blanche".

"Nous sommes en train de précipiter une extinction massive", a confirmé à l'AFP J.E.N. Veron, un spécialiste des coraux de renommée internationale.

Les bancs de corail sont selon lui "le premier écosystème vraiment important destiné à disparaître en raison du changement climatique".

La mort des coraux a des conséquences immédiates sur la vie marine. "Les poissons ont besoin des structures (coralliennes) pour se cacher, pour se nourrir et se reproduire", souligne le Dr. Soede. A terme, les êtres humains sont donc également menacés.

Conscients du danger, six pays d'Asie du Sud-Est et du Pacifique ont lancé jeudi à Bali, en marge de la conférence sur le climat de l'ONU, une initiative commune contre la dégradation du "Triangle du corail", qui rassemble la plus importante biodiversité marine de la planète.

"L'Initiative pour le Triangle du corail" (CTI), soutenue par le WWF et l'ONG The Nature Conservancy, vise à mettre en place un réseau de zones marines protégées, à réduire les dégradations causées par les industries de pêche, à promouvoir l'éco-tourisme et à sensibiliser et aider les populations locales.

"J'ai le regret de dire que les ressources marines de nos pays et de nos régions sont menacées par le changement climatique, les ravages de la pêche et la pollution", a déclaré Freddy Numberi, le ministre indonésien des affaires maritimes.

Le "Triangle du corail" est surnommé "l'Amazone des mers". Il comprend les Philippines, la côte est de Bornéo (partagée entre la Malaisie et l'Indonésie), l'île de Sulawesi, l'archipel des Moluques, Bali et les petites îles de la Sonde, la Papouasie occidentale (Indonésie), le Timor oriental, la Papouasie Nouvelle-Guinée (PNG) et les îles Salomon.

Ces régions représentent moins de 2% des océans mais contiennent 53% des récifs coralliens du monde et 76% des espèces coralliennes connues. On y trouve plus de 600 espèces de coraux et plus de 3.000 espèces de poissons. Les ressources marines contribuent à y faire vivre 120 millions de personnes.

Un tiers des prises mondiales de thons sont effectuées dans le "Triangle du corail".

Victime de son succès, le précieux "arbre à sexe" se raréfie en Ouganda

2007-12-06

FORÊT DE MABIRA (Source vérifiée)

Le citropsis disparaît, on l'a utilisé à outrance: c'est le viagra local!", lance Robert, guide dans la forêt de Mabira en désignant l'"arbre à sexe" aux vertus aphrodisiaques, victime de son succès comme d'autres plantes médicinales en Ouganda.

Les racines du "citropsis articulata", utilisées en décoction, sont efficaces "en trois heures", assure à l'AFP Kasozi Bruham, paysan de 49 ans et consommateur régulier.

Kasozi vit près de la réserve de Mabira, à 50 km à l'est de Kampala, l'une des dernières forêts tropicales humides d'Ouganda.

"Nous sommes inquiets de la raréfaction du citropsis; il y a un gros problème d'impuissance ici et les gens vont devoir se priver pour acheter un médicament équivalent", se lamente-t-il.

"En Ouganda, nous pensons que nous sommes libres d'utiliser la forêt comme une ressource personnelle", explique Robert Kungujje, guide au centre d'écotourisme de Mabira, en désignant un spécimen chétif du citropsis, l'un des seuls encore présents dans la réserve.

Les utilisateurs du citropsis ont tendance à le déraciner complètement, sans planter d'autres spécimens afin d'assurer son renouvellement.

"Avec le chômage, de mauvaises pratiques alimentaires, le diabète et l'hypertension liés au

stress, les troubles de l'érection sont en augmentation en Ouganda (...) c'est pour ça que les gens utilisent cette plante", relève Maud Kamatenesi-Mugisha, botaniste et spécialiste en santé de la reproduction.

Environ 80% de la population ougandaise dépend des plantes médicinales pour se soigner au quotidien, les médicaments modernes étant trop chers et les cliniques trop éloignées.

Au milieu des chants du Barbion grivelé, petit oiseau frugivore au plumage vert, et du grincement entêtant des cigales, Robert s'approche dans la forêt d'un Prunier africain ("prunus africana"), également menacé en Ouganda et dans le monde du fait d'une surexploitation. Son bois est prisé et son écorce est utilisée contre le paludisme et les problèmes de prostate (cancer).

Pour éviter sa disparition, le centre de Mabira a créé des pépinières et une campagne de sensibilisation a été lancée au niveau national en faveur de pratiques de récolte durable.

Mais aucune action spécifique n'a jusqu'alors été mise en place pour le citropsis.

L'Ouganda, au carrefour des plaines d'Afrique de l'Est et des forêts tropicales des Grands Lacs, est traversé par l'Equateur et le Rift Albertine (extrême ouest de la Vallée du Rift), l'une des zones les plus riches en terme de biodiversité et espèces endémiques en Afrique.

S'étendant sur 30.000 hectares, Mabira qui compte 312 espèces de plantes, 315 d'oiseaux et 218 de papillons a un rôle crucial pour la biodiversité du pays.

Pourtant, le gouvernement ougandais a eu le projet au printemps - retiré après de fortes protestations - de transformer un quart de la forêt en plantation de canne à sucre.

Les menaces planant sur l'"arbre à sexe", le Prunier africain et d'autres plantes médicinales illustrent le défi de leur conservation en Ouganda, qui abrite une richesse unique de plus de 1.100 espèces.

Dans le village de Buvunya, à 15 km de Mabira, Isaac Kanyike dresse la liste des maladies qu'il soigne avec des plantes: épilepsie, ulcère, asthme, désordres intestinaux, paludisme, symptômes du sida et ... impuissance.

"Depuis que je sais que le temps où ces plantes seront rares peut arriver, j'essaie de les utiliser de façon durable", explique ce guérisseur, qui regrette de ne plus trouver une plante qui "pouvait soigner 65 maladies".

Les voitures polluantes sanctionnées dès aujourd'hui

C'est la première mesure concrète du Grenelle de l'environnement. L'Etat va créer une «éco-pastille» sanctionnant les voitures polluantes et récompensant les plus écolos. Le gouvernement va déposer un amendement au collectif budgétaire mercredi. Cette mesure, rétroactive à compter du mercredi 5 décembre selon le ministère, concerne les véhicules neufs. Les motards n'y seront, pour l'instant, pas soumis.

Jusqu'à 2.600 euros de taxe

Comment? Les véhicules seront départagés en fonction de leurs émissions de CO2 sur le principe du «bonus-malus» des assurances. Ce nouveau dispositif sera «réservé à l'achat des voitures neuves», affirme le quotidien qui précise que «les automobilistes qui achèteront en 2008 une voiture considérée comme polluante, c'est-à-dire émettant plus de 160 grammes de CO2 (gaz carbonique) au kilomètre comme la plupart des 4X4 (...) devront acquitter une taxe à l'achat».

Une taxe non négligeable: 200 euros pour les véhicules émettant de 161 à 165 g de CO2/km, 750 euros pour ceux qui seront dans la tranche 166-200 g de CO2/km, 1600 euros pour les

automobiles émettant de 201 à 250 g de CO₂/km et enfin 2.600 euros pour plus de 250 g de CO₂/km. Cela concerne, entre autres, les véhicules comme: Volkswagen Touareg V10 TDI, Mercedes-Benz G 400 CDI break court BVA, Citroën Jumper II combi court ou moyen, Fiat Ducato combi ou Panorama, Peugeot Boxer combi ou minibus, Land Rover Defender ou Range Rover, Toyota Land Cruiser (selon le palmarès 2005 établi par l'Ademe).

Une taxe à régler au moment du paiement de la carte grise.

Prime pour l'achat d'une voiture propre

Coté bonus, les primes à l'achat d'une voiture propre, c'est à dire émettant moins de 130 g de CO₂/km, seront de 200, 700 et 1.000 euros en fonction de la faiblesse de la pollution. «Cette prime sera versée, à priori, au moment de l'achat,» indique-t-on au ministère sans pour autant en préciser les modalités.

Les véhicules émettant entre 130 et 160 grammes de CO₂ au kilomètre ne seront soumis ni à bonus, ni à malus. Cela concerne, entre autres, les modèles Smart Fortwo cabriolet CDI, Citroën C2 1.4 HDi, Citroën C3 5P 1.4HDi, Renault Clio 3P/5P 1.5DCi, Citroën C2 1.4HDi SensoDrive, Citroën C3 5P 1.4HDi 16V, Citroën C3 5P 1.4 HDi /SensoDrive, Peugeot 206 3P/5P 1.4HDi, Toyota Yaris 3P 75 D-4D, Fiat Panda 1.3 JTD, Peugeot 1007 1.4HDi ou encore Toyota Prius 75 VVT-i, Daihatsu Cuore 3P/5P, Honda Civic IMA, Smart RoadsterSMART ROADSTER, Kia 1.0L 4/5PL, Kia 1.1L 5P, Suzuki Alto, Renault Twingo 1.2L16v e Quickshift 5 (selon le palmarès 2005 établi par l'Ademe).

«A ce dispositif de bonus-malus s'ajoutera un super-bonus de 300 euros qui ne sera versé qu'aux acheteurs d'une voiture propre qui mettront à la casse leur voiture vieille de plus de quinze ans» ajoute le quotidien qui précise que super-bonus et bonus sont cumulables. Des chiffres confirmés par le ministère de l'Ecologie, mercredi.

Nucléaire en Libye, au Maroc, en Algérie : Sarkozy ou le néo-colonialisme industriel.

04 décembre 2007

Paris, France - Le 04/12/07 - Greenpeace dénonce l'accord de coopération nucléaire entre la France et l'Algérie annoncé par Nicolas Sarkozy lundi 3 décembre, lors de son voyage officiel à Alger. Après la Libye et le Maroc, le Président français tente de mettre l'Algérie sous dépendance nucléaire française, instrumentalisant comme d'habitude les changements climatiques pour défendre les intérêts commerciaux d'Areva.

Sur fond de polémique sur le passé colonial de la France en Algérie, Nicolas Sarkozy s'est lancé dans ce voyage d'État pour « refonder le partenariat d'exception qui lie l'Algérie et la France à travers des projets concrets et des initiatives qui profitent directement aux populations », a affirmé le porte-parole de l'Élysée.

« En quoi promouvoir le nucléaire va-t-il profiter aux populations ? Libye, Maroc, Algérie. Quels sont les deals en cours ? On peut s'interroger sur la volonté de certains États de se lancer dans une technologie en régression au niveau mondial, très risquée et très coûteuse, qui les mettra sous dépendance technologique et énergétique de la France et d'Areva, alors qu'ils disposent de toutes les conditions pour passer directement à un modèle énergétique propre, notamment fondé sur les énergies renouvelables ? », s'interroge Yannick Rousselet, chargé de la campagne Énergie de Greenpeace France.

Vendre des EPR au Maroc ou en Algérie, pays inondés de soleil, ressemble plutôt à du néo-colonialisme industriel. En vendre en Libye est en plus irresponsable du point de vue des risques de prolifération. Et pour construire coûte que coûte l'EPR français de Flamanville

(Manche), dont le chantier a officiellement débuté lundi 3 décembre, EDF n'hésite pas à faire le coup de force et à violer la loi française de protection du littoral. La Cour d'appel du tribunal administratif de Nantes doit d'ailleurs se prononcer prochainement sur l'irrégularité de cette construction.

L'enjeu industriel et énergétique du partenariat entre la France et le sud de la Méditerranée, région disposant d'un fort potentiel de renouvelables, concernant en particulier le solaire, doit porter sur des choix d'avenir, qui renforcent réellement la sécurité et l'indépendance énergétique des partenaires, et permettent de lutter efficacement contre les changements climatiques.

« Alors que s'ouvre la conférence des Nations unies à Bali (Indonésie), l'urgence impose de ne pas divertir les investissements énergétiques au profit d'une technologie dépassée. En ce qui concerne le climat, le nucléaire c'est trop tard, trop cher et trop risqué ! », conclut Yannick Rousselet.

Sortir du nucléaire

Le Réseau "Sortir du nucléaire" rassemble aujourd'hui 800 associations et plus de 18500 individus.

<http://www.sortirdunucleaire.org/>

442 réacteurs nucléaires en fonction dans 31 pays

PARIS - Trente et un pays dans le monde ont recours à l'énergie nucléaire pour fabriquer de l'électricité à l'aide de 442 réacteurs fonctionnant dans 201 centrales, selon les chiffres officiels disponibles.

Le nucléaire fournit moins de 20% de l'électricité de la planète et se concentre en Amérique du nord, Europe et Japon-Corée.

Trois pays accueillent plus de la moitié des réacteurs du monde: Les Etats-Unis (104 réacteurs), la France (59) où 78% de l'électricité est d'origine nucléaire, et le Japon (55). Viennent ensuite le Royaume-Uni, la Russie, l'Allemagne, pays qui a voté l'abandon de cette forme d'énergie, le Canada, la Corée du Sud, l'Ukraine, la Suède, qui veut aussi fermer ses usines nucléaires, la Belgique.

A l'opposé, l'Italie, à cause des risques sismiques sur son territoire, a renoncé à s'équiper en nucléaire, comme l'Australie, grand producteur de charbon.

Le premier couplage d'un réacteur nucléaire au réseau électrique a été effectué en 1951 aux Etats-Unis (EBR fermé en 1963). En France, Marcoule G1 a été couplé au réseau en 1956, puis fermé en 1968. Depuis le début du nucléaire civil, 126 réacteurs ont été fermés, mais une trentaine de nouveaux réacteurs sont en chantier dans le monde.

Deux réacteurs nucléaires de troisième génération à eau sous pression (European Pressurised water Reactor EPR) d'une puissance de 1.600 MW, lancés en 1992, sont en construction en Finlande et en France.

Deux EPR ont été commandés par la Chine.

Les Etats-Unis, le Royaume-Uni, l'Afrique du sud sont aussi intéressés par ce réacteur.

(Source vérifiée / 06 décembre 2007)

<http://www.romandie.com/infos/news2/071206152226.iib1la4g.asp>

Le réchauffement climatique et la déforestation pourraient détruire 60% de la forêt amazonienne d'ici 2030

BALI - Le réchauffement climatique et la déforestation pourraient rayer de la carte près de 60% de la forêt amazonienne d'ici 2030, a prévenu jeudi le Fonds mondial pour la nature (WWF).

"L'importance de la forêt amazonienne sur le climat de la planète ne peut être minimisée", a souligné Daniel Nepstad, auteur d'un nouveau rapport publié par le WWF à l'occasion de la conférence sur le changement climatique à Bali, en Indonésie.

"Elle est non seulement essentielle pour le rafraîchissement des températures mondiales, mais également une source importante d'eau douce qui est sans doute suffisante pour influencer certains des grands courants océaniques", a expliqué M. Nepstad. La forêt constitue en outre une "réserve massive de carbone".

Etendue sur 4,1 millions de km², la forêt amazonienne recouvre près de 60% du Brésil. Elle contient un cinquième des ressources mondiales en eau douce et environ 30% de la faune et la flore mondiales.

Selon le WWF, l'exploitation du bois, le développement du bétail et l'aggravation de la sécheresse devraient progresser dans les prochaines années et détruire 55% de la forêt. En cas de diminution de 10% des précipitations dans la forêt amazonienne, comme on le prévoit, 4% supplémentaires pourraient être rayés de la carte.

Les scientifiques estiment qu'en cas de hausse des températures de plus de deux degrés Celsius au-dessus de son niveau pré-industriel, les conséquences pour l'environnement et la population seraient graves.

Or, "il sera très difficile de maintenir les températures à deux degrés Celsius si nous ne conservons pas la forêt amazonienne", a souligné Daniel Nepstad, scientifique au Centre de recherche Woods Hole, dans le Massachusetts.

Selon le WWF, la déforestation de la forêt amazonienne pourrait relâcher entre 55,5 milliards et 96,9 milliards de tonnes de dioxyde de carbone dans l'atmosphère d'ici 2030, soit l'équivalent de deux années d'émission de CO₂ dans le monde.

http://canadianpress.google.com:80/article/ALeqM5gun7rJwyj4RgbVKsHg_kstEPMetA

Les écologistes de l'Alliance suspendent leur participation au Grenelle

PARIS (Source vérifiée) - L'Alliance pour la planète (80 associations dont Greenpeace et le WWF) a suspendu sa participation au processus du Grenelle de l'environnement pour protester contre l'absence de concertation de la part du gouvernement, selon un communiqué publié jeudi.

"L'Alliance pour la planète suspend sa participation au Grenelle tant que le dialogue à cinq n'est pas rétabli", indique le collectif. Le dialogue "à cinq" devait assurer un suivi des mesures décidées par le Grenelle en associant les 5 collèges de ce vaste débat mené jusqu'à fin octobre: représentants de l'Etat, des collectivités locales, du patronat, des salariés et des associations de protection de l'environnement.

L'Alliance pour la planète est, côté écologistes, un des principaux participants au Grenelle de l'environnement aux côtés de la FNE (Fédération France Nature environnement, qui revendique 3.000 associations) et de la Fondation Nicolas Hulot.

"L'Alliance demande au ministre d'Etat Jean-Louis Borloo d'organiser en urgence une réunion du groupe de contact inter collèges et de stopper un processus opaque et unilatéral qui sape les

résultats du Grenelle", indique le collectif.

"Déchets, forêts, publicité, éco-pastille, OGM ... les premières mesures de suivi et de mise en oeuvre du Grenelle conduisent à une remise en cause une à une des décisions prises il y a moins de 6 semaines", fait valoir Yannick Jadot, directeur des campagnes de Greenpeace et porte-parole du collectif.

"L'Alliance demande au président de la République et au ministre d'Etat de remettre en marche la dynamique de travail collective et ainsi de restaurer la confiance", ajoute M. Jadot. La publication jeudi matin d'un arrêté du ministre de l'Agriculture prononçant un gel "a minima" des cultures d'OGM jusqu'au 9 février a précipité la décision de l'Alliance. Pour cette dernière, il s'agit d'une "remise en cause par le gouvernement de la décision du Grenelle d'activer au niveau européen la clause de sauvegarde sur la culture du maïs MON810 (seul OGM cultivé en France)".

Selon la législation européenne, un Etat membre -c'est le cas de l'Autriche- peut appliquer une clause de sauvegarde contre un OGM en invoquant de nouvelles informations scientifiques et interdire sa culture, bien qu'il ait reçu le feu vert européen.

Le "gel" prononcé jeudi jusqu'au 9 février a une portée symbolique: les semis n'ont de toute façon pas lieu avant le printemps.

A l'issue du Grenelle de l'environnement, le président Nicolas Sarkozy avait fait siens les "doutes" concernant les OGM et souhaité, "dans le respect du principe de précaution (...) que la culture commerciale des OGM pesticides soit suspendue". M. Borloo s'était déclaré "prêt" à actionner la clause de sauvegarde au niveau européen.

Ban: Bali devrait tracer la route pour un accord sur le climat en 2009

2007-12-07

NEW YORK (Source vérifiée)

Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, s'est déclaré jeudi favorable à un plafond contraignant sur les émissions de gaz à effet de serre et a prédit que la conférence de Bali sur le réchauffement climatique tracera la route pour un accord d'ici à 2009.

"En tant que secrétaire général, du point de vue des principes, je pense qu'il faudrait adopter des plafonds contraignants", a-t-il dit à la presse à deux jours de son départ pour la conférence de Bali (Indonésie), qui s'est ouverte lundi et durera jusqu'au 14 décembre.

"Cependant, je sais qu'il y a des préoccupations parmi certains pays en développement, cette question devrait donc être discutée lors des négociations à venir", a-t-il ajouté.

M. Ban a précisé que son but était "tout d'abord de lancer les négociations avec un calendrier", estimant que lors des discussions ultérieures, la communauté internationale serait en mesure de parvenir à un accord sur la question des plafonds contraignants.

"Notre but ultime est de parvenir à un accord global sur le réchauffement climatique auquel tous les pays puissent adhérer", a-t-il dit. "A Bali, nous devons établir un programme, une feuille de route vers un meilleur avenir, doublé d'un calendrier qui produise un accord d'ici à 2009."

Des représentants de près de 190 pays sont réunis à Bali jusqu'au 14 décembre afin de tracer une feuille de route de négociations pour prolonger au-delà de 2012 le protocole de Kyoto de réduction des gaz responsables du réchauffement.

Jeudi, la Chine a indiqué qu'elle n'approuverait aucune nouvelle proposition à Bali qui serait contraire aux accords existants qui l'exemptent de l'obligation de réduire ses propres

émissions.

"Le protocole de Kyoto expire en 2012. Nous supposons que la ratification d'un accord nouveau prendra à peu près deux ans", a dit le chef de l'ONU, qui a fait de la lutte contre le réchauffement de la planète l'une de ses priorités depuis sa prise de fonctions en janvier.

"Aussi difficile que cela puisse être, nous n'avons pas le choix. La science a parlé clairement, le débat est clos. Le moment est venu de discuter des solutions, de résoudre ce problème.

Nous devons penser non seulement à nous-mêmes mais aussi à nos enfants", a-t-il conclu.

Ban: Bali devrait tracer la route pour un accord sur le climat en 2009

2007-12-07 12:25:53

NEW YORK (AFP)

© AFP

Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-Moon, à New York le 21 novembre 2007 Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, s'est déclaré jeudi favorable à un plafond contraignant sur les émissions de gaz à effet de serre et a prédit que la conférence de Bali sur le réchauffement climatique tracera la route pour un accord d'ici à 2009.

"En tant que secrétaire général, du point de vue des principes, je pense qu'il faudrait adopter des plafonds contraignants", a-t-il dit à la presse à deux jours de son départ pour la conférence de Bali (Indonésie), qui s'est ouverte lundi et durera jusqu'au 14 décembre.

"Cependant, je sais qu'il y a des préoccupations parmi certains pays en développement, cette question devrait donc être discutée lors des négociations à venir", a-t-il ajouté.

M. Ban a précisé que son but était "tout d'abord de lancer les négociations avec un calendrier", estimant que lors des discussions ultérieures, la communauté internationale serait en mesure de parvenir à un accord sur la question des plafonds contraignants.

"Notre but ultime est de parvenir à un accord global sur le réchauffement climatique auquel tous les pays puissent adhérer", a-t-il dit. "A Bali, nous devons établir un programme, une feuille de route vers un meilleur avenir, doublé d'un calendrier qui produise un accord d'ici à 2009."

Des représentants de près de 190 pays sont réunis à Bali jusqu'au 14 décembre afin de tracer une feuille de route de négociations pour prolonger au-delà de 2012 le protocole de Kyoto de réduction des gaz responsables du réchauffement.

Jeudi, la Chine a indiqué qu'elle n'approuverait aucune nouvelle proposition à Bali qui serait contraire aux accords existants qui l'exemptent de l'obligation de réduire ses propres émissions.

"Le protocole de Kyoto expire en 2012. Nous supposons que la ratification d'un accord nouveau prendra à peu près deux ans", a dit le chef de l'ONU, qui a fait de la lutte contre le réchauffement de la planète l'une de ses priorités depuis sa prise de fonctions en janvier.

"Aussi difficile que cela puisse être, nous n'avons pas le choix. La science a parlé clairement, le débat est clos. Le moment est venu de discuter des solutions, de résoudre ce problème.

Nous devons penser non seulement à nous-mêmes mais aussi à nos enfants", a-t-il conclu.

Etats-Unis: Le bourdon va-t-il disparaître?

Selon les entomologistes, après les abeilles un autre insecte de l'ordre des hyménoptères, le bourdon, est à son tour menacé d'extinction.

Robbin Thorp, professeur d'entomologie à l'Université de Californie à Davis et Neal Williams, professeur assistant de biologie au Brun Mawr College en Pelsuwanie sonnent l'alarme.

Le professeur Thorp ne parvient plus à trouver dans le nord-ouest de la

Californie et le sud-ouest d'Oregon l'espèce nommée "bourdon de Franklin" qui était abondante dans cette région. Les scientifiques craignent que cette espèce ne soit disparue avant même qu'elle ne s'inscrive sur la liste des espèces menacées d'extinction. D'autres catégories de bourdons se font de plus en plus rares.

Les causes de ce déclin sont l'urbanisme, l'agriculture intensive, les pesticides, la pollution ainsi que les maladies venant des serres qui utilisent les ruches commerciales de bourdons. Refrain connu! Malheureusement ce que les destructeurs de l'environnement, les pollueurs et leurs amis politiques vont apprendre maintenant c'est qu'environ 15% des cultures américaines sont pollinisées par les bourdons!

Les environnementalistes demandent au Congrès des incitations pour que les agriculteurs laissent des terres en jachère afin de préserver l'habitat des bourdons. Chose difficile au moment où l'humanité souffre de la folie des agrocarburants et où l'on presse les agriculteurs à ne pas laisser des terres en jachère. (Source: "metro", Belgique, 12/11)

PLACE A L'INFO:

Le réchauffement climatique pourrait provoquer une "guerre civile mondiale", selon l'ONU 2007-12-10

NUSA DUA (Source vérifiée)

Le réchauffement climatique pourrait provoquer une "guerre civile mondiale", met en garde un rapport de l'ONU rendu public lundi à Bali.

L'étude du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) a été diffusée - ce n'est pas un hasard - le jour de la remise à Oslo du prix Nobel de la paix à l'ex-président américain Al Gore et aux experts du Giec, pour leurs efforts de sensibilisation aux dérèglements du climat.

La surchauffe causée par la saturation en gaz à effet de serre risque de déstabiliser dans quelques années des régions entières, expliquent les auteurs du rapport, des scientifiques suisses et allemands pour lesquels "agir pour le climat est agir pour la paix".

Parmi les "points chauds" identifiés figurent le delta du Nil, le Sahel, la Chine, l'Inde, les nations autour du Golfe du Bengale, l'Asie centrale, les Caraïbes, le golfe du Mexique et l'Amazonie.

"Si le réchauffement climatique n'est pas jugulé, des Etats fragiles et vulnérables, qui sont déjà aujourd'hui assez mal gérés, pourraient imploser sous la pression du réchauffement global, puis générer des ondes de choc vers d'autres pays", a affirmé Hans Schellnhuber, directeur de l'Institut de recherche sur l'impact du climat de Potsdam.

Il a par exemple expliqué qu'une hausse générale de la température de 5 degrés serait accentuée sur le plateau montagneux tibétain (de +10 à +12 degrés), asséchant durant l'été les fleuves alimentant d'immenses bassins de population, en Chine ou en Inde.

De même, la fonte des glaciers dans les Andes (Amérique latine) aurait des conséquences selon lui effroyables, coupant l'approvisionnement d'une mégalopole comme Lima (Pérou).

Autre danger, une hausse de 7 mètres du niveau des océans se traduirait par le déplacement de 500 millions de "réfugiés climatiques".

Le rapport "trace un scénario crédible pour l'avenir", a prévenu M. Schellnhuber en marge de

la conférence sur les changements climatiques organisée à Bali.

Le réchauffement est désormais une réalité prise en compte de façon sérieuse par les experts militaires, a souligné Achim Steiner, directeur exécutif du PNUE.

"Les généraux américains, l'état-major de l'Otan et d'autres institutions militaires du monde entier ne considèrent plus le changement climatique comme il était auparavant dépeint, une fiction sortie de l'imagination des écologistes", a-t-il assuré.

Les spécialistes en géopolitique n'écartent pas des "guerres de l'eau" ou des affrontements dépassant les traditionnelles frontières des Etats, dont ils voient des premières illustrations avec les conflits en Somalie ou au Darfour.

Avec une hausse de 5 degrés, "nous pourrions avoir quelque chose qui ressemblerait à une guerre civile à l'échelle mondiale", a dit M. Schellnhuber.

"Du Sénégal à la Corne de l'Afrique, les prédictions sont très sombres", a-t-il ajouté, estimant que des tensions latentes entre des populations menaçaient d'être exacerbées par le réchauffement.

Le rapport auquel il a participé, intitulé "Le changement climatique, risque pour la sécurité" avait d'abord été baptisé "Vers un climat de violence?".

- La Journée Internationale pour les Droits des Animaux (JIDA) se déroule
 - > chaque année le 10 décembre.
 - > Aujourd'hui donc.
 - > Pour les personnes qui ne peuvent ou ne veulent s'impliquer dans une action de rue
 - > (http://journée-internationale-droits-animaux.org/rapports/jida_2007/)
 - > pour la JIDA 2007, il est tout de même possible de participer de manière électronique à la promotion des droits des animaux pendant la semaine de la JIDA.
 - > Il est important que chacun d'entre nous prenne le temps d'agir à sa manière à l'aide du réseau Internet pour sensibiliser et informer, dès à présent, son entourage de l'existence de la JIDA, et aussi le lundi 10 décembre, journée de la JIDA. D'autant plus que pour des questions de visibilité, les actions de rue auront eu lieu essentiellement le samedi 08 décembre, malgré une météo détestable.
 - > Petit rappel :
 - > Chaque année dans le monde, ce sont des dizaines de milliards d'animaux qui sont sacrifiés pour des intérêts humains : environ 1 milliard pour l'expérimentation animale (vivisection), plus de 50 milliards pour leur chair (sans compter ni les poissons ni les crustacés...), des centaines de millions pour la chasse de loisir ainsi qu'environ 50 millions pour leur fourrure.
 - > Ces chiffres ne peuvent être qu'approximatifs et constituent une estimation minimum du nombre d'animaux exploités à mort chaque année de par le monde.
 - > Sources de loisirs, objets, marchandises, nourriture, habillement. les animaux sont pourtant des êtres sensibles et conscients qui, tout comme nous, ressentent notamment la douleur, la frustration et le stress.
 - > Comme nous, ils ont des émotions. Comme nous, ils recherchent le

- > confort, non la gêne. Qu'ont-ils fait pour mériter tous ces traitements
- > et ces souffrances ?

20 à 25 % des émissions mondiales de CO2 dues à la déforestation !

Le monde assiste sans rien dire à la plus grande déforestation de la planète depuis longtemps. Que ce soit pour en consommer le bois comme dans le bassin du Congo en Afrique (Cameroun, Congo Brazzaville, Centrafrique), ou pour étendre les surfaces cultivables au profit en particulier de cultures à destination énergétiques (Canne à sucre au Brésil, Palmiers à Huile en Indonésie), tout est bon pour abattre les arbres, les utiliser ou les revendre sans les remplacer. Or ce sont ces forêts, celles en zone tropicale, qui absorbent le plus le CO2 que nous émettons.

Savez vous que cette déforestation dont on vous parle si peu est responsable de 20 à 25 pct de la production totale de CO2 sur la planète ? Elle est estimée à 5 900 millions de tonnes de CO2 par an soit un peu moins que la totalité des émissions des Etats Unis, plus gros émetteur de la planète à 7250 millions de tonnes et autant que la Chine et la Russie réunies.

Cette déforestation atteint trois zones principalement, le Brésil, l'Indonésie et le bassin forestier du Congo (Cameroun, Congo Brazzaville et République Centrafricaine). Le bassin du Congo est exploité pour l'industrie du bois, une activité traditionnelle de ces pays. Ils ont des législations qui comportent des obligations de replanter mais personne n'est là pour aller voir au fond de gigantesques forêts dans la brousse ce qui s'y passe. Et si par hasard un contrôleur y venait, la corruption ferait le reste.

Le Brésil et l'Indonésie déforêtent à tout va l'un pour planter de la canne à sucre que l'on transforme en Ethanol pour le marché des carburants locaux ou à l'exportation (le E 85 suédois à ma connaissance), l'autre des palmiers à huile dont l'huile de palme est, là aussi, transformée en carburant. Le Brésil a ainsi déboisé 2.6 millions d'hectares en 10 ans de 1990 à 2000 et 3.1 supplémentaire en 5 ans seulement de 2000 à 2005. L'Indonésie, elle en a perdu 1.87 millions d'hectares de 1990 à 2000 et poursuit à grande allure.

Or une forêt ancienne, dite primaire, absorbe deux à trois fois plus de CO2 qu'une forêt récemment plantée et en début de croissance. C'est dire combien la perte sera difficile à compenser par des plantations nouvelles générées par le marché des droits d'émission mis en place par le protocole de Kyoto.

Le président indonésien, Susilo Bambang Yudhoyono, vient d'exprimer son point de vue à la conférence de Bali du 3 décembre sur Kyoto II, le successeur du traité de Kyoto. Il faudra que les pays développés, responsables de par leur industrialisation du XIXème et du début de XXème siècle de l'augmentation des émissions de CO2, payent pour cela. Même son de cloche pour le Brésil dont le président Lula a dit que l'on ne pouvait pas " convaincre les pauvres de ne pas abattre un arbre si on ne lui donnait pas en échange du travail et de la nourriture". A ceci prêt que Monsieur Lula semble oublier que ce sont plutôt les riches qui abattent les arbres pour les remplacer par des plantations de canne à sucre dans lesquelles travaillent effectivement les pauvres et que la plus grande déforestation se passe en ce moment.

Il est vrai que le mécanisme des crédits issus des mécanismes de développement propres, - en clair le mécanisme qui permet à un industriel qui n'arrive pas à respecter ses quotas d'émission de racheter des crédits correspondants à son déficit d'émission sur le marché-, s'il a bien prévu que ces crédits puisse financer des plantations nouvelles, n'a rien prévu par contre pour éviter la déforestation.

Sur la base de ce que les pays industrialisés finiront par payer, tout le monde s'active pour savoir comment se partager la manne céleste. Le Brésil propose qu'on évalue en comparant des images satellites sur plusieurs années pour établir un taux de déforestation de base qui servira à calculer les financements correspondants aux objectifs de déforestation évitée qu'on lui fixerait. L'Indonésie a déjà calculé qu'un tel financement de la déforestation évitée pourrait lui permettre de toucher 15 milliards de dollars annuels sous forme de crédits de CO₂. Les pays africains ne sont par contre pas satisfaits du système de mesure par satellite car ils ont peur de moins recevoir de crédit de CO₂ soit parce que leurs forêts ont été effectivement moins détruites que celle de l'Amérique latine ou de l'Asie, soit parce que la déforestation dans des forêts très hautes et très denses serait moins visible par satellite. Bref ils ont peur de recevoir moins que ce qu'ils estiment leur juste part à la grande distribution des crédits carbone. Et donc ils réclament que l'on prenne en compte non pas la déforestation acquise mais leurs besoins de développement futur.

Il est un point par contre sur lequel ils sont tous d'accord, c'est celui du paiement des crédits directement aux gouvernements ! Il est vrai qu'il sera difficile de savoir qui devrait être le bénéficiaire de ces fonds pour déforestation évitée (l'indien ou le pygmée de la forêt, son habitant traditionnel, ceux qui déforestaient activement et qui désormais regarderont les arbres continuer à pousser sans rien faire, l'industriel brésilien ou indonésien de l'éthanol, le chinois industriel du meuble etc. Pour moi qui ait pu voir la corruption à l'œuvre, une chose est sûre par contre. Bien malin qui pourra suivre à la trace les fonds versés aux gouvernements jusqu'aux bénéficiaires finaux. La surface des forêts continuera peut-être à diminuer un peu moins qu'avant la mesure, mais les dépôts dans les banques suisses ou autres risquent par contre d'en bénéficier. Et le pauvre cher au Président Lula risque, lui, de passer devant la glace. Un programme très important donc à mettre en œuvre pour limiter nos émissions et sauver le climat de la planète mais un mécanisme à établir avec une extrême prudence.

http://www.naturavox.fr:80/article.php3?id_article=2804

Huile de palme : une catastrophe écologique planétaire

Par Jean-Luc Goudet - Futura-Sciences

En Indonésie, en Malaisie et dans d'autres pays, la production intensive d'huile de palme conduit à des déforestations massives et à la destruction complète d'écosystèmes forestiers. En cause : une demande mondiale qui grimpe en flèche, pour l'industrie agro-alimentaire, mais qui risque d'exploser avec la banalisation des biocarburants.

C'est un désastre écologique qui tend à s'aggraver encore. Depuis les années 1990, la production d'huile de palme, extraite de la noix d'un palmier d'origine africaine, *Elaeis guineensis*, ne cesse de progresser. À l'origine, cette huile sert à des besoins alimentaires, pour les mêmes usages que l'huile de table, le beurre ou la margarine. Mais ce produit s'est trouvé trois débouchés autrement plus larges. Le premier est celui de l'industrie agro-alimentaire qui a découvert avec bonheur cette huile cumulant de nombreuses qualités.

L'arbre pousse vite, en trois ou quatre ans, et la pulpe rouge des noix produit une huile facile à extraire, que l'on peut transformer en une graisse utilisable dans de nombreux produits. Pâtes à tartiner, chips, margarines, plats cuisinés, biscuits, soupes, céréales du petit-déjeuner. : au fil des années, l'huile de palme a envahi la majorité des aliments industriels. Aujourd'hui, c'est une part importante de l'alimentation des pays riches qui est devenue dépendante de l'huile de palme. Mais ce n'est pas tout. À partir de l'amande de la noix, on peut extraire de l'huile de palmiste, qui sert d'ingrédient pour des peintures et des produits cosmétiques. Et voilà un

juteux débouché supplémentaire.

Avec ces deux marchés mondiaux, plusieurs pays du sud ont trouvé dans l'huile de palme un produit d'exportation très rentable. L'Indonésie et la Malaisie sont devenues les championnes de cette production. Alors que les pays africains en étaient les principaux producteurs dans les années 1960, ces deux pays asiatiques fournissent actuellement environ 85 % de la consommation mondiale d'huile de palme. Pour chacun de ces deux pays, cette production représente plus de quinze de millions de tonnes par an.

Comment les chips peuvent tuer les orangs-outans

Pour atteindre ce niveau, les Malaisiens et les Indonésiens ont dû engager de vastes opérations de déforestations pour se lancer dans des monocultures intensives. L'Indonésie a déjà perdu 72 % de ses forêts. A ce rythme, selon un rapport du PNUE (Programme de Nations Unies pour l'Environnement), 98 % des forêts auront disparu en 2022. Or, cette immense zone forestière, qui s'étend sur les trois-quarts du pays, est particulièrement riche en espèces et elle est aussi une richesse pour les habitants, qui l'exploitent, en partie, depuis longtemps.

Sa destruction est une catastrophe écologique et économique, conduisant à la destruction d'écosystèmes, dont les emblématiques orangs-outans. Elle aboutira également à des modifications climatiques et à des difficultés sociales. A l'échelle planétaire, cette déforestation n'est pas sans conséquences non plus puisque les forêts sont de gros absorbeurs de gaz carbonique. Dans le monde, les déforestations sont responsables de 15 à 20 % de l'augmentation de gaz à effet de serre. C'est à la destruction des forêts, d'après Greenpeace, que l'Indonésie doit sa troisième position mondiale de producteur de gaz à effet de serre. D'autres pays se lancent dans l'aventure, comme la Colombie. Car le boom sur l'huile de palme ne fait que commencer puisqu'un troisième marché, encore plus important, a démarré depuis 2005 : les carburants dits « verts ». L'huile de palme est en effet un excellent produit de base pour les « biodiesels ».

En Amazonie comme en Asie du sud-est, c'est donc un danger d'envergure qui pèse sur les forêts tropicales et leurs habitants, animaux, végétaux ou humains.

En pointe dans cette action, l'association Les Amis de la Terre a mené plusieurs campagnes, dont l'une, récente, vers la grande distribution, pour pousser à une signalisation des - nombreux - produits contenant de l'huile de palme. En effet, sa présence n'est qu'exceptionnellement mentionnée et parfois cachée sous l'appellation « huile végétale ». Difficile de boycotter tous les produits contenant de l'huile de palme. mais on peut au moins essayer de limiter de réduire leur consommation.

Cela ne sera toutefois pas suffisant si l'huile de palme est massivement utilisée pour produire du biodiesel, comme le souligne Sylvain Angerand, des Amis de la Terre, que nous avons interrogé sur le sujet. Retrouvez demain l'entretien qu'il nous a accordé (dans l'article intitulé Huile de palme : « On marche sur la tête ! »).

José Bové échappe à la prison et annonce une grève de la faim contre les OGM

MILLAU (Source vérifiée) - José Bové a échappé lundi à la prison, obtenant la transformation en jours-amende de sa condamnation à 4 mois de prison ferme pour un arrachage de maïs transgénique, mais a aussitôt annoncé une grève de la faim collective pour dénoncer "un simulacre de décret" sur les OGM.

A l'issue d'une audience contradictoire au tribunal de grande instance de Millau (Aveyron), avec ses avocats, le procureur et le juge d'application des peines, le leader altermondialiste a qualifié de "bonne nouvelle" l'aménagement de sa condamnation à 4 mois de prison ferme en jours-amende, dont le montant et le nombre de jours seront connus le 17 décembre.

Il avait été condamné en décembre 2005 par la cour d'appel de Toulouse pour un arrachage de plants de maïs transgénique à Menville (Haute-Garonne) un an plus tôt.

L'ancien candidat à l'élection présidentielle s'est toutefois dit "en colère" face à ce qu'il a qualifié de "trahison". "Les jours-amende, c'est le moins important (...). Aujourd'hui, ce qui est grave, c'est que le gouvernement a pris la décision d'aller à l'encontre de ce qui avait été dit au Grenelle de l'environnement, de ce qui avait été dit par le président de la République, et à l'Assemblée nationale, par Jean-Louis Borloo", le ministre de l'Ecologie, a déclaré José Bové à sa sortie du tribunal.

L'ancien porte-parole de la Confédération paysanne a déchiré, sous les applaudissements de quelque 70 sympathisants, une copie du décret publié jeudi, suspendant jusqu'au 9 février la vente et l'utilisation du maïs MON 810, le seul OGM cultivé en France.

Il a qualifié cette suspension de "complètement inacceptable, à moins de nous prendre pour des imbéciles". "Tout le monde sait que l'on ne cultive pas du maïs en hiver et décréter par la loi le gel en hiver, c'est vraiment se foutre de la gueule du monde et ça, on ne peut l'accepter!", s'est-il exclamé.

"Nous avons pris une décision collective d'entamer à partir du 3 janvier 2008 une grève de la faim à durée indéterminée (...) pour mettre en place un moratoire sur les OGM, pour que le gouvernement respecte la parole donnée devant l'Assemblée nationale et pour défendre le droit et la liberté de consommer sans OGM", a-t-il poursuivi sur les marches du palais de justice.

Dix à quinze personnes, des Faucheurs volontaires, de simples citoyens et un maire, devraient participer à cette action à Paris "devant les députés, les sénateurs, devant l'ensemble du gouvernement et devant le chef de l'Etat".

Ces militants, qui avaient déjà envisagé une grève de la faim en novembre si un moratoire n'était pas décidé lors du Grenelle de l'environnement, entendent ainsi protester contre la "reculade du gouvernement", selon M. Bové, bien décidé à obtenir "la clause de sauvegarde permettant à l'Etat de suspendre au niveau européen l'utilisation des OGM".

"Quand la parole publique est bafouée, les citoyens doivent agir. Il faut que l'année 2008 soit une année sans OGM, que le moratoire soit effectif", a insisté José Bové, devant le tribunal où étaient accrochées de chaque côté de l'entrée des banderoles "Faucheurs volontaires d'OGM" et "Moratoire pour les OGM = amnistie pour les faucheurs".

"L'aménagement prévu aujourd'hui va permettre que le combat continue", a souligné le leader altermondialiste, agriculteur du Larzac, avant d'ajouter: "on sera plus efficace dans la rue en faisant une grève de la faim que derrière les barreaux".

Plus de 200 scientifiques appellent à agir contre le réchauffement climatique
Associated Press

Washington

Plus de 200 scientifiques ont exhorté mercredi la communauté internationale à prendre des mesures radicales contre le réchauffement climatique, car «il n'y a pas de temps à perdre». Dans une pétition transmise à l'Associated Press et qui doit être présentée mercredi soir, au moins 215 climatologues appellent à réduire de moitié les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050.

Les scientifiques demandent aux participants de la conférence sur le changement climatique de Bali, en Indonésie, de négocier le prochain traité contre le réchauffement de la planète.

Cet appel fait suite à une pétition signée la semaine dernière par plus de 150 chefs d'entreprise

qui demandaient eux aussi une réduction de moitié des émissions de gaz à effet de serre. Jusqu'à présent, de nombreux scientifiques s'étaient abstenus de tout appel à prendre des mesures, laissant ce genre d'actions aux organisations de défense de l'environnement.

«C'est une crise grave, et nous devons faire quelque chose vraiment rapidement», a lancé un des signataires, Jeff Severinghaus, professeur en sciences de la Terre à l'Institut d'océanographie Scripps, situé à La Jolla, en Californie. «Je pense que les enjeux sont beaucoup, beaucoup trop importants pour qu'on joue avec».

Cette pétition inédite a été signée par des scientifiques de plus de 25 pays et montre que les spécialistes du climat en «ont assez», renchérit Andrew Weaver, de l'université de Victoria, au Canada. Cette action regroupe notamment de nombreux membres du Groupe d'experts international sur le climat (GIEC) et les directeurs des principaux instituts de recherche américains et européens sur le climat.

«Nous sommes nombreux à penser que le problème mérite davantage d'attention qu'à l'heure actuelle et que les remèdes doivent être beaucoup plus radicaux», explique Richard Seager, de l'Observatoire de la Terre Lamont-Doherty, à l'université de Columbia.

Plusieurs chercheurs commencent également à perdre patience. «Des mesures doivent être prises, et elles doivent être prises maintenant», insiste Marika Holland, du Centre national sur la recherche atmosphérique. «Plus nous attendons, plus ce sera grave».

<http://www.cyberpresse.ca:80/article/20071205/CPENVIRONNEMENT/71205142/6108/CPENVIRONNEMENT>

L'Irlande bannit les ampoules à incandescence

Depuis jeudi, l'Irlande est le premier pays européen à avoir programmé une interdiction totale de vente des lampes à incandescence.

Cette interdiction sera effective dès 2009.

Dublin n'est certes pas la première en Europe à évoquer cette mesure, mais bien la première à l'appliquer.

La Grande-Bretagne a préféré négocier avec les distributeurs, des engagements volontaires pour retirer des rayons ces lampes énergivores d'ici à 2011.

Les Pays-Bas s'étaient pour leur part engagés à les interdire pour 2011, avant de revenir sur leur décision. Amsterdam soutient dorénavant l'appel des producteurs pour une sortie prolongée jusqu'en 2019.

Côté française, l'interdiction a été évoquée pour 2010, sans pour autant être concrétisée.

Dans le même temps, la Commission européenne travaille à la mise au point de standards pour les produits consommateurs d'énergie. Les ampoules à incandescence devraient en faire partie, mais sans qu'il soit précisé à ce jour s'il s'agira de mesures contraignantes ou non

"Chaque année compte", alerte Karine Gavand, chargée de la campagne climat à Greenpeace France. "L'interdiction des ampoules à incandescence nous permettrait d'éviter d'émettre 20 millions de tonnes de CO2 chaque année. A l'échelle de la France, cela nous permettrait d'économiser autant d'énergie que le nouveau réacteur nucléaire EPR devrait en produire."

<http://www.enerzine.com/14/3632+L-Irlande-bannit-les-ampoules-a-incandescence+.html>

Déforestation : l'Indonésie face à un désastre écologique
Solemn Honorine, Kalimantan centre.

10/12/2007

<http://www.lefigaro.fr/sciences/2007/12/10/01008-20071210ARTFIG00341-deforestation-lindonesie-face-a-un-desastre-ecologique.php>

Le pays organisateur de la conférence sur le climat brûle l'équivalent de 300 terrains de football par heure. Ce qui en fait le troisième émetteur de CO2 dans le monde.

La pluie a commencé à tomber, un violent orage tropical. Aswin se tend au volant lorsqu'un éclair l'éblouit. Soudain, il s'arrête. On ne voit rien sous le rideau de pluie, mais il tend l'index : «Regardez, là, dans le champ !» Ahurissant : alors que les bords de la route ruissellent sous les trombes d'eau depuis vingt minutes, un petit feu continue à dégager une fumée dense. «Ça peut continuer longtemps. Le feu ne s'éteindra que lorsque la terre sera totalement gorgée d'eau», assure ce docteur en agronomie, spécialiste des feux de forêt.

En 2006, pendant la saison sèche, les environs de la capitale provinciale de Kalimantan centre, Palangkaraya, ont été coupés du reste du monde pendant un mois et demi. L'aéroport était fermé. Les feux qui embrasaient la région généraient des fumées si épaisses que, parfois, la visibilité ne dépassait pas deux mètres. À cause de ces feux catastrophiques qui relâchent dans l'atmosphère le carbone piégé par les forêts, l'Indonésie est désormais, selon la Banque mondiale, le troisième plus gros émetteur de gaz à effet de serre, derrière la Chine et les États-Unis.

Près de Palangkaraya, le sol est composé de tourbières, un écosystème formé par la décomposition, durant des milliers d'années, de matières organiques. À l'état naturel, ce type de sol est composé de 80 % d'eau et recouvert de forêts. Mais celles-ci ont été rasées, et les tourbières, drainées, brûlent très facilement.

Projet Mega Rice

«Même sans feu, les tourbières asséchées connaissent un processus d'oxydation qui transforme la matière sèche en gaz carbonique», assure Marcel Silvius, représentant de l'ONG Wetland International, la première à avoir obtenu ce résultat contesté par Jakarta.

Il y a dix ans, une dense canopée recouvrait la région, à l'instar de 80% du reste de l'île de Bornéo, qui est grande comme la France. Aujourd'hui, la jungle est remplacée par des broussailles. Ça et là, on voit les cadavres d'arbres morts, blanchis par les incendies à répétition. Un désastre écologique, où les brasiers de la saison sèche laisse place aux inondations durant la saison des pluies.

Au milieu des années 1990, l'Indonésie, parvenue à l'autosuffisance alimentaire, commençait à manquer de terres agricoles à cause de l'urbanisation rapide à Java, qui absorbait les champs de riz de cette île fertile. D'où l'idée audacieuse

de transformer les forêts de Kalimantan en grenier à riz de l'archipel : le projet Mega Rice. En deux ans, un million d'hectares de forêt a été rasé. On attend encore la récolte du premier boisseau de riz. «Nos parents et grands-parents n'avaient jamais essayé de faire des cultures dans les tourbières, car ils savaient bien que ça ne donnerait rien ! tonne Yarden, un agronome local. «Tout ce que les concepteurs du projet voulaient, c'était le bois. Faire de l'argent »

Jakarta avait prévu d'installer 15 000 migrants venus de Java, surpeuplée, et de leur donner des terres à cultiver. Presque tous ont quitté la zone et ses tourbières aux sols trop acides pour la riziculture.

Aujourd'hui, seules quelques petites fermes de caoutchoutiers ou de manioc subsistent dans la région, grâce aux brûlis qui amendent les sols. Mais comme la zone est particulièrement propice aux incendies, le gouverneur de la région a interdit cette pratique afin d'éviter les désastres de l'an passé. Pour l'instant, c'est un succès : la région est épargnée par les flammes. Mais pour les fermiers, cette victoire a un goût amer. «Sans feu, ça nous prendra des années pour préparer les champs !» se plaint Ingin, un paysan. Actuellement vous êtes 371 recevoir cette revue de presse (situation au 24/10/2007)

Le volcan qui a refroidi la Terre
Par Dominique Selse, Tech&Co

L'augmentation de la température des océans depuis un siècle aurait été plus importante encore sans l'activité des volcans ! Les nuages de cendres et d'aérosols pulvérisés dans la haute atmosphère lors des éruptions ont filtré les rayons solaires et refroidi en conséquence les eaux de surface.

Utilisant de nouveaux modèles climatiques, des chercheurs du Lawrence Livermore National Laboratory (LLNL), en Californie, ont pu démontrer que le réchauffement et la hausse du niveau des océans au XXème siècle (deux données qui sont corrélées) ont été sensiblement réduits par l'éruption volcanique du Krakatoa en 1883, en Indonésie (1) .

Les 26 et 27 août 1883, l'explosion du volcan indonésien déclenchait un tsunami géant. Des vagues de quarante mètres de hauteur entraînaient la dévastation sur les côtes de Java et de Sumatra. La vague fut ressentie jusque dans la Manche !

L'éruption devait projeter dans les airs une très grande quantité de cendres et de poussières. Les millions de tonnes de dioxyde de soufre libérés par le souffle du volcan ont, par réaction chimique avec l'eau de l'atmosphère, formé des aérosols d'acide sulfurique absorbants et réfléchissants qui provoquèrent une chute de température anormale et rapide à la surface de l'eau.

L'eau étant plus dense autour du volcan, ce refroidissement a pénétré en profondeur dans les couches océaniques, générant un effet durable. La signature du Krakatoa est en effet restée perceptible « plusieurs dizaines d'années » selon Peter Glecker, spécialiste du climat au LLNL. Ce dernier, avec des équipes du National Center for Atmospheric Research, de l'université de Reading et du Hadley Center, a testé les effets du volcan entre 1883 et 2000, en

simulant son impact climatique avec plusieurs modèles mathématiques et en comparant les résultats aux observations disponibles. D'autres éléments extérieurs ont été introduits dans les modèles, tels que l'effet de serre et l'irradiance solaire (c'est-à-dire la quantité d'énergie électromagnétique solaire par unité de temps et de surface).

30 millions de tonnes d'aérosols font de l'ombre à la Terre

Rappelons que la température moyenne des océans, en dessous de 300 mètres, a augmenté environ de 3,7 centièmes de degrés C durant les dernières décennies, essentiellement à cause des gaz à effet de serre. Bien que très faible en elle-même, cette augmentation a entraîné une montée des eaux de plusieurs centimètres, à un rythme de 1,8 à 3,2 mm par an à la fin des années 1990. « Elle aurait été plus importante sans l'effet des éruptions volcaniques » a déclaré Peter Glecker à la revue Nature. L'effet « kiss cool » du Krakatoa correspond à un refroidissement long, en profondeur, ce qui a permis d'atténuer l'augmentation des températures dans la durée.

Selon le modèle de simulation utilisé, l'impact a pu se prolonger entre 40 et 100 ans. L'équipe a aussi étudié l'éruption plus récente du Mont Pinatubo. Le 12 juin 1991 au Philippines, une explosion comparable en taille et en intensité (suivie d'autres) dégageait 30 millions de tonnes d'aérosols jusqu'à vingt kilomètres de hauteur dans la stratosphère. Un nuage qui devait faire de l'ombre à la Terre: à un siècle d'intervalle, un refroidissement a aussi été constaté de la même façon à la surface de l'océan. Mais l'effet n'a pas été aussi durable, et la température de l'océan a retrouvé son niveau initial beaucoup plus rapidement.

Il semble que l'effet du Mont Pinatubo, tout comme celui d'autres volcans en éruption à la fin du XXème siècle, soit atténué par l'augmentation de plus en plus rapide de la température de surface due à l'activité humaine.

(1) : Volcanoes and climate : Krakatoa's signature persists in the ocean, Nature, February 9, 2006

http://www.futura-sciences.com:80/fr/sinformer/actualites/news/t/volcanologie/d/le-volcan-qui-a-refroidi-la-terre_8258/

MIAOU!!!

Des chats qui brillent !!

Des scientifiques sud-coréens ont créé par clonage des chats fluorescents qui apparaissent tout rouge lorsqu'on les éclaire à la lumière ultraviolette. Ces animaux serviront de modèle pour l'étude et le traitement de certaines maladies génétiques.

Une équipe de scientifiques dirigée par le professeur Kong Il - keun, un spécialiste coréen du clonage, a réussi à donner naissance à trois chats angora aux reflets rougeoyants annonce le ministère de la science de Corée du Sud. Pour ce faire, ils ont inséré un gène codant pour une protéine rouge fluorescente (RFP) dans les cellules de la peau de la mère des trois chats. Ils ont ensuite introduit ces cellules dans des ovocytes énucléés afin de produire des chats clonés génétiquement modifiés.

Les chatons sont nés en janvier et février sur les trois l'un est mort-né mais les deux autres ont connu un développement normal et sont devenus des adultes pesant respectivement 3 et 3.5 kilos. D'apparence normale, les animaux « brillent » de tous leurs feux lorsqu'ils sont exposés à de la lumière ultraviolette qui les transforment en créatures de science-fiction, puisqu'ils deviennent alors tout rouges !!

L'autopsie de l'animal mort a révélé que la protéine fluorescente était présente dans tous les organes ce qui signifie que la technique employée représente un moyen efficace pour cloner des gènes modifiés. Cette méthode pourrait donc servir à développer des cellules souches «

thérapeutiques » dotées d'un gène médicament. Bien sûr, pour le moment, elle n'est efficace que chez les félins mais comme le rappelle les chercheurs, les chats sont affectés par quelques 250 maladies génétiques qui frappent également le humains.

A plus long terme, les coréens envisagent également d'appliquer cette méthode de clonage sur des espèces en voie de disparition comme les tigres, les léopards ou encore les chats sauvages. Cette annonce, outre son aspect visuel spectaculaire a également pour but de redorer le blason de la bio-ingénierie coréenne entaché par la fraude du professeur Hwang Woo-Suk qui avait affirmé avoir réussi à créer par clonage des cellules souches humaines avant d'être démasqué par la communauté scientifique.

J.I.

Sciences et Avenir.com

13/12/2007

http://tempsreel.nouvelobs.com/actualites/sciences/20071213.OBS0030/des_chats_qui_brillent.html

Sans commentaires

Des souris mutantes qui ignorent la peur

Par Kaori Hitomi AP - Jeudi 13 décembre 2007. TOKYO - Le jeu du chat et de la souris ne sera plus jamais le même. Des chercheurs japonais affirment dans la revue "Nature" avoir produit des souris génétiquement modifiées qui ne manifestent plus de peur devant les félins, ce qui pourrait apporter un nouvel éclairage sur le comportement des mammifères et la nature même de la peur.

Les chercheurs de l'Université de Tokyo ont génétiquement neutralisé l'instinct de la souris de se cacher lorsqu'elles repèrent l'odeur ou la présence des chats, ce qui suggère que la peur est génétique et non le fruit de l'expérience.

"Les souris sont naturellement terrifiées par les chats et habituellement elles paniquent ou s'enfuient quand elles en sentent un, mais les souris privées de certaines cellules nasales par des manipulations génétiques n'ont donné aucun signe de peur", explique Ko Kobayakawa, qui a dirigé la recherche publiée dans "Nature" le mois dernier.

Lors de l'expérience, les souris génétiquement modifiées se sont approchées des chats, allant jusqu'à se frotter contre eux et à se montrer joueuses. Evidemment, a souligné le chercheur, il a utilisé des chats domestiques, moins enclins à profiter de l'amabilité du rongeur pour n'en faire qu'une bouchée...

Les souris mutantes ont présenté d'autres changements encore, comme de cesser d'éviter la nourriture avariée, autre signe de l'atténuation de leur réponse à la peur.

Pour évaluer le niveau de peur, l'équipe de Ko Kobayakawa a mesuré l'activité provoquée par la peur dans le cerveau des souris, qui produit certaines hormones dans le sang: ces niveaux étaient moins élevés que la normale.

Des tests distincts ont montré qu'il était toujours possible d'apprendre aux souris mutantes à craindre les chats en les exposant à une odeur de félin et en leur infligeant une douleur, précisent les scientifiques dans "Nature". "La découverte de ce que la peur est déterminée génétiquement et non apprise après la naissance est très intéressante et va à l'encontre de ce que l'on pensait jusqu'ici", notent-ils.

Ces recherches pourraient trouver des applications pratiques à l'avenir. M. Kobayakawa a expliqué que ses résultats suggéraient la possibilité que l'aversion humaine pour des odeurs

dangereuses telles que celle de la nourriture avariée pourraient également être génétiquement programmée. Cette connaissance pourrait servir au développement du traitement de maladies nerveuses liées à la peur, comme les troubles anxieux, les phobies ou les troubles obsessionnels compulsifs (TOC).

Le chercheur voudrait aussi étudier les réactions associées à des odeurs perçues comme positives, celle de la nourriture saine par exemple. "Beaucoup d'actions peuvent être déclenchées par l'odorat. J'aimerais approfondir la connaissance de ce qui détermine ces actions."

Kim Dae-soo, professeur de neurogénétique à l'Institut supérieur de science et de technologie de Corée à Séoul (KAIST) et qui n'a pas participé au projet, estime pour sa part que ces recherches pourraient permettre de mieux savoir ce qu'est la peur et comment la contrôler.

"Les gens pensaient que les souris redoutaient les chats parce que les chats étaient leurs prédateurs mais ce n'est pas le cas. L'étude suggère que les souris sont destinées à redouter les chats", explique-t-il. "Si nous suivons le trajet du signal dans le cerveau, je crois que nous pouvons découvrir quelles sortes de réseaux cérébraux jouent un rôle important dans le contrôle de la peur."

Quant à créer des humains ignorant la peur, la route est encore longue: les souris ont la vue basse et dépendent bien plus de l'odorat que les humains. L'expérience n'a pas mesuré les changements pour la peur liée à la vue ou à l'ouïe. AP

Des scientifiques pointent l'urgence de la situation climatique

14.12.07

par Amanda Beck

SAN FRANCISCO (Reuters) - Le dioxyde de carbone a déjà atteint dans l'atmosphère terrestre une proportion suffisante pour faire monter le niveau des mers de plusieurs mètres au cours des prochaines décennies et faire disparaître la glace du pôle Nord en été, avertissent des scientifiques.

Pour atténuer les conséquences les plus catastrophiques du réchauffement climatique, notamment les sécheresses et les inondations, il faudra non seulement réduire les émissions de CO₂, mais aussi purger l'atmosphère d'une partie du dioxyde de carbone qui s'y est accumulé depuis le début de la Révolution industrielle, ont-ils estimé.

James Hansen, directeur de l'Institut Goddard pour les Études spatiales de la Nasa, a souligné que l'on était "bien plus près qu'on ne le pense" du point de non retour et que si l'on voulait avoir une chance de ne pas en arriver là, il faudrait "procéder à certains changements".

Le petit réchauffement observé depuis les années 1970 a déjà entamé tous les glaciers de la planète, ont constaté cette semaine des scientifiques lors de la réunion annuelle de l'American Geophysical Union.

"Si l'on voit que même un léger réchauffement a un effet notable sur la glace, il faut se demander quel effet aura le réchauffement futur", a noté le professeur Richard Alley, de la Pennsylvania State University.

Une fonte record a été enregistrée cet été au pôle Nord et, pour la première fois, des bateaux ont navigué dans l'océan Arctique dans des endroits qui, de mémoire d'homme, ont toujours été recouverts de glace.

TECHNOLOGIES NOUVELLES

A l'été 1980, le pôle Nord était recouvert de glace sur une surface égale à celle des États-Unis, mais cette année, la glace n'aurait couvert que les États situés à l'ouest du Mississippi.

"Le seul espoir de redressement serait un refroidissement considérable et persistant, mais avec la si forte tendance au réchauffement, tout se conjugue pour aboutir à un océan Arctique plus bleu ou totalement bleu", a averti Josefino Comiso, chercheur au Centre de vol spatial Goddard.

Les scientifiques expliquent que le réchauffement climatique est dû au dioxyde de carbone et à d'autres gaz qui retiennent la chaleur dans l'atmosphère.

Les gaz sont dégagés par les combustibles fossiles et ils sont persistants: environ 20% du CO2 produit par la combustion de charbon reste dans l'atmosphère pendant au moins 1.000 ans, a expliqué Hansen.

La concentration de CO2 dans l'atmosphère s'élève actuellement à environ 380 parties par million en volume (ppmv) et elle augmente chaque année de 2 ppmv. Pour stabiliser le climat terrestre, la concentration devrait être ramenée à 350 ppmv ou moins, a ajouté Hansen. Cet objectif pourrait être atteint en ayant recours à des énergies alternatives et à des technologies nouvelles.

Les chercheurs travaillent à un projet consistant à prélever le CO2 accumulé dans les cheminées des centrales électriques au charbon. Le gaz serait ensuite stocké dans des formations rocheuses et des puits de pétrole à plusieurs centaines de mètres sous terre, a expliqué Julianna Fessenden, du Laboratoire national de Los Alamos.

Mais cette technologie ne sera disponible que dans une décennie au moins, et alors que les émissions de CO2 ne cessent d'augmenter, les scientifiques recherchent des solutions d'urgence telles que la dispersion de particules fines pour réfléchir la lumière du soleil dans la stratosphère.

Amanda Beck, version française Nicole Dupont

<http://www.lemonde.fr/web/depeches/0,14-0,39-33603230@7-37,0.html>

La préservation des forêts prise en compte à Bali

AP | 15.12.2007

Bouffée d'espoir "vert" à Bali: les participants à la conférence des Nations unies sur le changement climatique sont convenus samedi d'inclure la préservation des forêts dans les prochaines négociations sur un nouvel accord de lutte contre le réchauffement de la planète. Cette entente ouvre la voie à des milliards d'euros de dépenses pour s'attaquer à l'exploitation illégale des zones boisées.

Face à la déforestation, qui représente 20% des émissions de gaz à effet de serre dans le monde, les gouvernements se doivent de trouver une solution à un problème alimenté par la demande croissante de bois de construction et d'huile de palme, la corruption et la pauvreté endémique.

Le mécanisme, Réduction d'émissions issues de la déforestation et de la dégradation (REDD en anglais), vise principalement à verser suffisamment d'argent aux pays tropicaux en développement afin qu'ils préservent leurs zones boisées.

Le programme fera partie des négociations destinées à aboutir à un traité prolongeant le Protocole de Kyoto de 1997, quand ce dernier expirera en 2012, et représente un "bon équilibre entre les vues des différents pays", a estimé le commissaire européen chargé de l'Environnement Stavros Dimas. "Il s'agit d'une des réussites importantes de la conférence". La sauvegarde des forêts tropicales, particulièrement en Amazonie, en Indonésie et dans le bassin du Congo en Afrique, s'est heurtée à des décennies d'échecs. Différents programmes

n'ont pas permis de ralentir le rythme du déboisement illégal, entraînant chaque année la disparition de quelque 13 millions d'hectares de forêt, selon la Banque mondiale.

Le Brésil et l'Indonésie -où 80% des émissions de dioxyde de carbone proviennent de la déforestation- sont les plus touchés, du fait de l'exploitation illégale et de la hausse de la demande en biocarburants et autres produits comme les graines de soja.

Mais avec des fonds équivalant 15,6 milliards d'euros -le montant de la somme qui pourrait être réunie dans le cadre du programme REDD-, les défenseurs de l'environnement et les gouvernements de pays tropicaux espèrent un renversement de tendance.

Le mécanisme est salué non seulement comme une solution au changement climatique mais aussi comme un moyen de contribuer à la protection de la biodiversité et de fournir un bouclier protégeant des populations d'inondations et de glissements de terrain, si fréquents dans la majeure partie de l'Asie du Sud-Est.

Il a déjà conduit à plusieurs projets de protection des forêts. Mercredi, huit gouvernements occidentaux ont annoncé des plans pour donner 114 millions d'euros au Fonds de partenariat pour le carbone financier (FPCF) de la Banque mondiale nouvellement créé, qui s'attaquera au changement climatique et à la déforestation. La Norvège, qui contribue au Fonds, a aussi annoncé son intention de consacrer annuellement 375.855 euros, durant les trois prochaines années, à des projets de réduction de la déforestation dans les pays en développement.

Des points de friction demeurent cependant. Le Brésil souhaiterait voir les gouvernements occidentaux fournir une aide à un fonds qui verserait au compte-goutte de l'argent aux pays qui luttent contre la déforestation. La Papouasie Nouvelle-Guinée et d'autres pays en développement veulent pour leur part un système où les Etats obtiendraient des crédits pour sauver leurs forêts.

D'autres s'inquiètent de la méthodologie pour vérifier les efforts déployés par un pays pour reboiser une zone, de la corruption qui reste répandue et du risque que les tentatives de sauvegarde des forêts contraignent des populations indigènes à quitter leurs terres.

Pour Simone Lovera, de la Global Forest Coalition, "le processus tout entier est dominé par les intérêts" de "l'exploitation forestière, et des entreprises d'huile de palme et de soja" ont "commencé à réclamer des compensations pour chaque arbre qu'elles n'abattront pas". AP

Des singes aussi doués que des étudiants pour le calcul mental
2007-12-18

WASHINGTON (Source vérifiée)

Des singes peuvent faire aussi bien que des étudiants lorsqu'il s'agit d'effectuer des additions, selon une étude publiée lundi aux Etats-Unis.

Des recherches précédentes avaient déjà démontré que les humains et les animaux partagent la capacité de représenter et comparer mentalement des nombres. Ainsi, des animaux, jeunes et adultes, peuvent faire la différence entre quatre et huit objets. Mais, il n'était pas prouvé que des animaux puissent effectuer du calcul mental, ont affirmé des chercheurs de la Duke University responsables de cette étude.

"Nous savions que des animaux pouvaient reconnaître des quantités mais il était moins évident de savoir s'ils étaient capables d'effectuer des opérations arithmétiques comme des additions. Notre étude montre qu'ils en sont capables", a affirmé Jessica Cantlon, une des auteurs de l'étude qui paraît dans le numéro de décembre de la revue mensuelle américaine PLoS Biology.

Elizabeth Brannon, co-auteur de la recherche et Mme Cantlon ont conduit leur étude avec des singes macaques placés devant un ordinateur à écran tactile présentant un différent nombre de points. A un moment donné, ces points disparaissaient de l'écran pour laisser place à un nouveau nombre de points.

Ce deuxième écran s'effaçait à son tour et un nouvel écran, divisé en deux parties, présentait d'un côté la somme exacte des points apparus sur les deux premiers écrans et, de l'autre un nombre de points n'ayant pas de rapport avec les deux premiers écrans. Les singes étaient récompensés s'ils touchaient la partie de l'écran donnant le résultat de l'addition des points apparus sur les deux premiers écrans. 76% des singes ont réussi le test.

Le même test a été effectué auprès d'étudiants qui devaient trouver la somme exacte des points par calcul mental. 94% des étudiants ont passé ce test avec succès. En moyenne, étudiants et singes ont répondu après environ une seconde de réflexion.

Etudiants et singes se trompaient le plus souvent quand les résultats affichés dans les deux moitiés du troisième écran étaient proches.

"Si la somme exacte était 11 et que la partie de l'écran avec la mauvaise réponse affichait 12 points, singes et étudiants prenaient plus de temps pour répondre et se trompaient plus souvent", a constaté Mme Cantlon.

Que des singes et des êtres humains puissent faire des additions simples pourrait être un signe de l'évolution commune des deux espèces.

La différence entre humains et animaux tient à l'acquisition du langage et de l'écriture pour les premiers. "Les performances mathématiques des adultes humains tiennent surtout à leur capacité de représenter des concepts numériques en utilisant des signes. Un singe est incapable de faire la différence entre 2000 et 2001 objets. Cependant, nos travaux ont montré que humains et singes peuvent manipuler mentalement des représentations de nombres pour générer des sommes approximatives de simples objets", a estimé Mme Brannon.

Des mouches génétiquement modifiées attirée par des mâles ou des femelles
2007-12-17

GENÈVE (Source vérifiée)

Des chercheurs suisses ont créé une mouche drosophile mâle génétiquement modifiée attirée indifféremment par des mâles ou des femelles, dans le cadre d'une expérience qui pourrait expliquer les comportements homosexuels.

A l'état sauvage, les mouches drosophiles mâles courtisent très peu leurs homologues masculins mais les chercheurs ont introduit un gène modifié qui "potentialise le comportement homosexuel en réduisant le taux de glutamate à l'extérieur des neurones qui déterminent le comportement homosexuel", a expliqué à l'AFP le Dr Yael Grosjean, chercheur au centre intégratif de génomique de l'Université de Lausanne.

Comme les chercheurs n'ont pas agi sur un autre groupe de neurones déterminant le comportement hétérosexuel, les mouches objets de l'expérience "courtisaient mâles et femelles sans distinction". "La recherche a ainsi montré des mutants masculins rassemblés en ronde amoureuse les uns derrière les autres", a indiqué le Dr Grosjean.

"Cet effet est obtenu aussi bien par modification génétique que pharmacologiquement", selon le scientifique. "Le phénomène est réversible, ce qui suggère que l'homosexualité n'est pas fixée une fois pour toutes", a indiqué le scientifique pour qui l'expérience ouvre "une nouvelle façon de considérer les mécanismes moléculaires et cellulaires orientant le choix du partenaire

sexuel".

"On peut envisager que des mécanismes similaires existent pour d'autres espèces, chez les mammifères, et pourquoi pas chez l'homme", selon le chercheur lausannois.

"La présence de ce groupe de neurones déterminant un comportement homosexuel explique que le comportement homosexuel est détecté dans toutes les espèces", pour le Dr Grosjean.

"Comme le comportement homosexuel potentiellement présent dans ces neurones n'est pas exprimé chez tous les individus, ce groupe de neurones a pu se transmettre en dépit de son caractère contre-productif du point de vue de la perpétuation de l'espèce", a-t-il encore expliqué. "Cependant le caractère hétérosexuel est privilégié par l'évolution et l'homosexualité n'est en générale que latente", a-t-il ajouté.

L'expérience, menée avec des chercheurs de l'Université de Bourgogne (Centre national de la recherche scientifique de Dijon) et de l'Université de l'Illinois à Chicago, fera l'objet d'un article publié dans la revue Nature Neuroscience.

La déforestation représente pour la planète autant de rejets de CO2 que les États-Unis
La déforestation représente 20 % des émissions de gaz à effet de serre de la planète, plus que les transports et presque autant que les États-Unis. La forêt est un puits de carbone qui absorbe en absorbe le CO2. Couper la forêt ou bien pis, la brûler, émet du CO2. Il faut donc s'assurer de la «Réduction des émissions issues de la déforestation dans les pays en développement». Ou même veiller à que ce Patrimoine Vert ne se dégrade plus. La Banque Mondiale a annoncé à Bali le lancement d'un fonds de 160 millions \$ pour aider les pays en développement à protéger leurs forêts : le Forest Carbon Partnership Facility (FCPF). La Norvège a décidé d'allouer 500 millions \$ par an. Une crainte subsiste sur la mainmise de multinationales pour le reboisement, écartant les indiens du dispositif.

<http://amazonie.blogs.courrierinternational.com:80/archive/2007/12/18/la-deforestation-represente-pour-la-planete-autant-de-rejets.html>

Des chercheurs d'or envahissent le territoire des indiens yanomami en Amazonie brésilienne
Plus d'un millier de chercheurs d'or illégaux ont envahi le territoire des Indiens yanomami en Amazonie brésilienne.L'alerte a été donnée par les Yanomami vivant à proximité des zones envahies par les chercheurs d'or, leur présence a ensuite été confirmée par l'armée qui a effectué un survol aérien de la région à la demande des Indiens.

Dans les années 1970 et 1980, les Yanomami ont durement souffert de l'invasion de leurs terres par les chercheurs d'or qui n'hésitaient pas à se servir de leurs armes contre eux, détruisaient leurs villages et les exposaient à des maladies contre lesquelles ils n'étaient pas immunisés. 20% des Yanomami sont morts en l'espace de sept ans. Après une longue campagne internationale menée par Davi Kopenawa Yanomami, la Commission Pro Yanomami (CCPY) et Survival, le territoire yanomami fut finalement démarqué en 1992 en tant que "Parc yanomami" et les chercheurs d'or furent expulsés.

Gonzalo Teixeira, chef de l'agence locale du Roraima de la Fondation nationale de l'Indien (FUNAI), a assuré que les chercheurs d'or seraient expulsés de la région au début de l'année prochaine : "Cette nouvelle ruée vers l'or a considérablement accru la pollution des cours d'eau et le taux de maladie au sein des communautés indiennes en raison des fréquents

contacts avec les orpailleurs."

Davi Kopenawa, leader et chamane yanomami, avait évoqué la question de l'orpaillage illégal lors de sa visite au Royaume-uni et en Allemagne en octobre dernier. Il a écrit au premier ministre britannique Gordon Brown et à la chancelière allemande Angela Merkel. "Mon peuple souffre, notre avenir est en danger. Notre territoire est envahi par les chercheurs d'or qui polluent nos rivières et amènent des maladies. Les Yanomami commencent à mourir."

Source ; Survival)

Publié dans Amériques

<http://amazonie.blogs.courrierinternational.com/>

N'abusons pas des ondes

LE MONDE | 18.12.07

Le comité hygiène et sécurité de la direction des affaires culturelles de la Ville de Paris a voté, vendredi 30 novembre, le principe d'un moratoire sur le Wi-Fi dans les bibliothèques municipales parisiennes. Des membres du personnel présentaient des troubles (maux de tête, malaises, vertiges, douleurs musculaires). Après la téléphonie mobile, l'Internet sans fil est à son tour sur la sellette. Que sait-on aujourd'hui des risques liés aux technologies utilisant les ondes de radiofréquence ?

Pratique

Les ondes de radiofréquence ont une fréquence comprise entre 30 kilohertz et 300 gigahertz (GHz).

Radio FM : de 88 à 108 mégahertz (MHz).

Télévision : 47 à 830 MHz.

Téléphone mobile GSM : 890 à 960 MHz.

Mobiles de 3e génération UMTS : 1 900 à 2 100 MHz.

Wi-Fi : 2 400 MHz.

Radars et télévision par satellite : 3 à 30 GHz.

La principale difficulté vient du fait que ces technologies se sont rapidement et massivement répandues et qu'elles évoluent beaucoup plus vite que les recherches sur leur innocuité. "Nous savons peu de chose sur le Wi-Fi, les fréquences actuellement utilisées et celles qui le seront demain. Nous n'avons pas eu le temps de les étudier", concède Paolo Vecchia, du département technologie et santé de l'Institut national de la santé à Rome.

Présidente de l'association Pour une réglementation des implantations d'antennes-relais de téléphonie mobile (Priartém), Janine Le Calvez cite des études in vitro mettant en évidence des "effets génotoxiques" des ondes de radiofréquence. "Le rapport Reflex indique que les radiofréquences de 2 450 MHz, celles utilisées pour le Wi-Fi, ont des effets sur l'ADN, affirme Mme Le Calvez. Ces résultats convergent avec les études épidémiologiques sur la téléphonie mobile montrant une augmentation des risques de tumeurs."

Le docteur Elisabeth Cardis, du Centre international de recherche sur le cancer (CIRC), coordonne l'étude épidémiologique internationale Interphone menée dans treize pays sur les liens éventuels entre téléphonie mobile et tumeurs de la tête. "On ne peut certainement pas dire qu'il n'y a rien chez les gros utilisateurs de la téléphonie mobile", reconnaît-elle. Même si des biais ne seraient pas à exclure, les résultats de l'étude publiés jusqu'ici montrent en effet une augmentation du risque relatif, parfois jusqu'au doublement, de plusieurs tumeurs de la tête (gliomes, méningiomes, neurinomes de l'acoustique et tumeurs de la glande parotide).

Responsable du volet français d'Interphone, Martine Hours (université Claude-Bernard à Lyon) insiste sur l'intérêt de mesures des expositions aux ondes de radiofréquence. Avec Elisabeth Cardis, elle a participé, aux côtés de Jean-François Viel, à des mesures de l'exposition aux radiofréquences dans la population générale auprès de 440 personnes, à Lyon et à Besançon. Présentés à une réunion de la Fondation santé et radiofréquence le 25 octobre, les résultats montrent que "la grande majorité des expositions aux radiofréquences est due à trois facteurs : le téléphone portable, le téléphone sans fil de la maison et le four à micro-ondes. Les antennes relais, TV, FM sont très peu contributives."

Peu de données scientifiques existent sur d'éventuels problèmes sanitaires en lien avec le Wi-Fi. "On peut se demander s'il est possible et réaliste d'entreprendre des études épidémiologiques difficiles, coûteuses et très longues pour chaque technologie ou s'il ne vaut pas mieux extrapoler à partir des résultats obtenus sur la téléphonie mobile", suggère Paolo Vecchia.

Le Wi-Fi pourrait poser moins de problèmes que le téléphone mobile, qui utilise une fréquence plus basse. "L'énergie électromagnétique pénètre moins profondément au fur et à mesure que la fréquence augmente", argumente Paolo Vecchia. "Plus la fréquence est élevée, plus l'absorption des ondes reste localisée aux couches superficielles de l'organisme, indique pour sa part Olivier Merckel, de l'Agence française de sécurité sanitaire de l'environnement et du travail (Afsset). De plus, contrairement à ce qui se passe avec le téléphone mobile, collé à la tête, les personnes sont toujours à au moins un ou deux mètres des stations de base de Wi-Fi."

Les ministères de la santé et de l'écologie ont récemment demandé à l'Afsset un rapport sur les rayonnements non ionisants, concernant notamment le Wi-Fi et l'utilisation des téléphones portables par les enfants. Il devrait être rendu à la fin de 2008.

En attendant, des précautions simples sont largement recommandées : utiliser un kit mains libres avec son téléphone mobile et ne pas placer son ordinateur portable contre soi mais plutôt sur une table. Enfin, un consensus existe pour inciter à ne pas laisser les enfants utiliser les téléphones mobiles.

Paul Benkimoun

Article paru dans l'édition du 19.12.07.

Fabriquer des biocarburants avec du gaz carbonique

Par Jean-Luc Goudet - Futura-Sciences

A l'aide d'un puissant four solaire, il serait possible de casser la molécule de dioxyde de carbone puis de s'en servir pour produire des carburants utilisables dans des moteurs classiques. Un recyclage prometteur mais que l'on n'espère pas avant une ou deux décennies. Plutôt que de dévaster les forêts en plantant des champs de blé ou de palmiers à huile destinés à la production de biocarburants, fabriquons bioéthanol ou biodiesel en recyclant le gaz carbonique de l'air. Voilà une excellente idée, qu'a eue Rich Diver, un scientifique américain des laboratoires Sandia, alors qu'il travaillait sur un engin produisant de l'hydrogène à l'aide de l'énergie solaire.

Avec Jim E. Miller et Nathan Siegel, Rich Diver a mis au point une machine baptisée Counter Rotating Ring Receiver Reactor Recuperator (à peu près intraduisible), et que l'équipe préfère appeler CR5. Elle fonctionne couplée à un four solaire, vaste structure de miroirs concentrant les rayons du Soleil pour transformer directement leur énergie en chaleur, comme dans le projet français Themis. Le CR5 peut alors servir à effectuer la thermolyse de l'eau, c'est-à-dire sa décomposition en oxygène et en hydrogène, lequel est utilisable ensuite dans un moteur.

Il explique avoir réalisé pendant sa conception que son appareil pouvait aussi réduire (au sens chimique du terme) le dioxyde de carbone (CO₂) en monoxyde de carbone (CO).

Chimiquement très actif, celui-ci peut ensuite être facilement recombinaison en de multiples molécules, comme le méthanol ou des chaînes carbonées, pouvant faire office de biocarburants. Brûlés dans les moteurs classiques, ces composés redonneront du dioxyde de carbone, et le cycle recommencera.

Rich Diver devant sa drôle de machine... © Randy Montoya

Boucler le cycle du carbone

Loin du moteur perpétuel, ce principe réclame de l'énergie, et même beaucoup, pour produire le monoxyde de carbone, ainsi, ensuite, que les molécules organiques. Mais Rich Diver n'en manque pas : il en a même à foison puisqu'il travaille sur les projets d'exploitation de l'énergie solaire de Sandia.

Etablissement national, cet ensemble de laboratoires travaille depuis 1949 sur des programmes de défense, d'armes nucléaires mais aussi de production d'énergie, dont le solaire. Au passage, on note que, même lorsque le gouvernement américain traîne les pieds dans les discussions internationales sur la protection de l'environnement, il ne rechigne pas à investir massivement dans les énergies renouvelables de l'après-pétrole...

Pour l'instant, le CR5 n'est pas encore fonctionnel, mais Rich Diver promet un prototype pour le début de l'année prochaine. Il utilisera le four solaire de Sandia, le National Solar Thermal Test Facility (NSTTF) et sera d'abord testé sur la thermolyse de l'eau. Les expériences sur le dioxyde de carbone seront lancées ensuite, pour synthétiser du méthanol. Mais il faudra, explique le chercheur, patienter au moins entre 15 et 20 ans pour disposer d'un équipement commercialisable.

On disposerait alors d'un principe assez élégant pour recycler le dioxyde de carbone atmosphérique produit par l'industrie humaine. L'idée n'est pas vraiment nouvelle puisque la vie terrestre l'exploite depuis plus de deux milliards d'années, après le succès des cyanobactéries, premiers prototypes capables de photosynthèse. Les moyens mis en œuvre par la nature semblent plus subtils qu'un four géant (voir les nanotechnologies pour disposer idéalement la chlorophylle par exemple, ou le concept de capteur renouvelé à chaque printemps dans les arbres des régions à saisons). Mais l'humanité ne fait que ses premiers pas dans l'ère du recyclage...

http://www.futura-sciences.com:80/fr/sinformer/actualites/news/t/technologie-1/d/fabriquer-des-biocarburants-avec-du-gaz-carbonique_13982/

Clonage en Chine du premier lapin transgénique

L'Hôpital Xinhua de l'Institut de Médecine de l'Université des Communications de Shanghai a annoncé officiellement, le 18 décembre dans la matinée, la naissance à l'hôpital il y a trois mois d'un lapin transgénique cloné. Après consultation, il s'avère que celui-ci est le premier de son genre dans le monde jusqu'ici.

Actuellement, ce petit lapin transgénique cloné a passé avec succès « l'indentification d'expertise » de la biomoléculaire. Les gènes protéiniques de couleur vert fluorescent qu'il porte sur lui facilitent les expertises directes et permettent de jeter une base solide à l'établissement d'envergure ultérieure de modèles animaux de lapins transgéniques et aux recherches orientées sur diverses maladies compliquées de l'être humain difficiles à traiter et à soigner.

Selon Chen Xuejin, professeur assistant à l'Institut de Médecine de l'Université des Communications de Shanghai et chef du groupe de recherches, ledit lapin cloné a été mis au monde le 14 septembre dernier et vit jusqu'ici depuis trois mois tout au juste. Il pèse 1.400 grammes et est élevé par le Département scientifique des animaux de laboratoire de l'Institut de Médecine susmentionné.

Source: le Quotidien du Peuple en ligne

Document proposé par Antar Lamine - Ce qui nous attend dans un proche avenir.-

PROJETS DES MAITRES DU MONDE: Vers un contrôle social bionique

A la fin du mois d'Août 2001, des scientifiques américains ont réalisé avec succès trois expériences majeures pour un contrôle social du 21^è siècle, basé sur les implants neuronaux et les biotechnologies. Un cerveau de lamproie (une sorte d'anguille) a été greffé sur les circuits d'un robot. Résultat: un robot autonome, entièrement piloté par le cerveau encore vivant de la lamproie. Un microprocesseur a été greffé dans le cerveau d'une souris vivante pour commander les muscles à la place de l'animal. Des neurones humains ont été greffés dans le cerveau du fœtus d'un singe. Les neurones humains se sont parfaitement intégrés et se sont multipliés dans le cerveau du singe, créant ainsi un hybride singe-homme.

Officiellement, les scientifiques disent avoir détruit le fœtus hybride avant sa naissance. image du film "Matrix". - Science sans conscience: - Des scientifiques ont pu réaliser ces expériences sans éprouver de scrupules ni sans s'interroger sur les implications éthiques ou les éventuelles conséquences sociales et politiques. Ces expériences sont comparables à celles du Docteur Mengele dans les camps de concentration nazis pendant la seconde guerre mondiale, même si elles n'ont pas été effectuées sur des êtres humains (ou plutôt, pas encore; en tous cas pas officiellement). Nous sommes arrivés à un stade où le projet et la finalité de la Création ont été totalement détournés. La

"grande machine" est en train de s'appropriier totalement le vivant. Pour elle, tous les organismes vivants, végétaux, animaux, et humains sont des "ressources" à exploiter. Le stade ultime sera quand ces "ressources"

seront totalement intégrées, incorporées par le système. La suite logique est donc que les humains soient placés sous le contrôle direct de la machine, raccordée à leur système nerveux au moyen de greffes bioniques et d'implants neuronaux. Un futur annoncé par de nombreux films de science-fiction. Pour plus de détails sur les expériences bioniques, voir la page sur Terre Sacrée. La puce "Digital Angel" Fabriquée par la société américaine Applied Digital Solutions, la puce "Digital Angel" permet l'identification et la localisation par satellite des individus. Il s'agit d'une puce électronique de la taille d'un grain de riz et qui est implantée sous la peau. Elle est aussi capable de renvoyer des informations biologiques sur son porteur (température du corps, rythme cardiaque, etc). Une autre version de la puce appelée "Veripay" a été présentée en Novembre 2003 au salon ID World à Paris. Elle permet d'y inscrire des données personnelles en vue de servir de carte d'identité ou de carte de crédit. Déjà, une troisième version de la puce, Verichip, est implantée sur le bétail pour en assurer la "traçabilité". Bientôt le bétail humain lui aussi sera parfaitement "traçable", dès qu'un nouveau "11 Septembre" fournira le prétexte pour rendre la puce obligatoire, au nom de la "sécurité". De multiples moyens sont actuellement utilisées pour préparer l'opinion publique à accepter la puce, et pour réduire la répulsion instinctive à l'intrusion d'objets matériels dans le corps. D'où les efforts des médias et de l'industrie culturelle pour populariser les piercings, les implants en silicone, ou encore les anneaux gastriques (comme solution à l'obésité). Pour rendre la puce désirable et "tendance", une discothèque de Barcelone dirigée par un américain propose déjà à ses clients de se faire implanter pour 100 euros afin de pouvoir payer les consommations au bar sans argent (voir l'article à ce sujet dans les "Brèves nouvelles des Maitres du Monde"). Mais la méthode la plus largement utilisée est de populariser la puce grâce à des prétextes médicaux. Des hopitaux américains encouragent déjà les patients à se faire greffer une puce contenant leurs données médicales personnelles (groupe sanguin, traitements déjà en cours, etc), dans le but d'éviter les risques d'erreur dans l'identification et traitement des malades. Les implants seront aussi proposés pour une surveillance médicale à distance avec envoi automatique d'une alerte au médecin en cas de problème. Cette puce est la prochaine étape pour un contrôle absolu des individus par les "Maîtres du Monde". A terme, les implants électroniques permettront de contrôler directement les esprits en modifiant le fonctionnement du cerveau, et donc, l'humeur, les émotions, les pensées et le comportement.

- THEMES ASSOCIES - Les projets des Maitres du Monde -
<http://www.jjjel.info:80/modules/news/article.php?storyid=5289>

Bruno Manser Fonds, Bâle, Suisse
Association pour les peuples des forêts pluviales
COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Combat pour les forêts au Sarawak : Un leader Penan disparaît mystérieusement
19 Décembre 2007

Les Penan de Bornéo viennent de déposer plainte auprès de la Police car l'un de leurs leaders a disparu dans la jungle sans laisser de traces. Les communautés craignent la perte de l'un des acteurs essentiels de la procédure qu'ils ont engagée devant les tribunaux pour revendiquer leurs droits à leurs terres.

La nouvelle nous est parvenue de Long Kerong, un village Penan du Haut-Baram, région de l'Est de l'état malaisien du Sarawak. Le chef Kelesau Naan a disparu sans laisser de trace. Le leader Penan, qui avait plus de 70 ans, a été vu pour la dernière fois le 23 Octobre 2007 dans les environs de son village, situé dans l'une des dernières forêts tropicales intactes du Sarawak. Deux mois plus tard, les Penan ont décidé de briser le silence et ont fait une déclaration à la police. «En partant de son champs de riz, Kelesau est parti à la chasse mais il n'est jamais rentré chez lui. En dépit d'importants efforts de recherche, nous n'avons aucune idée de l'endroit où il se trouve. Nous sommes bouleversés par la disparition de Kelesau et redoutons le pire », dit un informateur Penan.

Kelesau Naan est l'un des quatre plaignants et un témoin clef dans une action judiciaire essentielle engagée par les Penan depuis 1998 pour revendiquer le droit à leurs terres. Il était l'une des figures de proue dans la bataille des communautés Penan du Haut Baram contre la coupe des forêts tropicales menée par la société Malaisienne Samling.

Long Kerong est une des quelques communautés Penan qui, par une résistance farouche, ont réussi à garder les exploitants forestiers à distance et à préserver une partie de leurs forêts communautaires pour la chasse et la collecte de produits forestiers. Dans une interview menée en 2004, Kelesau déclarait que la résistance du village avait fait ses preuves et demandait au gouvernement de l'état du Sarawak de reconnaître enfin la revendication de leurs territoires par les Penan.

L'usage de la violence ne peut être exclu dans la disparition du Chef Kelesau. Les tensions entre les exploitants forestiers et les Penan du Haut-Baram se sont intensifiées au cours des derniers mois et le gouvernement du Sarawak et les compagnies d'abattage ont accentué leurs pressions. En avril et en Août 2007, les Penan des environs du village de Long Benali avaient signalé des manœuvres d'intimidations de la part de forces de sécurité locales qui se sont installées dans la zone pour démanteler une barricade entravant une route d'exploitation forestière.

En 1990, deux Penan qui étaient impliqués dans des conflits avec des compagnies forestières ont disparu de manière similaire. La disparition du Suisse Bruno Manser, défenseur des forêts tropicales, en Mai 2000, n'a toujours pas été clarifiée.

Pour plus d'informations, merci de nous contacter : +00 41 61 261 94 74

Site internet : <http://www.bmf.ch/fr/>

Email : info@bmf.ch

Combat pour les forêts au Sarawak : Un leader Penan disparaît mystérieusement

Grenelle de l'environnement : les ONG tapent du poing sur la table
par LExpansion.com

Deux mois après la grande messe écologique, les ONG ont le blues. Un point d'étape, jeudi, offrait l'occasion de remettre le Grenelle sur ses rails.

Où va le Grenelle de l'environnement ? Deux mois après la grande messe en faveur du développement durable, les ONG ont tapé du poing sur la table, lors du point d'étape organisé jeudi au ministère de l'écologie. Cette journée a également permis de conclure la dernière table-ronde, sur le traitement des déchets. Les ONG ont pu rappeler leur refus du « tout incinération ». Mais plus encore, elles en ont profité pour dire tout ce qu'elles avaient sur le cœur. Car les motifs de frictions abondent.

L'Alliance pour la planète et France Nature Environnement (FNE), qui regroupent de multiples associations, ont dénoncé avec d'autres ONG, mais aussi des syndicats (CGT, CFDT, CFTC.), un reniement des engagements pris lors du Grenelle. Et tout particulièrement en matière de transport : « les premières et principales décisions » prises en la matière « vont à contre sens », se sont-elles insurgées dans un communiqué commun.

Dans leur collimateur, les récentes annonces du premier ministre et du secrétaire d'Etat aux transports, en faveur du lancement de différents projets d'autoroutes (doublement de l'axe Saint-Etienne-Lyon, liaison Langon-Pau). Pourtant, épinglent ONG et syndicats, le texte récapitulatif de la table ronde du Grenelle, comme le discours de clôture de Nicolas Sarkozy, sont explicites : ils stipulent que « la route et l'avion deviennent des solutions de dernier recours ». Contradiction flagrante, dénoncent-ils. « Il y a eu cafouillage », relève Olivier Louchard, du Réseau Action Climat. En réalité, l'Etat peut arguer du motif de la sécurité, de l'encombrement et de l'intérêt local d'une région. « Ce qui justifie tous les projets autoroutiers », observe-t-il : « il y a tellement d'échappatoires que l'autoroute n'est en rien abandonnée ». Autre déception : l'éco-pastille. Le ministre de l'écologie a initialement parlé d'une taxe ou d'une prime, à l'achat du véhicule. Tollé chez les ONG. Jean-Louis Borloo s'est repris en promettant d'annualiser ce dispositif. Mais les associations déplorent son manque de lisibilité et de cohérence. La classe neutre est appliquée aux véhicules dont les émissions sont comprises entre 130 et 160 grammes. « Or cela représente 50% des véhicules particuliers neufs », rappelle Olivier Louchard : « la fourchette est beaucoup trop large », estime-t-il. De plus, elle chevauche l'étiquetage énergie, censé informer le client lors de son achat. « L'étiquette C étant comprise entre 120 et 140 grammes d'émissions, le client ne peut savoir s'il va ou non bénéficier du bonus », déplore pour sa part le Réseau Action Climat. « Il aurait fallu que la classe neutre soit entre 120 et 140 grammes », juge-t-il. « Et que les montants du malus soient plus dissuasifs ».

Outre le fond, la méthode a aussi suscité la déception des ONG. Jean-Louis Borloo s'est félicité du lancement et de l'avancée de 33 chantiers depuis deux mois. Il s'agit des comités opérationnels, chargés de mettre en pratique les annonces du Grenelle. « Mais dans ces chantiers, on est en droit de se demander quelle est l'importance des ONG », peste-t-on au WWF. « Si dans les commissions il y a un représentant des ONG pour 80 personnes en face, on n'a pas l'impression d'une négociation et d'une concertation à cinq » (Etat, collectivités, employeur, syndicats, ONG), déplore un de ses porte-parole.

« Est-ce que les ONG ont seulement servi de faire-valoir pendant trois jours ou va-t-on suivre ce qui a été annoncé », interroge-t-il. Selon lui, « si Nicolas Sarkozy tient à ce que le Grenelle soit une réussite, il faut que les ONG restent présentes. Et pour cela, il faut tenir les engagements ».

<http://www.lexpress.fr:80/info/economie/infojour/infos.asp?id=137511>

Sous la pression internationale, Tokyo renonce à tuer les baleines à bosse
2007-12-21

TOKYO (Source vérifiée)

Le Japon a annoncé vendredi qu'il renonçait à reprendre la chasse aux baleines à bosse, abandonnée depuis quatre décennies, à la suite d'une campagne de protestations internationales dirigée par l'Australie.

Cette décision, exceptionnelle de la part du Japon qui n'avait jusqu'ici jamais fait de concession en matière de chasse à la baleine, constitue une victoire pour le nouveau gouvernement de gauche australien du Premier ministre Kevin Rudd.

"Le Japon ne va pas chasser les baleines à bosse", a déclaré aux journalistes le porte-parole du gouvernement Nobutaka Machimura, en rappelant que l'Australie avait "exprimé son vif mécontentement auprès du Japon à ce sujet".

"En échange, j'espère que cela débouchera sur de meilleures relations avec l'Australie", a-t-il dit.

Pour la première fois depuis les années soixante, le Japon avait annoncé le mois dernier qu'il allait tuer 50 spécimens de baleines à bosse, une espèce considérée comme menacée par les défenseurs de la nature.

Toutefois, la campagne baleinière lancée le mois dernier dans l'Antarctique va se poursuivre avec l'objectif de tuer un millier de baleines, pour la plupart de l'espèce minke, plus petites. En Australie, l'organisation Greenpeace s'est engagée à maintenir les pressions sur le Japon, en rappelant que la flotte de l'Antarctique a toujours l'intention de tuer une cinquantaine de rorquals, le deuxième plus grand animal sur terre après la baleine bleue, que les défenseurs de l'environnement considèrent comme une espèce menacée.

"Le Japon doit rappeler sa flotte immédiatement, stopper la chasse et renoncer à tout projet de construction d'un nouveau bateau-usine baleinier", a déclaré le représentant de Greenpeace pour l'Australie et le Pacifique, Steve Shallhorn.

Le gouvernement australien a dépêché un navire de guerre désarmé et un avion de reconnaissance pour surveiller la flotte baleinière, qui sera également suivie par deux navires des associations écologistes Greenpeace et Sea Shepherd.

Junichi Sato, qui dirige la campagne contre la chasse à la baleine pour Greenpeace Japon, a estimé que "cela prouve que la pression internationale peut réussir".

Le porte-parole du gouvernement a relevé que le Japon et l'Australie avaient des différences culturelles à propos des baleines, mais que Tokyo souhaitait préserver les relations avec le nouveau gouvernement en Australie.

"Les Australiens trouvent que les baleines sont affectueuses, ce que j'ai du mal à comprendre. Mais apparemment, ils donnent des noms à chaque baleine et le public éprouve un véritable sentiment à leur égard", a commenté M. Machimura.

Il a toutefois démenti que le Japon ait cédé à la pression de l'Australie, affirmant que la décision avait été prise à la suite de discussions avec le chef de la Commission baleinière internationale.

Le Japon contourne chaque année le moratoire international en vigueur depuis 1986 en pêchant un millier de baleines à des fins soi-disant "scientifiques".

Les baleines à bosse, protégées depuis un moratoire décrété en 1966 après des années de chasse extensive, sont réputées pour leurs chants et leurs sauts acrobatiques.

Leur migration le long des côtes australiennes à la saison de la reproduction est devenue une attraction suivie chaque année par 1,5 million de touristes.

Les Verts se battent contre les OGM depuis ... qu'il s'agit de les faire sortir des laboratoires. Participant activement aux actions des faucheurs volontaires, les Verts ont toujours maintenu une position claire : pas d'OGM en plein champs, impossibilité de permettre des OGM dans le bio, études poussées sur les effets et méfaits des OGM sur la santé et sur la diversité des espèces à long terme, interdiction de vente de produits contaminés par les OGM, principe de pollueur payeur appliqué aux industriels fabriquant et utilisant les OGM, et enfin que la France se déclare un pays européen sans OGM.

Ils rappellent en outre, à l'instar de José Bové dont ils soutiennent le combat anti-OGM comme ils l'ont toujours fait, que le Grenelle de l'environnement s'était conclu sur une promesse minimale : un moratoire des cultures plein champs du maïs MON810 avec dépôt de la clause de sauvegarde prévue par l'union européenne permettant de déroger au libre marché en cas de danger pour la population.

Devant les ridicules queues de comètes du Grenelle en la matière, si l'on en croit les pauvres discours de M. Borloo arrêtant le moratoire en février (sic) et une lettre envoyée à la commission européenne ne demandant pas précisément la clause de sauvegarde, les Verts s'inquiètent de la loi qui se profile à l'assemblée le 15 janvier prochain. Ainsi, devant l'enjeu majeur pour la planète que la culture des OGM représente, ils soutiennent pleinement la démarche entreprise par José Bové. De nombreuses personnalités vertes seront ce jour comme les jours suivants à ses côtés, solidaires de son action pour que, tout au moins, le gouvernement tienne les promesses faites aux associations et à la population l'automne dernier.

Anne Souyris Porte Parole nationale

Note interne :

Bonjour,

Nous venons d'entrer les coordonnées des nouveaux adhérents et donateurs, et nous avons eu l'extrême surprise d'apprendre que 91% d'entre eux avaient plus de 60 ans.

Incroyable! Si cette statistique est confirmée, cela nous interroge sur le comment amener les jeunes au respect de la Terre?

Nous voulons en savoir plus. Nous aimerions ainsi connaître l'âge des 9304 abonnés à la présente liste.

Nous avons mis une boîte de sondage à cet usage . Faire défiler la page

<http://terresacree.org/index.htm> . La boîte est sous la Terre. Choisir une des 8 réponses...

Si vous êtes sensibilisé à l'état de santé de la planète, merci de déposer votre bulletin dans l'urne.

Encore merci à toutes celles et ceux qui continuent à nous envoyer quelques morceaux d'ordinateur.

Bien amicalement.

Michel

OGM: Bové et ses amis confortés par l'écho trouvé par leur grève de la faim
2008-01-05

PARIS, 5 jan 2008 (Source vérifiée)

Au troisième jour de leur grève de la faim contre la culture des OGM, José Bové et ses camarades se sentaient confortés samedi par l'écho de leur mouvement en province, malgré les conditions précaires de leur installation dans un immeuble de la rue de la Banque à Paris. Les 16 jeûneurs et leurs soutiens reçoivent les visiteurs au premier étage de l'immeuble de l'association Droit au Logement (DAL), où ils dorment sur des matelas posés à même le sol, côte à côte, dans un local sans eau chaude.

Malgré quelques rhumes, "je pense que le moral est bon pour tout le monde", déclare à l'AFP José Bové, qui se plaint seulement d'avoir "la tête comme une pastèque" après avoir "attrapé des miasmes dans le métro ou dans la rue" à Paris.

Après une première réunion le matin, les grévistes avaient deux heures de libre avant un deuxième rendez-vous l'après-midi, suivi par une visite médicale "obligatoire pour tous". Devant l'afflux de visiteurs, le dortoir devrait être déplacé à un étage supérieur. Les grévistes vont également demander à la mairie du II^e arrondissement d'utiliser les douches d'un gymnase voisin, a indiqué Gilles Lemaire, compagnon de route de M. Bové.

Le moral des jeûneurs est soutenu par le fait que des groupes de grévistes de la faim se sont mis en place en province, notamment à Bordeaux et à Lille, ainsi que, selon des informations parvenues aux grévistes, à Clermont-Ferrand, Lyon et Annecy.

Jean-Baptiste Libouban, 72 ans, initiateur du mouvement des Faucheurs volontaires, se réjouit, le regard pétillant, du "bon accueil de la presse le premier jour" et d'avoir pu installer jeudi une caravane devant les bureaux de la secrétaire d'Etat à l'Ecologie, Nathalie Kosciusko-Morizet, pour rappeler l'action engagée par les grévistes de la faim.

"On ne peut pas faucher en hiver. Notre seule arme, c'est de dire que puisque les autorités ne respectent pas leur parole, cela nous coupe l'appétit", déclare ce grand-père à la barbe blanche qui s'opposait déjà en 1958 à la construction de la centrale nucléaire de Marcoule (Gard). Venu de Perpignan, Pascal Foki, un mécanicien de 37 ans qui a "pour projet de devenir paysan", a déjà perdu "un peu plus de deux kilos".

"Il paraît que les premiers jours seraient les plus durs au niveau de l'envie de manger. Pour l'instant, ça va quand même, on sait pour quoi on le fait et la motivation est plus forte", assure-t-il avec le sourire.

Les jeûneurs devaient être examinés samedi après-midi par quatre médecins et se soumettre à des "check-up" complets avec électro-cardiogrammes, "pour voir si on commence sur de bonnes bases", explique José Bové. La lutte contre les cultures transgéniques "est un combat, ce n'est pas un suicide".

La décision française d'activer ou non la clause de sauvegarde, qui permet à un pays européen d'interdire la culture d'un OGM autorisé sur le plan communautaire, est suspendue à l'avis d'un comité sur les OGM, attendu la semaine prochaine.

Mme Kosciusko-Morizet s'est engagée à ce que cet avis sur le maïs Mon 810, le seul cultivé en France, soit suivi par le gouvernement, a rappelé José Bové.

"On souhaite que la France fasse jouer la clause de sauvegarde le plus tôt possible, mais tant que cela ne viendra pas, on tiendra le plus longtemps possible", assure M. Foki.

Rappelant les promesses faites lors du Grenelle de l'Environnement fin octobre, M. Libouban lance: "il faut sauver le soldat Grenelle".

"Si on laisse passer cette chance de mettre le moratoire en place, on ne pourra pas la rattraper", souligne l'un des plus jeunes militants, Tanguy Aubé, 21 ans, étudiant en IUT biologie et environnement à Perpignan.

Note interne

Bonjour,

Sur déjà 481 votes (vous avez réagi vite, preuve que cette liste d'information est vraiment vivante) :

Inférieur ou égale à 10 ans : 3 (0,6%)

De 11 à 20 ans : 14 (2,9%)

De 21 à 30 ans : 30 (6,2%)

De 31 à 40 ans : 64 (13,3%)

De 41 à 50 ans : 124 (25,8%)

De 51 à 60 ans : 152 (31,6%)

De 61 à 70 ans : 73 (15,2%)

Supérieur à 70 ans : 21 (4,4%)

Nous avons décidé immédiatement de diminuer le montant de la cotisation à l'Association pour les moins de 30 ans et de la ramener à 10 euro. Mais comment sensibiliser les plus jeunes à la protection de la nature?

Bien amicalement.

Michel

Les kangourous contre l'effet de serre

04-01-2008

http://www.univers-nature.com/inf/inf_actualite1.cgi?id=2912

Les Australiens travaillent depuis quelques années sur la réduction des pets et rots des ruminants, à l'origine d'importantes émissions de méthane, un gaz à effet de serre 23 fois plus actif pour le réchauffement de la planète que le CO₂.

Après la piste d'un vaccin contre les bactéries intestinales à l'origine de cette production de méthane chez les ruminants, des scientifiques tentent dorénavant d'isoler des bactéries, propres aux kangourous, qui éviteraient à ces animaux d'émettre du méthane et favoriseraient également une meilleure assimilation des aliments (environ 10 à 15 %). En effet, la digestion des kangourous ne produit presque pas de méthane à cause de la présence de bactéries acétogènes sources de gaz acides sans risque pour l'effet de serre et donc le changement climatique.

L'enjeu est de taille, puisque selon Athol Klieve, un des chercheurs les plus en pointe sur ce sujet, les flatulences des ruminants seraient à l'origine de 14 % des gaz à effet de serre émis par l'Australie. Par ailleurs, la consommation de viande étant en forte augmentation, avec la demande croissante de pays en développement comme la Chine, une réduction des 2/3 des émissions de méthane du secteur de l'élevage planétaire pourrait avoir un effet non neutre dans la lutte contre le changement climatique, dès lors que les autres émissions ne sont pas démultipliées.

Mais pour le moment, le chemin à parcourir par les scientifiques est encore long, l'isolement d'un certain nombre de bactéries acétogènes chez le kangourou devrait prendre encore 3 ans. Cette étape franchie, une nouvelle phase de recherche s'ouvrira, avec l'élaboration d'une technique pour la transplanter dans le tube digestif des vaches et des moutons. Ce n'est qu'à ce moment que nous saurons si ces bactéries peuvent y vivre, s'y reproduire et, au final, réussir à s'imposer aux micro-organismes méthanogènes.

Mis à part le réchauffement planétaire, rappelons que le développement de la consommation de viande au niveau mondial posera plus ou moins rapidement le problème de la ressource alimentaire, chaque protéine animale en nécessitant plusieurs d'origine végétale (1) pour être produite, soit davantage de surface cultivable, d'eau et d'énergie.

Alex Belvoit

1- Par exemple, il faut 5 kg de protéines végétales pour obtenir 1 kg de protéines de poulet, ou encore 7 kg de protéines végétales sont pour obtenir 1 kg de protéines de porc.

La voiture à air comprimé : un bol d'air pur ou du vent ?

Ce billet est en quelque sorte la suite de celui d'hier . En effet, les médias se sont emparés de l'annonce du pétrole à 100 dollars le baril pour placer des sujets connexes, si possible spectaculaires.

L'un d'entre eux m'a interpellé, d'autant qu'il en a été question sur de nombreux médias : chaînes de télé, radios, et même le journal apologiste du pognon "Capital" : il s'agit de la voiture à air comprimé.

Il s'agit en fait d'un vieux serpent de mer, puisque ça fait bien 15 ans que son ré-inventeur, l'ingénieur français Guy Nègre, croit à cette idée. J'emploie le terme de ré-inventeur, car cette technologie était déjà connue il y a fort longtemps : des tramways à air comprimé de marque Mékarski (du nom de son inventeur Louis Mékarski) ont circulé à Paris entre 1876 et 1879, et à Nantes entre 1878 et 1917. Puis, l'ère du pétrole est arrivée, qui a tout balayé sur son passage.

Le problème, c'est que depuis une bonne quinzaine d'années, on a beau scruter nos rues, pas de trace de la moindre voiture à air comprimé, le pétrole est omniprésent. La société de Guy Nègre vivote, il a même à un moment été contraint de licencier une bonne partie de ses salariés.

Il y a 2 hypothèses possibles à ce fiasco :

1) Le concept est foireux. C'est l'avis des physiciens, qui estiment, calculs à l'appui, que le rendement de l'air comprimé est insuffisant pour procurer à la fois des performances et une autonomie suffisantes.

2) La thèse du complot. Les puissants lobbies pétroliers et automobiles font tout pour que ce projet ne voie jamais le jour. Un peu comme pour le fameux (fumeux ?) moteur Pantone.

Même si l'hypothèse 2 est tout à fait plausible, l'hypothèse 1 est vraisemblablement à retenir. Sauf que. Les temps changent, le prix du pétrole augmente rapidement et inexorablement, les préoccupations environnementales deviennent réelles, et ce qui pouvait être considéré comme

"foireux" il y a quelques temps doit maintenant être réexaminé avec de nouveaux critères. Guy Nègre n'est pas tout à fait n'importe qui. C'est un motoriste qui a travaillé pour l'aéronautique et pour la Formule 1. Même si on ne peut pas enfreindre les lois de la physique, il a amélioré au fil du temps le rendement de son moteur. Et surtout, il a conclu l'an dernier un contrat avec la société indienne Tata (on ne rigole pas, c'est une grosse multinationale, et qui va le prouver en rachetant ces symboles occidentaux que sont Jaguar et Land Rover). Je rappelle que le coût de la main d'oeuvre indienne n'a pas grand chose à voir avec celui des ouvriers français de Renault ou Peugeot (lesquels, au risque de me répéter, ont du souci à se faire), et que l'Inde nous promet une déferlante de voitures à un prix annoncé d'environ 3000 euros. Hum.

Guy Nègre a par ailleurs monté une nouvelle société, MDI, sous la forme d'une holding immatriculée au Luxembourg. Comme le monde est petit !

La société "physique", elle, se trouve à Carros, dans les Alpes Maritimes. J'ouvre une petite parenthèse à ce sujet : sans entrer dans les détails, le montage d'une holding à Luxembourg permet à des gros malins de patrons, (conseillés par des gros malins d'avocats), moyennant le paiement d'une petite redevance grand-ducale, de faire échapper la société à tout impôt direct. Il s'agit d'une pratique qui enrichit considérablement ce petit pays, mais qui est assimilable dans son principe à de l'évasion fiscale. D'ailleurs le Conseil Européen pour les affaires économiques et financières (ECOFIN) a demandé au Luxembourg de la faire cesser. La réglementation a donc été rendue plus restrictive en 2003, mais reste semble-t-il avantageuse, si on en juge au caractère florissant de cette activité.

Une holding à Luxembourg, un contrat avec un gros constructeur indien, c'est que les choses bougent et que l'argent frais arrive !

D'ailleurs, les reportages concomitants et flatteurs dans plusieurs médias sentent très fort le plan de communication bien orchestré. Les employés de MDI que j'ai pu voir à la télé m'avaient à cet égard plus l'air de marchands de bagnoles que d'ingénieurs motoristes !

Quelles sont donc les promesses de MDI ? Les reportages télé, d'une complaisance absolue, font état d'une voiture "zéro pollution" (abstraction faite des considérations philosophiques qui disent qu'une voiture pollue par sa seule présence), qui ne consomme et rejette que de l'air. Mouais. Présenté ainsi, c'est forcément séduisant. Sauf que c'est à la limite de la malhonnêteté intellectuelle, et que ça privilégie le scoop pour le scoop à l'enquête un minimum fouillée.

Alors soyons clair : contrairement à ce que les différents reportages ont prétendu, il n'y a pas jusqu'au 31 décembre 2007 que des voitures à pétrole qui polluent, beurk, et subitement le 2 janvier 2008, alors que le pétrole atteint les 100 dollars le baril, un inventeur génial qui trouve la solution miracle en une journée !

Prenons la petite voiture "Minicats". Elle se situe dans la catégorie de la Smart, dont elle reprend grosso modo les dimensions extérieures. Sauf que, selon le constructeur, elle permet de loger 3 personnes et non pas 2, tout en disposant d'un grand volume pour les bagages (500 dm³ ! Soit la contenance d'un coffre de grosse berline ! La nouvelle Smart, pourtant plus grande que la première, n'en fait que 220) conséquence des vides de la carrosserie laissés par cette motorisation. Et le tout ne pèse que 550 kg (la Smart en fait 730). Fort bien. Coté moteur, la version à air comprimé (il y a aussi des versions hybrides, mais je n'en parlerai pas aujourd'hui pour ne pas allonger encore un billet déjà démesuré, d'autant que les reportages télé insistaient sur la seule version "zéro pollution" !) annonce une puissance de 25 chevaux (la Smart diesel en fait 41), ce qui est fort peu, mais largement suffisant tant qu'on ne s'aventure pas sur autoroute, puisqu'elle atteint le 110 km/h. Comme une 2CV des années 70 en somme. L'autonomie annoncée est de 150 km en ville. Déjà, je demande à voir. A vue de nez ce serait suffisant, sauf que là encore une Smart en fait plutôt 300 ou 400. Le frontalier luxembourgeois par contre, il peut oublier, il n'arrivera même pas à faire son aller-retour quotidien, puisque sur route elle tombe à 80 km (et là encore, je demande à voir) !

L'énorme avantage est la totale absence de pollution atmosphérique, notamment en ville alors que les diesel, même ceux qui vont recevoir la fameuse pastille garantie écologique de Borloo, sont dépourvus de filtre à particules et crachent dans l'atmosphère cette fumée noirâtre, puante et cancérigène que le lobby français du diesel nous fait avaler depuis des décennies tout en nous inondant de pub pour nous faire croire que leurs machines noires sont "vertes".

Le "plein" se fait soit sur une prise de courant ordinaire, alimentant un compresseur qui remplit le réservoir en 5 heures (mais cela suppose que la bagnole soit proche d'une prise électrique, ce qui n'est en général pas le cas dans la rue !) soit dans une station service, par un pistolet qui transférerait l'air comprimé stocké dans la station vers le réservoir de la voiture, et ce en 3 minutes. Dans le premier cas, cela coûterait à peine plus de 2 euros d'électricité, dans le second encore moins ! Le tout pour faire mettons 100 km. Si on admet que la Smart diesel consomme 5l/100 en ville, l'air revient au bas mot 3 fois moins cher que le gasoil !

En fait, ce modèle se rapproche davantage d'une voiture électrique, sans certains inconvénients comme ces lourdes et archi polluantes batteries, à la durée de vie limitée. Mais avec un réservoir d'air sous pression (300 bars !) situé sous le siège, qui n'est pas forcément si anodin et revêt même (comme une cocotte-minute !) les caractéristiques d'une bombe potentielle. Pour le reste, zéro émission, mais performances et autonomie limitées. Prix annoncé : 9200 euros, contre plus de 12000 à la Smart mazoutée.

On sait ce qu'il est advenu des voitures électriques. La plupart des administrations qui les ont achetées les ont poubellisées. Quant aux particuliers. Autre point : quel est la part de marché des Smart ? Anecdotique ! Le consommateur veut aujourd'hui une voiture spacieuse, performante, confortable et économique. Les modèles les plus vendus sont du type Renault Clio ou Peugeot 207 : environ 4 mètres de long, plus d'une tonne, 100 chevaux, 6 litres aux 100 sur route et 8 en ville, capables de rouler à 180 km/h, de transporter au besoin 5 personnes et leurs bagages, dotées d'une multitude d'équipements de confort et de sécurité (dont la sacro-sainte clim), ne passant à la pompe qu'après avoir parcouru 700 km, et ne nécessitant pas de grosses réparations avant 100000 km. Le tout disponible chez n'importe quel marchand de caisse pour 15 ou 20000 euros. Et beaucoup moins pour un modèle d'occasion en bon état.

Les reportages télé ont aussi passé sous silence une évidence pourtant importante : à l'état naturel, l'air n'est pas comprimé ! Pour ce faire, il faut lui faire subir une opération mécanique, qui demande évidemment de l'énergie. En l'occurrence électrique.

Même si l'information ne figure pas clairement sur le site de MDI, j'ai lu ici ou là que "faire le plein" d'un réservoir de voiture électrique nécessite de consommer 20 kWh pour faire donc 100 km. Ce qui colle à peu près avec le prix annoncé (et à vérifier) d'un "plein", le prix moyen de l'électricité en France étant d'environ 11 centimes du kWh, parmi les plus bas d'Europe. (Mais ne vous inquiétez pas, les lois du marché et la concurrence-qui-profite-au-consommateur se chargeront bien vite de le faire. augmenter !)

Attention, calculs ! Je précise que vu le flou des chiffres dont je dispose, je ne prétends pas à l'absolue exactitude de ce qui va suivre. Mais le but étant de calculer un ordre de grandeur, la précision est suffisante. La moyenne française de 13000 km par an revient en pratique à faire un "plein" tous les 2 jours environ. Soit 180 par an. Et donc 3600 kWh par véhicule. A peu près la consommation moyenne d'un ménage, qui la verrait donc doubler !

Il y a en France environ 36 millions de véhicules (voitures particulières et utilitaires légers). Une bête multiplication donne un ordre de grandeur de 130 TWh (TeraWattHeures, 1 Tera = 1000 Giga ou mille milliards !). Or, la production électrique française est actuellement de 550 TWh, fournie à 80% par des centrales nucléaires (rappel pour Sarkozy !) . Pour fixer les ordres de grandeur et contrer les idéalistes que je vois venir avec leurs gros sabots, et qui imaginent qu'on pourrait produire cette électricité avec des éoliennes (une voiture qui roule à

l'air produit par du vent, c'est-y pas beau ?), je rappelle que la production éolienne française est actuellement d'environ 2 TWh.

A ma connaissance, Jean-Marc Jancovici n'a jamais parlé de ce sujet, j'aimerais bien recueillir son avis et qu'il nous ponde un de ces calculs dont il a le secret, juste pour confirmer (ou infirmer) le mien. Je vais lui demander, tiens !

En théorie ce n'est donc pas totalement irréaliste, puisqu'il suffirait donc (et pour cela, il faudrait !) augmenter la production d'électricité d'un quart pour faire rouler ces bagnoles. Oh, cela doit être possible. Madame Lauvergeon (avec l'aide de son meilleur VRP, un certain Sarkozy) étant capable de vendre des centrales nucléaires aux Chinois et à Kadhafi, se ferait un plaisir de nous en construire quelques unes (environ 4) de plus !

Un rappel : même si par la force des choses je ne suis plus aussi anti-nucléaire qu'avant, ces saletés sont tout sauf la panacée, notamment en raison des déchets "encombrants" qu'elles génèrent et du danger potentiel qu'elles représentent. Sans parler du fait que l'uranium n'est guère plus éternel que le pétrole. Construire de nouvelles centrales au lieu d'arrêter petit à petit les existantes en faisant des économies d'énergie va donc à l'opposé du bon sens !

Autre rappel : la situation française (80% d'électricité nucléaire) n'est pas, mais alors pas du tout représentative de ce qui se passe au niveau mondial, où les 2 tiers de l'électricité produite l'est par des énergies fossiles dégueulasses (principalement charbon, mais aussi gaz et pétrole). Alors s'il faut brûler du charbon pour faire rouler des voitures "propres", on marche sur la tête !

Encore un rappel : fabriquer une voiture, même "propre à l'usage", est une activité très polluante et dévoreuse d'énergie. Il faut fabriquer de l'acier et de l'alu, le transporter, plier et assembler des tôles : tout ça ne se fait pas en soufflant ! Et que dire du plastique omniprésent dans les bagnoles, sinon qu'il est fabriqué à partir de . pétrole !

Bon, il se fait tard, c'est le moment de récapituler :

- Le concept est sûrement intéressant, mais les télés nous ont pour l'instant vendu du vent sorti d'un pipeau !

- Même si je suis un peu sceptique, j'attends donc avec intérêt que cette bagnole soit confiée à des journalistes automobiles (qui sont certes influencés par les lobbies pétroliers et n'ont aucun intérêt à que ce type de bagnole remplace les palpitants modèles à pétrole qu'ils vantent à longueur de pages) ou au moins à des essayeurs lambda. Chiche, car ça n'a jamais été fait en 15 ans !

- Pourquoi une domiciliation fiscale luxembourgeoise ? Une fabrication indienne ? De mon point de vue, ce genre de "détail" augure bien mal de l'avenir.

- Il est évident que ce type de modèle n'aura jamais de succès commercial sans une transformation radicale de la mentalité d'un automobiliste occidental moyen de 2008. Même une forte pression sur son portefeuille aura du mal à remettre d'un coup en cause toute une vie de conditionnement quasi religieux.

- Dans l'état actuel des choses, c'est ce qu'en marketing on appelle une niche. Juste une concurrente potentielle de la Smart (qui elle existe vraiment, et est fabriquée non pas en Inde, mais par des ouvriers français à Hambach, en Moselle). Les choses changeront forcément, puisqu'il est dans l'évolution naturelle des choses que les voitures deviennent plus petites et moins rapides. Mais quand ? Dans 10 ans ? Dans 20 ans ? Sûrement pas avec du gasoil au prix actuel, en tout cas !

- Enfin, et c'est peut-être la meilleure nouvelle, il est évident que ce véhicule est un symptôme de décroissance ! Vous vous rendez compte le manque à gagner pour les multinationales de la bagnole et du pétrole, qui, au risque de me répéter, sont au nombre de 9 sur les 10 plus grandes multinationales mondiales ?

Cet article a été posté le Vendredi, janvier 4th, 2008 @ 21:39 dans la catégorie Lorraine, environnement, société. Vous pouvez vous abonner aux réponses à cet article RSS 2.0 You

can skip to the end and leave a response. Pinging is currently not allowed.

<http://www.superno.com/blog/?p=233>

La déforestation de la planète prend des proportions alarmantes

LE MONDE | 25.05.05 . Mis à jour le 08.01.08

Une course de vitesse est engagée à l'échelle planétaire pour préserver un bien commun universel : les millions de kilomètres carrés de forêts qui contribuent à l'équilibre de la nature et du climat. Au rythme actuel, plus de 140 000 km² de forêts sont détruits chaque année, soit à peu près la superficie de la Grèce. Mercredi 25 mai, à New York, lors de la 5^e édition du Forum sur les forêts des Nations unies (UNFF), la Banque mondiale et le World Wildlife Fund (WWF) réunis au sein de l'Alliance pour la forêt (Forest Alliance) ont à nouveau tiré la sonnette d'alarme.

"Les forêts à haute valeur écologique et économique comme les forêts boréales de l'extrême orient russe, celles des basses terres de Sumatra, les forêts tropicales d'Amazonie et du Congo sont en train de disparaître sous l'effet d'abattages sauvages et des coupes illégales ou peu réglementés ainsi que du défrichage agricole", affirme le directeur général du WWF, Claude Martin. Les chiffres sont là : 280 000 m² de forêts disparaissent chaque minute. L'idée de l'Alliance est d'étendre les zones protégées et d'améliorer la gestion des sites pour réduire le rythme de déforestation de 10 % d'ici à 2010. Avec pour ultime objectif, la définition de règles du jeu communes suffisamment claires pour préserver le patrimoine forestier mondial. L'or vert, d'Amazonie, d'Indonésie ou d'Afrique est exploité, ou plutôt surexploité, de façon anarchique depuis des années. Et l'existence de zones protégées - 500 000 km², soit la surface de la France, ont été créés en 8 ans grâce aux financements de l'Alliance - n'est pas un garde-fou suffisant. En Afrique par exemple, les dégradations, les coupes illégales, le commerce incontrôlé du gibier de la savane et les saignées creusées pour extraire du minerai persistent même dans les zones protégées. L'Indonésie, avec son million de kilomètres carrés de forêts, abrite selon le WWF, la biodiversité la plus riche du monde. Ces forêts procurent non seulement un habitat pour la faune et la flore mais jouent un rôle pivot dans le développement économique et la subsistance des ruraux pauvres. Malgré cela, l'Indonésie a perdu plus du quart de sa forêt en cinquante ans. Des programmes sont en cours pour créer des cadres juridiques réglementant les coupes.

La mauvaise gouvernance, la concurrence sauvage, les luttes de pouvoirs et une vision économique à court terme ralentissent les progrès. Surtout, la carte économique mondiale est en train de changer avec l'émergence de grandes puissances du sud, comme l'Inde et la Chine, très consommatrices de bois et dont il faut tenir compte dans la stratégie globale. Le marché chinois pour le bois industriel, la pâte et le papier est le deuxième du monde après les Etats-Unis. Une étude du WWF publiée en 2004 a fait apparaître que les plantations et les forêts chinoises avaient produit environ 79 millions de m³ de bois à usage industriel en 2003, soit moins de la moitié des 173 millions consommés par les industries du pays.

INDUSTRIE PARALLÈLE

Selon le WWF, la Chine continuera à connaître un sérieux déficit dans ce domaine au cours des prochaines décennies, et devra mettre le turbo dans ses importations. Cette demande risque de stimuler le développement d'entreprises d'abattage forestier dans des régions frontalières sans contrôle, dit l'Alliance, entraînant une industrie parallèle illégale et dangereuse pour l'environnement.

Dangereuse pour l'environnement, la biodiversité, le climat, la déforestation a non seulement

un impact négatif sur les populations rurales mais touche les populations urbaines qui dépendent des forêts pour l'approvisionnement en eau potable. Selon le WWF, c'est le cas de plus d'un tiers des 105 plus grandes villes du monde - y compris New York, Djakarta, Tokyo, Mumbai, Rio de Janeiro, Los Angeles, Barcelone, Nairobi et Melbourne.

La mise en garde lancée à New York par la Banque mondiale et le WWF rappelle à la communauté internationale qu'il faut agir vite. La préservation de l'environnement, et donc de la forêt, est un des huit objectifs du Millénaire, lancé en 2000 par les Nations unies. Les études de la Banque mondiale évaluent à 15 milliards de dollars le manque à gagner que les débitages illégaux font perdre aux budgets des pays en développement. "Cet argent pourrait servir aux gouvernements des pays pauvres pour améliorer les services sociaux et la santé. Ces pratiques doivent cesser", dit Ian Johnson, le vice-président de la Banque mondiale.

Babette Stern

Article paru dans l'édition du Monde du 26.05.05. Toujours d'actualité!!!

<http://www.lemonde.fr:80/web/article/0,1-0@2-3220,36-653666@51-997135,0.html>

Une truie phosphorescente donne naissance à deux cochonnets lumineux

2008-01-09

PEKIN (Source vérifiée)

une truie transgénique phosphorescente a donné naissance à deux cochonnets qui peuvent également émettre une lumière verte en pleine obscurité, ont indiqué mercredi les médias chinois.

La truie est l'un des trois cochons qui, alors qu'ils étaient embryons, s'étaient vu injecter une protéine verte phosphorescente, par des chercheurs du nord-est de la Chine, à la fin de l'année 2006, a expliqué l'agence officielle Chine Nouvelle.

Au total, la truie a donné naissance à 11 petits, mais seulement deux sont également phosphorescents.

"Le groin et les langues des deux cochonnets émettent une lumière verte lorsqu'ils sont sous des ultraviolets, ce qui indique que la technique de reproduction des cochons transgéniques via transfert nucléaire est mûre", a affirmé Liu Zhonghua, professeur à l'Université agricole du nord-est, à Harbin.

M. Liu a jugé que cela pouvait permettre d'espérer de disposer de "cochons spéciaux pour fournir à l'avenir des organes pour des opérations de transplantations pour les humains".

Le transfert nucléaire consiste à retirer l'ADN contenu dans le noyau d'une cellule pour l'insérer dans un ovule dont on a préalablement retiré le noyau, ce qui est une technique de clonage.

Selon Chine Nouvelle, l'équipe de M. Liu utilise une technologie employée auparavant par des scientifiques américains, japonais et sud-coréens.

En janvier 2006, des chercheurs taïwanais avaient fait naître trois cochons phosphorescents, qui viraient au vert dans le noir.

Ils avaient parlé d'une percée "très importante" dans la recherche sur les cellules souches, en particulier pour suivre le développement de tissus quand des cellules souches sont employées pour générer de nouveaux organes humains destinés à en remplacer d'autres déficients.

Les cages de batteries seront bien interdites dès 2012 dans l'UE
08/01/2008

La Commission européenne a écarté mardi tout report de l'interdiction des cages de batteries pour poules pondeuses programmée pour 2012 en Europe.

S'appuyant sur un rapport synthétisant plusieurs études scientifiques, l'exécutif européen estime que la mesure, adoptée en 1999 par les ministres européens, sera globalement positive pour les animaux et le secteur. Cette prise de position de la Commission européenne met un terme aux craintes formulées ces derniers mois par les défenseurs des animaux, lesquels redoutaient un report de la mesure, comme le réclamait une partie des producteurs européens d'oeufs. La directive bannira dans toute l'Europe le recours aux cages de batteries, dont la superficie ne dépasse pas parfois celle d'une feuille A4. A partir de 2012, les gallinacés européens devront soit être élevés en libre-parcours, ou dans des cages offrant une superficie de 750 cm² par poule. C'est aux différents Etats membres de l'UE qu'il appartiendra de définir les modes autorisés sur leur territoire. Dans un communiqué diffusé mardi, l'association belge Gaïa a appelé le gouvernement à se décider sur ce point avant 2010. (FLO)

<http://www.levif.be/belga/generale/78-6-32499/les-cages-de-batteries-seront-bien-interdites-des-2012-dans-l-ue.html>

Le gouvernement reporte l'examen du projet de loi sur les OGM
LEMONDE.FR avec AFP | 08.01.08

Alors que le projet de loi sur les OGM devait être examiné à partir du 15 janvier au Sénat, le ministre de l'écologie, Jean-Louis Borloo, a annoncé, mardi 8 janvier, qu'il ne serait soumis aux parlementaires qu'après les municipales de mars. Nathalie Kosciusko-Morizet, secrétaire d'état à l'écologie, a précisé qu'il était souhaitable de prendre "un peu plus de temps" pour débattre des OGM : "on a essayé de faire tout cela dans des délais très courts alors même que ce sont des sujets extrêmement complexes. Cela ne semblait pas absurde d'avoir un peu plus de temps".

Le rapporteur de ce texte encadrant la culture des OGM, Jean Bizet (UMP), s'est dit "surpris et déçu" du report, le liant à l'avis, attendu mercredi ou jeudi, du comité de préfiguration de la Haute Autorité sur les OGM. Un avis qui, selon lui, devrait conduire le gouvernement à faire jouer la "clause de sauvegarde" sur le maïs MON 810, seul OGM cultivé en France. Comme elle permet à un pays européen d'interdire la culture d'un OGM autorisé sur le plan communautaire, le projet de loi n'apparaît plus urgent.

"DÉMAGOGIE"

Le document concluant le Grenelle de l'environnement, fin octobre, prévoyait "l'activation de la clause de sauvegarde jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi relative aux biotechnologies". Le gouvernement a rapidement décidé un gel des ventes de semences OGM, jusqu'en février. Plusieurs associations se sont depuis retirées du Grenelle, reprochant au gouvernement de ne pas activer la clause de sauvegarde. Le porte-parole des Faucheurs volontaires José Bové et d'autres militants anti-OGM, ont entamé, le 3 janvier, une grève de la faim pour obtenir l'activation de cette clause. Mardi matin, Nicolas Sarkozy s'est déclaré prêt à y recourir s'il y avait des "doutes sérieux" sur le seul OGM cultivé en France. Le ministre de l'agriculture, Michel Barnier, a pour sa part indiqué à l'issue d'une rencontre avec José Bové que le gouvernement décidera ou non d'activer la clause de sauvegarde "dans les jours suivant" l'avis du comité, et que "la Commission européenne devra dire si cette clause de sauvegarde est

valide ou pas".

M. Bizet a imputé le retrait du texte aux "pressions" exercées par José Bové. Ce qui n'empêchera pas de continuer à importer des OGM, a souligné le rapporteur, alors que l'Allemagne vient de renoncer à se prévaloir de la clause de sauvegarde. "La démagogie l'emporte sur la démocratie", a encore regretté le sénateur.

<http://www.lemonde.fr:80/web/article/0,1-0@2-3244,36-997213,0.html>

L'économie durable peut sauver la planète

Selon les auteurs du rapport 2008 sur l'état de la planète, il y a de bonnes raisons d'être optimiste. Le défi du réchauffement climatique peut être surmonté.

En 253 pages, le rapport affirme que le monde des affaires, les gouvernements et les ONG sont en train «d'inventer la première économie durable que le monde ait connu». Et dans ce domaine, certains modes de gestion communautaires existant en Suisse peuvent servir d'exemples.

Le ton adopté par l'Institut Worldwatch tranche nettement avec celui - nettement plus pessimiste - des rapports du GIEC, le Groupe d'experts intergouvernemental des Nations Unies sur l'évolution du climat.

swissinfo: Selon votre rapport, certaines compagnies multinationales s'éloignent du pur capitalisme marchand et adoptent de nouvelles valeurs, qui incluent de nombreux objectifs de développement durable. On pourrait ainsi éviter la catastrophe économique et environnementale?

Christopher Flavin: Il n'est pas inconcevable qu'en termes de changement climatique, nous ayons déjà franchi un seuil critique. Personnellement, je pense que nous devons faire l'hypothèse que ce n'est pas le cas, mais que nous en sommes très près. Il est donc de toute première urgence d'orienter l'économie dans une nouvelle direction.

swissinfo: Le rapport préconise une gestion commune des ressources, par exemple sur le modèle des pâturages communautaires dans les Alpes suisses. Comment ce type de gestion peut-il promouvoir la durabilité ?

C.F.: Nos ressources les plus importantes sont évidemment les océans et l'atmosphère, et sans une certaine mesure les forêts tropicales, qui n'appartiennent ni à un pays ni à une compagnie. Imaginer des moyens de gérer effectivement et efficacement ce qui n'appartient à personne en particulier est une des clefs du problème. Et je pense que ce qui a été réussi à une toute petite échelle en Suisse et dans d'autres régions doit être étendu à l'échelle globale.

swissinfo: Worldwatch semble considérer le nucléaire comme une option pour remplacer les centrales électriques qui émettent du CO2. Pensez-vous vraiment que cette solution est acceptable pour les défenseurs de l'environnement?

C.F.: Non. Nous ne soutenons pas l'énergie nucléaire et nous avons attiré l'attention sur les nombreux problèmes qu'elle pose. Personnellement, je pense qu'elle ne peut au mieux constituer qu'une toute petite partie de la solution au problème climatique.

Pour nous, le meilleur moyen de remplacer à large échelle les combustibles fossiles sera de développer les énergies renouvelables. A elle seule, l'énergie éolienne a bien plus de potentiel que le nucléaire.

Christopher Flavin. (Keystone Archive)

swissinfo: Dans la préface de ce rapport 2008 sur l'état de la planète, vous écrivez que l'interaction entre technologie, investissement privé et réforme politique pourrait signifier le début d'une mutation majeure des marchés de l'énergie. Cela sera-t-il suffisant ?

C.F.: Nous sommes à la fois pessimistes et optimistes. Je pense vraiment que nous sommes à la veille d'une révolution énergétique et que dans cinq ou dix ans, les marchés devraient être très différents de ce que nous connaissons aujourd'hui, avec une domination réelle de

certaines de ces nouvelles technologies.

Mais il y a tellement à faire pour remplacer ces énergies fossiles qui aujourd'hui sont encore totalement dominantes que quelle que soit la vitesse à laquelle les choses changent, il y a toujours le risque que ce ne soit pas assez rapide.

Le calvaire des animaux de la ferme

par Pierre Boulanger

L'émission La Semaine verte a rediffusé le 30 décembre dernier un reportage sur l'élevage du porc au Québec. Pour étayer les propos sur cette production, on nous a montré à plusieurs reprises la piètre qualité de vie de ces millions de porcs qui vivent entassés dans des enclos sombres sans jamais pouvoir aller à l'extérieur ou pire encore qui sont emprisonnés dans des stalles individuelles pendant des mois.

Dans ces cages, les porcs ne peuvent effectuer aucun mouvement, si ce n'est se lever ou se coucher sur un sol inconfortable. Il leur est même impossible de se retourner. Ces animaux ont pourtant des pattes pour marcher et un instinct d'exploration très développé. Ce ne sont pas des plantes ! Il faut savoir aussi que les porcelets sont castrés sans anesthésie. Cela est très douloureux.

La très grande majorité des poules pondeuses vivent dans des cages exigües où elles n'ont qu'un minuscule espace pour vivre, impossible de marcher ou d'étendre les ailes. Elles passent leurs vies sous un éclairage artificiel pour maximiser la production d'oeufs qui seront offerts au plus bas prix possible.

L'automne dernier, les médias nous rappelaient les conditions de vie pitoyables endurées par des milliers de canards qui sont gavés pour produire le foie gras, mets raffiné en mauvais traitements.

Voilà trois exemples parmi tant d'autres tout aussi déplorables.

À l'instar de plusieurs pays européens, le gouvernement du Québec devrait légiférer le plus rapidement possible afin que cessent ces pratiques inacceptables et contre nature et aider nos éleveurs à opérer ce changement dans leurs façons de faire. En attendant, les consommateurs ne peuvent plus faire semblant que l'élevage intensif des animaux de ferme est une activité obscure sur laquelle on ne peut avoir aucune influence. Il faut accepter de payer plus cher pour assurer une meilleure qualité de vie aux animaux sinon on devient complice des nombreux maux que subissent injustement ces pauvres bêtes.

Il y a présentement des oeufs de poules en liberté offerts dans tous les grands magasins avec le logo de la traçabilité. Chaque ouf est numéroté. C'est une information sur la provenance de ces oeufs produits au Québec. Il y a des producteurs de viande bio qui assurent le bien-être de l'animal tout en offrant une viande de très grande qualité.

Devant la maltraitance généralisée des animaux de ferme, il n'y a plus que deux choix possibles: devenir végétarien ou acheter de la viande bio.

Solange Viau, résidente de LaSalle et enseignante à la maternelle

Ce que disent les scientifiques du GIEC et la plupart des gouvernements, c'est que nous devons adapter ce qui existe au lieu de tout laisser aller, comme cela a été le cas jusqu'ici.

Le problème avec ces adaptations, c'est qu'il y a tellement à faire et que les incertitudes sont si énormes... J'ai peur qu'il ne soit très difficile de construire une volonté politique. Il est peut-être trop tard pour éviter certaines catastrophes, mais si nous laissons les choses aller, cela ne pourra être que pire.

Interview swissinfo: Dale Bechtel

(Traduction et adaptation de l'anglais: Marc-André Miserez)

<http://www.swissinfo.ch/fre/swissinfo.html?siteSect=601&sid=8609058&cKey=1199959027000&ty=st>

Un faucheur d'OGM de 15 ans face au juge

Il est le premier faucheur de maïs transgénique, mineur, à être convoqué, mardi, devant un juge pour enfant. Pierre (1) est âgé de 15 ans.

Des yeux bleus sages sous des cheveux longs, pantalon large et veste ample, Pierre a tout de l'ado classique. Sauf que, mardi, il n'ira pas au lycée, mais au tribunal de Nantes. Il y sera entendu par un juge.

En août dernier, alors âgé de 14 ans, il a quitté le Vignoble nantais, avec son père Gérard, pour participer à un fauchage de champ de maïs transgénique à Poinville dans l'Eure-et-Loir. « Je ne sais pas trop pourquoi j'ai décidé d'y aller. Mon père y allait, moi aussi... » Le rendez-vous est fixé vers 6 h du matin dans un champ. « On a garé la voiture derrière un bois, raconte son père. On a fait le tour et on a vu que les gendarmes étaient là. On est allés faucher... » Le maïs transgénique est foulé au pied, sans outil. Les gendarmes, submergés par la soixantaine de faucheurs, laissent faire et négocient : les faucheurs iront à la gendarmerie après leur action. « Nous étions tellement nombreux qu'il a fallu nous dispatcher dans toutes les gendarmeries du département. »

Garde à vue

Gérard et Pierre se retrouvent, seuls, dans une gendarmerie équipée de caméra : « C'est obligatoire pour les interrogatoires de mineurs. » Le père et le fils sont séparés. Moment difficile pour Gérard qui se sent responsable. « Je ne savais pas comment il réagissait. Il aurait pu péter les plombs... »

Pas du tout. Pierre vit sa garde à vue avec une forme de détachement : « Je me disais que, forcément, cela n'allait pas durer, que j'allais sortir. » Il parvient même à dormir un peu en cellule. « Y'a un truc qui m'a étonné, c'est quand un gendarme a comparé les faucheurs à une secte... »

Malgré son jeune âge, Pierre refuse le test ADN, ce qui lui vaut également d'être entendu mardi. « On en a parlé avec le groupe juste avant d'entrer à la gendarmerie... Vraiment, je ne voulais pas. »

Dans sa famille, l'engagement ne date pas d'aujourd'hui. Son père a été apiculteur pendant douze ans et a dû abandonner son exploitation « à cause des insecticides ». Sa mère tient un magasin bio. Son oncle et des amis proches de la famille ont déjà été condamnés pour fauchage de culture OGM. « On était conscients des risques quand ils ont décidé d'aller faucher » insiste la mère.

Pierre est le premier mineur à être auditionné par un juge pour fauchage d'un champ de maïs OGM. Un acte dont il ne tire pas de fierté particulière, mais qu'il ne regrette pas. « Je sais que c'est contraire à la loi, mais là, la loi n'est pas bonne. Ils n'ont pas interdit les cultures OGM, c'est ça, le problème. » Mardi prochain, le juge pour enfants décidera, ou non, d'engager des poursuites.

Anne-Lise FLEURY.

(1) Prénom d'emprunt.

http://www.ouest-france.fr/80/Un-faucheur-d-OGM-de-15-ans-face-au-juge/re/actuDet/actu_8620-507323-----_actu.html

Le Nouvelliste.ch (Suisse) - 12 janvier 2008

Le déclin inexorable du nucléaire

Par ISABELLE CHEVALLEY, présidente d'Ecologie libérale

Tout le monde parle de la relance du nucléaire, mais qu'en est-il vraiment? On s'aperçoit que les prédictions du lobby nucléaire des années 70 ne se sont jamais réalisées. Aujourd'hui, ses représentants continuent de faire peur à la population sans aucune raison, et aussi longtemps que celle-ci se voilera la face et refusera de décider elle-même de son sort, ce mensonge durera.

En 1974, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) prévoyait une capacité installée dans le monde correspondant à 4450 réacteurs. La diminution rapide des ressources en uranium devait être compensée par la mise en circuit des surgénérateurs, appelés à produire plus de plutonium qu'ils n'en consomment, et devenir donc une source inépuisable d'électricité bon marché. En 1977, André Giraud, alors patron du Commissariat à l'énergie atomique (CEA), voyait se profiler une crise énergétique «en tout cas avant la fin du XXe siècle», à moins que les programmes nucléaires ne soient nettement accélérés. Il ajoutait qu'il y aurait 540 surgénérateurs de la taille de Superphénix en service dans le monde à la fin du XXe siècle.

Aujourd'hui, trente ans après ces prédictions, la situation du nucléaire est bien différente. En 2005, le CEA dénombrait 440 réacteurs nucléaires en service dans le monde, soit moins de 10% des projections faites par l'AIEA trente ans plus tôt. Le Gouvernement français a fermé le surgénérateur Superphénix, qui a quand même coûté la somme de 10 milliards d'euros à la France pour ne jamais fonctionner. Aucun surgénérateur au plutonium de taille industrielle n'est en service dans le monde.

Fin 2003, la Finlande décidait de construire un prototype EPR. Depuis cette date, aucun nouveau réacteur nucléaire n'a démarré en Europe alors que dans le même temps huit réacteurs ont été définitivement arrêtés. La dernière commande américaine date de 1973, aucune construction de centrale nucléaire n'ayant été entreprise depuis lors.

Dans le monde, pas plus de 34 réacteurs sont actuellement en cours de construction. Certains d'entre eux sont «en construction» depuis plus de quinze ans et on ne sait pas si ils seront terminés un jour.

La plupart des études faites sur la rentabilité du nucléaire (incluant celles relevant d'organismes officiels, comme le Massachusetts Institute of Technology ou le Britain's Royal Institute of International Affairs) concluent que de nouvelles centrales construites par le secteur privé, avec des actionnaires assumant tous les risques, ne seraient pas rentables sans subventions.

La relance du nucléaire n'est qu'une poudre aux yeux des personnes qui ne veulent pas prendre la seule solution qui s'impose: arrêter de gaspiller l'énergie et passer aux énergies renouvelables!

[rezo-actu] - Liste de diffusion sur le nucléaire et ses alternatives.

Les informations diffusées sur cette liste ne reflètent pas nécessairement

le point de vue du Réseau "Sortir du nucléaire" - <http://www.sortirdunucleaire.org>

L'UE doute du bilan environnemental des biocarburants

14.01.08

BRUXELLES (Reuters) - L'Union européenne devrait fixer des critères plus stricts pour l'utilisation des biocarburants, dont le bilan environnemental est plus médiocre que prévu, estime la Commission européenne.

Le commissaire à l'Environnement, Stavros Dimas, a déclaré dans une interview à la BBC que le danger pour les forêts tropicales et le risque de hausse des prix de l'alimentation avait été sous-estimé lorsque l'UE avait fixé l'an dernier un objectif de 10% pour les biocarburants dans les transports à l'horizon 2020 afin de diminuer les gaz à effet de serre.

Au Brésil, la forêt amazonienne est exploitée pour faire face à la demande, notamment américaine, le Mexique a vu exploser le prix du maïs utilisé dans les tortillas et l'Union a supprimé la mise en jachère obligatoire des terres pour permettre à ses céréaliers de cultiver ces produits.

En outre, la production et le transport de biocarburants sur de longues distances impliquent une consommation d'énergie qui fait planer des doutes sur cette "énergie-miracle".

"Nous avons vu que les problèmes environnementaux provoqués par les biocarburants et aussi les problèmes sociaux sont plus importants que nous le croyions", a expliqué Dimas sur les ondes de la BBC. "Donc, nous devons être très prudents."

Selon 17 Organisations non gouvernementales (ONG), dont Oxfam et les Amis de la Terre, l'utilisation à large échelle des biocarburants peut avoir des impacts très négatifs, notamment pour les pays les plus pauvres de la planète.

DÉBAT À LA COMMISSION

Selon Dimas, il vaudrait donc mieux manquer la cible fixée par l'Union européenne en mars dernier plutôt que de prendre des risques sociaux et environnementaux.

Mais ces propos font débat à la Commission, qui doit présenter le 23 janvier des propositions sur le partage du fardeau de la lutte contre la pollution entre les Etats membres.

Le porte-parole pour l'Energie, Ferran Tarradellas, a en effet affirmé lundi que la Commission s'en tiendrait à l'objectif de 10% pour les biocarburants dans ces propositions qui s'inscrivent dans un objectif global de réduction des gaz à effet de serre de 20% à l'horizon 2020.

"Toutefois, nous le ferons certainement d'une manière qui ne provoquera pas de dommages ou en tout cas moins de dommages que si nous utilisions des carburants fossiles pour parvenir à l'objectif", a-t-il déclaré lors d'un point de presse.

La nécessité de protéger les forêts tropicales et de parvenir à une réduction nette des émissions de CO₂, principales responsables des gaz à effet de serre qui provoquent le réchauffement climatique, seront prises en compte, a-t-il dit.

Les biocarburants qui ne respectent pas ces obligations - par exemple ceux qui sont produits en détruisant la forêt amazonienne - ne seront pas autorisés à la vente dans l'UE.

Selon des sources communautaires, les commissaires sont toujours divisés sur ce dossier une semaine avant de présenter leurs propositions et ils sont soumis à d'intenses pressions.

Pour Dimas, il faut créer un système de certification pour les biocarburants et interdire ceux qui proviennent de l'huile de palme, responsable de la déforestation en Indonésie.

Paul Taylor, version française Yves Clarisse

<http://www.lemonde.fr/web/depeches/0,14-0,39-33896535@7-37,0.html>

Bientôt des puces RFID sous la peau des délinquants anglais ?

par LExpansion.com

La justice anglaise tient la solution pour désengorger les prisons : suivre à la trace les délinquants en leur implantant sous la peau une puce RFID. Cette pratique, qui suscite la polémique, a déjà été adoptée en entreprise.

Le bracelet électronique, à peine adopté en France, ne suffit déjà plus aux Anglais. Trop encombrant et vulnérable, il pourrait être bientôt remplacé par une puce d'à peine un centimètre de long, implantée directement dans le bras des délinquants en liberté conditionnelle. Le ministère anglais de la Justice, confronté comme en France à la surpopulation carcérale, planche en tout cas très sérieusement sur le sujet. « Toutes les options sont sur la table, et c'en est une que nous aimerions approfondir », a confirmé un officiel du ministère au quotidien *The Independent*.

L'idée n'est pas nouvelle. Cela fait maintenant plus de cinq ans que l'Angleterre tergiverse (*The Register*, 2002), refroidie jusqu'à présent par des considérations techniques et éthiques. Pour Ken Jones, président de l'association des officiers de police (Acpo), « le temps est venu ». Tel qu'il est présenté, le projet d'implantation sous-cutanée d'un mouchard concernerait donc les pédophiles et autres délinquants sexuels, volontaires pour subir une opération. La puce RFID encapsulée dans leur corps contiendrait une large variété de données personnelles, comme l'identité, l'adresse et bien sûr le casier judiciaire.

Doutes sur la sécurité

Ce scénario de science-fiction se heurte toutefois à quelques contraintes. Pour communiquer avec l'extérieur, la puce RFID a besoin d'un complément externe. Le système ne fonctionne pas différemment des cartes de transport qui doivent frôler un lecteur. En clair, cela signifie que les volontaires ne devront pas s'éloigner d'un autre appareil, chargé de communiquer leurs coordonnées par satellite GPS. Autre problème, la technologie n'est pas tout à fait sûre. A la fois pour le délinquant - les effets sur la santé font l'objet d'études contradictoires - et pour les autorités, puisque la puce peut théoriquement être ôtée du corps, et ses données piratées. Autant d'arguments dont se saisissent les opposants aux « sychips », les puces espionnes. Un responsable de l'association des contrôleurs judiciaires dénonce cette surenchère technologique en assurant que le système actuel des bracelets GPS fonctionne finalement bien. « Traiter les gens comme des bouts de viande ne me semble pas représenter une avancée », estime Harry Fletcher dans *The Independent*. En face, les statistiques officielles pointent pourtant la hausse des failles. Sur 17.000 personnes portant un bracelet électronique, environ 2000 auraient échappé un temps au système, tandis que les infractions au couvre-feu (douze heures par jour minimum à domicile) auraient quadruplé en un an.

Déjà 2000 implants humains

D'où le recours, pour les partisans des puces RFID, à une solution qui se banalise. VeriChip, le leader américain des puces sous-cutanées, en a vendu 7000 dans le monde, dont 2000 implantées dans des humains. Les visées sont le plus souvent médicales, pour les hôpitaux notamment. Ces puces sont aussi utilisées pour des accès hautement sécurisés, dans l'armée, et même dans une boîte de nuit espagnole. Le monde de l'entreprise n'est pas épargné : il y a deux ans, une société de vidéo-surveillance, CityWatcher.com avait déclenché une polémique en implantant une puce RFID pour contrôler les accès de ses salariés. Une pratique depuis peu interdite en Californie et dans deux autres Etats américains.

Les Suisses mangent de la viande clonée sans le savoir

Simon Koch - 14/01/2008

Le Matin Bleu

Ces animaux ont tous pour géniteur un supertaureau américain prénommé «Revenge-ET», lui-même né d'une vache clonée. En Suisse, sa semence a donné le jour à quelque 200 veaux, dont la moitié a été consommée sans indication, selon «Blick». Seul leurs éleveurs savent à quels bouchers ils ont vendu leurs animaux, clonés à la 3^e génération.

Aucune loi suisse n'interdit l'importation d'animaux clonés ni la vente de leurs produits, selon l'Office vétérinaire fédéral. Un risque pour la santé du consommateur? Le débat divise l'Europe. Le principal syndicat d'agriculteurs italien voit dans les produits clonés un «risque inacceptable». Cette prise de position faite hier répond à l'Autorité européenne de sécurité alimentaire. Vendredi, cette dernière a estimé «très improbable» une différence de sécurité entre les produits issus du clonage et les autres.

A la Fédération romande des consommateurs (FRC), on est plus prudent. «Le mode de production de la viande devrait être indiqué sur l'emballage pour que le consommateur puisse choisir, au moins en attendant de connaître les implications directes de la viande clonée», explique Aline Clerc, responsable des questions d'alimentation à la FRC.

http://www.lematin.ch/pages/home/actu/suisse/actu_suisse__1?contenu=358796

La pollution accroît de 60% les mutations génétiques du sperme des souris

2008-01-14

CHICAGO (Source vérifiée)

Des souris respirant de l'air pollué ont des taux beaucoup plus élevés de mutations génétiques dans leur sperme comparativement à celles qui ont respiré de l'air filtré, révèle une étude publiée lundi aux Etats-Unis.

Les résultats de cette recherche conduite au Canada laissent penser que les particules polluantes pourraient être responsables des défauts d'ADN transmis génétiquement, selon les auteurs de ces travaux parus dans les Annales de l'Académie nationale américaine des sciences (PNAS) datées du 14 janvier.

Cette étude a ainsi montré que les souris inhalant de l'air non filtré près de deux aciéries et d'un important axe autoroutier à Hamilton dans la province canadienne d'Ontario, avaient 60% plus de mutations génétiques dans leur sperme que des souris vivant à proximité mais dans une atmosphère purifiée par des filtres de haute qualité.

Ces chercheurs ont analysé les échantillons de sperme dans les deux groupes de souris. Bien que les dommages génétiques du sperme des animaux exposés à l'air non filtré soient importants, tout est quasiment revenu à la normale après six semaines de récupération dans le laboratoire.

Puisque que les échantillons du sperme se trouvaient au stade de cellules souches pendant la période où les souris respiraient de l'air pollué, ces scientifiques ont conclu que les cellules souches du sperme sont vulnérables à une certaine pollution atmosphérique.

Ce phénomène est d'autant plus remarquable que le sperme est généralement bien prémuni contre ce type de mutations.

"Cette recherche indique que des polluants chimiques en suspension dans l'air pourraient être

responsables de mutations génétiques transmissibles", concluent les auteurs. Ils soulignent néanmoins que des recherches supplémentaires sont nécessaires pour confirmer ces résultats et évaluer les risques potentiels de la pollution de l'air chez les humains.

Bruxelles tente de calmer les craintes sur la nourriture "Frankenstein"

2008-01-14

BRUXELLES (Source vérifiée)

En pleine controverse sur les risques liés aux OGM, la Commission a promis lundi de consulter les consommateurs européens avant d'autoriser la vente de viande et de lait issus d'animaux clonés, tout en voulant faciliter l'autorisation des "nouveaux aliments".

L'avis favorable rendu vendredi par l'Agence européenne chargée de la sécurité des aliments (EFSA) a fait surgir chez certains le spectre d'avoir bientôt dans les assiettes un steak coupé dans un clone de boeuf et nourri au maïs OGM, dont la croissance pourrait avoir été accélérée avec des hormones.

"Nous sommes prêts à une forte mobilisation pour empêcher que n'arrive dans les assiettes une réalité aussi hallucinante", a annoncé Sergio Marini, président de la Coldiretti, principal syndicat d'agriculteurs italiens.

"Il ne faudrait pas jouer à l'apprenti sorcier", a pour sa part mis en garde l'association des consommateurs Test Achat en Belgique, à propos de cette nourriture "Frankenstein".

Venue présenter lundi à la presse une nouvelle réglementation pour "faciliter la mise sur le marché de nouveaux aliments sûrs", la Commission européenne s'est retrouvée sur la défensive et a pris ses distances avec le très controversé avis de l'EFSA.

"Il s'agit d'un rapport préliminaire (...) Nous allons demander aux Européens ce qu'ils pensent du clonage avant de rendre notre avis en mai 2008", a assuré une de ses porte-parole.

"On attend le rapport final de l'EFSA" et celui d'un comité européen sur la bioéthique, a-t-elle précisé.

Ensuite, avec le résultat de la consultations des Européens (Eurobaromètre) "et avec toutes les preuves scientifiques, nous réfléchissons sur les éventuelles mesures à prendre", a promis Nina Papadoulaki, porte-parole de Markos Kyprianou, commissaire en charge de la Santé.

Chargée d'un rapport sur les dangers éventuels du clonage, l'EFSA, basée à Parme, en Italie, a estimé vendredi "très improbable qu'il y ait une différence en terme de sécurité alimentaire entre les produits alimentaires provenant d'animaux clonés et de leur progéniture et ceux provenant d'animaux élevés de manière traditionnelle".

"L'agence doit encore rendre un avis. Ensuite, sous réserve que cet avis soit positif et qu'il n'y ait pas de mesure conservatoire, de moratoire ... la nourriture générée par des animaux clonés tombera sous le coup de la nouvelle réglementation pour sa commercialisation", a expliqué un expert de la Commission.

Le projet de réglementation sur les "nouveaux aliments" présenté lundi accorde à l'EFSA un rôle central dans l'évaluation scientifique du produit, jusqu'à présent effectuée par les Etats membres, et l'avis de l'agence sera déterminant pour l'autorisation de sa mise en vente dans l'Union européenne.

"Si le produit est jugé sûr, la Commission soumettra une proposition d'autorisation aux Etats membres par la voie du Comité permanent de la chaîne alimentaire et de la santé animale", précise la disposition.

Cette nouvelle réglementation concerne "les nouveaux aliments, produits au moyen de nouvelles techniques et technologies", a souligné le commissaire Kyprianou dans son

communiqué.

"Les produits venant directement d'un animal cloné peuvent être stoppés par cette réglementation. Si l'EFSA ne donne pas son accord, alors ils ne sont pas autorisés", a assuré sa porte-parole.

L'EFSA a donné son feu vert à la commercialisation des organismes génétiquement modifiés, comme le maïs, dont la culture vient d'être suspendue unilatéralement samedi en France sur la base "d'éléments scientifiques nouveaux" et des fortes réticences des consommateurs.

Etats-Unis: feu vert à la commercialisation des produits d'animaux clonés

2008-01-16

WASHINGTON (Source vérifiée)

L'Agence américaine de réglementation des produits alimentaires (FDA) a donné mardi le feu vert à la commercialisation des produits provenant d'animaux clonés malgré de fortes réticences de groupes de consommateurs, de certaines industries et au Congrès.

"La viande et les laitages provenant de bovins, de porcs et de chèvres (clonés) sont aussi sûrs que la nourriture que nous consommons tous les jours", a dit, lors d'une conférence de presse, le Dr Stephen Sundlof, responsable de la sécurité des aliments à la FDA.

Toutefois, "il y a encore insuffisamment de données pour conclure que la viande et le lait d'ovins comme les moutons sont sûrs pour la consommation", a ajouté la FDA.

L'AESA, homologue européenne de la FDA, vient de faire connaître des conclusions préliminaires allant dans le même sens.

La décision de la FDA intervient après des années d'études détaillées et d'analyses, souligne l'agence

Celle-ci avait déjà livré en 2003 et en 2006 ses conclusions préliminaires selon lesquelles les produits issus d'animaux clonés et de leurs progénitures ne sont pas plus risqués pour la consommation humaine que ceux provenant d'animaux conventionnels.

Le sous-secrétaire à l'Agriculture pour le marketing, Bruce Knight, a aussi dit mardi que le ministère "encourageait les entreprises à maintenir leur moratoire volontaire sur la vente des laitages et viandes d'animaux clonés durant une période de transition pour que le marché s'adapte" sans en préciser la durée.

La FDA ne requerra pas que les producteurs indiquent sur l'étiquetage si leurs produits proviennent d'animaux clonés mais ces derniers peuvent le faire volontairement.

Le nombre de sociétés recourant à cette technique est encore très limité aux Etats-Unis et il faudra au moins cinq ans avant que les consommateurs n'achètent des produits d'animaux clonés dans les supermarchés, selon les experts.

Les deux principales firmes américaine de clonage, Viagen et Trans Ova Genetics, ont produit quelque 570 animaux clonés, pour la plus grande partie des bovins.

"Le clonage du bétail peut aider efficacement les éleveurs à produire ce que les consommateurs veulent, à savoir une nourriture nutritive, abondante, sûre et de haute qualité", a déclaré mardi le président de la Biotechnology Industry Organization (BIO), après la décision de la FDA.

Depuis la naissance de la brebis Dolly, premier mammifère cloné né en 1997 en Grande-Bretagne, l'industrie biotechnologique américaine a investi dans le clonage pour parvenir à reproduire un cheptel doté des meilleures qualités génétiques.

Mais cette technique reste encore nouvelle et coûteuse. Elle consiste à transférer le noyau (contenant l'ADN) d'une cellule adulte dans un ovule dont on a préalablement retiré le noyau, afin de créer un embryon qui sera le clone de l'animal adulte ayant fourni son ADN

Ce long délai de la FDA à autoriser ces produits s'explique par les réserves de professionnels comme les producteurs de produits laitiers et par l'opposition des groupes de consommateurs. "La décision non-réfléchie de la FDA ignore la volonté du public et du Sénat et ouvre une boîte de pandore", a déclaré Andrew Kimbrell, un responsable du "Center for Food Safety" (centre pour la sécurité alimentaire).

Pour la sénatrice démocrate Barbara Mikulski (Maryland, est), "la FDA a agi imprudemment". "Si nous découvrons un problème sanitaire avec ces produits une fois sur le marché, et dont l'origine ne figurera pas sur l'étiquette, il sera impossible de les rappeler comme pour un médicament", a-t-elle dit.

Elle avait fait adopter en décembre un amendement à la version du projet de loi agricole (Farm Bill) du Sénat prévoyant deux études préalables avant un feu vert de la FDA, une évaluation de l'impact commercial et une sur l'acceptabilité du public.

Des professionnels comme les producteurs de lait sont aussi réticents. Ils craignent que ce feu vert ne nuise à l'image des produits agricoles américains et n'affecte les exportations.

Climat : le prix Nobel Rajendra Pachauri prône un changement de mode de vie
2008-01-16

PARIS (Source vérifiée)

Moins de viande, moins de shopping et moins de voitures : en visite à Paris, le président du Groupe d'experts sur le changement climatique et prix Nobel de la Paix Rajendra Pachauri a délivré son ordonnance pour sauver le climat : "changer de mode de vie".

Economiste de formation, spécialiste des questions d'énergie, M. Pachauri qui préside le Giec (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) depuis 2002 se préoccupe d'environnement depuis des décennies, à la tête de l'Institut pour l'énergie et les ressources de New Delhi (Teri).

Parallèlement aux efforts faits par la communauté internationale pour lutter contre l'effet de serre à l'occasion de la conférence de l'ONU sur le climat en décembre à Bali, qui l'ont "encouragé", il explique courir le monde pour provoquer "un sursaut" et "changer les mentalités" des citoyens.

"Il s'agit vraiment de changer d'état d'esprit, de développer un comportement par lequel on évalue les options en présence et les actions à mener pour minimiser son empreinte écologique", a-t-il souligné au cours d'une escale de deux jours à Paris, avant Londres puis l'Antarctique.

Le "Vélib" (qui consiste à mettre à disposition en libre-service des bicyclettes) parisien, qu'il a découvert le matin même, l'a ravi : "un merveilleux progrès", estime-t-il. "En marchant ou roulant à vélo, on peut faire une énorme différence".

A l'inverse, il ne voit pas d'un bon oeil la course effrénée aux quatre roues qui s'empare des pays émergents dont le sien, l'Inde, où le constructeur Tata vient de lancer sa "Nano" à 2.500 dollars, dont il espère écouler un million d'exemplaires par an.

"Ce n'est certainement pas la solution dans un pays comme l'Inde, avec tellement de pauvres. Il vaudrait mieux développer les transports publics", martèle-t-il, reconnaissant qu'il ne va "pas être très populaire en disant ça".

"Autrefois, dans mon institut, les jeunes rêvaient d'un deux roues, maintenant ils veulent une voiture et malheureusement ils en ont les moyens." Lui-même a une voiture, confie-t-il : mais il est passé du "4x4 à la Toyota Corolla".

A l'heure des soldes dans les grandes capitales occidentales, le Dr Pachauri dénonce d'une

manière générale la dérive consumériste : "Je hais le shopping, acheter des choses juste parce qu'elles sont disponibles".

Il ajoute qu'on pourrait aussi "éteindre les lumières" qui inondent le salon de la Caisse des dépôts, établissement considéré comme étant le "bras financier" de l'Etat français, où il reçoit la presse et plaide, en végétarien convaincu : "S'il vous plaît, mangez moins de viande !"

"Ce n'est pas très bon pour la santé et c'est un produit fortement émetteur" de gaz à effet de serre. Selon une étude japonaise parue en juillet, produire un kilo de boeuf équivaut à trois heures de conduite en laissant les lumières allumées chez soi, soit 36,2 kilos de CO2...

Par son mode de vie, Rajendra Pachauri aurait une empreinte écologique assez légère si elle n'était "plombée" par ses très nombreux déplacements en avion, "énergivores" et fortement émetteurs en dioxyde de carbone (CO2, le principal gaz à effet de serre).

"Mais je n'ai pas le choix : c'est mon travail et ma responsabilité de propager le message du Giec dans le monde". Le 4e rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, publié en 2007, précise l'ampleur et la gravité du réchauffement.

"En temps de guerre, les gens sont capables de changer rapidement de mentalité : je dois projeter le message sur la réalité du changement climatique de façon à provoquer un sursaut, à les secouer".

A 67 ans, il n'a "pas encore décidé" s'il serait candidat en septembre à sa propre succession à la tête du Giec : continuer de voyager à ce rythme alourdirait encore son "empreinte carbone".

Les chimpanzés mangent de la terre pour mieux se soigner

LE MONDE | 14.01.08

Plus on l'explore, plus la connaissance empirique que les chimpanzés ont de la médecine laisse pantois. On les savait capables d'avaloir, pour leurs vertus vermifuges, les feuilles rugueuses et velues d'une plante herbacée. Ou de mâcher longuement les tiges d'un petit arbre, au jus très amer mais riche en composés antiparasitaires. Et il apparaît maintenant que nos plus proches cousins mangent régulièrement de la terre... pour mieux se protéger du paludisme !

"Les chimpanzés consomment les feuilles d'un arbre, *Trichilia rubescens*, dans lesquelles nous avons isolé deux molécules aux fortes propriétés antipaludéennes", explique en préambule Sabrina Krief. Depuis 1999, cette jeune vétérinaire, primatologue au Muséum national d'histoire naturelle de Paris, a effectué plusieurs missions en Ouganda, dans le parc de Kibale où vit une communauté de chimpanzés. Désireuse d'étudier la façon dont se soignent ces grands singes, désormais menacés de disparition dans leur milieu naturel, son équipe est passée maître dans l'art de repérer les individus malades et de les suivre pour observer leur comportement alimentaire.

"En approfondissant ce travail, nous nous sommes rendu compte que les singes, juste après avoir ingéré les feuilles de *T. rubescens*, consomment parfois de la terre, poursuit la chercheuse. Une terre rouge située sous la surface du sol, que les médecins locaux utilisent également pour soulager les diarrhées." Les diverses vertus thérapeutiques de la terre - riche, notamment, en minéraux rares - sont en effet connues de nombreuses sociétés traditionnelles et il n'est guère que dans notre Occident que sont traités de fous ceux qui s'adonnent à la géophagie.

Avec Noémie Klein et François Fröhlich, deux collègues du Muséum, Sabrina Krief a analysé la composition de cette terre. Les résultats, publiés depuis quelques jours sur le site Internet de la revue *Naturwissenschaften*, montrent que l'élément majoritaire des échantillons testés est la

kaolinite : une substance active utilisée en médecine pour apaiser les troubles digestifs. Mais pourquoi les chimpanzés mangent-ils cette terre en association avec les feuilles de l'arbre *T. rubescens* ? Pour le savoir, les chercheurs ont mis au point un protocole expérimental mimant la digestion. Surprise : alors que les feuilles seules, une fois dégradées par les sucs gastriques, ne présentent pas ou peu d'activité antipaludéenne, celle-ci apparaît nettement augmentée par l'association avec la terre.

Tout se passe donc comme si cette terre riche en kaolinite potentialisait les propriétés biologiques des molécules antipaludéennes contenues dans les feuilles. De quelle manière ? Cela reste à élucider. Comme il reste à comprendre l'extraordinaire instinct de ces grands singes, auxquels nous devons peut-être, en matière de médication naturelle, une partie de notre culture ancestrale. Une raison de plus pour les protéger, eux et l'habitat tropical qui héberge leur pharmacopée.

Catherine Vincent

Article paru dans l'édition du Monde du 15.01.08.

Portables : "Nous manquons encore de recul"

Plusieurs associations de défense des consommateurs viennent de demander l'interdiction du téléphone portable commercialisé pour les enfants. Le scientifique Olivier Merckel fait le point sur les risques sanitaires.

Quels sont les effets des ondes électromagnétiques ?

Il y a des effets biologiques, qui sont connus, et des effets sanitaires qui n'ont jamais été démontrés. Pour prendre un exemple : si on place sa main devant une bougie, ça chauffe c'est l'effet biologique, ça brûle c'est l'effet sanitaire. Pour les effets sanitaires des ondes électromagnétiques de haute-fréquence -celles des téléphones portables-, les études sont contradictoires. Sur le long terme, les doutes concernent les conséquences au niveau du cerveau. Il y a une possibilité que le faible risque de tumeur augmente. Mais, nous manquons encore de recul. Cela fait environ dix ans que le grand public utilise cette technologie et les tumeurs du cerveau ont des temps de latence très longs, environ vingt ans. C'est très difficile de conclure. Cependant, il y a des normes d'exposition au public qui sont basées sur des études scientifiques et, en France, tous les appareils commercialisés respectent ces normes.

Pourquoi les enfants sont-ils davantage exposés ?

Leur système nerveux est en plein développement, ils ont une sensibilité plus forte aux causes environnementales. Le problème vient également de l'accumulation à l'exposition. Si cette exposition démarre dès l'âge de trois ans et dure toute la vie cela va faire un temps très long. Enfin, des études tentent actuellement de savoir si les enfants absorbent davantage les ondes que les adultes.

Etes-vous favorable au principe de précaution ?

Plutôt que de principe, qui sous-entend des doutes très forts, nous parlons d'attitude de précaution. Depuis 2003, l'Afsset recommande l'utilisation de kit main libre ainsi que la prise en compte de la qualité de réception. Lorsque la réception est mauvaise, les ondes sont plus fortes et nous sommes plus exposés. L'Agence déconseille également l'utilisation du portable chez les enfants. Enfin, il faut inciter les parents à informer les adolescents sur les façons de limiter l'exposition aux ondes.

Que pensez-vous des autres sources d'ondes électromagnétiques ?

Les autres sources -WiFi, télévision, antenne-relai-, contribuent assez peu à l'exposition. La plus grande quantité de rayonnement absorbé par le corps vient vraiment du téléphone

portable.

Judith Korber

<http://www.metrofrance.com:80/fr/article/2008/01/16/17/3357-37/index.xml>

Sommaire de l'envoi du 17 janvier 2008 :

- Abeilles: des associations réclament le retrait du pesticide Cruiser
- UE: un comité éthique émet des "doutes" sur les produits d'animaux clonés

Abeilles: des associations réclament le retrait du pesticide Cruiser

2008-01-16

PARIS (Source vérifiée)

Les associations Terre d'Abeilles et MDRGF ainsi que la chaîne de magasins Jardin Bio réclament mercredi le retrait de l'autorisation du pesticide Cruiser, dans une pleine page de publicité où elles interpellent le président de la République.

"Monsieur le Président, vous venez de prendre une décision qui vous honore en refusant les OGM pesticides sur notre territoire. Alors pourquoi autoriser le pesticide Cruiser dont la matière active est le Thiamethoxam?" écrivent les trois partenaires sur une pleine page de publicité du quotidien Le Monde daté jeudi.

"Arrêtons le massacre!" lancent-elles, en reprenant une phrase attribuée à Albert Einstein selon laquelle "si l'abeille disparaît, l'humanité en a pour 4 ans".

Le pesticide incriminé "est de la même famille que les deux dangereux pesticides interdits sur avis du Conseil d'Etat en 2004", indique le texte.

Les associations rapprochent le Cruiser du Gaucho et du Regent, deux insecticides incriminés dans la surmortalité des abeilles.

Terre d'Abeilles met en cause l'expertise de l'Agence Française de sécurité sanitaire des aliments (Afssa) sur laquelle s'est appuyée le ministère de l'Agriculture pour autoriser le Cruiser.

"Les protocoles d'expérimentation (de l'Afssa) sont médiocres et insuffisants et attestent d'une profonde méconnaissance de la biologie de l'abeille et de l'organisation d'une colonie d'abeilles", a déclaré à l'AFP Béatrice Robrolle-Marcy, présidente de l'association Terre d'abeilles.

Pour Terre d'Abeilles, le Cruiser dont la matière active est le Thiamethoxam, est "ultra toxique".

Mme Robrolle-Marcy s'est rendue mercredi au siège de l'Afssa où deux experts de son association ont été reçus séparément par le collège d'expertise scientifique de l'Afssa pour faire valoir leurs arguments, a-t-elle indiqué.

Les représentants de la filière apicole et plusieurs associations de défense de l'environnement, dont Greenpeace et le Mouvement pour le droit et le respect des générations futures (MDRGF) ont dénoncé ces derniers jours le feu vert donné à l'utilisation du Cruiser, estimant qu'il bafouait le principe de précaution.

Le ministère de l'Agriculture a autorisé récemment pour un an l'usage du Cruiser, en l'assortissant de "précautions maximales", assure-t-il, prévoyant une évaluation et une limitation de la période d'utilisation au 15 mai, avant la floraison.

UE: un comité éthique émet des "doutes" sur les produits d'animaux clonés
2008-01-17

BRUXELLES (Source vérifiée)

Le comité de bioéthique de la Commission européenne a émis des "doutes" sur la commercialisation de viande et de lait issues d'animaux clonés, prenant le contre-pied de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA).

"Compte tenu de l'ampleur actuelle des souffrances et des problèmes de santé des animaux porteurs et des animaux clonés, le comité doute de la justification éthique du clonage des animaux à des fins alimentaires", souligne-t-il dans un communiqué publié jeudi.

A l'heure actuelle, le comité "ne voit pas d'arguments convaincants justifiant la production de nourriture à partir de clones et de leur progéniture", précise le communiqué.

Si malgré tout, l'Union européenne devait autoriser la commercialisation de tels produits, il recommande d'appliquer plusieurs critères stricts.

Il demande que l'innocuité de ces produits pour la consommation alimentaire humaine soit garantie et que des études scientifiques soient menées régulièrement au sujet de la progéniture des animaux clonés.

L'UE devrait aussi s'assurer que les animaux clonés utilisés soient bien traités, qu'une traçabilité efficace des bêtes soit mise en place, ainsi qu'une stricte surveillance aux frontières pour l'importation des produits clonés, afin qu'ils respectent les mêmes critères qu'à l'intérieur de l'UE.

Le comité d'éthique européen sur la science et les nouvelles technologies (EGE), qui a été mis en place par la Commission européenne, a rendu cet avis lors d'une réunion mercredi.

A l'inverse, vendredi, l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) avait, dans un avis préliminaire, jugé "très improbable" une différence de sécurité alimentaire entre les produits, tels que viande et lait, provenant d'animaux clonés et ceux issus d'animaux élevés de manière traditionnelle.

L'avis du comité intervient aussi alors que l'Agence américaine de réglementation des produits alimentaires (FDA) a donné son feu vert à la commercialisation de produits issus de bovins, d'ovins et de porcs clonés, les jugeant sans risque pour la consommation humaine.

La perspective d'une décision similaire en Europe a déjà suscité de nombreuses protestations dans l'Union européenne.

Outre le comité de bioéthique, la Commission européenne s'est engagée à consulter les citoyens européens avant toute décision.

"Il est très important pour nous" d'avoir l'opinion des Européens sur cette question, a affirmé mercredi le commissaire européen à la Santé Markos Kyprianou devant quelques journalistes à Bruxelles.

Il a ajouté qu'aucune décision rapide ne serait prise, faisant valoir que l'EFSA ne rendrait son avis final sur la question qu'en mai. "Nous avons un peu de temps" à présent, a-t-il dit.

Le dilemme de la Tata Nano: sortir de la pauvreté ou être écolo

Par Anne Applebaum (Slate.com) Rue 16/01/2008

Si vous ne l'avez pas encore fait, découvrez la "Nano", sans doute la voiture la plus significative de la décennie. Petite et mignonne, elle peut contenir quatre personnes et un sac

molletonné, a un seul essuie-glace, atteint 110 Km/h, et peut être à vous pour la somme royale de 2 500 dollars (environ 1700 euros), soit moitié moins que le moins cher des véhicules du marché.

Mais, pour ceux qui se posent des questions philosophiques, la "Nano" débarque avec son problème moral: que se passe-t-il lorsque la défense de l'environnement, idée très louable et très tendance, entre en conflit avec l'objectif, tout aussi louable et tout aussi tendance, d'améliorer la vie des pauvres?

Pour la "Nano", qui est produite en Inde, ce dilemme est congénital. Certes, cette voiture reste hors de portée pour les plus pauvres, elle représente une opportunité évidente pour cette catégorie d'Indiens qui accède à peine à la classe moyenne, dans un pays en croissance. Le fabricant [la société indienne Tata, ndlr] expliquait en dévoilant la voiture au récent Salon de l'auto de New Delhi:

"J'espère que cette voiture changera la manière avec laquelle les gens se déplacent en Inde rurale. (...) Nous sommes un pays d'un milliard d'habitants, mais la plupart d'entre eux se voient nier la possibilité de la mobilité."

Un problème environnemental potentiellement énorme

Mais si tout va bien, quelque 250 000 voitures seront produites dès la première année, un chiffre qui augmentera rapidement à mesure que de nouvelles lignes de production seront ouvertes en Afrique, en Amérique latine et en Asie du Sud-Est.

Bien que la "Nano" utilise moins de carburant que les voitures plus grosses, leur nombre potentiellement énorme pose des problèmes environnementaux tout aussi énormes. Et comme il faudra du temps avant que les propriétaires de "Nano" puissent se payer des véhicules hybrides à plus de 20 000 dollars, ou plus extravagant, des prototypes à hydrogène qui coûtent plus de 10 millions de dollars pièce, cela signifie une augmentation significative des émissions de gaz carbonique et d'autres agents polluants.

Le principal expert climatique des Nations unies, l'Indien Rajendra Pachauri, président du Groupe intergouvernemental d'experts sur le climat (Giec), qui a obtenu avec Al Gore le prix Nobel de la paix, confie qu'il a des cauchemars à ce sujet.

Ce qui est vrai des voitures l'est de plein d'autres produits. Il y a un énorme décalage entre les produits bons marché et de consommation de masse, et les produits verts. Il suffit de voir les produits organiques de nos supermarchés qui coûtent plus cher que les autres. Vous pouvez avoir bonne conscience lorsque vous les achetez -c'est mon cas!-, mais ça ne nourrira pas les foules.

L'alimentation de masse, pour l'instant, ce n'est pas un secret, est toujours basée sur l'agriculture high-tech, sur des engrais chimiques, voire sur des cultures génétiquement modifiées. Les moyens modernes de communication et de transport -voitures, téléphones, ordinateurs- rendront peut-être les pauvres plus riches.

Il y a beaucoup de partisans du développement durable qui pensent qu'on peut obtenir moins de pauvreté, moins de pollution, et des émissions de CO2 plus faibles, le tout en même temps. Mais ce phénomène n'arrive nulle part dans le monde réel, comme le montre l'apparition de la "Nano".

Concilier la voiture de masse et la lutte contre le réchauffement climatique

Il ne s'agit pas ici de produire une argumentation idéologique, ou de donner des excuses aux industriels américains [ou occidentaux en général, ndlr] avec leurs Hummers.

Je n'apporte pas non plus, hélas, de réponse adéquate au problème exposé plus haut, je ne fais que rappeler des faits connus. Sans doute devrait-il y avoir sur le marché une voiture "propre" à 2 500 dollars, mais pour le moment il n'y en a pas. Il devrait y avoir un moyen de concilier la production de voitures de masse et le réchauffement climatique, mais on ne l'a pas encore trouvé.

Il n'y a pas de raison fondamentale pour que de bonnes politiques environnementales soient contradictoires avec la croissance économique, mais actuellement c'est souvent le cas. Dans de nombreux pays, le désir de sortir de la pauvreté est plus fort que celui de respirer de l'air pur: si vous ne me croyez pas, regardez les photos de Pékin dans le brouillard.

La technologie nous sauvera peut-être. Mais, en attendant, les discussions globales sur l'environnement et les changements climatiques seraient infiniment plus pertinentes si les participants, surtout ceux qui portent de la haute couture organique, acceptent les termes réels de l'échange.

A la récente conférence de Bali sur le changement climatique, il a été question de compensations pour les pays en développement qui protégeraient leurs forêts, et de subventions pour l'adoption de technologies propres. Si, à la prochaine conférence, les délégués pouvaient consacrer quelques minutes de leur temps aux millions de "Nano" qui s'appêtent à déferler sur les routes d'Inde et d'ailleurs, nous saurons alors qu'ils sont vraiment sérieux.

Quel avenir pour les grands singes ?

Dinard - Bretagne

Conférences et exposition

Du 19 janvier au 2 mars 2008

Palais des Arts et du festival - Dinard

Communiqué

Plus qu'une interrogation qui restera d'ailleurs sans réponse, il s'agit bien plutôt d'une inquiétude profonde avant qu'il ne soit trop tard... Gorilles, chimpanzés, bonobos, orangs-outans constituent à eux quatre la famille des grands singes. Nous avons en commun 96% de patrimoine génétique, et jusqu'à 99.4% avec le bonobo. Cependant, toutes ces espèces sont aujourd'hui menacées d'extinction à très court terme. Epidémies, braconnage, trafic, déforestation rendent leur survie plus que périlleuse. D'une population estimée à 1 million en 1960 il resterait moins de 300 000 chimpanzés aujourd'hui.

Le nombre des bonobos a été divisé par 10 en 20 ans et les orangs-outans, nos voisins asiatiques, seront peut-être les premiers à disparaître d'ici 2015.

Pour cette 8ème Saison Mimosa, après les succès retentissants des pharaons, des minéraux ou des papillons, nous avons voulu poser notre regard dans celui des primates.

Cette exposition veut démontrer l'urgence de changer notre rapport à la planète et elle est aussi un formidable enseignement sur tout ce qui constitue le quotidien, les habitudes de vie des grands singes, la fascination de l'homme devant ces cousins qui sont si peu différents de nous .

Au travers de conférences, de films, d'exposition de peinture, petits et grands vont approcher le monde si complexe du gorille sage et coquin, du chimpanzé plus extraverti, de l'astucieux bonobo, de l'orang-outan drôle et secret .

L'homme fait partie intégrante de la nature, son écosystème est le plus vaste et le plus diversifié sur la planète. Son expansion bouscule et menace la biodiversité et par là même sa propre survie et si par malheur nos proches parents disparaissaient, ce serait avec eux l'effacement irrémédiable de nos origines et le silence pour toujours à cette question qui nous taraude : « En quoi sommes-nous des hommes ? ».

Sylvie MALLET,

Commissaire général de l'exposition

Adjointe à la Culture

L'exposition

Objectifs de l'exposition

- Remonter jusqu'aux origines de l'homme.
- S'interroger sur ce qu'est l'homme.
- Parler de la disparition des grands singes, c'est s'interroger sur l'avenir de l'homme sur Terre.
- Mobiliser localement les esprits et attirer l'attention sur la condition des grands singes et de leurs habitats.
- Montrer que la sauvegarde des grands singes, c'est la sauvegarde de l'homme.
- Montrer que des projets de développement durable sont générateurs de revenus bénéfiques pour les populations qui vivent dans ou proche des habitats des grands singes.
- Des questionnements d'actualité scientifique.

Partie 1

Introduction et définitions :

- Les singes
- Les grands singes
- L'homme

Partie 2

Présentation de spécimens : singes et grands singes dans leurs milieux respectifs

Partie 3

Galerie de portraits

La parenté avec l'homme à partir de visuels de mimiques et de gestuelles chez les grands singes

Partie 4

Evolution des populations de grands singes : vers une disparition ?

- Les menaces à court terme : la viande de brousse, les massacres, la mort indirecte (maladies, exploitations, guerres).
- Les menaces à moyens et longs termes : la perte et la perturbation des habitats naturels : déforestation, exploitation forestière, développement d'infrastructures, cultures

Partie 5

Sauvegarder (l'avenir) des grands singes :

- les études, la présence et la protection sur le terrain.
- La réglementation
- La mobilisation citoyenne
- L'éco-tourisme
- Les sanctuaires pour rescapés
- Les repeuplements

Partie 6

Singes et grands singes dans les cultures du monde : l'Asie, l'Afrique, l'Occident.

Partie 7

Les grands singes et l'homme. Si proches. et pourtant si différents.

- Le développement et l'éducation des jeunes primates
- La culture
- Les différences
- La parenté morphologique
- La parenté génétique

Conférences

Palais des Arts, salle C. Debussy. Entrée libre

Samedi 19 janvier 2007

Conférence inaugurale - à 15h00 - Palais des Arts - Entrée libre

Yves Coppens, paléontologue et paléoanthropologue

Yves Coppens est actuellement l'un des plus grands spécialistes français de l'évolution humaine.

Homme de terrain il a entrepris de nombreux chantiers de fouilles souvent fructueuses comme, par exemple, la découverte de la célèbre Lucy.

Homme de réflexion, il a développé plusieurs théories sur les hominidés et les panidae.

Dimanche 20 janvier 2007 -

Conférence - Palais des Arts - Entrée libre - horaire à définir

Yves Coppens et Pascal Picq, paléoanthropologue

Samedi 2 février 2008 -

"Ces forêts qu'on assassine "

Palais des Arts - 15h - Entrée libre

Emmanuelle Grundmann, Primatologue et auteur

Suite à un travail de thèse sur la conservation des orangs-outans à Bornéo, Emmanuelle travaille régulièrement comme conseiller scientifique bénévole sur des projets de réintroduction de primates dans leur milieu naturel, mais aussi, plus généralement, sur la protection des grands singes en Afrique centrale et en Indonésie à travers diverses ONG ainsi qu'en Amazonie avec l'association Ikamaperu.

Conférence suivie d'une séance de signatures de l'ouvrage de Emmanuelle Grundmann et Cyril Ruoso, Etre singe (éd. de la Martinière)

Nous ne descendons pas du singe, nous sommes des singes.

Bourré d'anecdotes et écrit dans un langage accessible, découvrez en quoi notre comportement ressemble beaucoup à celui des chimpanzés ou des bonobos.

A lire avant que nos cousins primates ne disparaissent...

En pratique

L'exposition "Quel avenir pour les grands singes "

Horaires :

Tous les jours, de 14h à 19h

Entrée libre

Tarifs :

Entrée gratuite

Lieu de l'exposition :

Palais des arts

Boulevard Wilson, (à proximité de la piscine municipale)

Dinard

Réservations (groupes)

Tel: 02.99.46.50.63

Fax: 02.99.88.10.67

Guillaume Moricourt, auteur « d' Agriculture et Santé » aux Editions Dangles

<http://guillaume.moricourt.ifrance.com/agricultureetsante>

Grenelle de l'environnement et Union Européenne : OU VA LE BIO ?

En pleine mise en place du Grenelle de l'Environnement, le 12 juin 2007, le Conseil européen a décidé de réformer la réglementation du bio européen. Christine Lagarde, lors de son bref passage au ministère de l'Agriculture, a donné son accord au nom de la France, lorsque, dans

un débat houleux, seules la Hongrie, l'Italie, la Belgique et la Grèce se sont prononcées contre cette réglementation qui doit commencer à s'appliquer en 2009, et qui impose au bio d'accepter, sans pouvoir se défendre, d'être contaminé par des OGM jusqu'à une hauteur de 0.9%.

Comment autorise-t-on un OGM dans l'UE ? La procédure de décision mérite le détour. Dans un premier temps, on discute, dans des comités techniques de la commission européenne, autour du dossier d'habilitation remis par le semencier. Celui-ci doit prouver, par une belle documentation, qu'il a tout mis en œuvre pour certifier l'innocuité de son OGM. Au passage, remarquons que les institutions européennes n'ont pas les moyens de procéder sérieusement à des contre-expertises. On demande encore son avis à l'Autorité Européenne de Sécurité des Aliments (AESAs - EFSA). Puis on vote. Avec une constance remarquable, on peut remarquer qu'il n'y a jamais de majorité qualifiée pour adopter l'OGM.

Alors, on s'en remet au conseil des ministres, la plus haute instance de nos institutions démocratiques dans l'Union Européenne. Chaque Etat prend le soin de demander conseil à son propre organisme national (Commission du Génie Biomoléculaire, voire AFSSA en France). Même constance : on peut encore remarquer qu'il n'y a jamais de majorité qualifiée pour adopter l'OGM au conseil des ministres.

Et dans une saine démocratie, on devrait en rester là, et ne pas autoriser l'OGM. Mais la démocratie européenne n'en est pas une. Dans le cas de non acceptation d'un OGM, c'est la commission qui décide en dernier ressort. Etrange pratique de démission, qui réserve une décision politique à un organisme technique non élu, alors que les élus des Etats Nations n'ont pas trouvé d'accord pour accepter l'OGM.

Et, depuis cette procédure de 2001, tous les OGM ont été acceptés par la commission, en dernier ressort, au mépris du vote du conseil : le maïs Bt11 de Syngenta a été autorisé par la commission en mai 2004, contre l'absence de décision du Conseil du mois précédent (Hervé Gaymard, ministre de l'agriculture de la France à la sortie du conseil des ministres, a pu avoir cette remarque troublée : « S'il n'y a pas de majorité, il devrait y avoir refus... ») ; le maïs NK603 de Monsanto a été accepté par la commission en octobre 2004 après une non-acceptation par le conseil en février 2004. et ainsi de suite !

L'embryon de Haute Autorité pour les OGM mise en place par Nicolas Sarkozy, qui comprend notamment la société civile, vient de provoquer l'interdiction de l'OGM MON810 (Monsanto). Il ne sera pas semé ce printemps. Bravo ! la démocratie retrouve ses droits : mais pour combien de temps, car ceci n'est que provisoire ?

L'UE a donc imposé au bio de tolérer 0.9% d'OGM dans ses produits. Pourquoi ? Car les fabricants peinent à développer leurs ventes du fait de l'existence du bio. Combien de semenciers OGM ont du entendre cette objection : « Je ne peux pas planter d'OGM, car sinon, je vais conduire à la faillite des producteurs bio suite à des contaminations dont j'ai peur d'être rendu responsable. » Effectivement, le producteur bio qui ne demande pas à être contaminé insiste sur le fait que c'est au pollueur, au contamineur d'OGM sous contrat des semenciers, de payer les pots cassés. Mais pour les lobbies des OGM et des pesticides de Bruxelles, pour la Commission européenne, les derniers freins à l'essor de l'industrie des biotechnologies doivent être contrés. Pas pour l'opinion publique européenne, justement hostile à hauteur de 85% aux OGM. Ceux-ci ne sont pas convaincants, et des expériences ont montré leur danger potentiel. De plus, nous n'en avons pas besoin !

Une brèche est donc ouverte pour l'agriculture bio de 2009, pour conforter les contamineurs, pour qu'ils puissent planter leurs OGM sans que le bio, empêcheur de tourner en rond, puisse un jour leur demander des comptes. Subtilement, les OGM restent interdits dans le bio, mais tout le monde sait bien que la dissémination des OGM est obligatoire une fois commencée ; c'est tout simplement naturel, et ce n'est qu'une question de temps. Aussi l'hypocrisie de ce règlement est totale. Les producteurs bio ne pourront se défendre, comme les autres

producteurs, et tout le monde devra être devant le fait accompli. Et au fur et à mesure, ce ne sera plus une limite de 0.9% d'OGM qui sera suffisante. alors, on élèvera la norme. Nos dirigeants européens, en bons politiciens, savent être patients et opportunistes.

Le cahier des charges du bio encore actuel, a eu le mérite, d'abord seulement pour les productions végétales, puis également pour les productions animales, de se construire de manière participative entre les responsables politiques et les producteurs, qui, fait rare dans une profession, ont toujours eu la préoccupation éthique de leur activité, et se sont eux-mêmes imposé des normes, des interdictions, des contrôles par des organismes indépendants, pour le respect de la terre, des animaux, de leur travail, de leurs consommateurs, des générations futures.

De participation, il n'y en a pas eu cette fois ci. Les producteurs, les consommateurs, les associations écologistes. ont du subir une attaque à peine voilée contre le bio, dès décembre 2006, lorsque la commission européenne a essayé, par le forcing, d'imposer un nouveau règlement sous la présidence finlandaise. Mais la ficelle était trop grosse, et elle a du composer.

Que proposait-elle, outre, déjà, l'obligation d'accepter des contaminations d'OGM à hauteur de 0.9% ? D'accepter les produits chimiques dans l'agriculture bio, « au cas où des substances naturelles ne sont pas disponibles dans le commerce ». Cette limitation n'a dupé personne. C'était rendre l'utilisation des pesticides incontrôlables par les organismes de contrôle, tels Ecocert, Qualité France, Agrocert, Aclave, Certipaq, Ulase. Ce projet européen visait manifestement la fin du bio en le diluant dans une dose de pesticide.

Ce projet de la commission européenne souhaitait encore favoriser les producteurs « bio » laxistes contre les vrais producteurs bio, en empêchant ces derniers de faire valoir sur leurs étiquettes l'absence d'utilisation de pesticide, ou de contamination par les OGM, ce que la technocratie avait baptisé de « refus de la flexibilité négative ». En clair, obliger tout le monde à accepter la débandade vis-à-vis de l'utilisation des pesticides, et, dans la même veine, la Commission a souhaité obliger le bio à passer sous les fourches caudines d'un logo européen unique, couvrant le laxisme au lieu de représenter la rigueur d'une pratique réellement organique, pour niveler le marché par le bas.

Rappelons que le refus des pesticides par l'agriculture bio n'a rien de théologique : ce simple refus impose à l'agriculteur de travailler sa terre, de la nourrir correctement par des composts, des fumiers ou des engrais verts, de la préserver par des assolements, de protéger ses plants par des insectes auxiliaires. ce qui l'oblige à des contraintes variées que l'industriel agricole ne supporte plus.

L'objectif de la Commission était clair. Elle ne souhaite plus une agriculture bio qu'elle juge minoritaire, élitiste, et semble souhaiter la diriger vers une sorte d'agriculture « raisonnée », attifée de l'illusion du « raisonnable ». Que le bio rentre dans le rang ! Et qu'il laisse la voie libre aux OGM !

Et, cerise sur le gâteau, la Commission voulait s'arroger le droit d'écrire elle-même les modalités pratiques du nouveau règlement. Ce qui n'a pas peu participé au tollé et la Commission a du en rabattre en décembre 2006 et accepter le débat. Mais le débat parlementaire qui a suivi n'était pas vraiment dangereux, puisque le Parlement Européen n'avait qu'un petit pouvoir consultatif, et, une fois son rapport voté, il a appartenu au Conseil de statuer.

La fronde a été conduite avec brio par Marie Hélène Aubert, député Verte française, et le Parlement Européen rappellera en mai 2007 (à 91% des votants, droite et gauche confondus) que le bio doit utiliser, des produits naturels si nécessaire, et non des pesticides chimiques. Il demandera encore de conserver le taux de contamination en OGM acceptable pour le bio à 0.1%, seuil encore actuel et seuil technique de détection. Il tentera, en vain, de s'arroger le droit de co-décider au règlement avec le Conseil (par 94% des voix), pour ne pas laisser le

Conseil suivre aveuglément la commission. Il estimera encore que l'étiquetage d'un avantage particulier ne doit pas être interdit à un producteur bio. Et qu'il est temps d'intégrer la restauration collective dans les contrôles du bio.

Le Parlement Européen sera quelque peu suivi : le Conseil a décidé le 12 juin 2007, pour 2009, la mise en place d'un logo européen, mais autorise toutefois la différenciation par l'acceptation de logos nationaux, mêmes privés. Il sera donc autorisé d'étiqueter un signe privé « 0% d'OGM ». Il a refusé de suivre la Commission sur l'emploi des pesticides en refusant de modifier les règles d'exceptions sur l'utilisation des pesticides de synthèse, assez verrouillées pour ne pas être utilisées. Les modalités pratiques ne sont pas encore connues à ce jour, il appartiendra à la commission de les rédiger.

Pour le moment, la Commission est donc parvenue à ses fins uniquement sur la question des OGM. Mais c'est trop, et sa volonté est sans doute intacte. Quel avenir pour le bio peut-on attendre de l'UE ? Le doute s'installe. La FNAB s'est engouffrée dans la brèche rendue possible des logos privés et compte bien établir un cahier des charges rigoureux, qui prendra date pour l'avenir.

Et l'agriculture biologique n'est pas sur une île déserte. Ce qui lui arrive aujourd'hui est à remettre dans la perspective de l'évolution de la politique agricole de l'Union Européenne. Dans la première version de la Politique Agricole Commune (PAC) de 1962, bon nombre de paysans (céréaliers, laitiers, producteurs de viande.), étaient aidés par les prix : soient ils vendaient à bon prix, soit ils vendaient à la Commission de Bruxelles à un prix garanti encore intéressant, laquelle stockait leur production en attendant mieux.

Ce qui permettait à ces paysans de ne se soucier que de produire le maximum. Ce système a produit ses effets au fil du temps, l'intensification a eu lieu, avec sa pollution induite. Car plus on épandait d'engrais chimiques, de pesticides, plus on gavait les animaux d'antibiotiques, plus on gagnait de l'argent.

Notons que dès l'origine, des filières entières n'ont pas bénéficié d'aides de la PAC : producteurs de volaille, de porcs, maraichers, producteurs de fruits.

Depuis, ce système a fait faillite en raison des surproductions anarchiques non régulées à temps qu'elle a impliquées. Les stocks de Bruxelles devenaient invendables, et le contribuable européen ne pouvait les supporter indéfiniment. Des quotas ont été imposés aux producteurs laitiers, et ailleurs on a freiné la production en remplaçant depuis 1992, bon an mal an, la garantie des prix et des débouchés par des primes compensatrices. La PAC est devenue moins avantageuse, et les agriculteurs ont commencé à compter les coûts de pesticides et d'engrais chimiques, et essayent aujourd'hui de transformer leurs contraintes en avantage commercial sous le mot « d'agriculture raisonnée ».

Depuis 2006, les primes PAC sont unifiées en une seule, correspondant à la moyenne du total versé les trois années précédentes, et elles déclinent progressivement, pour en 2012, normalement disparaître. Nouveauté, ces nouvelles primes, les DPU, peuvent être octroyées, même si l'agriculteur ne produit plus rien (découplage des primes avec la production) : on achète ainsi la paix sociale pour laisser le temps de vendre l'exploitation, de se reconvertir sur le marché agricole ou dans une autre activité.

Quel est donc le modèle européen sous jacent décidé par toutes ces révisions de politique économique ? Même s'il n'est pas affiché franchement comme tel, c'est bel et bien celui de l'autre agriculture européenne, celle qui n'a pas été aidée régulièrement par la PAC, sauf en cas de crise due à un scandale ou à une surproduction quelconque, celle des producteurs de porc, de volaille, etc...

Ces éleveurs ont dû, plus que leurs confrères aidés par les primes PAC, intensifier pour mieux résister aux concurrences des marchés, et ont pu encore plus polluer. À savoir : il n'y a pratiquement plus d'élevage de porc en extensif, hormis le porc Mistral, le porc de Corse, le porc bio. il n'y a presque plus d'élevage de volaille en extensif, hormis la volaille label rouge

ou l'AOC Volaille de Bresse, ou le bio évidemment.

Il reste par contre des élevages en extensif (ovin, bovin) dans les secteurs de la PAC. Dire que la PAC a favorisé l'intensif, c'est le moins qu'on puisse dire. mais dans les filières qui n'ont pas bénéficié des aides de la PAC, l'industrialisation a été encore plus violente. Alors qu'il reste encore des vaches dans des prés, l'accès à l'air est interdit à environ 90% des porcs ou des poulets (part des élevages hors-sol), qui se retrouvent entassés dans des camps de concentration, gavés d'anxiolytiques, d'antibiotiques. dans une odeur repoussante. On leur coupe le bec, la queue, on immobilise les truies pendant des semaines. le tout pour livrer des produits bas de gamme, seuls capables de tenir la concurrence dans la guerre des prix sur l'autel de la pensée unique libérale.

Dans le nouveau cours de cette PAC, de sa fin prochaine, sauf pérennisation un temps, il est demandé aux agriculteurs de se passer de primes, de résister à la concurrence internationale contre les importations de viande d'Argentine, de blé ukrainien, de volailles du Brésil. et de se mettre en conformité avec les désirs de l'OMC qui a pris le pouvoir dans les négociations internationales, ne jugeant que du niveau des prix et de l'ouverture des frontières, faisant fi des parités monétaires, ou des conséquences gênantes comme le niveau de pollution, la dégradation des sols, etc.

L'OMC fait la loi en n'optimisant qu'un sous-ensemble. Ce qui n'est pas le moyen d'organiser un développement durable. Mais la religion du marché est très vivace à Bruxelles, où l'on croit que « si un produit est acheté, c'est qu'il relève d'une bonne qualité ». C'est cet argument qui justifie la réorientation de l'agriculture vers le marché sans filet de sécurité.

Voilà donc l'histoire de la PAC dressée en quelques lignes. D'abord une organisation, vouée au développement de l'intensif au lendemain de la guerre. Sans doute, l'urgence motivait cette politique. Mais elle n'était pas pérenne et aurait du être réorientée avant de s'engluer dans une impasse, que nos dirigeants veulent quitter aujourd'hui par la cure du marché en achetant les agriculteurs par les DPU, même s'ils ne produisent plus.

L'avenir du bio s'inscrit dans ce mouvement général. On juge le bio trop puriste à Bruxelles, juste une niche bonne pour les bobos ! Le peuple veut des bas coûts, il n'est pas prêt à payer plus cher son alimentation, et l'agriculture doit rapporter des devises ! Et que le bio n'empêche pas le développement des biotechnologies Maigre vision.

Depuis cette pauvre perspective, en mai 2007, la FAO a au contraire préconisé le développement du bio au Nord comme au Sud, en appelant les responsables politiques à prendre l'ampleur du problème nutritionnel dans le monde, dont la terre est saccagée par le mode intensif.

Pour la Conférence Internationale sur l'Agriculture Biologique réunie sous l'égide de la FAO en mai 2007, le bio est capable de restaurer la santé des terres, d'amoindrir les pollutions.

Citons son rapport : « l'agriculture bio peut atténuer les effets des changements climatiques grâce à des mesures comme la fixation améliorée du carbone au sol » elle « permet de renforcer la sécurité hydrique dans plusieurs domaines : qualité de l'eau potable, diminution des besoins en irrigation des sols biologiques et augmentation des rendements dans des conditions de stress hydrique du à la variabilité climatique » elle « renforce la suffisance nutritionnelle, grâce à une diversification accrue des aliments biologiques, qui sont plus riches en micronutriments » elle crée de l'emploi : « l'agriculture bio stimule le développement rural, en créant des revenus et des emplois ».

En conclusion de son rapport, la FAO note : « il est indispensable d'établir un réseau international axé sur la recherche biologique » ; « une partie plus importante des ressources publiques devrait être consacrées aux sciences agroécologiques » ; « la capacité à affermir le rôle de l'agriculture bio dépend en grande partie de l'existence d'une véritable volonté politique »

Oui, le bio mérite plus que la place qu'on veut lui donner, en tout cas dans l'Union

Européenne. La perspective actuelle de l'UE, fondée sur le rêve utopique de la résolution des problèmes par la main invisible du marché ne peut pas conduire à la prise en compte de tous les problèmes. Gageons qu'une organisation réfléchie porterait de meilleurs fruits, tout en permettant au capitalisme de produire ses effets positifs pour la collectivité. Depuis le Grenelle de l'environnement, Nicolas Sarkozy a fixé un cap intéressant : 20% des surfaces cultivées en bio en 2020, dans 13 ans, ce n'est pas très ambitieux, mais conséquent. Mais en fonction de l'orientation de l'UE, effet d'annonce ou véritable politique ? Nicolas Sarkozy a pris le soin d'indiquer au président de la Commission que la France n'irait pas à contre-courant de l'UE.

Le prix du bio est le nerf de la guerre. Pourquoi les prix de l'intensif sont-ils plus bas que les prix du bio ? Car l'intensif est certes plus productif, mais aussi parce qu'il ne supporte pas tous les coûts de son activité, qui sont trop souvent laissés à la charge de la collectivité comme la pollution de l'eau. Et ne parlons pas des coûts de santé non chiffrables, dus aux nitrates des engrais chimiques dans les aliments, ou aux pesticides cancérigènes dans les produits, l'air, nos corps. De plus l'agriculture intensive est dressée pour chasser les primes, et elle touche environ 30% de primes en plus que le bio, qui, par exemple dans l'élevage primé par la PAC, vend moins souvent de bêtes en prenant plus de temps pour les élever que les industriels de l'intensif.

L'agriculture intensive exerce une concurrence déloyale, alors qu'elle n'est pas durable et nous envoie droit dans le mur ! Il faudrait d'abord mettre les produits de l'agriculture polluante à leur prix réel. C'est le principe du pollueur payeur. Le Grenelle de l'environnement souhaite la disparition de 50% des pesticides à l'horizon 2017, si possible. Mais on peut douter de la volonté politique, la FNSEA ayant obtenu qu'on ne retienne aucun calendrier de réduction. Ensuite, il faudrait renverser le favoritisme des aides : privilégier au premier chef l'extensif contre l'intensif. Ceci peut se réaliser par un plafonnement des aides par exploitation, qui stoppe la course au gigantisme, et laisse une part de travail à l'amélioration de la qualité. Eternel serpent de mer torpillé par les lobbies qui tiennent boutique à Bruxelles.

Certains pays européens accordent une rémunération de reconnaissance à leur agriculture biologique pour soutenir leur caractère écologique, pour contrer la concurrence déloyale de l'agriculture intensive. La France n'a concédé qu'un crédit d'impôt, bien insuffisant, mais qui devrait être doublé depuis le Grenelle de l'environnement.

Et bien sûr, il faudrait protéger cet ensemble des concurrences déloyales de l'extérieur (sociales et environnementales), en renouant avec le tarif extérieur commun, ce qui est l'inverse de la politique de sous-ensemble de l'OMC en matière agricole. Ceci ne peut que repeupler nos campagnes, et donner aux femmes et aux hommes un travail voué à l'harmonie avec la planète. L'agriculture n'est pas un secteur comme les autres.

On a compris que le bio est condamné à rester une niche ou à être lentement déprécié de sa vitalité, de son essence, par les projets de la commission. Saurons-nous résister ? Nicolas Sarkozy pourra-t-il imposer sa volonté de développement du bio, ou attend-il un refus de la Commission pour se justifier ?

Commençons en tous cas par refuser le seuil d'acceptation obligatoire d'OGM de 0.9% souhaité par le gouvernement Sarkozy et le conseil européen ; sinon tout le reste suivra.

Guillaume Moricourt

Auteur d'« Agriculture et Santé » aux Editions Dangles.

<http://guillaume.moricourt.ifrance.com/agricultureetsante>

POLLUTION AU MERCURE:

une urgence planétaire !

L'effet toxique du mercure sur la santé est connu depuis longtemps, notamment avec le cas maintes fois cité de la baie de Minamata au Japon où, dans les années 50, des centaines de personnes sont mortes après avoir mangé des poissons pollués au mercure. Mais ce n'est que tout récemment que la mise en place d'un traité international visant à réduire les concentrations en mercure dans l'environnement a été envisagée.

Vers un traité international

Du 12 au 17 novembre 2007, sous l'égide du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), s'est tenue à Bangkok une conférence internationale sur le mercure. Achim Steiner, directeur du PNUE, annonce alors que des mesures mondiales pour la réduction des rejets de mercure dans l'environnement s'imposent.

Depuis la pollution de Minamata dans les années 1950, aucun accord n'avait été envisagé au niveau mondial pour limiter les rejets de mercure. Alors pourquoi cette brusque accélération ? Le constat est simple. Dans un document intitulé « Evaluation mondiale du mercure » datant de décembre 2002, le PNUE remarque que la pollution au mercure est principalement due aux rejets atmosphériques.

La Chine est pointée du doigt : 70% de ses besoins énergétiques sont fournis par le charbon et utilisent le mercure dans son processus de fabrication. En pleine croissance, elle construit de plus en plus de centrales à charbon, les rejets atmosphériques en mercure augmentent donc en parallèle.

Mode d'action du mercure Des avis partagés

Thermomètres, baromètres, manomètres, amalgames dentaires, ampoules basse consommation, le mercure est partout. Outre le charbon, il est utilisé dans le processus de fabrication du PVC, dans la production de chlore ou d'extraction d'or et d'argent. La réduction des rejets de mercure dans l'environnement passe par son remplacement par des composés moins toxiques ou par l'utilisation de procédés industriels alternatifs. L'Union européenne, la Norvège, la Suisse, le Japon, le Brésil, les pays arabes et africains appellent à l'adoption prochaine d'une réglementation.

Les pays africains sont particulièrement sensibles à l'impact des déchets mercurés sur la santé des populations, déchets qu'ils acceptent sur leur sol pour des raisons économiques. Ils attendent avec impatience qu'un traité incite au remplacement du mercure par des composés moins toxiques.

Elena Lymberidi, chargée de campagne ZeroMercury au sein du Bureau européen de l'environnement, insiste : « Les Etats-Unis, la Chine, l'Inde, l'Australie et la Nouvelle-Zélande ne veulent pas de traité. » Beaucoup de thermomètres, baromètres sont fabriqués en Chine ou en Inde pour être exportés vers l'Europe et les pays en développement. Et la chargée de campagne de regretter : « L'Inde ne participait pas à la conférence de Bangkok et les Etats-Unis bloquent bon nombre de traités et de conventions relatives à l'environnement. »

Pour aboutir à l'élimination des produits à base de mercure d'ici à 2020, le PNUE envisage soit le renforcement de la Convention de Stockholm*, soit la mise en place d'un nouveau traité. Rendez-vous est donc pris lors de la prochaine réunion du PNUE à l'automne 2008.

* Convention de Stockholm : accord international signé en 2001 visant à interdire les polluants organiques persistants (les POP), particulièrement toxiques, se dégradant faiblement dans l'environnement et s'accumulant dans les organismes vivants.

Un enjeu pour l'Europe

Au niveau européen, la réglementation est en pleine évolution avec l'adoption en septembre 2007 d'une nouvelle directive (Directive 2007/51/EC) visant à éliminer certains instruments de mesure utilisant du mercure tels que les thermomètres d'appartement et les baromètres.

Cette nouvelle directive devra être transposée dans chaque pays européen d'ici à avril 2009. La France, quant à elle, réglemente l'utilisation des thermomètres au mercure depuis déjà dix ans. Même si au niveau européen la volonté de bannir le mercure de l'environnement est réelle, la contamination est parfois plus difficile à contrôler : la pollution atmosphérique ne s'arrête pas aux frontières.

Ainsi, dans un récent rapport du RIVM (Agence néerlandaise de l'environnement), J. Slootweg et al (2007)* constatent que les dépôts atmosphériques de mercure touchent 42 à 77% des écosystèmes européens. L'étude qui porte aussi sur le cadmium et le plomb, autres métaux lourds, montre que les pays de l'est et du nord de l'Europe (Suède, Finlande et pays Baltes) sont particulièrement exposés aux dépôts de mercure atmosphériques.

La précédente étude datant de 2005, concluait que 50% de ces écosystèmes étaient touchés. La dégradation de la situation confirme donc l'urgente nécessité d'une réglementation au niveau mondial pour la réduction des émissions de mercure.

* European Critical Loads of Cadmium, Lead, Mercury and their exceedances, Water Air Soil Pollution, Focus 7 : 371-37.

Geneviève De Lacour

http://www.cite-sciences.fr/francais/ala_cite/science_actualites/sitesactu/question_actu.php?langue=fr&id_article=9023&id_mag=0

Un maïs enrichi en vitamine A est mis au point sans recours à la transgénèse

LE MONDE | 18.01.08

La biotechnologie agricole ne se résume pas à la transgénèse. Dans celle-ci, on transfère d'une espèce à une autre un gène permettant d'améliorer un de ses caractères, formant ainsi un organisme génétiquement modifié (OGM). Mais il existe d'autres voies d'amélioration végétale : c'est ce qu'illustre une importante étude paraissant dans la revue Science du vendredi 18 janvier, qui expose une méthode de sélection d'un maïs présentant une proportion importante de provitamines A, des molécules capables de se transformer en vitamine A une fois ingérées.

Une culture à grande échelle de ce maïs permettrait de lutter contre une maladie qui sévit dans les pays les plus pauvres : la xérophthalmie, cécité progressive favorisée par le manque dans l'organisme de vitamine A, qui affecterait 17 % à 30 % des enfants de moins de 5 ans en Afrique subsaharienne.

Le travail mené par Carlos Harjes, un généticien de l'université Cornell (Etats-Unis) basé aujourd'hui chez Monsanto, a consisté à appliquer une méthode qui se répand de plus en plus en recherche agronomique, la génétique d'association, promue par Edward Buckler, autre signataire de l'article. Le but est de trouver, au sein d'une espèce, les gènes codant des caractères intéressants, que l'on pourra ensuite transférer, par croisements classiques, à d'autres variétés de la même espèce.

Dans le cas étudié, il s'agissait donc de trouver les gènes codant pour les précurseurs de la vitamine A, dont le plus efficace est le bêta carotène. Certaines lignées de maïs présentent un taux élevé de bêta carotène (66 microgrammes par gramme de graine), mais la majorité des variétés consommées dans le monde ont un taux beaucoup plus faible, de 0,5 à 1,5 microgramme.

Comment expliquer cette variation de production de provitamine A ? Par le polymorphisme des gènes impliqués, c'est-à-dire par les variations mineures de la séquence d'ADN qui les

compose. L'objectif premier des chercheurs a donc été d'identifier les formes particulières des gènes commandant une forte production de bêta carotène. Ils l'ont fait au moyen d'une série de tests génétiques et statistiques sur 288 lignées de la céréale.

Au total, la zone précise du gène impliquée et les formes responsables ont été identifiées.

Grâce à cette information, les chercheurs ont développé des outils d'identification (ou marqueurs) des formes du gène associées à une meilleure composition en provitamine A. Ces marqueurs vont permettre de rechercher facilement, dans l'ensemble des collections de maïs, les plantes qui présentent une forme favorable du gène et de transférer ensuite ces gènes par croisements classiques dans les variétés cultivées.

"C'est une belle étude, commente Laurence Moreau, généticienne à l'Institut national de recherche agronomique (INRA). Elle démontre l'intérêt de la génétique d'association pour identifier des gènes d'intérêt au sein d'une espèce et définir des marqueurs facilitant leur utilisation en sélection."

L'équipe rend disponibles les informations génétiques afin de permettre aux sélectionneurs de tous les pays de produire facilement et rapidement par "sélection assistée par marqueurs" des maïs ayant un fort contenu en vitamine A.

La méthode présentée dans cet article vient donc rivaliser avec le "riz doré", mis au point par le chercheur suisse Igo Potrikus, qui vise aussi à augmenter la teneur en vitamine A de la céréale, mais au moyen de la transgénèse. M. Potrikus a indiqué, en décembre 2007, dans un entretien avec le site Internet gm-compas.org, que des tests du riz doré seront conduits en 2008.

Mais, observent les auteurs de l'étude de Science, il existe "une acceptation limitée des OGM dans les pays en développement". Une part essentielle du succès tient à l'acceptation du nouvel aliment par les populations visées. Un maïs renforcé en vitamine A, mais non OGM, devrait être aisément adopté par les populations africaines, dont cette céréale constitue souvent une base de l'alimentation.

Par ailleurs, ce succès de la génétique d'association devrait permettre d'élargir le débat sur l'avenir des biotechnologies agricoles.

Hervé Kempf

Article paru dans l'édition du Monde du 19.01.08.

Faut-il abandonner les biocarburants ?

Même si une telle question - quelque peu dérangement - ne saurait faire l'objet d'une réponse univoque, elle mérite néanmoins d'être posée, ce que nous n'avons pas manqué de souligner ces derniers mois. Toujours est-il que ce débat progresse vite et sans doute faut-il y voir une conséquence directe de la récente explosion des cours des céréales et oléagineux. Mais ce qui est assez fascinant c'est que la remise en cause des biocarburants est aujourd'hui relayée du sein même des institutions européennes.

Rappelons en effet que la Commission de Bruxelles a fixé des objectifs ambitieux en la matière : elle devrait d'ailleurs, et ce n'est pas incident, entériner cette semaine l'objectif de 10 % de la part des biocarburants dans la consommation totale des véhicules terrestres à l'horizon 2020. Un tel objectif est par ailleurs intimement lié à la politique volontariste de réduction des émissions de gaz à effet de serre, lesquelles «devraient» baisser de 20 % à l'horizon 2020.

Toujours est-il que, selon un rapport interne de la Commission de Bruxelles, «les inconvénients des biocarburants l'emporteront de manière quasi certaine sur leurs

avantages»...

L'étude conclut en effet que l'on ne peut affirmer que l'objectif susmentionné des 10 % permettra de réduire les émissions de gaz à effet de serre et ceci alors même que les biocarburants posent de nombreux problèmes :

Cannibalisation de la production alimentaire

Déforestation, notamment en Asie du Sud-Est

Coût élevé pour les dépenses publiques (jusqu'à 65 milliards d'euros à l'horizon 2020 pour l'Europe des 27 d'ici 2020).

Ces arguments sont connus depuis longtemps mais probablement trouvent-ils aujourd'hui davantage d'écho à l'heure où des émeutes de la faim - à l'ancienne... - commencent à éclater de part et d'autre de la planète.

Manger ou conduire... En Indonésie ou ailleurs, le choix est vite fait !

http://www.boursorama.com/conseils/detail_conseil.phtml?news=5052504

La première banque de graines tropicales dans le monde s'ouvre à Taiwan

Lundi 21 janvier 2008

La première banque de graines tropicales dans le monde a été inaugurée, ce week-end, à Kaoshu, dans le district de Pingtung, à l'extrême sud de l'île.

Situé sur un espace de 5 000 ha, dans un ranch appartenant à la famille de Koo Chen-fu, le célèbre homme d'affaires insulaire à l'origine de cette initiative, le centre botanique porte le nom de la veuve du fondateur, Cecilia Koo. Il dispose d'un budget de 100 millions de dollars taiwanais sur 5 ans.

Selon son directeur, Lee Chia-wei, qui enseigne les sciences de la vie à l'Université Tsinghua à Hsinchu, 4 600 espèces de plantes tropicales y sont actuellement rassemblées, dont des espèces rares ou en voie de disparition. Les botanistes du centre ont visité plus de 150 pays afin de rassembler le plus grand nombre de variétés.

L'objectif de cette banque est de devenir la première réserve asiatique de plantes tropicales vivantes d'ici 5 ans, puis de passer au premier rang mondial d'ici 10 ans et de réunir 30 000 espèces d'ici vingt ans.

D'autres banques de graines existent dans le monde, dont celle de Kew Gardens au Royaume-Uni et celle de Saint Louis aux Etats-Unis, mais elles sont en général spécialisées dans la conservation des plantes tempérées.

Manger sain ? Plus facile à dire qu'à faire

LE MONDE | 22.01.08

Pouah !" lâche le docteur Laurent Chevallier en parcourant les rayons du supermarché. Ce nutritionniste, qui vient de publier *Impostures et vérités sur les aliments* (Fayard), a accepté de nous aider à remplir notre chariot en déjouant les pièges de la malbouffe. Objectif : santé. Il ne s'agit pas seulement de manger moins gras, moins sucré, moins salé, mais aussi de limiter la chimie dans notre assiette. Car, à moins de connaître par coeur les "apports nutritionnels

journaliers recommandés" et de comprendre le nom de toutes les substances ajoutées dans les denrées transformées, décrypter la liste des ingrédients qui figurent sur les étiquettes ressemble à une gageure.

Arômes, colorants (E100 à E180), conservateurs (E200 à E297), émulsifiants, épaississants, texturants (E400 à E495), exhausteurs de goût (E620 à E650), agents d'enrobage, édulcorants, stabilisants, pesticides... L'accumulation et l'association de tous ces additifs ont fini par créer, selon le nutritionniste, "des risques non maîtrisés sur la santé". Les enfants s'habituent au goût chimique des aliments, le tout sur fond de progression constante de l'obésité, du diabète et des maladies cardio-vasculaires. "Notre alimentation s'est plus transformée ces quarante dernières années qu'en vingt siècles", résume le docteur Chevallier. Jamais l'offre alimentaire n'a été aussi riche, la conservation des aliments aussi sûre, jamais les emballages n'ont affiché autant d'allégations "santé" ("riche en fer, en calcium", "pauvre en matières grasses", "bon pour la croissance") mais jamais la médecine et le grand public ne se sont autant interrogés sur le contenu de nos assiettes.

DÉSESPOIR AU RAYON PETIT-DÉJEUNER

Au rayon des snacks pour l'apéritif, le médecin passe son chemin. "36 grammes de lipides pour 100 grammes", résume-t-il en montrant une boîte de petits fours au gouda et en fuyant les étagères de chips. Que faut-il prendre ? "Raisins de Corinthe, olives, noix ou petites tomates", conseille-t-il. Au rayon épicerie, seules les huiles de colza, de noix et d'olive extra-vierges trouvent grâce à ses yeux ainsi que les boîtes de tomates entières pelées. Pas question d'opter pour des sauces prêtes à l'emploi, de la purée en sachet ou des mayonnaises allégées. Quant aux soupes industrielles, "bien regarder le taux de lipides".

Au rayon petit-déjeuner, désespoir : les interminables rangées de céréales sucrées, chocolatées, bourrées d'arômes et de sirop de glucose (ou pire : de glucose-fructose) posent, selon lui, "un vrai problème". Quant aux biscuits et viennoiseries industriels, "la liste des ingrédients est beaucoup trop longue pour ne pas être suspecte". Zoom sur un paquet de "brioche tranchée", où l'on explique que les céréales, "dont les brioches", sont la base indispensable de l'alimentation. Commentaire du médecin : "Il est bien indiqué qu'il y a 54 % de farine, mais lorsqu'il s'agit du sirop de glucose, des émulsifiants, des arômes et des colorants, les proportions ne sont plus affichées."

Dans les linéaires de produits frais, le tri est vite fait. Les nuggets et autres "grignotes" de poulet, les bâtonnets de crabe (sans crabe) et les saucisses faussement "100 % pur porc" lui "foutent les jetons" : on ne sait plus ce que l'on mange. Devant l'interminable rayon de yaourts, desserts lactés et margarines, le nutritionniste est radical. Rien de mieux qu'un yaourt nature que l'on aromatisera soi-même. Quant aux margarines, pas la peine de se ruiner dans la "pro-active" à 6 euros : le beurre ou la margarine de base à 2 euros feront largement l'affaire. Rien ne sert non plus d'espérer affiner sa ligne en choisissant des produits "light". Proposés depuis les années 1980, les produits allégés en sucre ou en matière grasse agiraient comme "des leurres pour le cerveau". "Ils perturbent le contrôle de la faim, peuvent renforcer l'appétit pour le sucré et finalement entraîner une surconsommation alimentaire compensatrice", explique le docteur Chevallier. Bref, pour sa santé, mais aussi pour le porte-monnaie - l'"allégé" est souvent plus cher que l'"original" -, autant mélanger un peu d'eau dans sa vinaigrette si on veut vraiment la rendre plus légère.

En somme, il faudrait "réorienter son alimentation". D'abord, fuir les produits à l'interminable liste d'ingrédients. Ensuite, limiter sa consommation d'aliments transformés : presser ses oranges le matin, aromatiser son yaourt avec une confiture maison, prendre une boîte de tomates entières pelées pour assaisonner ses pâtes plutôt qu'une sauce industrielle bourrée de lipides. Pour les enfants, donner du pain et du chocolat, plus une compote maison pour le goûter, de la viande et du poisson plutôt qu'un "cordon bleu pané", augmenter sa ration quotidienne de fruits et légumes, etc.

Les enfants élevés aux céréales le matin, aux nuggets à midi, aux biscuits fourrés à 4 heures et aux chips et boissons sucrées gazeuses devant la télé seraient les malades de demain. Pour l'heure, certains additifs alimentaires comme les colorants artificiels sont accusés, selon une étude britannique publiée en septembre dans The Lancet, de favoriser l'hyperactivité infantile. Et ne dites pas au docteur Chevallier que ses recettes coûtent cher. Même en termes de pouvoir d'achat, le consommateur aurait tout à gagner à limiter l'alimentation "complexifiée" et "suremballée". "Que ta nourriture soit ton premier médicament", disait Hippocrate, père de la médecine moderne. Cette phrase n'a pas pris une ride.

Sandrine Blanchard

Article paru dans l'édition du Monde du 23.01.08.

Gentech news 169

1. France : maïs OGM banni des champs

La France interdit provisoirement la culture de la variété de maïs transgénique MON 810. Un groupe d'experts mis en place par le président Sarkozy a conclu à l'existence de «doutes sérieux» concernant ce maïs. Notamment la dissémination à longue distance, par le vent, de pollens transgéniques dont les effets négatifs se répercutent non seulement sur les parasites du maïs mais vraisemblablement aussi sur les vers de terre (lombrics), lesquels sont indispensables à l'aération et à l'ameublissement des sols. Pour protester contre le maïs OGM, José Bové et 25 sympathisants avaient auparavant entamé une grève de la faim. (taz,14.1.08)

2. Agrobusiness : concentration et bénéfices colossaux

Il y a 25 ans, il existait dans le monde entier 7000 entreprises de culture dont les parts de marché étaient toutes inférieures ou égales à 1%. A l'heure actuelle, 10 firmes détiennent quasiment 50% de l'offre en matière de semences. Plus de 90% de la totalité des plantes transgéniques dans le monde proviennent de la firme US Monsanto. (brazzilmag, 11.12.07)

3. Inde : pas de coton OGM à Maharashtra

Le gouvernement de Maharashtra conseille aux paysans de renoncer au coton transgénique. Les coûts sont bien trop élevés par rapport à une production qui demeure faible. Désespérés, de nombreux producteurs de coton ont mis fin à leurs jours. (new Indian Express, 19.12.07)

4. USA : villes contre le génie génétique en agriculture

Neuf villes de l'Etat du Massachusetts ont adopté une résolution contre le génie génétique en matière de produits alimentaires et d'agriculture. (Nofa/Mass, 2007)

5. USA : agriculture bio et réchauffement climatique

Un parallèle établi à long terme entre méthode de culture conventionnelle et méthode de culture biologique prouve: la culture bio permet une réduction massive des gaz à effet de serre. Si les USA adoptaient le bio pour cultiver leur maïs et leur soja, ils réussiraient à atteindre plus de 70% des objectifs de Kyoto en matière de réduction de CO2. (The Rodale Institute,USA)

Vous pouvez consulter les références et les articles de fond correspondants sur la rubrique "Gen-Lex-News français" de notre site <http://www.blauen-institut.ch>.

Le bulletin est rédigé par Florianne Koechlin du Blauen Institut (en collaboration avec le Groupe suisse de travail sur le génie génétique GTG).

Baleines: le Premier ministre japonais soutient la campagne de pêche
2008-01-24

TOKYO, 24 jan 2008 (Source vérifiée)

Le Premier ministre japonais, Yasuo Fukuda, a soutenu la campagne de pêche à la baleine menée par son pays, soulignant que cette chasse à but "scientifique" devait être "expliquée" à l'opinion internationale, dans une interview à la BBC.

Une campagne de pêche du Japon dans l'Antarctique pour tuer un millier de cétacés fait l'objet de protestations depuis plusieurs semaines, de la part d'Etats, notamment l'Australie, et d'associations écologistes qui tentent de perturber les opérations baleinières.

"Je ne pense pas qu'il soit judicieux que les discussions prennent un tour émotionnel, au regard de l'action violente menée récemment contre un navire scientifique japonais", a expliqué M. Fukuda à la BBC, dans une interview diffusée jeudi sur son site internet.

Il a ajouté que "si cela devait conduire à un débat de plus en plus chargé d'émotion, cela serait très malheureux".

"Nous devons donc essayer de poursuivre nos efforts afin d'expliquer que nous sommes engagés dans cette activité de pêche à la baleine pour des raisons scientifiques", a poursuivi le Premier ministre.

Le ministre japonais des Affaires étrangères, Masahiko Komura, a demandé aux autorités australiennes d'intenter des poursuites contre deux militants de l'association écologiste australienne Sea Sheperd qui s'étaient introduits, à la mi-janvier, sur un baleinier japonais en signe de protestation.

Sea Sheperd a envoyé un bateau dans l'Antarctique pour gêner la pêche, à l'instar de l'association Greenpeace.

L'Etat australien a lui aussi envoyé un bateau dans la zone, et son équipage filme et photographie l'activité des baleiniers pour prouver qu'ils ne respectent pas le droit international, selon un responsable des autorités.

La Commission baleinière internationale interdit la chasse commerciale à la baleine mais autorise les chasses à vocation scientifique selon des quotas précis.

Une tolérance utilisée par les autorités japonaises pour justifier leur campagne de pêche dans l'Antarctique.

Le concept O. I. F peut-il vraiment sauver le monde ?

Article publié le 24/01/2008 à 12:08 par Francis Rousseau

Les milieux scientifiques américains s'agitent beaucoup depuis quelques semaines autour d'un concept encore au stade expérimental et appelé O.I.F. (Ocean Iron Fertilisation). Selon ce concept on pourrait stocker les millions de tonnes de CO₂, tenu pour responsable du réchauffement climatique, au fond des océans.

Comment ? Tout simplement en accélérant la croissance de certaines microalgues marines par un fertilisant à base de fer dissous. Cette idée, qui peut paraître à première vue farfelue, a suffisamment intrigué, entre autres, la très sérieuse revue Science pour qu'elle décide d'aller y regarder de plus près.

En réalité, ce concept a été inventé, il y a une vingtaine d'années, par John Martin, océanographe et directeur du Moss Landing Marine Labs. Il aurait été parmi les premiers à découvrir que le fer était un élément trace augmentant de façon substantielle la photosynthèse

dans la plupart des océans du globe. Cette découverte rapprochée d'un procédé déjà connu sous le nom de Pompe Biologique (Biological Pump) appelée aussi "pompe à carbones" consistant dans la capture par les microalgues (ou phytoplancton) au fond des océans de 80 % du CO₂ contenu à la surface du globe, est à l'origine du concept O.I.F.

Seule ombre au tableau : il a fallu mille milliards d'années (un billion donc!) à la pompe biologique pour capturer les 80% de CO₂ en question. D'où l'idée de stimuler la capture par l'ajout de fer dissous qui accélère la croissance des microalgues.

Les américains y croient dur comme fer (si on peut dire), et commencent à monter, sur le papier fort heureusement, de véritables usines à gaz de comptabilité de permis de produire du CO₂ en vue d'une capture future par les micro algues boostées au fer dissous. Une société s'est même constituée, Climos, qui pourrait faire profession d'aider les industriels à enfouir dans les profondeurs océanes le CO₂ qu'ils produisent en surnombre.

Mais il y a un petit problème : cette idée d'injecter du fer dissous dans le fond des mers, même sous forme d'engrais marin, ne plaît guère aux défenseurs de l'environnement et aux autorités fédérales qui réclament aujourd'hui des études d'impacts approfondies sur la flore et la faune sous marine sous avant toute poursuite de ce projet. Sage précaution !

Article : Francis Rousseau

Sources : Science / Alternative Energy News

<http://www.enerzine.com/443/Le-concept-O-I-F-peut-il-vraiment-sauver-le-monde/participatif.html>

Le fait de publier un article ne signifie pas que nous l'approuvions. Notre but est seulement de vous informer de ce qui se trame. Bien amicalement. Michel

Nouvelle avancée vers la création d'une vie artificielle

2008-01-24

WASHINGTON (Source vérifiée)

Des chercheurs américains de l'Institut Venter ont fabriqué le premier génome synthétique d'une bactérie, étape cruciale pour la création du premier organisme vivant artificiel dont les applications potentielles sont jugées importantes, selon des travaux parus jeudi.

Il s'agit de la plus grande structure d'ADN, les éléments de base de la vie, jamais fabriquée par l'homme, soulignent les auteurs de cette recherche publiée dans la revue Science datée du 24 janvier.

"Ceci est une avancée enthousiasmante pour nos chercheurs et cette discipline", se réjouit Dan Gibson, principal auteur de ces travaux auxquels a participé Craig Venter, fondateur de l'Institut et pionnier controversé des biotechnologies.

"Toutefois nous continuons à travailler vers le but ultime d'insérer un chromosome synthétique dans une cellule et d'amorcer ainsi la création du premier organisme artificiel", ajoute-t-il.

Il s'agit en fait de créer de toute pièce une nouvelle bactérie en lui greffant un génome fabriqué sur mesure pour qu'elle puisse remplir une fonction spécifique.

"Nous avons montré qu'il est possible de créer artificiellement de grands génomes et d'en ajuster la taille, ce qui ouvre la voie à des applications potentielles importantes telles que la production de bio-carburants", explique le Dr Hamilton Smith, un des co-auteurs de ces travaux.

Cette recherche "représente la deuxième de trois étapes vers la recréation d'un organisme vivant entièrement artificiel", précise Dan Gibson.

La première étape avait été franchie en 2007 avec le transfert d'un génome d'une bactérie à une autre bactérie, devenue une espèce différente dans ce processus.

Pour l'étape finale, les chercheurs de l'Institut Venter vont tenter de créer une cellule artificielle de bactérie basée sur le génome synthétique de la bactérie *Mycoplasma genitalium* qu'ils viennent de reproduire.

Ces scientifiques expliquent être parvenus à "cette prouesse technique" en produisant chimiquement les fragments d'ADN de cette bactérie dans leur laboratoire, développant de nouvelles méthodes pour les assembler et les reproduire. Ils avaient préalablement dépouillé le génome des gènes inutiles, ne conservant que ceux nécessaires à sa survie.

Eckard Wimmer, professeur de biologie moléculaire au Département de Génétique Moléculaire à l'Université de New York, s'interroge néanmoins sur le fait de savoir pourquoi l'équipe de Venter n'a pas pu avec ce génome artificiel déjà recréer un organisme artificiel. "Ils auraient dû être en mesure de recréer un organisme artificiel dès la seconde étape franchie", a-t-il dit à l'AFP.

Selon ce chercheur, qui n'a pas participé à cette recherche mais lu l'étude, "l'ADN synthétique recréé n'était apparemment pas viable pour des fonctions biologiques".

Il souligne une note des auteurs à la fin de l'étude indiquant que "le vecteur n'était peut-être pas viable pour des transplantations expérimentales".

Plusieurs groupes de surveillance éthique canadien et britannique ont aussitôt critiqué ces travaux en renouvelant leur appel pour un moratoire sur la production et la commercialisation d'organismes synthétiques.

"Nous pensons qu'il est inacceptable que des entreprises privées bricolent les éléments de base de la vie pour leur propre gain sans réglementation démocratique", a déclaré dans un communiqué Jim Thomas de l'ETC Group au Canada.

Pour Helen Wallace, une biologiste, porte-parole de GeneWatch en Grande Bretagne, "cette ingénierie génétique ouvre la possibilité de faire des changements beaucoup plus importants dans le code de la vieet de créer des organismes dont les conséquences sur l'environnement pourraient être inconnues".

Biodiversité : l'autre choc, l'autre chance

vendredi 25 janvier 2008

par Claude Saunier

Le Grenelle de l'environnement a eu le mérite de faire entrer les enjeux environnementaux dans le débat politique. Mais l'absence de mesures budgétaires dans le Projet de Loi de Finances pour 2008, tout comme la précipitation à terminer des projets autoroutiers, donnent un signal négatif aux citoyens. Malgré les interrogations actuelles sur les suites du Grenelle, nous devons continuer à approfondir le travail déjà réalisé.

C'est notamment le cas pour la biodiversité. Les conclusions du Grenelle se sont concentrées sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre, en minimisant la crise de la biodiversité. Dans le cadre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, avec le sénateur Pierre Laffitte, je viens de publier un rapport ("La biodiversité : l'autre choc, l'autre chance" (1)), qui fait suite à une étude sur le changement climatique et la crise

énergétique. Elle aborde le thème de la biodiversité, moins présent dans l'opinion publique, mais tout aussi important pour l'avenir de la planète.

Chaque année, des milliers d'espèces animales ou végétales disparaissent. En 2050, le rythme de disparition pourrait être de cent à mille fois supérieur au rythme naturel. La destruction des forêts tropicales humides se poursuit, aggravant le changement climatique, qui lui-même aggrave la crise de la biodiversité. Les pressions exercées par l'Homme sont en cause.

Le rapport propose dix grandes mesures. Sur le plan international, nous devons créer une organisation onusienne comparable au GIEC (pour le climat) afin d'unifier le droit international et d'appuyer les pays en développement (2). Nous devons protéger la forêt tropicale en l'insérant dans les mécanismes de Kyoto (dans sa deuxième phase), comme cela est évoqué dans l'accord de Bali. Sur le plan européen, nous demandons un moratoire sur la progression de l'utilisation des biocarburants après 2012. L'objectif de 5,75% d'ici cette date a des effets pervers sur la biodiversité en conduisant à une dégradation des sols. La deuxième génération de biocarburants pourrait ensuite lever ce moratoire.

La France doit faire porter ses efforts sur l'Outre-mer en accentuant les mesures de protection. Elle doit mettre fin aux excès de l'exploitation minière en Nouvelle-Calédonie et en Guyane.

D'autre part, notre pays doit s'engager davantage dans la lutte contre l'étalement urbain, et instituer une éco-conditionnalité dans toutes les opérations d'aménagement du territoire.

Nous devons nous garder de basculer dans une vision pessimiste face à l'enjeu que représente la biodiversité. C'est le sens des mesures fiscales que nous proposons, qui visent à insérer les services rendus par les écosystèmes dans le calcul économique. Dans cette optique, nous devons instaurer progressivement une taxe pollueur-payeur assise en partie sur la production de produits chimiques, d'engrais et de produits phytosanitaires. C'est également une taxe internationale sur le transport de produits non-certifiés qui est sollicitée.

Si la résolution de la crise de la biodiversité passe par des efforts accrus en matière de conservation, cette contrainte peut se transformer en opportunité économique. Cela nécessite un véritable débat démocratique entre politiques, scientifiques et citoyens. Une valorisation durable de la biodiversité serait l'un des ressorts d'une nouvelle révolution industrielle et une nouvelle frontière de développement durable pour notre société.

(1) Le rapport est accessible en intégralité sur le site du Sénat :

www.senat.fr/noticerap/2007/r07-131-notice.html

(2) Quatre-vingts spécialistes de la biodiversité - rassemblés au sein du comité de pilotage d'IMoSEB (Mécanisme mondial d'expertise scientifique sur la biodiversité) - ont appelé les gouvernements à se joindre à un mécanisme international d'expertise créé sur le modèle du GIEC (Groupe intergouvernemental sur l'évolution climatique), à l'issue d'une réunion qui s'est tenue, du jeudi 15 au samedi 17 novembre, à Montpellier (Voir Le monde du 20 novembre 2007)

Post Scriptum :

Claude Saunier, sénateur des Côtes d'Armor, conseiller de VivAgora

<http://www.vivagora.org:80/spip.php?article215>

Les abeilles disparaissent, les apiculteurs inquiets

2008-01-28

PARIS (Source vérifiée)

Victimes de parasites, de la pollution par les pesticides, ou du bouleversement de leurs

habitats naturels, les abeilles disparaissent par millions, et les apiculteurs sont inquiets malgré un répit l'an dernier.

"On estime qu'autour de 30% des espèces d'abeilles sont en danger en Europe. C'est considérable", commente Bernard Vaissière, chargé de recherche à l'Institut national de la recherche agronomique (INRA).

On compte un millier d'espèces différentes d'abeilles en France, dont l'abeille domestique, et 20.000 dans le monde.

Au cours des dernières années, un effondrement des colonies d'abeilles domestiques a été observé en France, en Belgique et aux Etats-Unis, avec des taux de mortalité atteignant 30 à 50% à la sortie de l'hiver contre 5 à 10% en temps normal, précise-t-il.

En France cependant, la mortalité des abeilles est redescendue l'hiver dernier à un niveau proche de la normale, "pour la première fois depuis très longtemps", selon l'Union nationale de l'apiculture française (Unaf) qui représente environ 50% des apiculteurs.

Les avis divergent sur les raisons de ce retour apparent à la normale - simple répit dû à un hiver plus doux ou effet bénéfique de l'interdiction des insecticides Régent et Gaucho?

En France, quatrième pays utilisateur de pesticides au monde, l'utilisation de ces deux insecticides, soupçonnés d'empoisonner les abeilles, a suscité une vive polémique. Leur utilisation a finalement été interdite sur certaines cultures.

Mais en donnant récemment son feu vert à un nouveau pesticide - le Cruiser - le ministère de l'Agriculture a relancé le débat. Les représentants de la filière apicole et les écologistes dénoncent cette décision qui, selon eux, bafoue le principe de précaution.

Certains estiment que l'hiver 2007-2008 ne se présente pas bien: "Les premières observations hivernales de terrain sur l'état sanitaire des ruches en France sont catastrophiques: les mortalités vont de 5 à 90% des ruches" s'alarme Pierre Testu, du Réseau Biodiversité pour les abeilles.

L'Unaf est nettement plus optimiste: "Nous n'avons pour l'instant enregistré aucune déclaration importante de sinistre", précise une porte-parole.

Le déclin des abeilles observé au cours des dernières années pourrait s'expliquer par plusieurs causes, estime Bernard Vaissière.

Il est difficile d'imaginer que les insecticides comme le Régent et le Gaucho n'ont aucun impact", avance-t-il. "C'est clair que les insecticides se retrouvent dans le pollen et le nectar.

Je ne vois pas comment on pourrait éviter que les pollinisateurs les consomment", fait-il observer.

Mais la raréfaction des ressources avec le développement des monocultures, et l'apparition de maladies pathogènes parasitaires (*Varroa destructor*, *Nosema ceranae*) ou virales (Israéli Acute Paralysis Virus) ont également joué un rôle, ajoute-t-il.

Et les abeilles doivent également compter avec une nouvelle menace: le frelon asiatique (*Vespa-velutina*), prédateur redoutable arrivé en France en 2005 et qui fait des ravages dans les ruches du Sud-Ouest.

Au delà, certains apiculteurs recommandent le développement de "jachères apicoles" où les abeilles pourraient butiner à loisir leurs fleurs préférées.

"Les abeilles assurent 80% des espèces végétales par pollinisation, soit 35% des ressources alimentaires mondiales. On ne peut pas ne pas en tenir compte", plaide Béatrice Robrolle-Marcy, présidente de Terre d'abeilles.

Massacre de loups de mer aux Galapagos

2008-01-29

QUITO (Source vérifiée)

Cinquante trois loups de mer, une espèce protégée, ont été massacrés dans les îles Galapagos (Equateur), ont annoncé lundi les autorités responsables de cette réserve naturelle.

Les cadavres des animaux ont été découverts dans un état avancé de décomposition avec des fractures du crâne dans l'île de Pinta, a déclaré à l'AFP M. Victor Carrion, un des responsables du parc national des Galapagos.

"Les motivations de ce massacre de loups de mer, dont 13 petits, sont encore inconnues car les corps n'ont pas été mutilés", a-t-il ajouté.

Ce mammifère qui compte de nombreuses espèces aux Galapagos, est particulièrement recherché en Asie où la peau et le sexe du mâle sont considérés comme aphrodisiaques.

Une plainte a été déposée et une enquête est ouverte.

Les Galapagos, dans l'Océan Pacifique, qui comptent 13 îles principales et 17 îlots se trouvent à 1.000 km au large des côtes équatoriennes.

L'archipel a été déclaré patrimoine naturel de l'humanité par l'Unesco en 1978.

Sauvons l'humanité ! Combinons croissance et développement durable

29/01/2008

Par Koïchiro Matsuura, directeur général de l'Unesco.

Nous avons reçu une seule planète en héritage. Mais qu'en avons-nous fait ? La Terre est aujourd'hui un patrimoine en péril, et l'espèce humaine elle-même est en danger.

Avons-nous, même après les derniers résumés du Giec et la conférence de Bali, pris conscience de l'ampleur des défis titanesques que l'humanité va devoir relever, alors que le temps déjà lui fait défaut ? Je n'insisterai pas sur le diagnostic. Changement climatique, désertification, crise mondiale de l'eau, déforestation, dégradation des océans, pollution de l'air, des sols, de l'eau et des mers, érosion accélérée de la biodiversité : hélas, le tableau est connu.

Les conséquences économiques et géopolitiques d'une telle situation commencent seulement à être chiffrées. Notre guerre à la planète risque d'avoir un coût de guerre mondiale, comme l'a rappelé le rapport Stern. Et, au bout de la guerre à la nature, ne risque-t-il pas d'y avoir la guerre tout court, face à la pénurie croissante des énergies fossiles et des ressources naturelles et aux 150 à 200 millions d'écoréfugiés anticipés par les études prospectives ?

Mais ce que nous interprétons comme des problèmes à commencer par le changement climatique ne sont pas tant des problèmes que des symptômes. Le vrai problème, en fait, est celui de la croissance matérielle dans un monde fini, qu'avait déjà posé en 1972 le rapport au Club de Rome «Limits to Growth». Mais, en 1972, nous dit Dennis Meadows, coauteur de ce rapport, «l'humanité était en dessous des limites de la planète, maintenant nous sommes au-dessus», comme l'attestent les données concernant l'empreinte écologique de l'espèce humaine calculées par l'équipe de Mathis Wackernagel.

En 1972, nous avons atteint 85 % de ces limites. Aujourd'hui la consommation humaine des ressources se situe à environ 125 % du niveau soutenable à long terme.

Alors, peut-on encore sauver l'humanité ? Oui, nous le pouvons, sans pour autant interdire à l'espèce humaine de se développer et de lutter contre la pauvreté. Pour ce faire, nous devons combiner la croissance et le développement durable, au lieu de les opposer.

Mais comment ? Il va nous falloir plus de science, plus de sobriété, moins de matière, plus de concret, et davantage d'éthique et de politique, et non pas moins : et donc un autre contrat, un contrat naturel et une éthique du futur.

Plus de science d'abord. Nombreux sont ceux qui pensent : la technoscience, voilà l'ennemi. Mais la main qui inflige la blessure est aussi celle qui la guérit. Nous ne parviendrons pas à sauver la planète et son hôte, l'espèce humaine, si nous ne construisons pas des «sociétés du savoir», qui accordent la priorité à l'éducation et à la recherche. Face aux défis du développement durable, nous devons renforcer nos capacités d'anticipation et de prospective. Pour sa part, l'Unesco édifie depuis des décennies une base mondiale de connaissances sur l'environnement et le développement durable, alors même que si peu encore avaient conscience du problème ! Dès 1949, l'Unesco a lancé la première étude internationale sur les zones arides ; dès 1970, elle a créé le programme «l'homme et la biosphère» (MAB), et ses programmes scientifiques mondiaux sur les océans et les géosciences sont reconnus comme des ressources uniques. Le Giec a beaucoup puisé dans cette base de connaissances qu'il faut continuer d'enrichir et de compléter à l'avenir.

Plus de sobriété : il va nous falloir inventer des modes de consommation moins dispendieux et plus efficaces. Car avec l'extension croissante des modes de développement et de consommation occidentaux aux économies émergentes du Sud, quel autre choix avons-nous ? Trois ou quatre planètes Terre seraient nécessaires si l'on étendait tels quels à la planète les styles présents de consommation de l'Amérique du Nord.

Moins de matière : il va nous falloir «dématérialiser» l'économie et la croissance. Car peut-on arrêter la croissance ? Probablement pas. Que faire alors ? Il va nous falloir réduire la consommation de ressources naturelles et de matières premières dans chaque unité de production économique, qu'il s'agisse d'énergie, de métaux ou de minerais, d'eau ou de bois. Ce transfert de l'économie vers l'immatériel a déjà commencé, avec la révolution qui remplace les atomes par les bits, et qui est au principe de l'essor des nouvelles technologies et des sociétés du savoir. La «dématérialisation» de l'économie pourrait même favoriser le développement des pays du Sud, si les pays du Nord s'engageaient à dématérialiser un peu plus que les pays du Sud pendant environ cinquante ans.

Mais la plus grande transformation de nos sociétés sera celle de nos attitudes et de nos comportements : comment dématérialiser la production si nous restons matérialistes ? Comment diminuer notre consommation si le consommateur en nous dévore le citoyen ? L'éducation au développement durable sera le levier de cette mutation.

Plus de concret : pour combler le fossé entre utopie et tyrannie du court terme, il faut des projets concrets et réalistes, y compris à l'échelle internationale. Exemple : la biodiversité. Pour préserver les 34 zones écologiques jugées les plus prioritaires, qui ne couvrent que 2,3 % de la surface terrestre du globe mais abritent 50 % des espèces connues de plantes vasculaires et 42 % des mammifères, oiseaux, reptiles et amphibiens, il faudrait environ 50 milliards de dollars, soit moins de 0,1 % du PIB mondial.

Un contrat naturel : pour cesser d'être les parasites de la Terre, nous devons accepter de signer un nouveau traité de paix avec la nature. Nous avons le contrat social, qui liait les hommes, il nous faut maintenant nous lier à la nature. L'idée paraîtra étrange à certains, mais elle est une suite logique de la prise de conscience écologique. Si désormais nous protégeons telles espèces, si nous préservons des paysages dans des parcs naturels, c'est que peu à peu nous reconnaissons dans la nature un véritable sujet de droit. La vraie démocratie du futur sera prospective ou ne sera pas : l'éthique du futur, qui exige que nous léguions un monde vivable à nos enfants, saura y jeter un pont entre l'économie et l'écologie, entre la croissance et le développement durable.

<http://www.lefigaro.fr:80/debats/2008/01/29/01005-20080129ARTFIG00462-sauvons-l-humanite-combinons-croissance-et-developpement-durable-.php>

Kokopelli: biodiversité, la fin des illusions

Les verdicts sont tombés, l'Association Kokopelli est lourdement condamnée :

- 12.000 ? pour le grainetier Baumaux
- 23.000 ? pour l'état et la fédération des industriels de la semence (FNPSPF).

Il faut être réaliste : les semences que défend l'association Kokopelli, étant maintenues dans l'illégalité par une volonté politique, nous ne pouvions pas gagner ces procès.

Malgré les directives européennes, les avis de l'ONU, du Sénat, de scientifiques, d'agronomes affirmant l'urgence de sauvegarder la biodiversité végétale alimentaire, l'état français refuse de libérer l'accès aux semences anciennes pour tout un chacun.

C'est ce qui permet aujourd'hui aux magistrats d'infliger ces lourdes peines à l'association Kokopelli.

Dans le cas du procès de la SAS Baumaux pour concurrence déloyale, M. Baumaux verra donc son bénéfice de 800.000 ? augmenté de 10.000 ? et recevra 2.000 ? pour ses frais.

L'état français recevra 17.500 ? au motif que KOKOPELLI vend des semences illégales, 5.000 ? seront consacrés aux frais et à l'information du bon peuple sur les pratiques dangereuses de l'association KOKOPELLI. Les semences qui ont nourri nos grands-parents et qui servent à nous nourrir aujourd'hui par le jeu des croisements, sont donc devenues illégales et dangereuses.

Nous avons eu droit au grenelle de l'environnement : il faut sauver la biodiversité ! alors pourquoi condamner une association qui sauvegarde avec ses adhérents et ses sympathisants, plus de 2500 variétés en risque de disparition ? Pourquoi condamner ces semences dont la FAO reconnaît qu'elles sont une des solutions pour assurer la souveraineté alimentaire, face aux dérèglements climatiques et à l'augmentation de la population mondiale ? Pourquoi les mêmes variétés, selon qu'elles sont vendues par KOKOPELLI ou d'autres opérateurs entraînent condamnation ou mansuétude ? Pourquoi les grandes surfaces vendent des fruits et légumes issus des variétés interdites à KOKOPELLI, en toute impunité (en tout cas à notre connaissance).

Les condamnations infligées à KOKOPELLI ne sont donc pas à chercher dans la nature des semences que protège l'association, mais dans ses actions.

L'association propose aux jardiniers, aux paysans, d'être autonomes et responsables, face au vivant. Dans notre société du tout marchandise, c'est intolérable. Le plus grand grief (sous jacent) fait aux semences anciennes ou de pays, est d'être reproductibles et qui plus est adaptables à de très nombreuses conditions de cultures, sans le soutien de l'agro chimie. Voilà la faute de KOKOPELLI : conserver le levain des savoirs populaires, agronomiques et génétiques. A l'heure où l'on veut

nous faire croire que le tout hybride, OGM, chimique, énergie fossile, sont les seules possibilités d'assurer notre alimentation, propager l'autonomie semencière par l'exemple est devenu répréhensible. Ce qu'il faut retenir de ces condamnations, c'est la volonté affichée d'éradiquer les alternatives techniques et semencières autonomes. Depuis 15 ans, KOKOPELLI protège la diversité de nos jardins, de nos champs, de nos assiettes, tout en essayant de faire évoluer le cadre juridique vers une reconnaissance de la valeur agronomique et culturelle des variétés reproductibles : L'ETAT FRANÇAIS NOUS A FAIT ECHOUER. Aujourd'hui, la disparition potentielle de KOKOPELLI ouvre un boulevard à l'uniformisation culturelle et productiviste agricole. La disparition de la « vraie » biodiversité basée sur la variabilité génétique d'une multitude de variétés locales ne sera jamais, et de très loin, compensée par la multiplicité de quelques variétés clonées. Il est intéressant de noter la similitude des actions et de la répression envers les faucheurs volontaires, les amis de l'ortie, les défenseurs de l'herboristerie et KOKOPELLI : chacun cherche à sa façon, à protéger et promouvoir la vie et la continuité des savoirs. Pour notre gouvernement, tout cela est devenu répréhensible ! Face à ses contradictions, entre ses déclarations enflammées du Grenelle de l'Environnement et les condamnations qu'il obtient contre les défenseurs de la biodiversité, gageons que l'état français mettra un point d'honneur à prendre en réelle considération le devenir des générations futures.

L'association KOKOPELLI a toujours proposé la résistance fertile non violente et le dialogue, peut-être étions-nous trop en avance ? Mais maintenant, sauver la biodiversité est d'une extrême urgence. Si l'agriculture productiviste que protège le gouvernement se trompe, vous trompez, nous trompez, quelle stratégie de repli aurons-nous ? Si nos élus ont contribué à éradiquer notre patrimoine semencier alimentaire ? La solution est dans votre camp, mesdames et messieurs nos gouvernants. Une fois, vous avez pu revendiquer « responsables, mais pas coupables ». Devant la faim du peuple, cet argument ne tient pas. N'obscurcissez pas l'avenir, il l'est déjà suffisamment.

Mais peut-être faut-il lancer un appel : aux semences, citoyens !

Raoul <<mailto:raoul@kokopelli.asso.fr>> Jacquin

Ce communiqué est consultable sur notre site

<http://www.kokopelli.asso.fr/index.html>

Association Kokopelli

<http://www.kokopelli.asso.fr/index.html>

OGM : une responsabilité envers les générations futures

LE MONDE | 30.01.08

Les plantes cultivées par l'homme, comme le blé, le riz, le maïs, ou la pomme de terre, qui représentent plus de 70 % de l'alimentation humaine, ont une longue histoire de

domestication. Les travaux menés au cours du XXe siècle ont été effectués en particulier pour protéger ces plantes contre les maladies et pour améliorer leur capacité de production. De ce fait, une espèce comme la tomate comporte, dans son génome, de l'ordre de 10 % de gènes provenant d'autres espèces, introduits par croisements successifs pour la rendre résistante à divers pathogènes. De même, entre l'ancêtre botanique du maïs, le téosinte, et les maïs modernes, environ 2 % des gènes ont été modifiés, soit environ 1 200 gènes. Ce travail est sans cesse à poursuivre, de nouvelles maladies apparaissant, souvent transportées accidentellement depuis des pays éloignés. Aujourd'hui encore, au niveau mondial, le tiers des récoltes est perdu du fait de ces fléaux.

Les résultats spectaculaires de la biologie moléculaire des plantes obtenus au cours des trente dernières années, en particulier en France, permettent désormais l'introduction des gènes par des méthodes plus rapides, plus efficaces et plus précises que les techniques d'hybridation utilisées auparavant. Deux traits ont été ciblés jusqu'ici par ces nouvelles méthodes, dites transgéniques, qui sont la résistance à des chenilles herbivores (dites phytophages) et à certains herbicides.

Sur le plan mondial, ces méthodes ont été adoptées, comme l'illustre le fait que, en 2006, plus de 100 millions d'hectares de terrains agricoles furent consacrés à des cultures transgéniques. Ce chiffre est en augmentation rapide. Il est remarquable que cet accroissement de production, ainsi que la dispersion locale de pollen et de graines qui en résulte, n'a entraîné aucun effet négatif significatif sur l'environnement ni aucune conséquence dommageable pour la santé humaine ou animale.

Notre propos vise l'avenir de la transgénèse des plantes, bien au-delà des seules résistances (utiles par ailleurs) aux insectes ou aux herbicides. De nombreux laboratoires publics et privés travaillent en effet en ce moment sur l'adaptation des plantes aux contraintes de l'environnement. Contrairement à un animal, une plante ne peut se déplacer pour échapper au manque d'eau ou à une température excessive. Les travaux du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) sur les changements climatiques prédisent une accentuation des phénomènes de désertification, compromettant en particulier les cultures d'espèces faiblement tolérantes à des déficits hydriques.

RARÉFACTION DES RESSOURCES

L'agriculture doit et devra utiliser l'eau de façon parcimonieuse. Les technologies des organismes génétiquement modifiés (OGM) sont maintenant mises en oeuvre pour rendre les espèces cultivées plus résistantes à divers types de contraintes environnementales (déficit hydrique, température accrue, salinité et toxicité des sols, carences en éléments nutritifs, etc.). Grâce aux technologies OGM, un large éventail de possibilités s'ouvre pour contrer les effets néfastes des changements climatiques et de la raréfaction des ressources sur la production agricole. Ceci vaudra, en particulier, pour les pays en voie de développement qui sont exposés à ces dangers et aux fléaux cités.

Notre planète héberge actuellement 6,5 milliards d'êtres humains, et les Nations unies prévoient que nous serons 9 milliards en 2050. Sans progrès spectaculaire en agronomie, il ne sera pas possible de faire face aux besoins nutritionnels d'une telle population. En plus, l'accroissement des besoins en aliments se traduit aujourd'hui par une envolée des prix mondiaux des céréales, occasionnée par le désir d'un mieux-être alimentaire des pays émergents et la désertification de zones cultivées, en Australie en particulier.

Dans le même temps, 5 % des surfaces cultivées sont éliminées tous les dix ans par la croissance des villes et des infrastructures de transport. Les phénomènes de salinisation des terres irriguées s'y ajoutent. L'autonomie alimentaire de la planète est un enjeu majeur, qui ne sera pas résolu de façon simpliste. Il faut nous y préparer, et encourager les recherches et les mises au point d'OGM permettant d'apporter une partie des réponses à ces questions cruciales. Qui plus est, les projets les plus avancés dans plusieurs pays ne sont plus basés sur le transfert

de gènes d'une bactérie à une plante, ou d'une espèce sauvage de plante à sa cousine cultivée, mais sur la stimulation, dans la plante elle-même, de ses propres gènes de résistance aux stress.

Plusieurs grands pays développent en ce moment, avec un succès remarquable, ces recherches et leurs applications. La France, malgré une situation de quasi-blocage dans ce domaine, possède des atouts formidables dans ses laboratoires universitaires et dans ceux du CNRS, de l'INRA (agronomie), du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad) et de l'Institut de recherche pour le développement (IRD), ainsi que dans le secteur semencier. Notre pays se doit à lui-même, et doit à ses futures générations de chercheurs scientifiques et aux populations menacées par la faim dans les décennies à venir, de reprendre un rôle de leader dans le domaine des biotechnologies végétales.

Alain Boudet, Michel Caboche, Michel Delseny, Rolland Douce, Christian Dumas et Georges Pelletier, biologistes et membres de l'Académie des sciences.

Article paru dans l'édition du Monde du 31.01.08.

Pesticides: les apiculteurs partent en guerre contre le Cruiser

PARIS (Source vérifiée) - Les apiculteurs partent en guerre contre le lancement d'un nouveau pesticide, le Cruiser, qui pourrait faire des ravages parmi les colonies d'abeilles, sur lesquelles plane également la menace d'un redoutable prédateur, le frelon d'Asie.

L'Union nationale de l'apiculture française (Unaf) a décidé de déposer une requête en annulation devant le Conseil d'Etat de la décision ministérielle d'autoriser la mise sur le marché du Cruiser, a annoncé mardi son président, Henri Clément.

"L'apiculture qui s'est battue pendant des années contre le Gaucho et le Régent, ne peut accepter une décision irresponsable qui va à l'encontre du Grenelle de l'environnement", a-t-il déclaré.

Les apiculteurs rapprochent le Cruiser de ces deux autres insecticides, incriminés dans la mortalité anormale des abeilles avant que leur utilisation ne soit interdite sur certaines cultures sur avis du Conseil d'Etat en 2005.

M. Clément s'est déclaré "extrêmement inquiet" de l'arrivée de ce nouveau pesticide, "un neurotoxique systémique" attaquant le système nerveux des insectes et perturbant "l'orientation des abeilles qui ont du mal à retrouver leurs ruches et disparaissent".

En Italie où le Cruiser a été autorisé l'an dernier, son utilisation a entraîné la disparition de 40.000 ruches, a-t-il ajouté, précisant que du Thiamethoxam (matière active du Cruiser) avait été retrouvé dans les abeilles mortes.

L'Unaf prévoit une "grande manifestation" contre le Cruiser le 21 février devant les ministères de l'Agriculture et de l'Ecologie.

Le Cruiser est d'autant plus mal venu que la situation de l'apiculture française avait commencé de s'améliorer au cours de la saison 2006/2007, la mortalité hivernale des abeilles étant redescendue pour la première fois depuis de nombreuses années à un niveau normal, inférieur à 10%, un résultat lié à la suspension du Gaucho et du Regent, selon l'Unaf.

Mais l'été pourri a balayé les espoirs de bonnes récoltes, le vent et la pluie empêchant les abeilles de butiner à loisir. La production de miel ne devrait pas dépasser 18.000 tonnes en 2007 contre 20.000 tonnes en 2006 et 33.000 tonnes dix ans plus tôt.

Les apiculteurs doivent également compter avec *Vespa velutina*, un frelon d'Asie, qui se nourrit d'abeilles et qui prolifère depuis 4 ou 5 ans en France, surtout dans le sud-ouest.

"Les nids de ce frelon asiatique deviennent très nombreux, il y en a dans plus de 16 départements, au moins un cinquième du pays est concerné", a précisé Claire Villemant, professeur au Museum d'Histoire naturelle de Paris.

Ces frelons "attrapent l'abeille avec leurs pattes, la décortiquent immédiatement au sol et emportent les morceaux pour nourrir les larves", a indiqué Raymond Saunier, secrétaire de l'Unaf.

Une colonie d'abeilles est en réel danger à partir de 4 à 6 frelons devant la ruche, a estimé M. Clément, qui réclame un effort de recherche mais "ne sait même pas quel ministère est en charge de ce dossier".

Les apiculteurs revendiquent en outre le droit de produire sans OGM: "il y a déjà plein de pollen invendable parce que contaminé par les OGM dans les frigos des apiculteurs du sud-ouest", s'est lamenté Jean-Marie Sirvins, vice-président de l'Unaf. Les apiculteurs contestent le seuil de 0,9% admis par la législation européenne pour la dissémination fortuite des OGM. Ils veulent également que la loi leur garantisse la liberté d'exercer: "nous voulons continuer à avoir des ruches partout, on était là avant les OGM", a fait valoir M. Sirvins.

<http://afp.google.com/article/ALeqM5jnYHkbb8uwChMDxy1rPRnEXEdUyQ>

Fichage ADN des faucheurs volontaires : est-ce pour détecter des OGM
-OGM: "délit de destruction de champs"

Fichage ADN des faucheurs volontaires : est-ce pour détecter des OGM
(Opposants Génétiquement Modifiés) ?

29/01/2008

Francine Bavay (vice-présidente verte de la Région Ile-de-France, chargée du développement social et de la santé) vient de recevoir une convocation pour prélèvement d'ADN, dans la continuité des poursuites judiciaires entamées à Orléans en juin 2006 à l'encontre de 50 faucheurs volontaires de maïs génétiquement modifiés.

Depuis longtemps, le dossier OGM fait figure de marécage judiciaire. La culture d'OGM, à la fois plus ou moins interdite par l'Europe et autorisée en France, a récemment été stoppée après que le gouvernement français ait décidé l'activation de la clause de sauvegarde contre la dissémination des OGM. En donnant partiellement raison aux anti-OGM, le gouvernement paraît donner ainsi un peu de réalité au risque OGM.

L'exécutif de la région Ile-de-France, sous la présidence de Jean-Paul Huchon, a tenu à exprimer sa solidarité avec sa vice-présidente.

Après cet événement insolite, deux questions viennent forcément à l'esprit :

* dans un cas de flou juridique comme celui des OGM, quelle ligne la justice (aveugle ?) doit-elle suivre ?

* la destruction de cultures est une action violente et quelque peu choquante qui mérite probablement une réponse de la justice. Mais le fichage ADN à tout bout de champ (c'est le cas de le dire), est-il une mesure de sécurité appropriée et proportionnée au délit ?

<http://www.guidedesdemarches.com/INFO/INFO521.htm>

Augmentation des cas de cancer infantile autour des centrales nucléaires

Histoire des taux de radiations auxquels les populations sont exposées par le Pr Edmund Lengfelder, Strahlenbiologisches Institut de l'Université Ludwig-Maximilian de Munich

Une étude allemande menée entre 2003 et 2007 pour le compte de l'Office fédéral de protection radiologique (BfS) a été publiée récemment. Elle porte sur la question de savoir s'il existe une corrélation entre la fréquence des cancers chez les enfants et la proximité du lieu d'habitation de ces derniers avec une centrale nucléaire. Précisons-le d'emblée: la commission d'experts externes composée aussi bien de partisans que d'adversaires du nucléaire mise sur pied par le BfS a conçu une étude extrêmement détaillée et rigoureusement scientifique dont les résultats sont parfaitement clairs. La probabilité qu'un enfant soit atteint d'un cancer, en particulier d'une leucémie, augmente considérablement en fonction de la proximité de l'endroit où il grandit avec une centrale nucléaire (cf. courbe ci-contre). Cette étude apporte des preuves évidentes de cette corrélation. Cet effet cancérigène ne peut être associé à aucun autre agent qu'à la radioactivité diffusée par les effluents gazeux et liquides des centrales nucléaires.

Cependant, dans son résumé de l'étude, la mathématicienne qui a conduit la recherche, Maria Blettner, prétend, en contradiction évidente avec les connaissances en matière de radiobiologie et de radiophysique, qu'au vu des résultats le nombre des cancers augmente certes en fonction de la proximité avec la centrale nucléaire - ce qu'on ne saurait contester - mais que la cause du phénomène reste inexpliquée.

Pour que le message soit diffusé par la presse, l'étude a été envoyée à la Süddeutsche Zeitung avant la conférence de presse, probablement accompagnée de l'«explication des principaux résultats». En effet, dans le peu de temps qui restait jusqu'au bouclage du journal, aucun journaliste ne serait en mesure d'étudier les 335 pages d'un texte hautement scientifique et la Süddeutsche Zeitung ne voulait pas se laisser griller la primeur de l'information. Et après la conférence de presse, les autres journaux n'approfondiraient guère le sujet: lecture du dossier de presse et du résumé, quelques coups d'œil jetés au texte de l'étude et ils livreraient bientôt leur article. Rares sont ceux qui auront pris le temps de découvrir, à la suite d'une lecture approfondie, l'aspect tendancieux du résumé.

Il convient, dans le contexte de cette étude, d'aborder à nouveau la question des centrales nucléaires. On ne peut pas négliger ces résultats sans engager lourdement sa responsabilité vis-à-vis de la santé publique. Les choses sont claires: Pour les profits nets habituels de 1 million d'euros par jour des actionnaires et des exploitants, les centrales nucléaires font dans la population des

alentours des victimes de cancers et de leucémies. Il est certain que les valeurs-limites d'exposition au rayonnement devront être considérablement réduites si nous prenons au sérieux la santé de nos enfants et des générations futures.

Il faut saluer le fait que la Suisse - à la suite de pressions politiques - ait l'intention de commander une étude analogue, à condition qu'elle soit préparée avec le même soin et le même souci d'équilibre que l'étude allemande.

Remarque préliminaire

Pour que vous puissiez vous faire une idée de qui je suis, j'ai joint à cet article un curriculum vitae (cf. encadré). Vous y découvrirez entre autres que mes activités scientifiques dans le domaine des effets des radiations et de leurs risques comprennent la rédaction d'un ouvrage sur le sujet. Depuis 20 ans, l'essentiel de mes activités porte sur les conséquences sanitaires et écologiques de la catastrophe de Tchernobyl et les maladies dues également aux faibles doses radioactives que l'on constate dans la région de Tchernobyl dans des zones importantes situées assez loin du site nucléaire. En tant que médecin et scientifique, je me suis rendu plus de 150 fois dans la région de Tchernobyl. En 2006, plusieurs organisations scientifiques ont organisé un congrès international consacré à la catastrophe au cours duquel de nombreux spécialistes reconnus ont évoqué les effets sanitaires et autres de la catastrophe, également celui des faibles doses. Les actes de ce congrès, qui contient le texte de tous les exposés, viennent de paraître.

Histoire des valeurs-limites

Abordons maintenant la question des valeurs-limites légales en Allemagne en matière d'exposition au rayonnement. Elles sont de 0,3 mSv (par inhalation) et de 0,3 mSv (par ingestion). Comment en est-on arrivé à ces valeurs? Depuis de nombreuses années, j'étudie à fond la question et j'ai publié avec mon collègue Scholz (depuis longtemps à la retraite) un texte de 37 pages intitulé *Strahlenschutz in der Bundesrepublik: Das 30-Millirem- Konzept* (Rapport No 1 (1989) de l'Otto Hug Strahleninstitut (ISBN 0941-0791). On peut encore en obtenir des exemplaires par mon intermédiaire. L'internationalisation des valeurs a fait passer de 30 millirems à 0,3 mSv, norme en usage aujourd'hui. Le point de départ de la norme des 30 millirems est constitué par la recommandation de la Commission internationale de protection radiologique (CIPR) de 1958 (ICRP-1: Recommendations of the Commission on Radiological Protection, Pergamon Press, London, 1958).

A l'époque, on ne s'intéressait qu'à la dose génétique (reçue par les gonades) et seulement sur la période allant de la naissance à l'âge de 30 ans. On supposait que les enfants n'étaient conçus que jusqu'à 30 ans.

«Selon les évaluations de différentes commissions, une dose génétique de 6-10 rems accumulée de la conception à l'âge de 30 ans sous l'influence de toutes les sources de radiations artificielles représenterait pour la société un danger consistant

en dommages génétiques. Elle peut cependant être considérée comme supportable et justifiée en regard des avantages que l'on peut attendre de l'utilisation de l'énergie nucléaire.» (ICRP-1)

Ensuite, à propos d'une valeur-limite de 1,5 rems que veulent fixer certains pays pour les sources artificielles, on peut lire ceci:

«Mais cela imposerait à ces pays des limites insupportables» [comprenez: pour le développement de l'énergie nucléaire]. La Commission a alors recommandé de «retirer du concept de valeur-limite l'exposition médicale au rayonnement et d'utiliser pour toutes les autres sources une valeur-limite de 5 rems pour la dose génétique».

L'IRCP-9 (1965) a repris le concept et a pris en compte une augmentation du taux de mutation de la population: «La dose génétique, à laquelle la population est exposée en raison de la totalité des installations nucléaires jusqu'à la fin de l'âge moyen de la procréation ne doit en aucun cas dépasser 5 rems. Il s'agit d'une dose qui s'ajoute à l'exposition aux sources naturelles et médicales.» Il est précisé ensuite qu'une valeur-limite de 5 rems pour la dose génétique «laisse une marge de manœuvre raisonnable au développement des programmes nucléaires».

Comme on était conscient que le fait de s'accommoder de dommages génétiques dans l'intérêt du développement du nucléaire conduirait la population, si elle apprenait cela, à perdre une bonne part de sa confiance dans les commissions officielles de protection radiologique, on chercha une autre justification qui paraîtrait plausible. On trouva dans l'intervalle de fluctuation de l'exposition au rayonnement naturel une grandeur numérique appropriée et on commença à s'y référer pour justifier les anciennes valeurs-limites.

Le 13 octobre 1969, la Commission nucléaire allemande a décrété que «le tiers environ de la dose génétique - déterminée par la science et qu'il convient de respecter - de 5 rems en 30 ans, c'est-à-dire 2 rems en 30 ans, devrait être exigé de la technologie nucléaire.» On en arriva ainsi aux 30 millirems par année par inhalation et aux 30 millirems par ingestion. Plus loin, on peut lire: «La condition de cette valeur-limite théorique de 30 millirems est que cette dose d'exposition soit inévitable à un coût encore acceptable.»

Il est donc clair que le coût acceptable pour les exploitants d'installations nucléaires a constitué la base de la fixation de la valeur-limite qui implique forcément une dose d'exposition inévitable et admet consciemment l'existence de dommages sanitaires.

On ne tient pas compte du risque de cancer

Le risque somatique, c'est-à-dire le risque de cancer pour toutes les tranches d'âge de la population, n'était absolument pas pris en compte par ces valeurs-limites, en particulier celui des personnes de plus de 30 ans, qui constituent la majorité de la population.

Même en 1987, c'est-à-dire après Tchernobyl et après l'adoption de la loi sur la prévention en matière de radioprotection, la dose génétique était toujours la seule valeur

dans le rapport annuel très détaillé du ministre allemand de l'Environnement sur l'exposition aux radiations en RFA! Le rapport ne parlait toujours pas de la dose significative au plan somatique, c'est-à-dire celle qui déterminait le risque de cancer. C'est également sur cette base qu'ont été calculées les doses de contamination dues aux centrales nucléaires. Le recours aux anciennes valeurs, utilisées encore aujourd'hui, à l'intervalle de fluctuation de l'exposition aux radiations naturelles a pour but d'occulter le fait que l'exposition aux radiations naturelles contribue de manière significative (5 à 10%) au nombre des cancers (425 000 en 2002) et des décès par cancer (210 000 en 2002), lequel est encore augmenté par les doses de radiations artificielles.

Il faut réduire considérablement les valeurs-limites

Au vu de connaissances scientifiques solides, il faut réduire considérablement les valeurs-limites, car ce ne sont pas les personnes qui sont à l'origine des radiations artificielles, leurs «avantages» (ICRP-1) et leurs «marges de manoeuvre» (ICRP-9) qu'il s'agit de protéger mais la population.

Les résultats de l'étude actuelle ont nettement plus de poids que ceux de la «Michaelis-Studie» (qui porte sur les années 1980-1990).

Dans l'étude récente, on a déterminé la distance graduelle par rapport à la centrale nucléaire même à l'intérieur d'un rayon de 5 km. On a constaté que les leucémies augmentaient plus que les autres cancers, en comparaison de l'incidence des cancers dans les zones témoins. Les leucémies infantiles viennent en tête des cancers induits par les radiations.

Au sein du groupe d'experts qui a conçu l'étude, les partisans des centrales nucléaires et leurs adversaires se sont entendus sur le protocole. On peut donc considérer que la méthode a été unanimement acceptée.

Certes, la limitation - par le groupe Blettner, qui a réalisé l'étude - de la distance par rapport à la centrale à 5 kilomètres minimise la portée du résultat communiqué à l'opinion car l'étude a montré une augmentation des cancers également à des distances supérieures. Les résultats auraient été encore plus nets.

Dans ses rapports annuels, le BfS donne une limite supérieure d'exposition de la population allemande aux radiations de 0,01 mSv par année. Les doses annuelles indiquées dans le rapport annuel parlementaire pour un individu de référence sont des valeurs qui ont été non pas mesurées mais calculées sur la base de nombreuses hypothèses concernant les conditions d'exposition. Les données de base (nature, altitude et dynamique des émissions de substances radioactives) sont recueillies et traitées par les exploitants de centrales nucléaires eux-mêmes. Dans son étude, Mme Blettner mentionne pour une personne de 50 ans une dose annuelle de 0,00032 mSv pour les radiations provenant de la centrale nucléaire de Gundremmingen. Je ne sais pas d'où elle tient ce chiffre. En outre, il est de fait que la dose exprimée en millisieverts est calculée selon l'effective dose model dans lequel les chances moyennes de

guérison des cancers de différents organes sont incluses en utilisant des facteurs de pondération.

Dans la littérature scientifique, la dose de doublement dans les leucémies infantiles est de 10 mSv. On appelle dose de doublement une dose de radiations qui conduit à un doublement de la fréquence «normale» d'apparition des cancers, c'est-à-dire sans cause reconnaissable. Pour expliquer les résultats trouvés dans l'étude, il faut supposer que la part due aux centrales nucléaires pour les enfants habitant à proximité est comprise dans cet ordre de grandeur.

Ignorance persistante des autorités responsables

Le fait que les indications contenues dans les réglementations officielles en matière de radioprotection peuvent être très éloignées de la réalité apparaît dans les commentaires des directives actuelles concernant la protection civile à la suite d'accidents nucléaires. Elles ignorent toujours les résultats publiés depuis des années sur les cas de cancer de la thyroïde, la zone d'évacuation, etc. dans la région de Tchernobyl. Le texte des ordres et recommandations qui doivent être communiqués par radio à la population allemande en cas de catastrophe nucléaire est partiellement faux et de nature à induire en erreur la population à ses dépens. Il témoigne de l'ignorance persistante des autorités et de leur réticence à tenir compte des faits nouveaux.

Dans le cas de la présente étude sur les cancers juvéniles, des personnes qui prétendent être des scientifiques ont avancé l'idée que non seulement l'intensité des radiations mais également la perception optique d'une centrale (surface de l'image rétinienne de la centrale) diminuait avec le carré de la distance.

Cette interprétation abstruse me vient à l'esprit quand j'entends Mme Blettner dire que ce n'est pas le rayonnement radioactif mais quelque chose d'autre, quelque chose d'inconnu, qui explique l'augmentation prouvée des cas de leucémie et d'autres cancers chez les enfants habitant à proximité des centrales nucléaires en Allemagne.

On entend souvent dire que les radiations dues aux transports aériens ou aux rayons X sont beaucoup plus élevées, que le tabagisme et d'autres habitudes de civilisation augmentent le risque de cancer et que la société accepte cela. A quoi l'on peut rétorquer que chacun peut échapper à ces risques sans grand effort ou les tolérer volontairement en regard d'un profit personnel supérieur (par exemple en radiologie). Mais les personnes vivant à proximité d'une centrale nucléaire ne peuvent échapper à l'exposition au rayonnement radioactif qu'en déménageant, ce qui implique notamment des frais importants. Les centrales nucléaires n'apportent pas d'avantage personnel, si ce n'est à quelques employés et à ceux qui participent aux bénéfices. En outre, sur les sites, les habitations existaient préalablement à la construction de la centrale.

Il faut sortir sans délai du nucléaire

Cela dit, il ne faut pas oublier que la sortie immédiate de cette technologie s'impose surtout parce qu'une catastrophe nucléaire, à la différence des catastrophes de navettes spatiales, de TGV, de trains à sustentation magnétique et d'autres systèmes de haute technologie, détruit les bases existentielles d'un pays tout entier et de millions de citoyens. .

Prof. Dr. med. Dr. h. c. Edmund Lengfelder, Strahlenbiologisches Institut der Ludwig-Maximilians-Universität, Schillerstrasse 42, D-80336 München

Tél: +49 89 2180 75 834, fax: +49 89 2180 75 835

E-mail: Lengfelder@lrz.uni-muenchen.de

(Traduction Horizons et débats)

Curriculum vitae du Pr Edmund Lengfelder

Naissance le 30/3/1943 à Weiden, marié avec le professeur Ulrike Messing

1962: Baccalauréat classique au lycée de Weiden

1962-1964: Service militaire dans la Bundeswehr

1964-1970: Etudes de médecine à Munich

1971: Autorisation d'exercer la médecine. Thèse de doctorat sur la radiobiochimie des nucléotides («summa cum laude»)

1971-1972: Recherches sur les réactions radicales induites par les radiations à l'Institute of Cancer Research and Department of Physics de Londres (Radiolyse pulsée par spectroscopie cinétique sur accélérateur d'électrons)

Jusqu'en 1974: Etudes complémentaires de physique et d'électronique, développement d'un appareil de mesure optoélectronique sur un accélérateur de particules pour l'observation des dommages radiologiques subis par les molécules et les éléments cellulaires sur une échelle de temps de l'ordre de la microseconde

1979: Doctorat d'Etat en radiobiologie

1983: Nomination à la chaire de radiobiologie de la Faculté de médecine de l'Université Ludwig-Maximilian de Munich

1989: Professeur invité au Centre national anglais de recherches radiologiques de Harwell (Medical Research Council)

Depuis 1974: Travaux sur les sujets suivants:

- Apparition et manifestations des dommages moléculaires dus aux radiations
- Nature et efficacité de mécanismes cellulaires enzymatiques et non-enzymatiques contre les radiations toxiques
- Thérapie anticancéreuse: mécanismes d'endommagement cellulaire dus à des cytostatiques ou à l'hyperthermie
- Développement de procédures d'examen destinées à déterminer l'activité de certaines enzymes cellulaires qui protègent des produits radioactifs toxiques chez des personnes saines et des cancéreux
- Mécanismes d'apparition de dommages chromosomiques dus à des produits radioactifs toxiques en l'absence et en présence de substances chimiques nocives

- Effets biologiques du rayonnement non ionisant, comme les ondes radioélectriques, les micro-ondes
- Développement d'instruments de mesure électroniques spéciaux destinés à l'étude biologique des radiations et de procédures de mesure visant à détecter la présence de produits nocifs pour les cellules qui sont apparus dans l'organisme à la suite de l'exposition aux radiations ou de l'effet de substances chimiques
- Répartition et enrichissement de substances radioactives dans la biosphère, dans les aliments et dans les tissus et les organes humains
- Mesures de l'exposition aux radiations naturelles ou artificielles, cartographie radioécologique (pays européens, régions de la RDA où l'on exploitait des mines d'uranium)
- Analyse et évaluation du risque radiologique et de la détermination de valeurs-limites pour la population générale et les personnes professionnellement exposées
- Effets médicaux et radioécologiques des retombées de Tchernobyl dans la CEI
- Mesures d'assistance médicale après des catastrophes ayant entraîné une forte exposition aux radiations (diagnostic et traitement des maladies consécutives à la catastrophe de Tchernobyl, mesures de protection après des accidents nucléaires)
- Recherches médicales et radiométriques et mesure de la radioactivité dans les régions contaminées de la CEI
- Etude biologique et histopathologique de tumeurs de la thyroïde chez des patients victimes de la catastrophe de Tchernobyl dans la CEI
- Etude radioécologique à proximité d'installations nucléaires allemandes
- Ethique scientifique de la recherche radiologique et conflits d'intérêts

Membre de plusieurs sociétés scientifiques internationales (radiologie, radiobiologie, protection radiologique, radiologie et oncologie, biochimie)

Plus de 200 publications, pour la plupart dans des revues spécialisées internationales

Auteur de l'ouvrage *Strahlenwirkung - Strahlenrisiko* (1^{re} édition, Hugendubel-Verlag; 2^e édition revue et corrigée, Ecomed-Verlag, Munich)

Titulaire de plusieurs brevets internationaux dans le domaine de la construction électromécanique et des installations d'irradiation
Second directeur d'une entreprise munichoise de construction électromécanique (1985-2004)

Coéditeur de la revue «Berichte des Otto Hug Strahleninstituts»

Directeur et coordinateur d'un groupement international de chercheurs (universités de Munich, de Vérone, de Padoue, Centre de recherches national italien en physique nucléaire [Legnaro]): sources et effets de faibles doses de radiations

Expert en matière d'effets radiologiques, de protection radiologique, de protection à la suite de catastrophes nucléaires auprès de parlements, d'autorités nationales et communales, de tribunaux, d'ordres de médecins, d'institutions universitaires,

etc. en Allemagne et à l'étranger

Depuis 1991: Directeur de l'Otto Hug Strahleninstitut -
Medizinische Hilfsmassnahmen e.V. München, Membre du comité
directeur de l'Otto Hug Strahleninstitut e. V. Bonn

Directeur et coordinateur du projet médical, scientifique et
humanitaire de l'Otto Hug Strahleninstitut - Medizinische
Hilfsmassnahmen e.V. München en Biélorussie, en Ukraine et en Russie
Membre du Conseil consultatif international de l'International
Environmental Sakharov University de Minsk, Biélorussie

Conseiller permanent et expert pour les questions de mesures
radiométriques, médicales et humanitaires visant à lutter contre
les conséquences de l'accident de réacteur de Tchernobyl (auprès
de ministères de Biélorussie et d'Etats européens)

Depuis 1992: Premier président du Deutscher Verband für Tschernobyl-
Hilfe e.V.

1992: Titre de docteur honoris causa décerné par l'université
biélorusse de Minsk «pour ses travaux en radiobiologie et l'aide
qu'il a apportée à la Biélorussie grâce à ses travaux
scientifiques sur les conséquences de la catastrophe de Tchernobyl».

1992-1995: Président de la Gesellschaft für Strahlenschutz e.V.

Depuis 1992: Membre de la commission d'experts «Leukämie in der
Elbmarsch» du gouvernement régional du Schleswig-Holstein

1998: Distinction la plus prestigieuse de Biélorussie, la médaille
Franzisk-Skorini pour services rendus dans la lutte contre les
conséquences de la catastrophe de Tchernobyl

2001: Titre de docteur honoris causa décerné par l'International
Environmental Sakharov University de Minsk

Depuis 2001: Président de l'International Advisory Board de
l'International Environmental Sakharov University de Minsk

Depuis 2003: Membre de l'Approval Board du programme CORE pour la
réhabilitation de la région de Tchernobyl (Communauté européenne
et organismes des Nations Unies)

2006: Président du Congrès international «20 Jahre Leben mit
Tschernobyl - Erfahrungen und Lehren für die Zukunft»,
14-17/9/2006, Feldkirch (Autriche)

Engagement humanitaire et social

Depuis 1991: Réalisation de nombreux projets humanitaires de l'Otto
Hug Strahleninstitut visant à lutter contre les conséquences de la
catastrophe de Tchernobyl et à améliorer la situation sociale en

Biélorussie (pays le plus touché par la catastrophe): fourniture
d'équipements modernes, formation initiale et continue, fourniture
de matériel courant et d'assistance médicale dans les domaines

- de la radioprotection et de la surveillance radiologique
(autorités sanitaires de Gomel, Académie des sciences)

- du diagnostic et de la thérapeutique du cancer et d'autres
pathologies de la thyroïde à Minsk et Gomel (Centre de la thyroïde
de Gomel, traitement à l'iode radioactif de tous les patients du
district de Gomel atteints d'un cancer de la thyroïde)

- de la radioécologie et de la construction d'installations
modèles pour l'utilisation de l'énergie régénérative (en

collaboration avec l'International Environmental Sakharov University de Minsk)

Le coût de l'aide apportée jusqu'en 2005 à la Biélorussie dans le cadre du projet humanitaire de l'Otto Hug Strahleninstitut s'élève à plus de 15 millions d'euros. En ce qui concerne l'amélioration de la situation sociale et du développement en Biélorussie, nous considérons la formation et la transmission de savoir-faire comme des contributions particulièrement importantes du projet. A quoi il faut ajouter les informations correctes fournies à l'Occident sur les conséquences réelles de la catastrophe et sur la collaboration constructive et couronnée de succès avec les partenaires biélorusses du projet.

Depuis 1992: Direction du Deutscher Verband für Tschernobyl-Hilfe dont les associations affiliées réalisent depuis 1992 de nombreux projets humanitaires en Biélorussie. Les principes essentiels de la fédération sont la mise en oeuvre de mesures adaptées aux besoins locaux, la transparence à l'égard des partenaires et des autorités et une stricte neutralité politique.

Mardi 29 Janvier 2008

Pr Edmund Lengfelder

***En vrac, juste pour savoir de quoi on crèvera .
Au moins sait-on que nous aurons l'embarras du choix !***

VMP 05/02/08

